

Les révolutionnaires pendant la Seconde Guerre mondiale

1944/1947

Yvan Craipeau

LA LIBÉRATION

Confisquée



Savelli/Syros

Maquette : MAX PAGIS

Coédition

© Editions Savelli
33, bd Saint-Martin
75003 Paris

© Editions Syros
9, rue Borromée
75015 Paris

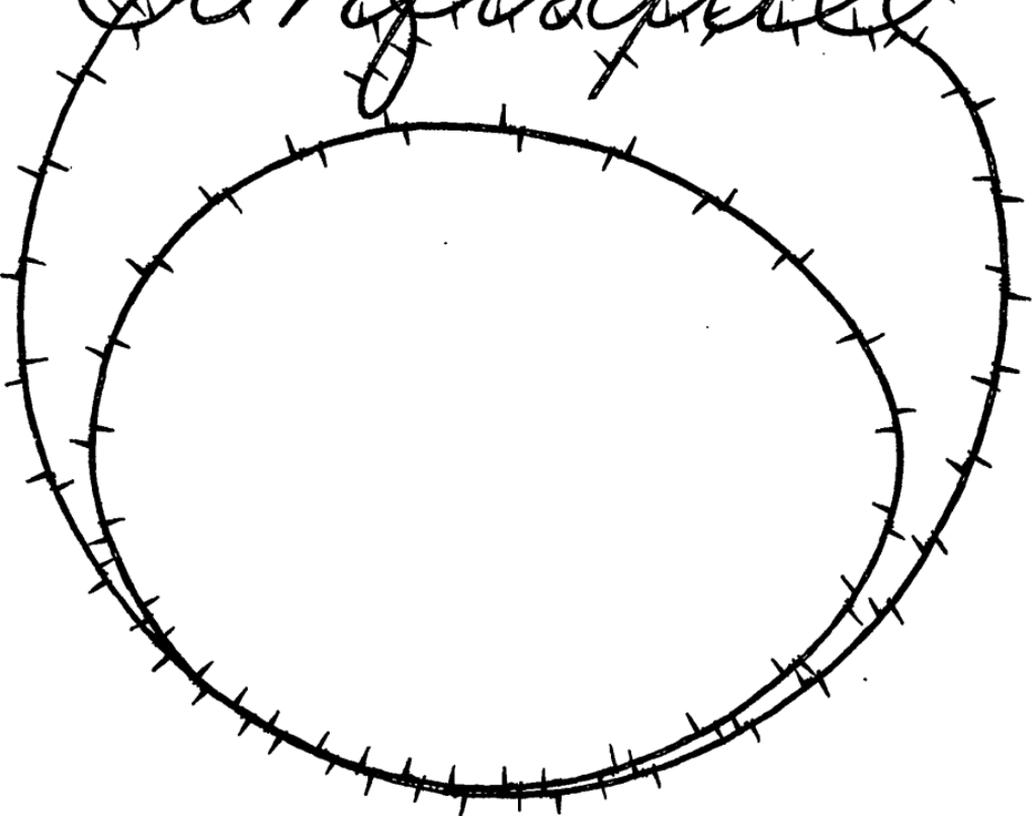
Les révolutionnaires pendant la Seconde Guerre mondiale

1944/1947

Yvan Craipeau

LA LIBÉRATION

Confisquée



Savelli/Syros

DU MEME AUTEUR

LA RÉVOLUTION QUI VIENT
(Editions de Minuit, 1957 - Epuisé)

HISTOIRE DU MOUVEMENT TROTSKISTE EN FRANCE
(Editions Syros, 1971 - Epuisé)

LE POUVOIR A PRENDRE
(Collection « Points Chauds » ; Editions Syros, 1976)

CONTRE VENTS ET MARÉES
(Editions Savelli, 1977)

LA LIBÉRATION CONFISQUÉE
(Editions Savelli / Editions Syros, 1978)

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	7
Chapitre premier. — LE DÉBARQUEMENT ET LA LIBÉ- TATION	13
Chapitre II. — L'ÉTAT RESTAURÉ	49
Chapitre III. — LES EMPÊCHEURS DE TOURNER EN ROND	79
Chapitre IV. — DES BAILLONS POUR L'EUROPE ...	113
Chapitre V. — LA GUERRE FINIE, L'UNION NATIONALE CONTINUE	127
Chapitre VI. — L'EMPIRE FRANÇAIS RESTAURÉ ...	145
Chapitre VII. — RENAULT CONTRE L'UNION NATIONALE	161
Chapitre VIII. — L'IMPASSE	185
Postface. — LA VIEILLE TAUPE N'EST PAS MORTE	195
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES	203

AVANT-PROPOS

Dans *Contre vents et marées* *, nous avons esquissé l'évolution des diverses tendances du mouvement ouvrier pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Le Parti socialiste — toutes tendances confondues — a tout naturellement retrouvé ses positions de 1914 et participé à l'union nationale avec la bourgeoisie. Quand la bourgeoisie s'est divisée, en juin 1940, il a éclaté : 90 de ses parlementaires (contre 38) ont voté la mort de la république et les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Il s'est péniblement reconstruit, à partir de l'année suivante, en se rangeant derrière le général De Gaulle.

C'est précisément pour rompre avec le social-patriotisme que s'étaient constitués les partis communistes. Pourtant, en France comme ailleurs, à partir de 1935, ils se retrouvent en flèche dans l'exploitation des thèmes nationalistes : Le P.C.F. réclame la formation d'un « Front des Français » avec la droite anti-allemande. En vérité, ses militants ne sont pas pour autant ralliés aux positions de la social-démocratie. Le principe fondamental reste pour eux « l'internationalisme prolétarien », c'est-à-dire la reconnaissance du rôle dirigeant du P.C. soviétique pour définir et orchestrer la stratégie mondiale des partis communistes. C'est dans le cadre de la stratégie diplomatique et militaire de l'U.R.S.S. que s'inscrit leur engagement national. De là, une politique

* *Contre vents et marées* - « Les révolutionnaires pendant la Seconde Guerre mondiale » ; Editions Savelli, 1977.

en partie double. La propagande de masse exalte au premier degré le patriotisme et l'union nationale : elle fait l'apologie de l'U.R.S.S. en tant qu'alliée de la France et seconde patrie des travailleurs. La formation des cadres inverse les valeurs : seul est essentiel l'intérêt de l'U.R.S.S. qui est celui du parti communiste, donc l'intérêt des travailleurs.

Quand, en août 1939, la bureaucratie « soviétique » opère un tournant à 180° en s'alliant à l'Allemagne hitlérienne, cette politique en partie double provoque la crise la plus grave qu'ait jamais vécue le P.C.F. Il opère lui-même un virage sur les chapeaux de roues qui le conduit au neutralisme et même au défaitisme pendant la « drôle de guerre ». Au début de l'occupation, il croit que les accords germano-soviétiques peuvent lui permettre d'accéder au pouvoir. Cette orientation le coupe de ses bases de masse : en 1939 elle a entraîné une scission dans l'appareil lui-même.

En fait, sans tenir compte des directives centrales, dans de nombreuses régions, les militants communistes ont entrepris la lutte contre les occupants hitlériens. La direction du parti s'y engage à son tour, quelques semaines avant l'invasion de l'U.R.S.S. par Hitler, au moment où la rupture apparaît inévitable entre les deux puissances. Le Parti communiste retrouve la confiance des masses et développe rapidement son influence. Mais, contrairement aux Yougoslaves qui mènent une lutte armée autonome, le P.C.F. renoue presque aussitôt avec sa politique de « Front des Français » et s'allie à la résistance gaulliste. Sa propagande ne se distingue désormais que par l'outrance de son nationalisme « anti-boche ».

C'est une poignée de militants qui mènent la lutte pour une politique ouvrière indépendante et pour la révolution socialiste. Dans *Contre vents et marées* nous nous sommes efforcé de retracer leur histoire.

Comme l'avait prévu Trotski, leur situation n'est pas brillante. Les anarchistes ont fermé boutique dès la déclaration de guerre. Le Parti socialiste ouvrier et paysan, dirigé par Marceau Pivert, où se retrouvaient socialistes de gauche et trotskistes, a volé en éclats dès le début de la guerre. Ce qui en reste dépérit rapidement. Les trotskistes sont divisés. Le groupe reconnu par la IV^e Internationale, qui publie *l'Étincelle*, est seul à mener une certaine activité, mais son audience est très restreinte. L'espoir des trotskistes, c'est que — comme le prévoit l'ambassadeur de France à Berlin — le temps travaille

pour eux et que la guerre impérialiste se transformera en guerre civile. Cette première année du conflit, où les belligérants s'observent, laisse en effet supposer que vont se reproduire les conditions de la guerre de positions — la haine croissant dans chaque pays, au front et à l'arrière, contre la bourgeoisie qui a provoqué la guerre et qui en profite. En France, la classe ouvrière reste pour le moment passive, mais l'enthousiasme patriotique est au plus bas. Les socialistes n'arrivent pas à le réchauffer et ils ont perdu tout crédit. Leur historiographe, Jean Ligou, intitule le chapitre qui traite de cette période : « l'effondrement ».

L'offensive éclair de Hitler bouleverse brusquement la situation. Toute l'Europe continentale est occupée. En France, comme ailleurs, avec l'aide de la bourgeoisie et du gouvernement de Vichy, la dictature hitlérienne se traduit par la perte de toutes les libertés (ou plutôt de ce qui en restait), la chasse aux Juifs et aux militants ouvriers, la terreur blanche, le pillage des ressources, la misère et la disette, la déportation massive dans les usines du Reich.

Dans ces conditions nouvelles, les révolutionnaires ont quelque peine à se réorienter. Quelques-uns d'entre eux croient un moment (comme la grande majorité de la population) à la victoire inéluctable du nazisme et du stalinisme alliés ; ils cherchent à adapter leur politique à cette situation et constituent le Mouvement national révolutionnaire qui publie *la Révolution française* ; en 1941, ils rejoindront la résistance gaulliste. Les socialistes de gauche se réorganisent plus tard en zone occupée, autour de *Notre révolution* (1941) qui deviendra *Nos combats*, puis *Libertés*. En zone sud, ils publient *l'Insurgé* (1942) et constituent un réseau, intégré à la résistance gaulliste. Leurs publications se distinguent seulement par un langage moins chauvin et — pour *l'Insurgé* — par l'importance accordée aux revendications ouvrières. En 1943-44, apparaissent quelques feuilles se réclamant du « communisme des conseils » ou de la gauche « bordiguiste » : elles proclament leur opposition à tous les pouvoirs — y compris celui de Staline — et rappellent leurs principes.

Les trotskistes de la IV^e Internationale, eux, engagent immédiatement l'action contre les nazis et Vichy, en affirmant la nécessité d'une révolution socialiste. Dès le mois d'août 1940, ils publient *la Vérité*. En plus de leur journal central mensuel, imprimé à partir de 1941, ils

diffusent une revue, des brochures, plusieurs dizaines de périodiques régionaux, locaux, d'entreprises ou de secteurs. Ils refusent de participer à la résistance bourgeoise. Mais ils s'efforcent — non sans faux-pas ni réticences — d'intégrer au combat ouvrier et révolutionnaire le combat pour les libertés démocratiques et nationales. Ils cherchent à coordonner leur action à l'échelle de l'Europe occupée. Pour eux, la clé des possibilités révolutionnaires est en Allemagne : ils organisent un réseau de soldats de la Wehrmacht, partisans de la révolution prolétarienne — réseau démantelé par la Gestapo à la fin de 1943. Orientés vers l'action de masse, ils se constituent en Parti ouvrier internationaliste. Mais ils ne parviennent guère à se lier au mouvement populaire réel. Au moment où la déportation massive des travailleurs et des jeunes offre une base de masse à la lutte armée contre les nazis, ils reconnaissent l'importance des partisans ; mais, craignant de tomber dans une déviation nationaliste, ils hésitent à s'engager dans la lutte des maquis.

Pourtant, leur orientation est dénoncée comme nationaliste par les autres groupes qui se réclament du trotskisme. Le petit groupe « la Lutte des classes », apparu dès 1940, considère que la planète entière est entrée dans une longue période de guerre mondiale permanente, pendant laquelle il s'agit de former des cadres révolutionnaires. Les militants issus de l'ancien groupe de « la Commune » estiment que toute action de masse ne peut être, pour le moment, qu'entachée de nationalisme. Ils publient, en 1942, un bulletin à diffusion restreinte, *la Seule Voie* et constituent le « Comité communiste internationaliste » (C.C.I.). Pour le C.C.I., l'ennemi principal est l'impérialisme yankee : il est exclu qu'il ouvre un second front pour soulager l'U.R.S.S. ; la guerre se terminera nécessairement par une révolution socialiste qui commencera en Allemagne ; les révolutionnaires doivent se réserver pour diriger le mouvement ouvrier à ce moment-là.

Au début de 1944, trois groupes trotskistes s'unifient (P.O.I., C.C.I., « Octobre »). Ils constituent le Parti communiste internationaliste qui reprend à son compte l'essentiel des publications du P.O.I. Le P.C.I. gagne en rigueur d'organisation, mais accentue sa rigidité politique. Il se trouve plus que jamais coupé des maquis. Pourtant, sur le tard, il décide d'intégrer ses militants dans les Milices ouvrières patriotiques : il espère qu'elles

deviendront la force armée des travailleurs des entreprises contre la bourgeoisie.

*
**

Au moment du débarquement, le mouvement trotskiste — qui a perdu dans la lutte un tiers de ses effectifs (fusillés ou déportés) — regroupe quelques centaines de militants dévoués, notamment dans les usines. Mais, il se trouve pratiquement désarmé et politiquement isolé.

Après quelques années d'occupation allemande, il n'est pas étonnant que le nationalisme des masses populaires soit exacerbé. Les travailleurs mettent leurs espoirs dans l'arrivée des armées alliées. La propagande des nazis et de Vichy, comme celle de la Résistance et du P.C.F. : tout désigne, à leurs yeux, De Gaulle comme le libérateur. La haine de l'oppression hitlérienne domine et concentre toutes leurs aspirations, estompe les oppositions de classes et de partis.

Pourtant, à juste titre, la bourgeoisie est mortellement inquiète : elle a collaboré avec les nazis et a fait avec eux de fructueuses affaires ; elle craint de perdre, avec la libération, son pouvoir économique et politique. La peur d'une révolution sociale au moment de l'effondrement des forces hitlériennes est devenue la hantise de Pétain et de son entourage. Ils ont déjà rencontré, à ce sujet, des émissaires gaullistes.

En effet, pour les masses populaires, l'espoir de la libération se confond avec l'espoir d'une libération sociale. Elles en attendent le retour aux libertés ouvrières et démocratiques, mais aussi la fin de leur exploitation et de leur oppression par la bourgeoisie. C'est ce que reflète confusément la *Charte* du Comité national de la résistance, qui promet la disparition des féodalités industrielles et financières. Les partis ouvriers semblent incarner cet espoir. Avant tout, le Parti communiste. Le P.C.F. est porté au sommet de la vague populaire. Il contrôle les forces vives des maquis et la grande majorité des travailleurs le soutiennent avec enthousiasme. Jamais — et de très loin — il n'avait joui d'une telle influence. Les travailleurs font confiance à De Gaulle pour assurer l'indépendance du pays, aux communistes pour un changement radical de la société.

Mais cet enthousiasme couvre bien des contradictions. De Gaulle n'a que faire des aspirations de la Résistance. Son objectif est de restaurer, dans l'indépendance reconquise, l'appareil d'Etat et le pouvoir économique de la

bourgeoisie. Les partis ouvriers ont pieds et poings liés par l'union nationale réalisée sous sa houlette. D'ailleurs, pour eux, le socialisme n'est pas à l'ordre du jour. Le Parti socialiste en caresse le rêve pour un avenir lointain, mais il se borne à espérer le retour à un parlementarisme du type de la III^e République. Quant au P.C.F., il continue à soumettre sa stratégie à celle de l'U.R.S.S., exalte plus que jamais le patriotisme et l'union nationale et vise seulement à renforcer ses positions dans l'appareil d'Etat.

Dans ces conditions, que va-t-il advenir des aspirations des travailleurs et des espoirs de libération que nourrissent les peuples colonisés ? Ne s'élèvera-t-il pas une opposition, au sein du P.S. ou du P.C.F., contre la politique d'union avec les capitalistes ? Les socialistes de gauche qui se sont intégrés à la Résistance pourront-ils modifier le cours des choses ? Les révolutionnaires qui luttent contre le courant pourront-ils peser sur les événements ?

*
**

C'est l'histoire de leurs efforts et de leurs combats que nous voulons essayer de retracer dans *la Libération confisquée*. Elle ne peut l'être, bien entendu, que dans le cadre général de la lutte des classes et des positions prises par les principaux protagonistes : le P.S., le P.C.F. et les représentants de la bourgeoisie.

Comme dans le premier volume, nous nous contenterons, pour l'essentiel, de laisser la parole aux uns et aux autres. Mais, notre commentaire ne sera pas neutre. Cette expérience d'union nationale, qui se prolonge jusqu'en 1947, nous paraît, en effet, riche d'enseignements. On y voit où mène la reprise en compte par les partis ouvriers de l'idéologie des classes dirigeantes, notamment l'idéologie de la patrie et de « l'intérêt général ». On y voit où conduisent les compromis avec le capitalisme, la gestion de ses intérêts économiques et de son Etat. On y voit, enfin, ce qu'il advient quand les travailleurs se contentent de déléguer leurs pouvoirs au lieu de prendre eux-mêmes leurs affaires en main. Les révolutionnaires peuvent aussi tirer des leçons de leur histoire pendant cette période : pour la première fois, ils ont pu intervenir dans l'action de masse ; mais ils se sont dispersés presque aussitôt ; on peut apprendre des échecs comme des succès.

Si cette histoire pouvait aider à la réflexion, nous n'aurions pas perdu notre temps.

CHAPITRE PREMIER

Le débarquement et la libération

La restauration de l'appareil d'Etat bourgeois

Le 10 juin, *la Vérité* commente le débarquement. Sous le titre « La libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », elle écrit :

« [...] Nous avons bien vu comment l'Afrique du Nord et l'Italie ont été " libérées ". La faim a continué à régner. Les indigènes qui luttent pour leur libération, les ouvriers qui luttent contre le patronat ont continué à être jetés dans les prisons. Alexander a écrasé dans le sang les grèves de Naples, comme Hitler les grèves de Milan. Les culottes de peau fascistes de Badoglio restent en place. A Alger, les masses ont imposé l'exécution de Pucheu, mais les officiers formés à l'école de Maurras restent les cadres de l'armée et Giraud le cagouillard est conseiller d'Eisenhower. A Alger comme en Italie, les patrons continuent à exploiter leurs ouvriers ; les banquiers et les trusts continuent à écraser les paysans travailleurs, tandis que la General Motors et la banque J.-P. Morgan se joignent à la curée.

» Alors les travailleurs se posent la question : « *Parlons-nous bien de la même libération, Eisenhower et nous ?* » Et ils ont absolument raison de se méfier. [...] Dès maintenant, c'est sur nous-mêmes que nous devons compter pour nous

protéger de la mort et de la famine, pour sauver les emprisonnés, pour nous défendre contre les fascistes et les bandes réactionnaires.»

La Vérité propose aux travailleurs d'organiser eux-mêmes le contrôle du ravitaillement et de leur sécurité, les appelle à ne pas se laisser éloigner des cités ouvrières, à organiser les milices ouvrières et « à garder leurs armes pour leur propre lutte », enfin à tendre la main aux soldats allemands pour « les aider à constituer leurs comités de soldats ».

L'Humanité, au contraire, salue les « libérateurs » alliés, en termes hyperboliques. L'historien des F.T.P., Charles Tillon, qui écrit en 1961, rappelle pourquoi le P.C.F. a toutes les raisons d'être satisfait. Kœnig (désigné par De Gaulle comme chef des Forces françaises de l'intérieur) avait, le 6 juin, lancé un ordre du jour déclarant : « La bataille pour la libération est déclenchée. Je demande aux représentants des F.T.P. et de l'O.R.A. de prendre conscience de la nécessité d'une union totale dans le but de chasser l'ennemi de la France. »

Il s'adressait ainsi aux deux ailes de la « Résistance », jusqu'ici en conflits permanents — les F.T.P. sous contrôle communiste et l'O.R.A. constituée de réactionnaires vichystes qui, « grâce à ses liens étroits avec l'armée de l'armistice, eut la possibilité d'être dotée d'un important armement, même d'armes lourdes et anti-chars (dont les stocks étaient du reste restés si secrets qu'ils n'avaient pas pu être utilisés) »^{1*}.

Tillon commente ainsi : « Pour les F.T.P.F., pionniers de l'unité pour le combat, cette adjuration prenait valeur de reconnaissance de plein droit ». Il écrit plus loin : « Le 9 juin une ordonnance, enfin signée par De Gaulle, intégrait les F.F.I. dans l'armée française. Finies les discriminations entre mêmes soldats d'une armée nationale ? On va voir que non. »

Ainsi, le Parti communiste se présente comme le pionnier de « l'unité de combat » avec l'O.R.A. et se félicite de l'intégration des F.F.I. — dont les F.T.P. — dans l'armée française traditionnelle. Accord d'autant plus remarquable que les décisions de De Gaulle sont prises pour mettre le Parti communiste et les forces ouvrières qu'il contrôle sous la dépendance directe de l'état-major et du gouvernement — ainsi que De Gaulle lui-même

* Renseignement confirmé par les *Mémoires* du général De Gaulle.

l'explique dans ses *Mémoires* *. Ce que le Parti communiste souligne comme une victoire, c'est l'annonce officielle du retour de l'ordre bourgeois : l'état-major dépose les organismes de la Résistance de ses pouvoirs militaires, tandis que, à mesure que progressent les forces alliées, se remettent en place les rouages de l'appareil d'Etat, en éliminant les cadres de la Résistance. La libération donne ainsi une remarquable leçon de choses sur la nature de classe de l'Etat.

**

En réalité, De Gaulle doit se battre sur plusieurs fronts. Sa première bataille, il doit la mener contre les Alliés. Ceux-ci ont, en effet, prévu l'administration directe du pays, transformé en simple satellite de l'impérialisme américain.

« Les Anglo-Américains avaient prévu une machinerie civile, chargée d'assurer "l'ordre" à la suite de leurs soldats, sur les territoires d'Europe où ils allaient libérer les populations. Les Italiens avaient déjà pu apprécier les bienfaits de l'A.M.G.O.T. (Allied Military Government of Occupied Territories) dont le personnel prévu pour la France débarquait en Normandie avec l'intendance. »²

La veille du débarquement, De Gaulle prend connais-

* De Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, « L'Unité » : « [Les communistes] noyautent et souvent commandent les partisans et francs-tireurs qui sont presque un tiers des maquis. Si De Gaulle ne tenait pas tout le monde sous son obédience, cette fraction deviendrait une force à part dont disposerait non le pouvoir, mais l'entreprise qui vise à le saisir. [Pour combattre leur action] « dans chacune des régions administratives et dans certains départements, le gouvernement place un délégué militaire nommé par moi.

» En mars 1944, je crée les Forces françaises de l'intérieur, englobant obligatoirement toutes les troupes clandestines, prescrites qu'elles soient organisées à mesure du possible en unités militaires conformes au règlement : sections, compagnies, régiments, décide que les officiers qui en ont le commandement prendront à titre temporaire des grades correspondants aux effectifs qu'ils ont sous leurs ordres... Je tiens qu'en soumettant ces troupes aux normes traditionnelles — ce à quoi d'ailleurs elles aspirent — l'unité française sera finalement bien servie. »

L'intégration des F.F.I. dans l'armée a pour but de leur enlever toute autonomie et de priver d'existence légale des organismes d'action comme le COMAC que De Gaulle exècre parce qu'il comporte une majorité de communistes. Le conseil national de la résistance lui-même n'a plus désormais d'autorité légale puisque ses fonctions militaires sont prises directement en charge par l'état-major, tandis que ses fonctions politiques sont désormais directement exercées par le gouvernement.

sance du message d'Eisenhower, trop tard pour pouvoir y changer quoi que ce soit. S'adressant à la nation française, ce message « l'invite à exécuter ses ordres ». Il décide que « dans l'administration tout le monde continuera d'exercer ses fonctions, à moins d'instructions contraires », qu'une fois la France libérée « les Français choisiront eux-mêmes leurs représentants et leur gouvernement. [...] Bref, conclut De Gaulle, il se donne l'apparence de prendre en charge notre pays »².

Comme on voit, les Alliés entendent maintenir dans la France « libérée », sauf exceptions, l'administration de Vichy, en se contentant de la placer sous leur contrôle. Cela, bien entendu, De Gaulle et le gouvernement d'Alger ne peuvent pas le tolérer. Ils veulent constituer un Etat national autonome. Le 6 juin, De Gaulle prononce une allocution radiodiffusée par Londres : « Les consignes données par le gouvernement français et par les chefs français qu'il a qualifiés doivent être exactement suivies. » De mauvaise grâce, les Alliés s'inclinent ; De Gaulle va mettre en place son propre gouvernement. Tillon gouaille :

« Le trust des cerveaux dont s'était entouré à titre personnel le général De Gaulle pour doubler son embryon de gouvernement, était trop avisé pour n'avoir pas aussi préfabriqué son appareil de prise en main des territoires occupés. » Voici donc, sortant ébouriffés d'une foule en armes et comme habillés de dominos, voici prenant place dans leur rôle, d'abord des hommes de confiance des rouages d'occupation alliés, du " Civil Affairs " et ceux des " réseaux administratifs du B.C.R.A. ", tous chargés de recueillir, dans l'odeur de la poudre et sur les pas des combattants le précieux " pouvoir civil ". »¹

Le récit est pittoresque. Mais il reste inexact si l'on n'ajoute pas deux précisions. Ce n'est pas « à titre personnel » que De Gaulle a préparé la prise en main des territoires occupés, mais au titre de chef du gouvernement d'Alger, et à « cet embryon de gouvernement » les communistes ont apporté leur caution par la participation de deux des leurs. C'est donc bien avec la caution du Parti communiste que se mettent en place les rouages nouveaux de l'Etat bourgeois. La mauvaise humeur des communistes tient seulement à la façon dont il s'installe et à la place plus que médiocre qui leur est laissée.

En appelant les travailleurs à se ranger derrière De Gaulle, peut-être espéraient-ils (comme le pense le général) qu'il se laisserait réduire à un rôle de figuration. Comme si la nature de classe de l'Etat se réduisait à la

psychologie de ses dirigeants ! En tout cas, il n'en est pas question. De Gaulle fait le 14 juin une visite à Bayeux occupé par les Alliés : « Tout ce qui occupe une fonction accourt pour me saluer »², (peu importe comme on voit de qui tout ce monde tient son autorité !). Et De Gaulle conclut : « La preuve est faite. Dans la métropole, aussi bien que dans l'empire, le peuple français a montré à qui il s'en remet du devoir de le conduire. »²

Le seul problème est de savoir à qui le peuple français va « s'en remettre ».

Il est intéressant de voir comment s'opère la mise en place du nouvel Etat. Bayeux en constitue le premier banc d'essai. De Gaulle a introduit « presque clandestinement » deux hauts fonctionnaires lors de sa visite à Bayeux. Le premier, c'est le réactionnaire M. Coulet, désigné comme préfet, le second, M. de Chevigné, chargé d'installer les nouveaux pouvoirs derrière l'armée des Alliés.

Aron raconte l'histoire du remplacement du sous-préfet vichyste de Bayeux. M. Coulet cherche en vain le sous-préfet désigné. Au pied levé, il doit le remplacer. Heureusement, il a sous la main un gros propriétaire de la région, tout désigné par sa situation sociale au rôle de sous-préfet. M. Triboulet deviendra donc sous-préfet de Bayeux, à la place du sous-préfet pétainiste, M. Rochat (qui sera muté dans une autre préfecture). Mais le protocole veut que la passation des pouvoirs se fasse en uniforme de sous-préfet. M. Triboulet n'en a pas. Aron nous transmet alors le dialogue historique entre le nouveau sous-préfet et l'ancien :

« — Cher monsieur, vous allez me rendre un service !

Et comme M. Rochat le regarde assez étonné :

— Oui, continue Triboulet, je n'ai pas d'uniforme de sous-préfet. Nous sommes de la même taille, pourriez-vous me donner le vôtre ?

— Assurément... dit Rochat, mais, un conseil, n'oubliez pas de faire changer les boutons, les miens portaient la francisque... »³

« Ainsi, *commente Charles Tillon*, la révolution sera totale, à une question de boutons près. »¹

Scène symbolique en effet de la permanence de l'Etat bourgeois. Le second haut fonctionnaire introduit par De Gaulle, au nom du gouvernement d'Alger, c'est M. de Chevigné. R. Aron indique ainsi son rôle :

« A partir du 14 juin 1944, il accompagne dans un échelon avancé, la progression des forces alliées en France, et veille

à ce que, les Allemands une fois partis, il ne s'introduise pas un désordre révolutionnaire.

» Pour accomplir cette mission il est accompagné d'un triple dispositif attaché à sa personne.

» En premier lieu, une caravane ambulante, formée à Alger, ayant transité par Londres, et comprenant des officiers de gendarmerie, des commissaires de police, des intendants... En un mot, tout un personnel de première urgence pouvant aider à remettre en train l'administration. »³

M. de Chevigné s'enquérât si le maire ou le sous-préfet prévu par le B.C.R.A. (le gouvernement) était présent et il lui donnait l'investiture. « Souvent, comme seul élément pour le représenter après son départ [la caravane] laissait un inspecteur de police chargé, après rapide enquête, d'effectuer le recrutement des nouveaux cadres locaux. »³

L'inspecteur de police chargé de recruter les cadres locaux ! Peut-on trouver meilleur symbole ? « La trahison de la Libération a commencé », commente Charles Tillon (en 1961 !). Il écrit alors ces réflexions désabusées :

« La liberté de la Résistance n'aurait-elle été qu'un fugace moment, celui où l'on s'embrasse en comptant ses morts, et qui doit se glacer avec eux, chacun retournant à ses habitudes ? Mais, qui donc alors possède l'habitude des affaires, c'est-à-dire du pouvoir ? Place, voici les nouveaux maîtres ! Ce sont les émigrés ! [...] Ils se sont pour la plupart choisis, ou plutôt ce sont quelques messieurs qui n'avaient aucun droit pour le faire qui, secrètement, à quelques-uns, ont choisis d'après un fichier établi à Londres, sur la base de rapports policiers ou du Bottin mondain, ou de rapports de complaisance inspirés par les grandes familles de l'industrie, de la banque, des hauts fonctionnaires. Toutes les grandes familles ont joué un double jeu ; on a tout donné à Pétain, sauf tel cadet un peu farfelu ou bien un peu bossu, à moins que, comme un "en-cas", on ait prévu de mettre à mûrir dans l'autre camp une poire pour la soif. »¹

Mais peut-on reprocher à la bourgeoisie de « trahir » parce qu'elle reconstitue son propre pouvoir de classe ? Elle ne « trahit » que les illusions répandues dans les masses par ceux qui voulaient leur faire croire à l'existence d'une « nation » au-dessus des classes et à l'identité d'objectifs entre la bourgeoisie « résistante » et la classe ouvrière.

Jamais autant que pendant ces mois de la nouvelle campagne de France, *l'Humanité* et les innombrables feuilles sous contrôle du P.C.F. n'avaient autant exalté « l'unité patriotique », la gloire des Alliés, le chauvinisme et la « haine du boche ».

C'est seulement en 1961 que Charles Tillon montrera

comment avance le rouleau compresseur des armées alliées :

« Malheureusement, la tactique de progression des troupes alliées consiste à tout raser devant elles sur le terrain, villes, villages, monuments, en distribuant d'un même cœur aux civils chocolat et bombes au phosphore. »¹

*
**

Dans ces conditions, on est tenté de dire, en parlant d'Hitler et d'Eisenhower, de De Gaulle et de Pétain : ils se valent. C'est ce que fait *la Vérité* dans son éditorial du 22 juin :

« [...] Aujourd'hui que l'on voit la "libération" à l'œuvre en Normandie, plus aucun travailleur ne peut plus lui garder aucune confiance. En fait de liberté, on nous promet l'administration militaire. En Italie, il s'agissait d'un pays "ennemi". Ce fut le prétexte invoqué par Roosevelt pour y établir l'A.M.G.O.T. En France, pour aboutir au même résultat, on cherche à évincer même De Gaulle qui voulait établir un simulacre de parlement. C'est Giraud, encore plus réactionnaire, qu'Eisenhower a choisi comme conseiller. De Gaulle trouve cela difficile à avaler et les tiraillements ont commencé entre lui et Eisenhower : par exemple, au lieu de 300 officiers de liaison demandés pour la Normandie, il n'en a envoyé que 20*.

» Pendant ce temps, ô ironie, le commandement américain, à peine arrivé en Normandie, s'empresse de désarmer les partisans.

» Quant au pain, comme Hitler qui, avec son mark à 20 francs, a réduit à la misère de larges masses, Eisenhower le rendra encore plus cher en apportant 80 milliards de fausse monnaie*.

» Au lieu de paix, on nous promet la mobilisation pour "conquérir l'Indochine". En réalité, la libération de Roosevelt vaut tout autant que le socialisme de Hitler.

» Le Parti communiste internationaliste dit aux travailleurs : « Tu en as assez de la guerre ; tu veux réellement te libérer ; ne fais confiance qu'à ta propre classe. Ne fais pas confiance à Eisenhower. Organise-toi aujourd'hui dans les milices ouvrières, reste groupé sur la base de ton usine qui est ton bastion ; refuse de te laisser mobiliser dans "l'armée de libération" ; prépare-toi à un nouveau juin-36 ; tu éliras ton comité d'usine, ton soviét, pour te libérer toi-même de ton esclavage de prolétaire. »⁴

La Vérité va à contre-courant quand elle dit aux travailleurs de ne pas faire davantage confiance à l'impérialisme américain qu'à l'impérialisme allemand. Mais les faits lui donneront bientôt raison. En revanche, quand elle

* Renseignement confirmé par les *Mémoires* du général De Gaulle.

met le signe égal entre le régime de Laval-Hitler et celui de De Gaulle-Eisenhower, aucun travailleur ne peut plus la suivre. C'est la théorie stalinienne des fascistes et des démocrates « frères jumeaux » contre laquelle les trotskistes se sont battus naguère. Mais la plupart des militants du P.C.I. continuent à croire impossible la restauration de la démocratie bourgeoise ; ils pensent que l'Etat bourgeois ne peut plus être qu'une dictature fasciste ou militaire.

Or, au moment même où paraît *la Vérité*, les Alliés ont renoncé à l'administration directe. Ils ont accepté de faire confiance à De Gaulle pour éviter tout « désordre révolutionnaire », avec l'aide de ses alliés du P.C.F., et pour rétablir l'ordre bourgeois. L'A.M.G.O.T. a laissé la place à la caravane gouvernementale de M. de Chevigné.

Et si, aux leviers de l'Etat bourgeois restauré, M. de Chevigné place les hommes des classes dirigeantes, par contre cet Etat est de forme démocratique et, dans les limites que nous verrons, il rétablit les libertés. Or, contrairement à ce que pensent certains militants trotskistes *, ces libertés sont loin d'être indifférentes aux masses.

L'insurrection nationale en province

Par haine du fascisme, les masses populaires se soulèvent dans tout le pays. La Résistance libère le tiers du pays. Mais elle n'agit que comme force auxiliaire des armées alliées, en démantelant les arrières de la Wehrmacht, en retenant huit divisions allemandes, en tuant des milliers de soldats allemands, en faisant 42 000 prisonniers et en occupant le pays. Dans l'ensemble, les masses populaires insurgées se contentent de nettoyer le terrain pour permettre la restauration de l'Etat bourgeois.

C'est typiquement ce qui se passe en Bretagne. Les forces de la Résistance, en occupant la péninsule, permettent aux armées alliées de percer à Avranches et de déboucher de tous les côtés sur les débris de l'armée allemande. Après quoi, au nom du gouvernement provi-

* Les militants du Comité communiste internationaliste (C.C.I.) qui ont fusionné au début de 1944 avec le Parti ouvrier internationaliste pour constituer le Parti communiste internationaliste. Ils y sont organisés en fraction.

soire dont font partie les communistes, la caravane de M. de Chevigné vient installer les nouveaux cadres de l'Etat bourgeois, intégrer les F.F.I. dans les cadres réguliers de l'armée (pour aller bientôt reconquérir l'Indochine contre les Indochinois) et désarmer ceux qui ne s'y intègrent pas.

L'« insurrection nationale » flambe dans tout le Sud de la France. Lyon fait exception. Le chef régional des F.F.I. a confié la direction des opérations au colonel Descours, chef régional de l'O.R.A., et donné ordre aux F.F.I. de quitter Lyon « pour établir la liaison avec les colonnes venues d'ailleurs ». Dans la ville, qui constitue la plaque tournante de la Wehrmacht (et à partir du 15 août, indispensable pour sa retraite) la répression est particulièrement féroce : plus de 4 300 assassinats par les nazis.

Mais presque dans toutes les régions, les maquis prennent l'offensive. Ils déclenchent l'insurrection dans nombre de villes importantes. Certaines de ces villes ont été occupées pendant un temps par le maquis avant le mois d'août (Tarbes, Périgueux). Le 12, Privas est enlevée et la Wehrmacht est chassée de presque toute l'Ardèche. Le 15, Evian ; le 17, Thonon, Cluses et Annecy ; du 15 au 17 août : Brives, Tulle, Ussel, Limoges. Dans 14 départements entre Loire et Garonne, le pouvoir de Vichy s'est effondré. Le 19 août, Toulouse se libère. Le 20 août, le Roussillon est libéré avec l'aide des guérilleros espagnols. Le 21, Marseille se soulève, deux jours avant l'entrée des forces de De Lattre de Tassigny. Dans la plupart de ces régions s'installent de nouvelles autorités issues des comités de résistance ou directement des F.T.P. Elles ne dureront pas longtemps.

Une situation particulière s'installe dans le Limousin où Guinguoin dirige les maquis. Guinguoin a pris ses distances dès 1940 avec la discipline du Parti communiste en engageant la lutte contre les nazis en un temps où la direction s'efforçait de les ménager. Il entend bien transformer la lutte nationale en révolution populaire. Il mène une lutte sans merci : les Allemands ont 10 500 tués et 23 000 prisonniers. Mais l'appel à l'insurrection de Limoges se distingue des autres appels du P.C.F. : aucune référence aux « boches », aucun chauvinisme ; par contre on y appelle à l'alliance entre ouvriers et paysans. La libération du territoire prend le caractère d'une prise du pouvoir populaire ; des tribunaux populaires sont mis en place ; le pouvoir central devra composer en nommant

préfet de Limoges le communiste Chaintron, qui avec Guinguoin était à la tête des F.T.P. — mais qui désormais est aux ordres du pouvoir central. Les fonctionnaires de l'Etat n'évinceront les organes issus des F.T.P. que plusieurs mois plus tard, sous la pression du parti. Celui-ci ne pardonnera jamais à Guinguoin et lui fera payer cher son indépendance. *

**

Quel rôle jouent les communistes internationalistes dans l'insurrection nationale ? En tant qu'organisation, visiblement aucun : ils la considèrent comme une duperie. Les journaux régionaux de cette période qui nous sont parvenus montrent un redoublement d'agitation sur les thèmes généraux. Mais quand ils se réfèrent à la situation locale, c'est pour mettre en avant des mots d'ordre revendicatifs de caractère économique. Ainsi *Octobre* (Bordeaux) mène campagne sur les revendications des marins. Après la libération, une intense discussion autocritique sera menée dans le *Bulletin intérieur* : mais elle ne part jamais d'expériences concrètes vécues par le parti au cours de l'insurrection. Seuls des militants isolés participent à l'action militaire, où ils jouent parfois un rôle non négligeable (par exemple dans les Pyrénées-Orientales ou l'Isère).

Le comité central du P.C.I. a pourtant compris la nécessité d'intervenir dans les événements. Dans l'impossibilité de communiquer avec les régions, il a décidé d'envoyer un responsable pour prendre la direction de la zone sud : mais ce délégué, Henri Kunstlinger, est arrêté par la gestapo dès son arrivée à Lyon et fusillé.

Une région, celle de Toulouse, s'inquiète de l'absence du parti dans l'insurrection nationale et pose le problème de sa stratégie. Son rapport, daté de juillet, constate l'enthousiasme qu'a suscité dans les masses populaires la nouvelle du débarquement.

« La nouvelle du débarquement, dans notre région, a suscité une vague de satisfaction dans les larges couches de la population y compris ouvrière. Il s'agit d'un recul très net qui n'ébranle pas l'avant-garde, mais qui fait remonter à la surface les restes d'illusions gaullistes, chauvines et anglophiles. Pratiquement, la mobilisation "régulière" par la Résistance s'aggrave d'une véritable ruée des masses

* Guinguoin sera non seulement exclu, mais abandonné à la haine de la réaction devant la justice bourgeoise. Dans son dernier ouvrage, *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, il se borne à un récit militaire et nationaliste. (éd. Hachette, 1974)

ouvrières vers les formations militaires où elles sont encadrées par les bourgeois, officiers et staliniens. Des combats sporadiques les engagent étourdiment contre les troupes allemandes qui ripostent par de terribles représailles. C'est dire que l' "insurrection nationale" commence.» *Pourtant* : « L'idéalisation de l'insurrection nationale par les ouvriers en un sens révolutionnaire témoigne de leur volonté révolutionnaire et prépare le débordement des plans militaires et bureaucratiques étroits qui veulent utiliser la combativité ouvrière en la détournant de ses objectifs. »

L'objectif doit donc être de transformer l'insurrection nationale en insurrection prolétarienne. « La revendication essentielle doit être celle de la démocratie du maquis, assurée par l'élection de Comités de partisans, contrôlant par leurs délégués les spécialistes militaires. »⁵ Constatant l'isolement du P.C.I., la région de Toulouse propose « une politique d'unité d'action. »

Que vont faire l'armée et le peuple allemands ?

Cette attitude d'expectative des internationalistes est incompréhensible si on oublie qu'ils comptent, pour bouleverser les rapports de forces, sur une explosion révolutionnaire en Allemagne et en premier lieu au sein de l'armée allemande.

La Vérité du 22 juin écrit, sous le titre, « NOS ALLIÉS » :

« Tandis que Hitler, grâce à son infernal avion-robot, carbonise par dizaines de milliers les enfants et les femmes de Londres, pour venger les dizaines de milliers de femmes et d'enfants carbonisés par la R.A.F. à Berlin et à Hambourg, les soldats comprennent de plus en plus que ces abominables massacres ne servent que leurs maîtres : la bourgeoisie de tous les pays.

» Dans l'armée allemande, les soldats commencent à refuser la discipline et désertent, de plus en plus nombreux. L'autre semaine, à Nogent-sur-Ernissou, près de Montargis, une unité allemande a refusé de monter en ligne. Ce fut la Milice de Darnand et les fascistes du cru qui les obligèrent à monter dans le train. Nous, travailleurs de ce pays, nous devons aider de toutes nos forces les travailleurs sous l'uniforme, aider ceux qui veulent désertier, leur fournir des papiers, des vêtements et un logement. Nous n'avons pas à les envoyer se battre dans le maquis pour Eisenhower. Mais nous devons les associer à l'action de nos milices ouvrières, avec toute la prudence nécessaire pour ne pas tomber dans des provocations. Dès maintenant nombre d'entre eux nous apportent des armes et leur expérience.

» Parlons amicalement aux soldats allemands. Diffusons parmi eux les paroles de fraternisation ; répétons-les ;

inscrivons-les sur les murs : *Unser Kampf ist der Eure, bricht nicht unseren Streik* (notre lutte est la vôtre, ne brisez pas notre grève!) *Nieder mit dem Krieg* (A bas la guerre!) *Es lebe die Arbeiter und Soldaten-räte* (Vivent les Comités d'ouvriers et de soldats!).»

Les désertions dans l'armée allemande n'étaient pas un fait nouveau. Dès le mois de janvier 1943, le refuge massif des déserteurs dans les vieux quartiers de Marseille avait joué un rôle déterminant dans la décision de raser le Vieux Port. Le 3 janvier, Hitler avait déclaré à Himmler : « Il y a dans ce quartier des souterrains ; il y a des moyens d'action exceptionnels. On me signale que des déserteurs allemands y sont cachés. Il n'y a donc qu'une solution. Je donne l'ordre de raser tout le Vieux Port. »⁶

Mais, à partir de juin 1944, le mouvement de désertion s'accélère, tandis que les actes d'indiscipline se multiplient. Dès le mois de mai, *la Vérité* signale qu'à Dijon un détachement a refusé de fusiller des otages et a été transféré à la prison centrale⁷. Elle relate des petits faits significatifs de ce genre : « A la gare de triage, à A. ***, des ouvriers vont prendre des vivres dans les wagons. Les soldats allemands chargés de la garde des trains ferment les yeux. Jeudi, deux ouvriers hésitent à traverser les voies ; les soldats allemands les appellent par gestes. Les gars visitèrent le train et repartirent chacun avec un sac de charbon. »⁸ Le 27 juillet, à l'atelier de réparation des machines, les F.T.P. armés font irruption pour appeler à la grève : « [...] les soldats du poste n'ont rien fait pour arrêter les F.T.P., ni pour briser la grève. »⁹

Pendant l'insurrection de Paris, Yvan Craipeau a pu assister lui-même à des scènes très étonnantes : à la porte d'Orléans, un officier supérieur de la Wehrmacht, replié de Laval, discutant tranquillement au milieu d'une centaine de Parisiens surexcités, condamne la guerre et Hitler ; pendant ce temps, sous les yeux des soldats allemands impassibles, ménagères et enfants pillent les dépôts de la Wehrmacht ; un peu plus loin, place d'Alésia, une voiture F.F.I. fonce, fanion au vent, aperçoit un détachement allemand et tentant un virage en épingle à cheveu se renverse : les soldats allemands se précipitent... et remettent sur ses roues la voiture qui reprend sa route.

Bien entendu, ce sont là des faits isolés. De nombreuses unités restent disciplinées, sans compter les unités S.S. qui ne reculent devant l'exécution d'aucune des atrocités que leur commandent leurs chefs. Mais la démoralisation de la Wehrmacht est attestée par le nombre des prisonniers faits par les partisans.

Et en Allemagne ? *La Vérité* donne peu de nouvelles sur les grèves, sinon d'une usine d'Augsbourg où le mouvement a été brisé par la gestapo et les S.S. « tuant et blessant plusieurs ouvriers ».

Quatrième Internationale reproduit un article d'E. Grant, paru dans le *Socialist Appeal*, organe de la section anglaise, en juillet. Cet article cite deux rapports reçus par la Fédération internationale des transports :

« Un ouvrier du syndicat qui parle couramment l'allemand et est revenu en avril dernier après un séjour de deux ans en Allemagne en qualité de travailleur étranger, séjour qu'il fit afin d'étudier la situation en Allemagne, signale que, dans l'usine où il travaillait, sur 40 ouvriers allemands, il y avait 2 nazis, 2 communistes et 3 social-démocrates. Les autres ouvriers étaient hostiles aux nazis, mais ne voulaient pas entendre parler des autres partis. Le rapport continue en relatant que maintenant les ouvriers expriment ouvertement leurs opinions et sont pour le sabotage, mais pas encore disposés à risquer une grève. [...]

» Des rapports qui sont parvenus indépendamment les uns des autres de quatre régions différentes de l'Allemagne confirment ces renseignements.

» Des comités de soldats auraient été formés dans les bataillons de réserve. Ils ont même commencé à entrer en action. Ils ont débuté par protester avec succès contre la suppression des repas chauds : c'est ainsi que commença en 1918 la révolte de la flotte.

» Les rapports démontrent clairement que ces comités de soldats poursuivent des buts politiques, comme ceux qui se sont formés il y a longtemps en Norvège. » *¹⁰

*
**

Le 20 juillet, un coup de tonnerre semble, en effet, annoncer le prochain effondrement du régime nazi. « Un membre de l'état-major de Hitler, le comte von Stauffenberg commettait un attentat à la bombe contre la personne " sacrée " du Führer et de ses collaborateurs. Cinq généraux étaient abattus, mais Hitler échappait de justesse. »¹¹ En fait, c'est toute une fraction du haut commandement qui a comploté le renversement du régime, notamment le haut commandement du front de l'Ouest.

« Les dirigeants nazis, ainsi que leur presse n'ont pas pu cacher l'extraordinaire étendue du complot monté par les généraux et les officiers de la Wehrmacht.

* Les rapports optimistes sur les conseils de soldats proviennent peut-être de l'écho déformé que provoque le titre du journal stalinien de démoralisation de l'armée : « SOLDATEN RATE ». (Voir : *Contre vents et marées*)

» Le Führer lui-même, Gœring, Gœbbels, politiciens et militaires ont tous révéélé, dans leurs appels embarrassés au peuple et à l'armée, la crise profonde que traverse leur régime sanglant.

» Au lendemain de l'attentat, tout en essayant de minimiser ce que le chef-adjoint de la presse du Reich, Svendermann, a désigné sous le nom de "soulèvement des généraux", ils s'empressaient d'annoncer des mesures draconiennes contre les "usurpateurs" et d'appeler l'armée et le peuple à la discipline, ce qui était pour le moins contradictoire. Et, en désignant Himmler au commandement de l'armée de réserve à l'intérieur de l'Allemagne, Hitler étendait à l'armée la dictature de la Gestapo.

» De son côté Gœbbels prenait la parole le 26 juillet. Il dénonçait les généraux "réactionnaires" qui ne voulaient pas comprendre le caractère "populaire" de l'Etat fasciste. Car la force qui a armé la main de von Staufenberg, ce n'est pas seulement celle de l'élite de l'armée, mais aussi celle de la grande bourgeoisie et des hobereaux.

» En juillet 1943, il y a maintenant un an, Mussolini était, lui aussi "remercié" par ceux qu'il avait si bien servis. Comme les capitalistes italiens l'ont fait de leur côté avec Mussolini, un an après, la bourgeoisie allemande tente de jeter Hitler par-dessus bord. Il s'agit pour elle de liquider la guerre le plus "honorablement" possible. Mais, surtout, les désertions les plus alarmantes, le refus de combattre de bataillons entiers sur le front de l'Est, montrent qu'il est temps de changer de politique vis-à-vis du peuple allemand et des millions de travailleurs et de prisonniers qui peuplent les usines et les camps d'Allemagne.

» Comme en Italie, la bourgeoisie, allemande cherche son Badoglio pour faire face à la marée révolutionnaire en se donnant des airs "antifascistes".

» Comme en Italie enfin, les impérialistes anglais et américains, malgré leurs cris de "capitulation sans conditions", encouragent les efforts de la bourgeoisie allemande pour trouver un successeur à Hitler. Mais un Bodoglio, même si on le trouve aujourd'hui, sera de peu d'utilité pour le capitalisme allemand. Si, en juillet 1943, la bourgeoisie italienne a pu résister au formidable assaut des masses ouvrières, ce fut grâce à l'appui direct des Anglo-Américains et grâce à la force encore considérable de l'impérialisme allemand. Mais aujourd'hui, si Hitler s'écroule avec lui, c'est le signal du mouvement révolutionnaire dans toute l'Europe.

» Le geste de von Staufenberg montre que le pouvoir nazi est chancelant. A nous, travailleurs de l'Europe, de resserrer nos liens fraternels avec les soldats et les ouvriers allemands! Formons le front des travailleurs dans tous les pays de l'Europe contre notre véritable ennemi: le capitalisme! Préparons-nous à entrer dans la lutte avec le prolétariat allemand!

— Pour le triomphe de la révolution allemande!

— Pour le triomphe de la révolution française!

— Pour le triomphe des Etats-Unis socialistes d'Europe! »¹¹

Les internationalistes redoublent leur effort de propagande vers les soldats allemands. Le 1^{er} mai, *Arbeiter und*

Soldat reprend sa publication imprimée. En juin, *Unser Wort*, la revue de la section allemande reparaît.

Mais ces efforts restent dérisoires. Le réseau de soldats de la Wehrmacht démantelé en 1943 ne sera jamais vraiment reconstruit. Les contacts sont de plus en plus difficiles dans les villes, avec une armée au combat. Les moyens d'action préconisés par le P.C.I. à ses militants le montrent bien : des affiches et des inscriptions.

De plus, celui qui était l'âme de l'organisation allemande — Widelin — est arrêté le 13 juillet par la gestapo, torturé et jeté pour mort dans le bois de Vincennes (la gestapo agissait ainsi pour faire croire à un règlement de comptes entre anti-hitlériens). Son corps est découvert par des gardes forestiers qui le transportent à l'hôpital Rothschild. Un chirurgien dévoué réussit à le sauver et prévient l'organisation. Yvan Craipeau vient lui-même rendre visite à Widelin, discuter avec lui et avec le chirurgien des possibilités de l'enlever. Le parti prépare son évasion : il lui faut pour cela une ambulance et des uniformes de la gestapo. Mais avant qu'il ait réuni ces moyens, le directeur de l'hôpital, un nommé Marcovici, dénonce à la gestapo la présence du blessé. Le 22, c'est la véritable gestapo qui vient l'enlever. Widelin espère que ce sont ses camarades. Il interroge : « C'est pour la vie ou pour la mort ? » Malheureusement, c'est pour la mort. L'organisation de résistance allemande est décapitée.

De toute façon, une organisation si faible ne peut jouer qu'un rôle secondaire. Mais on peut espérer en un mouvement spontané — ou dirigé par d'anciens communistes : après tout, en 1918, les spartakistes n'étaient pour rien dans l'insurrection de Kiel.

Mais les soldats allemands se heurtent de toutes parts au mur de la haine nationaliste et chauvine — attisée par les mots d'ordre de la Résistance et plus encore du Parti communiste français : « Mort aux boches ! A chacun son boche ! » Loin de sentir une solidarité internationale des travailleurs, loin de pouvoir prendre conscience de leur force collective contre les officiers et les S.S., ils sont simplement démoralisés. Le terme se retrouve chez Tillon comme chez De Gaulle. La seule solution pour eux reste la débrouillardise individuelle : la désertion ou la reddition. En dépit des conditions favorables que constitue le conflit entre leurs chefs, nulle part ils ne renouent avec la tradition des Conseils de soldats de 1918.

Un autre signe grave : nulle part la crise du régime, telle qu'elle apparaissait au grand jour en juillet avec le

complot des généraux, n'a encouragé la classe ouvrière à manifester sa propre opposition. En septembre, l'armée allemande, refluant de tous les fronts, se trouve sur les frontières du Reich, tandis que l'Armée rouge occupe une partie de la Prusse orientale. La défaite de l'Allemagne est certaine. Ecrasé par la gestapo, cerné par les nationalismes, le peuple allemand ne bouge pas.

Les dernières tractations de Laval et de Pétain

La continuité de l'Etat bourgeois, à travers les aléas de ses régimes et les oppositions des fractions bourgeoises en matière de politique étrangère, avait été symboliquement démontrée en juin 1940, lorsque la Chambre du Front populaire (amputée, il est vrai, des députés restés fidèles au Parti communiste) avait intronisé Pétain comme « chef de l'Etat français » chargé de mettre fin au régime de la République. La continuité de l'Etat avait été soulignée par les tractations continues entre gaullistes et pétainistes, intensifiées entre Alger et Vichy après l'occupation de l'Afrique du Nord. *La Vérité*, on s'en souvient, avait dévoilé certaines de ces tractations en 1943 : elles portaient déjà sur une entente nécessaire pour éviter la révolution sociale lors du départ des troupes allemandes. *

Quand la défaite des Allemands en France apparaît certaine, on voit la bourgeoisie française et internationale faire la chaîne, unie par la peur de la révolution, par-delà les oppositions de régimes et les fronts de guerre, en un étrange ballet auquel participent Laval, Pétain, Herriot, gaullistes et vichystes, les nazis, les Américains et le Vatican. Seul, De Gaulle n'y participe point. Nous verrons pourquoi.

R. Aron ne livre qu'une partie de la vérité quand il écrit : « Le grand danger à ce moment était qu'un hiatus ne se produisît dans l'administration des territoires délivrés. Danger appréhendé également par Alger et Vichy. Danger majeur en effet, car, à la faveur d'une carence administrative, des atteintes à notre indépendance pourraient être tentées, soit par le Parti communiste, soit par les autorités alliées. »³

Le double danger n'existait que pour De Gaulle — et seulement jusqu'à la mi-juin. Vichy n'était pas si regar-

* *Contre vents et marées*, op. cit., chap. VII.

dant en ce qui concernait les empiétements des autorités étrangères sur son indépendance. Le seul danger qu'Alger et Vichy appréhendaient ensemble était le Parti communiste, ou plus exactement les visées révolutionnaires qu'ils prêtaient au Parti communiste.

Depuis le discours rentré de Pétain en faveur d'une convocation ultérieure du Parlement, il ne faut pas s'imaginer que le maréchal ait fait preuve de plus de libéralisme. Il ne tarit pas d'éloges à l'égard de Darnand, le chef des tueurs de la Milice. Il le félicite du reste en des termes hautement significatifs : « Vous agissez comme moi avec les mutins de 1917. » Laval fait l'apologie de la Milice. Son gouvernement institue les cours martiales, autorise les Français à s'engager dans la Waffen S.S., engage massivement la Milice dans des actions de guerre contre les partisans.

Tandis que les nazis aux abois multiplient les massacres collectifs, souvent aidés de la Milice, Aron souligne « les efforts du maréchal et de Pierre Laval pour éviter que la libération du territoire n'entraîne l'anéantissement de Vichy et une révolution »⁶. Il précise : « Tout ce que Pétain souhaite, c'est, au jour de la libération, passer les pouvoirs à d'autres, fût-ce à De Gaulle, pour éviter la guerre civile et préserver ce qui peut l'être de la révolution nationale. [Dès juillet] à Vichy même, des agents secrets, plus ou moins autorisés, du gouvernement d'Alger, pressentent le maréchal, pour savoir quelle attitude il compte prendre à l'égard du général De Gaulle. »⁶

Après avoir « rassuré » le général sur la condamnation à mort naguère prononcée contre lui : « Vous direz aussi au général, déclare Pétain à un agent secret d'Alger, que je n'ai pas l'intention de rester au pouvoir ; quelques mois seulement pour assurer la transition et consolider l'union qui naîtra de notre entente. Ensuite, le plus vite possible, je voudrais retourner vivre en paix dans ma propriété et y achever mes jours tranquillement. »

Le Vatican est au centre des efforts de réconciliation. Le 30 juin 1944, en pleine bataille de France, De Gaulle trouve le temps d'aller voir le pape qui daigne lui accorder une audience. Il raconte ainsi ses entrevues : [Le cardinal Maglione, secrétaire d'Etat] « espère que le changement de régime pourra s'opérer sans graves secousses, spécialement pour l'Eglise de France. J'indique au cardinal que le gouvernement de la République entend qu'il en soit ainsi bien que certains milieux ecclésiastiques français aient pris à son endroit une attitude qui,

demain, ne lui facilitera pas les choses. Dans notre conversation [le pape] évoque ce qui se passe déjà en Galicie où, derrière l'Armée rouge, commence la persécution contre les fidèles et les prêtres. Il croit que, de ce fait, la chrétienté va subir de très cruelles épreuves et que seule l'union étroite des Etats européens inspirés par le catholicisme : Allemagne, France, Italie, Espagne, Belgique, Portugal, pourra endiguer le péril. Je discerne que tel est le grand dessein du pape Pie XII. Il me bénit. »²

Le grand dessein du pape, c'est l'union des régimes bourgeois de l'Europe libérée avec Franco et Salazar. Il est normal qu'il travaille à réconcilier Alger et Vichy. « Le 3 juillet, le nonce du pape fait savoir que le Vatican s'offre à négocier une conciliation entre Vichy et Alger. Le maréchal répond favorablement, mais le 16 juillet, Mgr Valério Valéri, reçu par le chef de l'Etat, ne cache pas sa déception. »⁶ De Gaulle estime ne pas avoir besoin de lui.

L'attentisme du gouvernement Laval en politique étrangère entraîne une violente réaction des fascistes de Paris. Quatre de ses ministres (dont Déat) et une trentaine de « personnalités » fascistes, dont Doriot et Luchaire, lui remettent un ultimatum le 9 juillet : il faut transformer le gouvernement en gouvernement de salut public, résolument engagé dans la guerre aux côtés des Allemands.

Mais, Laval et Pétain ont d'autres projets. Pétain remet à l'amiral Auphan un pouvoir : « Je donne pouvoir à l'amiral Auphan pour me représenter auprès du haut commandement anglo-saxon en France et éventuellement prendre contact de ma part avec le général De Gaulle ou ses représentants qualifiés, à l'effet de trouver au problème politique français, au moment de la libération du territoire, une solution de nature à empêcher la guerre civile et à réconcilier tous les Français de bonne foi. »

Quant à Laval, il conçoit un grand projet. Enfièse, l'homme de confiance d'Herriot l'a informé « que les Américains seraient favorables à un gouvernement de transition, dirigé par le président de la Chambre des députés »⁶. Laval entreprend de convoquer l'Assemblée nationale (le Sénat et la Chambre du Front populaire). Entreprise apparemment folle, puisqu'elle exige l'accord des Allemands. Arrivé à Paris, Laval entreprend ses négociations : « Des Allemands, il tente d'obtenir la libération d'Herriot, la liberté d'action du maréchal et la convocation de l'Assemblée nationale à Versailles, où elle doit être en place au moment de l'entrée des troupes

alliées à Paris. » Or, Abetz est d'accord. Il téléphone à Ribbentrop et obtient sur-le-champ les autorisations voulues pour Herriot et l'Assemblée »⁶.

De Gaulle commente : « En effet, Abetz, Ribbentrop et d'autres jugent que, la France une fois libérée, il serait bon qu'il y ait à Paris un exécutif qui traînerait les séquelles de Vichy, plutôt qu'un gouvernement sans peur et sans reproche.

» De cette façon, l'herbe sera coupée sous les pieds du général. Sans doute devra-t-on lui faire place au sein de l'exécutif et au besoin à sa tête. Mais, après l'avoir ainsi moralement découronné [sic] et privé de l'appui du sentiment populaire, on se débarrassera de lui par les moyens propres au régime. »²

En fait, il est peu vraisemblable que les nazis fassent une concession si lourde de conséquences, simplement pour se prêter à des combines d'ordre parlementaire aussi aléatoires. Leur objectif est certainement beaucoup plus important. Comme Laval, ils craignent une révolution en France et son effet de contagion pour l'Allemagne. Eux aussi veulent éviter « qu'un hiatus ne se produise dans l'administration » par où pourrait s'engouffrer un mouvement révolutionnaire. L'avertissement, donné le 20 juillet par l'attentat contre Hitler, pèse sans doute davantage dans leur décision que l'envie de faire une niche à De Gaulle.

Muni de l'autorisation hitlérienne, Laval va délivrer Herriot de l'asile de fous où on l'a interné. « Grande scène d'attendrissement : embrassades, l'effusion est générale. »⁶

De retour à Paris, les difficultés commencent. Herriot, « qui profite de son séjour à Paris pour convoquer son tailleur, exige la présence du président du Sénat, Jeanne-ney ». Pétain, apeuré, refuse de venir à Paris. La Résistance persuade Herriot de ne pas bouger. Le 18 août, elle lui propose de le faire fuir par les égouts. Le chef du grand Parti radical, naguère la pierre angulaire du Front populaire, a cette réponse héroïque : « Je veux suivre mon destin ». « Son destin, écrit Aron, provisoirement est de réintégrer l'asile. »

De retour à Paris, les difficultés commencent. Herriot, Laval, Pétain, le gouvernement, doivent partir immédiatement pour Belfort. De là, ils continueront leur voyage vers l'Allemagne où commenceront les intrigues du "gouvernement en exil" de Siegmaringen.

C'est que la grève est générale à Paris, où l'insurrection

gronde et va éclater le lendemain 19 : il n'est plus question de réunir le Parlement. « Je dois dire, écrit De Gaulle, que malgré les apparentes complicités obtenues par Pierre Laval, ce complot désespéré me semblait sans avenir. Sa réussite, en dernière analyse, exigerait que je m'y prête. Or, rien, pas même la pression des Alliés, n'aurait pu me décider à tenir l'Assemblée de 1940 comme qualifiée pour parler au nom de la France. D'ailleurs, pensant au tourbillon que la Résistance était en train de soulever partout et qu'elle allait déchaîner à Paris, je ne doutais guère que l'entreprise dût être étouffée dans l'œuf. »²

Politique avisé, De Gaulle sait en effet qu'une entreprise de ce type n'est ni possible ni nécessaire. Mieux que ses partenaires, il connaît les rapports de forces et les objectifs du Parti communiste. Il sait qu'une révolution sociale ne serait possible que si les communistes l'appuyaient et qu'ils n'en ont pas le moindre dessein. Le danger de leur part vient d'ailleurs : ils vont essayer de profiter des circonstances pour prendre une part prépondérante dans les rouages de l'Etat.

Le Parti communiste et le pouvoir

Le P.C.F. ne borne pas ses ambitions, on s'en doute, à jouer les terre-neuve de la bourgeoisie. Il cherche bien à profiter des événements pour approcher du pouvoir. Mais en 1944 comme en 1940, sa stratégie s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'U.R.S.S. Cette dernière repose sur l'occupation militaire et le partage de l'influence entre les grandes puissances (avec l'Allemagne en 1939 ; avec les Anglo-Saxons maintenant). Le rôle qu'elle réserve aux partis communistes est un rôle de force auxiliaire, avant tout de force de pression sur les Alliés. Et ils ne peuvent jouer ce rôle qu'en s'intégrant au pouvoir en place. Tous les partis communistes ont accepté cette orientation *, sauf le P.C. yougoslave qui le paiera cher.

En même temps le P.C. français est profondément lié aux masses populaires. Il a su se lier à elles par une connaissance profonde de leurs aspirations, les organiser,

* Dans *Maurice Thorez*, Robrieux souligne cette subordination des partis occidentaux à la stratégie de Staline. Il précise qu'en septembre 1947, lors du nouveau tournant de Staline, il sera fait grief au P.C.F. et au P.C.I.... de ne pas avoir pris le pouvoir.

incarner à leurs yeux la volonté de transformer radicalement la société, entraîner des milliers d'hommes et de femmes à d'extraordinaires sacrifices. Mais, moyen lui-même d'une stratégie, il conçoit le problème du pouvoir, à son tour, comme une stratégie dans laquelle les masses populaires sont utilisées comme un moyen. Cette stratégie ne vise pas à aider les masses populaires à prendre elles-mêmes le pouvoir à tous les niveaux, mais à les utiliser pour pousser au pouvoir le parti qui est censé les représenter.

Or la politique d'union sacrée exige que cette prise du pouvoir se fasse, non pas contre l'Etat bourgeois, mais dans le cadre de cet Etat, en utilisant les rouages, en y imposant sa prépondérance. Dans ses *Mémoires*, De Gaulle définit ainsi cette tactique : « Tirer parti de l'exaltation, peut-être de l'état d'anarchie que la lutte provoquerait dans la capitale, pour y saisir les leviers de commande avant que je ne les prenne. »

Il s'agit de manœuvrer pour créer, sous le couvert du Conseil national de la Résistance, un gouvernement de fait « qui ceindrait De Gaulle de lauriers, mais dont le P.C. tiendrait les fils ».

Mais sur ce terrain des manœuvres gouvernementales dans l'Etat bourgeois, la bourgeoisie ne manque pas de moyens pour combattre l'action des dirigeants du P.C.F. qui se réclament des mêmes valeurs et sont contraints d'observer sa propre règle du jeu. De Gaulle le sait : « Il faut dire que je me sentais en mesure de diriger l'affaire de manière qu'elle tournât bien. » C'est pourquoi il est prêt à utiliser les services du P.C.F. en prenant ses précautions pour contrecarrer son action. A la stratégie des communistes, De Gaulle et la bourgeoisie opposeront la leur : reprendre en main les forces « traditionnelles » de l'armée et de la police, reconstruire les structures de l'Etat autour d'elles, tout en cristallisant l'exaltation nationaliste et la joie d'être libérés du fascisme sur la personne du général, chef reconnu de l'union nationale — y compris par le Parti communiste.

Le Parti communiste français sera ainsi ligoté par sa propre politique qui lui interdit une mobilisation des masses populaires contre la bourgeoisie. Les tentatives de double pouvoir n'opposeront pas à l'appareil bourgeois les organes du pouvoir des travailleurs, mais seulement les organes de pouvoir ambigus de la Résistance. Elles seront condamnées à une vie éphémère.

Vers l'insurrection de Paris

C'est à Paris que se décide le pouvoir. Le 14 juillet, de nombreuses manifestations s'y sont déroulées, violemment réprimées par la police de Vichy. Celle-ci a procédé à de nombreuses arrestations, notamment parmi les cheminots. Ces arrestations vont accentuer l'agitation parmi les travailleurs des chemins de fer.

La grève des cheminots, c'est l'élément essentiel pour le déclenchement de la grève générale. Le 3 août, la grève démarre aux Batignolles : cette fois les cheminots du P.C.I. ont participé à l'action. Le lendemain, *la Vérité* relate une série de mouvements victorieux sous le titre « LES CHEMINOTS A L'ACTION ». Le 6 août, les cheminots donnent un délai de quatre jours pour que satisfaction soit donnée à leurs revendications : libération des emprisonnés le 14 juillet ; 500 grammes de pain par jour ; paiement d'avance de trois mois de salaire. Le 10 août, la grève commence à se généraliser ; en même temps elle s'étend à la métallurgie.

Pour le Parti communiste — qui, bien entendu anime le mouvement — cette grève s'inscrit dans sa stratégie : « A partir du 10 août, la généralisation de la grève des cheminots entraînera la paralysie générale des transports et facilitera la mobilisation des foules laborieuses sur la base des villes et des quartiers. »¹²

Le 10 août, le Comité national militaire des F.T.P.F. lance son ordre n° 3 pour l'action insurrectionnelle : « EN AVANT DANS LA BATAILLE POUR PARIS » :

« Les colonnes blindées des armées alliées triomphantes repoussent sur Paris les restes désorganisés de divisions ennemies battues et contraintes à la fuite. Paris ne doit pas être jeté comme un obstacle pantelant entre les armées alliées et l'armée nazie.

» Voici venue l'heure de la bataille décisive. Francs-tireurs et partisans parisiens, en avant !

Toutes les consignes sont d'ordre militaire :

- » 1. Coupez toutes les routes de communication !
- » 2. Bloquez les états-majors de l'ennemi !
- » 3. Attaquez les forces de l'ennemi, désarmez-les et dispersez les groupes de fuyards ! Exterminez les petits groupes de soldats ennemis qui résistent encore ! [...] Coordonnez étroitement l'action des groupes de guérilla avec celle des colonnes alliées !
- » 4. Arrêtez toutes les fabrications utiles à l'ennemi. Appelez tous les travailleurs à s'enrôler dans les rangs des francs-tireurs... Attaquez et dispersez les barrages de police... Bloquez et attaquez les dépôts d'armes. Distribuez aux

patriotes les armes conquises. Bloquez les dépôts de vivres. Organisez la défense des biens et des personnes contre les destructions de l'ennemi.

» Avec les milices patriotiques, sous le contrôle et l'autorité des Comités de libération, opposez la légalité française du gouvernement provisoire de la République à la loi de trahison de l'ennemi. Francs-tireurs et partisans de la région parisienne, faites du mot d'ordre du général De Gaulle « *Tous au combat !* » le cri de Paris soulevé.
» Vive la France ! Vivent les Alliés ! »

Le même jour, le comité central du P.C.I. invite les travailleurs à passer à l'action pour leur propre cause et à constituer leurs propres comités. La proclamation paraît dans le numéro spécial de *la Vérité* du 11 août et est publiée en affiche, frappée de l'insigne du parti :

HITLER S'EFFONDRE !

« Les Américains approchent de Paris. La classe ouvrière doit mettre à profit la situation et passer à l'action pour assurer elle-même sa libération contre le fascisme et la réaction, contre la terreur et la dictature, contre ses exploités capitalistes. Suivez le mot d'ordre de grève générale de la C.G.T. illégale. Déjà les cheminots sont entrés en lutte. » Vive la grève des cheminots ! Soutenez-la ! Comme l'ont fait déjà les métallos, qui ont débrayé dans plusieurs usines, rendez-vous à votre travail et, partout à la fois, dans les usines, les bureaux, les chantiers, déclenchez la grève générale !

— Pour vos revendications : les 50 % d'augmentation et le salaire vital, le retour aux conquêtes sociales de juin 1936.

— Pour le contrôle des cantines et du ravitaillement par vos délégués élus.

— Pour le contrôle de la production, afin qu'elle ne serve plus la guerre impérialiste, mais les besoins du peuple.

— Pour les libertés ouvrières : le libre droit syndical, la reconnaissance du droit des ouvriers à s'armer et à s'organiser en milices ouvrières.

— Pour la libération immédiate des otages du 14 juillet et de tous les prisonniers politiques.

» Occupez vos entreprises comme en Juin-36 !

» Ouvriers licenciés, appuyez la grève. Rejoignez vos usines ou joignez-vous aux usines en lutte de votre région.

» Comme en Juin-36, réunissez-vous dans l'usine et élisez vos délégués : qu'ils constituent leur comité d'entreprise. Que les délégués de votre comité d'entreprise prennent contact avec ceux des entreprises voisines. En s'étendant aux diverses corporations, aux diverses usines, la grève deviendra invincible comme en Juin-36. Renforcez les milices ouvrières d'entreprises et de quartiers ! Qu'elles occupent les points vitaux de l'usine et empêchent la direction de prévenir la gestapo et la police. Qu'elles établissent la liaison entre les usines et les quartiers. Qu'elles organisent le ravitaillement ! Qu'elles protègent les grévistes contre les policiers,

les brigands des S.S., de la gestapo et de la Milice de Darnand.

» Mais les milices ouvrières sont mal armées. La Résistance a refusé de les armer parce qu'elle a peur de la classe ouvrière. Armez-vous vous-mêmes en désarmant les flics, les fascistes et les S.S., et en vous emparant des arsenaux et des stocks mal gardés.

» Surtout n'oubliez pas qu'au sein des armées d'occupation, les grévistes ont aussi des alliés. Les soldats allemands désertent en masse. Ce sont des travailleurs comme vous. Appelez-les à fraterniser, à vous donner leurs armes, à se joindre à vous dans la lutte contre leurs bourreaux et les nôtres : les S.S. et la gestapo. Dès que le rapport des forces le permettra, ouvrez les prisons, occupez les mairies et installez-y les délégués démocratiquement élus par les assemblées d'entreprises et de quartiers.

» Voilà le programme sur lequel nous, Parti communiste internationaliste, nous appelons les partis ouvriers, notamment le Parti communiste français et le Parti socialiste à l'unité d'action.

— Pour le pain, la liberté et la paix. Vive la grève générale ! »

*
**

La comparaison des deux manifestes, à la même date, souligne l'opposition non seulement des stratégies, mais des objectifs fondamentaux. Mais, seul, le Parti communiste a la force de faire appliquer sa stratégie.

Quant à De Gaulle, sa préoccupation essentielle transparaît dans la directive qu'il communique le 12 août aux membres de son gouvernement : « Pour Paris et les grandes villes occupées : reprendre le travail immédiatement et en ordre dès que les forces alliées arrivent. »

Pour le moment, tandis que Laval poursuit à Paris ses tractations laborieuses avec Herriot, sous la protection d'Abetz et des nazis, pour faire convoquer l'Assemblée nationale selon le vœu des Américains, la capitale affamée est progressivement paralysée. Le 17, le métro s'arrête. Le 18, c'est le tour des postes. Le 14, les policiers eux-mêmes se sont mis en grève. Ils occuperont le 19 la préfecture de police, mais ils se placent directement sous les ordres du représentant de De Gaulle, Luizet, et non sous les ordres du C.N.R.

Depuis le 18, la grève est pratiquement générale. Les escarmouches se multiplient. Dans la nuit du 18 au 19 août est collée l'affiche des élus communistes de Paris : « Nous appelons le peuple de Paris à l'insurrection libératrice. »¹²

L'insurrection à Paris

Nous ne nous attarderons pas sur les conditions militaires de l'insurrection, ni sur ses justifications stratégiques. Pour en comprendre le climat, il faut pourtant avoir à l'esprit la situation militaire. Depuis le début du mois d'août, les Alliés sont au Mans. Le 17, ils occupent Orléans et Chartres, à une centaine de kilomètres de Paris. L'armée allemande, en pleine débâcle, reflue vers le Rhin et l'Alsace.

A Paris, De Gaulle estime à « moins de 25 000 » les effectifs armés des F.F.I. Tillon, en fait, confirme cette estimation : les F.F.I. ont enrôlé en principe 35 000 hommes auxquels viendront se joindre pendant l'insurrection 15 000 recrues ; mais ils ne disposent que de quatre mitrailleuses, 114 mitraillettes Sten, et 18 000 pistolets envoyés par les services de Londres, sans compter les armes prises au combat. A ces forces, il faut ajouter 10 000 policiers correctement armés, mais qui ne sont pas sous le contrôle de l'état-major F.F.I.

En face, le général von Choltitz (qui a remplacé le général Stupnagel, impliqué dans la conjuration du 20 juillet) commande trois régiments chacun constitué de trois bataillons et disposant de 60 chars *¹². C'est peu pour contrôler la région parisienne soulevée de partout, paralysée par la grève et dont les habitants commenceront bientôt à couper les rues de barricades. D'autant plus que le commandement allemand doit tenir compte de la démoralisation de la majorité des troupes et même de leurs officiers, souvent hostiles à Hitler. Nul besoin de recourir à la psychologie des généraux nazis et à leurs remords humanitaires éventuels, pour comprendre pourquoi, comme le déclare Abetz à Laval le 16 août, « Paris ne sera pas défendu ».

Pour exalter l'exploit militaire de la Libération, Tillon fait état de la menace que font peser sur Paris les divisions refluant de l'Ouest, et même du Sud, où le 17 août, les Alliés ont occupé Toulon et Marseille. Mais ces divisions en déroute ont assez à faire pour assurer tant bien que mal leur propre retraite. Tillon montre les troupes allemandes de passage « plus occupées à la chasse aux bicyclettes qu'à la chasse aux patriotes »¹². La plupart

* De Gaulle estime les forces de von Choltitz à 20 000 hommes, 80 chars, 60 avions.

s'efforcent plutôt d'éviter la région parisienne, en la contournant par le Nord — sans parler des divisions venues du Sud qui n'en approchent pas.

Von Choltitz est encore capable de faire procéder à quelques massacres *, d'établir quelques barrages de Feld gendarmerie pour tenter de faire observer le couvre-feu, d'envoyer patrouiller quelques chars. Mais il ne contrôle plus Paris, encore moins la région parisienne. Rapidement, il devra abandonner la plupart de ses points d'appui, pour se réfugier dans quelques bastions fortifiés d'où il s'efforcera de contrôler ses voies de retraite (pas question de couper les ponts !) et de procéder à des incursions. Quant aux fascistes, les plus compromis ont accompagné leurs chefs et Laval à Belfort. Ceux qui restent se terrent.

C'est dans ces conditions que, le 19 août, les formations de la Résistance sortent de l'illégalité. Elles se sont emparées sans coup férir des imprimeries des quotidiens et, dans les rues, les militants vendent leurs journaux à la criée. Tous appellent à l'insurrection nationale. *L'Humanité* titre « MORT AUX BOCHES ET AUX TRAITRES ! », et le 20 « A CHAQUE PARISIEN SON BOCHE ! » Un tract en allemand, signé par le commandement F.F.I., appelle les soldats de la Wehrmacht à se rendre, en reprenant l'appel lancé par le général von Paulus : « Refusez le combat, rendez-vous afin que votre vie soit épargnée ! »

IV Internationale* raconte comment le pouvoir change de mains :

« Le pouvoir se trouve d'emblée entre les mains des divers comités de résistance — nommés par en haut, parfois aussi avec l'accord de tous les partis "résistants" — parfois en tant qu'émanation directe d'un seul parti.

» Une lutte, tantôt sournoise, tantôt ouverte, se livre entre les divers partis de la Résistance autour des mairies où chacun essaie d'installer sa propre équipe. Des barricades se dressent en divers points de la capitale et chaque bâtiment officiel déserté par les Allemands devient un nouveau "bastion de la Résistance". Le bastion central, c'est la préfecture de police. En effet, deux jours** avant que les

* 26 fusillés à Vincennes et 42 au bois de Boulogne le 19, 110 otages le 20 à Romainville. Quant aux barrages de la Feld Gendarmerie, un des plus meurtriers a été celui de la gare de Lyon où Craipeau et Spoulber ont failli être fusillés le 20 avec leur garde du corps.

** S'agissant de la police, il ne faut pas prendre "deux jours" pour une indication de date : la police était en grève depuis le 14. Elle occupe la préfecture le 19. Les chars de Leclerc ne sont entrés à Paris que le 24.

“ Alliés ” ne soient aux portes de Paris, les flics qui avaient torturé pendant quatre ans les militants ouvriers et les combattants antinazis, se métamorphosant brusquement en “ résistants ”, se mettent en grève et reconnaissent opportunément l'autorité d'un émissaire du général De Gaulle.

» Les Allemands absorbés par le souci de leur retraite, sont attaqués en divers points par les équipes de la milice patriotique, mais ils n'ont pratiquement plus la force de faire des sorties massives en dehors de leur ligne de repli. »¹³

Les rares affrontements sanglants ont lieu autour de la mairie de Neuilly (13 morts dont un responsable local du P.C.I., l'ouvrier métallurgiste Van Hulst) et au dépôt S.N.C.F. de la Villette, où les cheminots repoussent une attaque de 600 Allemands.

L'action des internationalistes

Pendant que se livrent les combats de rue et que se déroulent ces conflits internes de la Résistance, le P.C.I. fait l'impossible pour amener les travailleurs à s'organiser en comités ouvriers.

Le comité central se réunit presque sans interruption dans un vaste appartement vide du 16^e arrondissement, dont de temps en temps une balle perdue vient briser les vitres. Il est au complet. Spoulber avait été arrêté et torturé par la gestapo française, mais il a réussi à s'échapper en sautant par une fenêtre * (sa compagne, Janine, sera déportée à Ravensbrück et deviendra folle sous les tortures). Encore blessé, il a repris sa place au comité central.

Craipeau insiste pour que le parti sorte à son tour de la clandestinité, s'empare d'une imprimerie et publie au grand jour une *Vérité*, si possible quotidienne.

Le comité central est réticent, pour des raisons politiques et techniques. La plupart de ses membres considèrent que la bourgeoisie ne peut plus se permettre le luxe de la démocratie formelle : l'occupation alliée présentera pour la classe ouvrière, un caractère répressif analogue à celui de l'occupation allemande (« ils se valent ») ; loin de rétablir la liberté de la presse et les libertés publiques, elle maintiendra le régime de la dictature — renforcé cette fois par la complicité stalinienne ; dans ces conditions, l'apparition publique risque de constituer un piège pour le parti.

* Dans *Trois points c'est tout* (éd. Robert Laffont), Fred Zeller donne un récit haut en couleurs de cette évasion et de ses suites.

De toute façon, l'opération est difficilement réalisable. Elle exige une force armée autonome, surtout pour garder le journal contre les attaques, inévitables, des staliens. Or l'ensemble des militants est mobilisé sur les entreprises. Malgré ses réticences, le comité central charge le responsable militaire, Marc Laurent (Henri Molinier), de chercher une solution, sans toucher au dispositif des entreprises. Mais le lendemain, alors qu'il transportait une forte somme d'argent, prévue pour la sortie du journal, Henri Molinier est tué dans une rue du 17^e arrondissement par un obus de tank reçu de plein fouet. *La Vérité* paraîtra le 21 août, imprimée clandestinement et toujours sur un petit format.

Du moins, le parti espère-t-il pouvoir s'exprimer par un émetteur radio clandestin. Depuis de longs mois en effet l'entreprise datait du P.O.I.) un groupe de techniciens travaille dans une villa de grande banlieue à construire, pièce par pièce, un émetteur radio permettant de couvrir la région parisienne. Il avertit le comité central que cet émetteur est au point. Marcoux et Craipeau, désignés comme porte-parole, partent pour faire le trajet à bicyclette, accompagnés d'un garde du corps armé. Ils échappent par miracle à un barrage de la Feld gendarmerie en face de la gare de Lyon. Malheureusement, le poste n'est pas encore en état de marche. Le parti ne pourra pas davantage s'exprimer sur les ondes que dans la presse. Il essayera de le faire par affiches, inscriptions et tracts. Un tract édité en français, en allemand et en anglais, appelle à la fraternisation : « TRAVAILLEURS DE L'EUROPE ! SOLDATS ALLEMANDS ET ALLIÉS ! » En voici les conclusions :

— *Travailleurs, soldats allemands !*

« La prolongation de la guerre impérialiste ne vous apportera que de nouvelles souffrances, de nouveaux deuils, de nouvelles dévastations. Il faut en finir avec la guerre et le nazisme.

» Renversez par votre propre action Hitler. Ouvrez, par la révolution socialiste allemande, la voie à la révolution socialiste européenne et mondiale. Fraternisez avec les masses travailleuses des pays occupés. Fraternisez avec les soldats alliés ! »

— *Soldats alliés !*

« Les financiers de New York et de Londres vous envoient, non pour "libérer" l'Europe meurtrie, ruinée, dévastée, mais pour l'asservissement des masses laborieuses de l'Europe. Fraternisez avec elles dans toutes leurs luttes pour leur émancipation sociale. Fraternisez avec les soldats allemands ! »

— *Travailleurs de l'Europe, soldats allemands et "alliés" !*
« Assez de sang, de ruines et de deuils. Il faut en finir avec la guerre des impérialistes, la lutte fratricide des travail-

leurs. Dressez-vous ensemble en un formidable front de classe contre votre ennemi commun : le capitalisme !
» Dans les usines, les quartiers, les villages, l'armée, formez vos comités de représentants élus démocratiquement par la masse des ouvriers, des paysans, des soldats. Opposez-les au pouvoir de la bourgeoisie. »

*
**

Le 20 août la responsable de la région parisienne, Michèle Mestre, vient annoncer au comité central une nouvelle sensationnelle : les soviets s'organisent dans la banlieue ouest et dans plusieurs usines importantes sous la direction de nos camarades. Elle demande au comité central d'y déléguer un de ses membres. Craipeau seul ne s'associe pas à l'enthousiasme : « L'ensemble de la classe ouvrière est visiblement sous l'influence hégémonique du P.C.F. Nous prenons nos désirs pour des réalités. » En dépit de son scepticisme, il est désigné pour diriger l'action des camarades du parti dans les "soviets" de la banlieue ouest. Il part avec la responsable de région à Gennevilliers, choisi comme "quartier général". Il y passe la nuit (une nuit ponctuée de fusillades anarchiques) et une journée.

Tout n'est pas faux dans le rapport de la région parisienne. Les militants du P.C.I. jouent incontestablement un rôle dans les événements. Marcel Bleibtreu * relate par exemple :

« A la libération j'étais responsable d'une des deux cellules du rayon de Puteaux-Suresnes. Pendant les journées d'août 1944, nous avons édité un tract-journal quotidien qui a eu une certaine influence. Notre cellule comptait une douzaine de militants. Six d'entre eux, ouvriers métallurgistes, devinrent secrétaires ou présidents de comités d'usine, dans six entreprises différentes : Caudron (avec Brassamein), Berliet, Radio-technique, etc. Un autre militant, Clémenceau, était en outre responsable du comité de ravitaillement de Suresnes et organisateur d'une milice ouvrière, qui, sous sa direction, regroupa F.F.I., F.T.P. et autres volontaires du secteur, sur une orientation non chauvine et révolutionnaire. D'autres camarades du rayon étaient les animateurs de groupes de francs-tireurs, comme Van Hulst, qui fut tué au combat. L'atmosphère dans le secteur était fort différente de celle des quartiers où le P.C.F. donnait le ton, avec ses camarades chauvins et ses défilés de femmes tondues pour avoir couché avec des Allemands. »¹⁴

Effectivement, les usines sont occupées par les ouvriers

* Marcel Bleibtreu sera le premier secrétaire général du P.C.I. légal.

de la milice ouvrière patriotique. Dans celles de ces usines où les militants du P.C.I. occupent des postes responsables, la milice s'est érigée en comité d'entreprise, discute politiquement et s'organise démocratiquement.

A partir de là, la réalité est beaucoup moins enthousiasmante. D'abord, c'est un nombre restreint d'ouvriers qui occupent les entreprises — en raison du manque de transport et des consignes du P.C.F. Chez Jumo, par exemple, où la milice est dirigée par un militant du parti à qui doit être confiée la direction du secteur (Juillia), l'usine n'est occupée que par une soixantaine d'ouvriers. Ensuite, alors que les mitraillettes crépitent un peu partout, la milice ouvrière est pratiquement sans armes. Même si elle le voulait, elle ne pourrait pas se rendre maîtresse de la localité. Du reste, elle n'y songe pas. Cette tâche est dévolue aux F.T.P. qui occupent les mairies et les centres nerveux. Aux milices ouvrières on réserve des tâches plus prosaïques : la protection de l'usine et des stocks d'essence contre les pillards (mieux armés que les ouvriers).

Enfin, appliquant les consignes, les camarades ne se sont pas fait reconnaître comme « trotskistes ». Les ouvriers leur ont fait confiance personnellement et non en tant que militants du P.C.I. Sans doute jouissent-ils d'une certaine influence politique, parce que les ouvriers sont révolutionnaires : cette influence se manifesterait bientôt dans les luttes. Mais les ouvriers gardent leur confiance au P.C.F. Les militants du P.C.I. estiment qu'ils ne peuvent pas encore apparaître sous leur drapeau. Le représentant du comité central ne peut pas parler aux ouvriers en tant que tel. Les contacts qu'il prend sont clandestins et c'est clandestinement qu'il réunit les responsables du parti dans les entreprises.

Un an plus tard, *Quatrième Internationale* résume ainsi cette expérience :

« Pendant ce temps, l'avant-garde révolutionnaire extrêmement réduite, inexpérimentée et peu audacieuse, concentre ses efforts sur les usines et y impulse la création de comités ouvriers. Un réseau de comités élus s'étend d'usine à usine, des grandes entreprises comme Renault, aux entreprises de moindre importance. Mais ces comités sont élus par une fraction très restreinte de la classe ouvrière, une faible partie de celle-ci étant retournée sur les usines, fermées depuis plus de deux mois ; l'autre partie se trouve dans les quartiers, sous l'obédience directe du P.C.F., dont tous les mots d'ordre visent à orienter l'opinion ouvrière vers " la lutte contre l'Allemand ". Ainsi, par cette tactique d'éloignement volontaire des usines, la bureaucratie du P.C.F. empêche toute possibilité de regroupement des forces ouvrières,

à un moment où leur action autonome risquerait de mettre en danger les bases du régime capitaliste. »¹³

Vingt-quatre heures plus tard, Y. Craipeau et Michèle Mestre font leur rapport au comité central : il existe potentiellement dans la classe ouvrière une incontestable volonté révolutionnaire ; les mots d'ordre d'action du P.C.I. y trouvent une résonance ; mais le parti lui-même n'apparaît pas ; pour le moment l'ensemble de la classe ouvrière suit le P.C.F. dans lequel elle voit le seul parti d'action.

Y. Craipeau tire la sonnette d'alarme. C'est dans les heures qui viennent qu'il faut à tout prix sortir du ghetto de l'illégalité. Il est certain que cela n'ira pas sans danger. Les staliniens s'y opposeront par tous les moyens, y compris la violence physique et l'assassinat. Mais ils ne pourront finalement pas empêcher les révolutionnaires de profiter du rétablissement des libertés démocratiques. Au moment où les masses populaires se mettent en mouvement, se laisser enliser dans une nouvelle illégalité, c'est se condamner à rester une secte. Il faut jouer d'audace, apparaître au grand jour, faire des propositions politiques publiques, imposer le droit à la presse libre pour les révolutionnaires. Revenant à la charge, Craipeau propose à nouveau de s'emparer d'une des rares imprimeries encore disponibles, de sortir publiquement *la Vérité* et de la vendre dans les rues et les entreprises. Pour cela, il faut, si c'est nécessaire, prélever sur les forces immobilisées dans les entreprises. La proposition apparaît bien trop audacieuse au comité central. Il constate maintenant l'isolement du parti et ne se fait plus d'illusion sur l'imminence de la marée révolutionnaire. Comme il reste persuadé qu'on ne peut en rien attendre de la libération le rétablissement des libertés démocratiques, il s'en trouve renforcé dans sa conviction : les révolutionnaires ne peuvent pas apparaître au grand jour ; il leur faut au contraire plonger encore plus profondément dans la clandestinité.

De toute façon, la mort d'Henri Molinier rend inutilisable le dispositif militaire embryonnaire qu'il avait mis en place et, dans le tourbillon des événements, avec les militants engagés dans les F.T.P., toute liaison a été perdue.

Pourtant on donne à Craipeau le feu orange : il peut essayer d'improviser un groupe armé autonome, à condition de ne prélever aucun militant dans les entreprises et d'attendre le feu vert pour agir. Contre toute attente,

en quelques heures un groupe armé relativement important est constitué et opérationnel. Mais le comité central refuse qu'il soit utilisé pour prendre une imprimerie *. L'objectif qui lui est fixé est de pénétrer le premier au Palais du Luxembourg et de s'efforcer de s'emparer, pour le parti, du trésor de guerre de la Wehrmacht qui doit s'y trouver. Le groupe pénétrera en effet au Sénat — un des derniers bastions nazis — mais... il n'y trouvera aucun trésor.

**

Le comité central a seulement retenu l'idée de propositions politiques publiques. Il adopte une « *lettre ouverte au Parti communiste français et au Parti socialiste pour l'unité d'action ouvrière* ».

La nécessité de cette unité d'action est ainsi exposée, dans *la Vérité* du 21 août :

LA LEÇON DES GRÈVES

« La grève des cheminots déclenchée le 9 août a bien montré la force et la faiblesse du mouvement ouvrier. L'héroïsme des cheminots qui résistent le plus longtemps possible aux mitraillettes des S.S., leur volonté de combattre pour des objectifs prolétariens, leur discipline quand ils débrayent malgré leur méfiance générale sur l'opportunité du mouvement, leur sens de la solidarité avec les camarades emprisonnés, tels sont les éléments de la force ouvrière. Sa faiblesse, ce sont les buts erronés de la grève, envisagée comme une aide militaire aux Alliés et non comme une action ouvrière pour des objectifs ouvriers. Sa faiblesse, c'est malgré la création par les ouvriers de milices d'entreprises, le sabotage de celles-ci par les groupements de la "Résistance" qui ont "peur du peuple". Sa faiblesse, c'est encore le fait que la grève n'a pu se généraliser faute de direction et parce que les partis communiste et socialiste ne se sont pas suffisamment attachés à l'étendre à la métallurgie, aux transports, aux produits chimiques, etc. Leur alliance avec les partis bourgeois de la "Résistance", les a éloignés de la grève ouvrière. Le Parti communiste internationaliste a fait l'impossible ces dernières semaines pour l'élection des comités de grève, la création et l'armement effectif des milices ouvrières. Mais, isolée, son action est insuffisante. Il s'adresse aujourd'hui aux deux partis, communiste et socialiste, pour leur dire : Action commune pour former les comités de grève pour l'organisation sérieuse des luttes ouvrières ! Action commune pour former et armer les milices ouvrières d'entreprises et de quartiers, pour la lutte contre la répression ! Action commune dans

* En désaccord total avec une orientation qui selon lui, transforme le parti en secte impuissante, Yvan Craipeau démissionne du comité central.

la lutte pour le pain par les comités de quartiers ! Ce n'est pas seulement le Parti communiste internationaliste qui exige le front unique des partis ouvriers, mais la classe ouvrière elle-même qui veut vaincre la bourgeoisie, et obtenir le Pain, la Paix et la Liberté. »

La lettre ouverte rappelle le programme révolutionnaire du P.C.I., et les raisons pour lesquelles il n'a pas adhéré à la Résistance ; puis elle expose la nécessité du front unique contre les tentatives réactionnaires dont fait état *l'Humanité* elle-même. Enfin, elle propose l'unité d'action sur trois points : « Pour le soutien en commun des luttes ouvrières, notamment de la grève générale ; pour la constitution et l'armement des milices ouvrières ; pour les comités de quartiers. »

Mais ces propositions n'ont aucune réalité politique ni pratique. Politiquement, on ne peut proposer l'unité d'action, en dépit des divergences sur le reste, que sur des points tactiques sur lesquels l'accord existe. Or, si les tracts du P.C.F. et ceux du P.C.I. « reprennent ensemble » par exemple le mot d'ordre des comités de quartiers, ils leur donnent un contenu politique très différent, voire opposé. Pratiquement l'irréalisme est plus frappant encore. Le rapport des forces rend la proposition dérisoire. En fait, il s'agit d'un acte de pure propagande. Bien plus, la lettre ouverte est publiée sur le petit format d'un journal qui reste clandestin, alors que toutes les organisations ouvrières sont sorties de l'illégalité.

Cette velléité d'action politique souligne l'impuissance dans laquelle va se débattre le P.C.I. dans la période qui vient et qui est décisive. Faute d'un parti révolutionnaire capable de peser sur les événements, la bourgeoisie va sortir indemne de la plus grave crise de son histoire.

L'Etat bourgeois se réinstalle dans ses meubles

Dans ses *Mémoires*, De Gaulle explique le plan qu'il avait conçu pour garantir à Paris ce qu'il appelle « l'indépendance de l'Etat », c'est-à-dire la permanence de l'Etat bourgeois :

« Ayant pris sur place, à l'avance, les mesures appropriées, prêt à porter à temps dans la ville une grande unité française, je me disposais à y paraître moi-même afin de cristalliser, autour de ma personne, l'enthousiasme de Paris libéré.

» Le gouvernement avait fait le nécessaire pour que le com-

mandement des forces régulières qui existait à Paris appartenait à des chefs qui lui fussent dévoués. Dès juillet, Charles Luizet, préfet de la Corse, était nommé préfet de police. Après deux tentatives infructueuses, il put entrer à Paris le 17 août, juste à temps pour assumer ses fonctions quand la police saisit la préfecture. D'autre part, le général Mary devait se mettre au moment propice à la tête de la Garde républicaine — que Vichy appelait Garde de Paris — du régiment de sapeurs-pompiers, de la Garde mobile et de la gendarmerie, toutes unités qui seraient enchantées de recevoir un chef nommé par De Gaulle. »²

De Gaulle sait qu'il doit compter avec les partisans, mais il estime que le P.C.F. qui contrôle leur état-major (le COMAC) ne pourra les diriger que par « proclamation », qu'ils forment des groupes autonomes qui ne quitteront guère leurs quartiers. De plus, comme ils reconnaissent le commandement de l'état-major, le COMAC a pour conseiller militaire le général Revers et le C.N.R. le général Bloch-Dassault. « Enfin, Chaban-Delmas, délégué militaire du gouvernement, rentré à Paris le 16 août, après avoir été recevoir à Londres les instructions du général Kœning, se tenait au centre de tout. »

Le premier élément décisif dans la stratégie de De Gaulle, c'est la police et les forces régulières de la capitale. Le second, c'est la division Leclerc. C'est visiblement pour lui laisser le temps de venir que Chaban-Delmas accepte la trêve négociée entre Nordling, le consul de Suède, Taitinger, le président vichyste des maires de la région parisienne et le haut commandement allemand.

Charles Tillon rappelle que le consul de Suède surveille en même temps les intérêts des usines de roulements à billes S.K.F., que les Allemands, pour lesquels elles travaillent, ont « soigneusement enterrées » à Arthenay, dans la forêt de Montmorency. En défendant les intérêts de Paris et de De Gaulle, M. Nordling travaille à la fois pour des buts humanitaires... et pour sauvegarder ses profits.

Tout de suite dénoncée par les communistes, la trêve dure peu. Mais elle a fait gagner du temps. Pendant ce temps, De Gaulle se démène pour que Leclerc soit autorisé à conduire sa division à Paris. Ses éléments avancés y parviennent le 24, alors que la plupart des centres de résistance allemands sont tombés. Parti d'Alger le 18, De Gaulle est le 23 à Rambouillet : « Je me trouvais, écrit-il, confirmé dans ma volonté de n'accepter pour mon pouvoir aucune sorte d'investiture à part celle que la voix des foules me donnerait directement.

» C'est ce que je déclarai, d'autre part, à Alexandre de Saint-Phalle, associé à ma délégation et dont je reconnaissais l'influence dans les milieux d'affaires. Il arrivait en compagnie de Jean Laurent, directeur de la banque d'Indochine, de M. Rolf Nordling, frère du consul général de Suède, et du baron autrichien Poch-Pastor, officier de l'armée allemande, aide de camp de Choltitz et agent des Alliés. Tous quatre étaient sortis de Paris dans la nuit du 22 août en vue d'obtenir du commandement américain, l'intervention rapide des troupes régulières. »²

Ayant ainsi rassuré ses honorables interlocuteurs, De Gaulle regagne Paris où il commence à féliciter Leclerc pour la capitulation que vient de signer von Choltitz. « Cependant, lisant l'exemplaire de la capitulation ennemie que me présente Leclerc, je désapprouve la mention qu'il y a inscrite après coup sur les objurgations de Rol-Tanguy (dirigeant des F.F.I.), et suivant laquelle c'est à Rol comme à lui que s'est rendu le commandement allemand. »

Le reste du scénario, le général De Gaulle le raconte dans ses *Mémoires*. A des détails près, ce récit confirme celui que brosse Marcoux dans *IV^e Internationale*¹³.

« [...] Dès le début, un petit épisode allait se jouer entre De Gaulle et le Comité national de la Résistance qui, au grand complet, attendait le général à l'Hôtel de Ville pour lui remettre solennellement le pouvoir. Tandis que le C.N.R. faisait les cent pas à l'Hôtel de Ville, De Gaulle descendait les Champs-Élysées pour y recevoir la bénédiction des cardinaux qui avaient encensé Pétain quelques semaines auparavant. Suivi des chars de Leclerc, plébiscité par les hourras de la foule, encensé par les cardinaux et protégé par les flics résistants de la dernière heure, De Gaulle daigna ensuite faire le tour du propriétaire à l'Hôtel de Ville.

» Malgré l'escroquerie politique de l' "insurrection nationale" la consécration officielle de la libération de Paris s'était effectuée sous le signe du sabre et du goupillon. »

Le récit comporte en réalité quelques inexactitudes. C'est à la préfecture de police que De Gaulle s'est rendu le 25 (à tout seigneur, tout honneur !) après avoir descendu les Champs-Élysées et avant de se rendre à l'Hôtel de Ville. Là c'est le communiste Marrane qui l'accueille. « Georges Marrane, substitué à André Tollet, me salue en termes excellents au nom de la nouvelle municipalité parisienne. »

Le lendemain a lieu la manifestation officielle de l'Etoile à Notre-Dame : « Il est vrai qu'au cortège des compagnons qui ont qualité pour me suivre, se joignent

indûment, des figurants de supplément. Mais ce n'est pas eux qu'on regarde. »²

Les "figurants" — les responsables F.T.P. — touchent là le salaire de leurs efforts pour développer le mythe gaulliste parmi les travailleurs. C'est à l'issue de cette manifestation que De Gaulle ira entendre un *Te Deum* à Notre-Dame : mais les "autorités nouvelles" ont prié le cardinal Suhard de s'abstenir — un peu trop compromis quand même avec Pétain et la Milice.

L'article de la *IV^e Internationale* montre comment s'est ensuite rétabli l'ancien appareil d'Etat :

LA DUALITÉ DES POUVOIRS

« Les événements de Paris ne se sont pas reproduits identiquement partout. Dans les centres maquisards, et dans les villes où l'armée n'arriva que bien plus tard, un battement plus grand s'est produit entre l'effondrement allemand et l'entrée des Alliés. Le pouvoir échut pour un temps, soit aux comités de la Résistance, comportant tous les partis sans distinction de classe, soit à des formations plus restreintes comme F.T.P., milices patriotiques, etc. Tous ces comités perdirent pied au fur et à mesure du ressaisissement de l'appareil étatique, ressaisissement d'autant plus rapide que tous les partis facilitaient la tâche du gouvernement central. Le juge, le flic, le percepteur se soudèrent immédiatement autour du nouveau "sauveur", comme en 1940, ils s'étaient soudés autour de l'autre "sauveur", Pétain...

» De Gaulle constitua en hâte un nouveau ministère, dans lequel il eut soin d'inclure le chef nominal du C.N.R., Bidault, ce qui donnait l'illusion d'un amalgame entre l'ancien appareil et les comités de la Résistance. En réalité, en fait d'amalgame, il s'agissait d'une simple intégration dans l'appareil des éléments nouveaux, mais nullement d'une liaison entre deux éléments distincts : appareil et comités.

» D'ailleurs, les comités remirent eux-mêmes le pouvoir à l'appareil auquel ses membres s'intégraient, ou se soumettaient avec empressement.

» Finalement, la petite bourgeoisie se détacha à son tour des comités de la Résistance qui s'étaient dessaisis "patriotiquement" de tout pouvoir.

» Pendant ce temps, les staliniens prirent en charge de balayer dans les usines les comités ouvriers. Leur liquidation fut d'autant plus rapide que leur écho avait été très amorti dans la classe ouvrière et que l'avant-garde révolutionnaire n'avait ni pu ni osé paraître à la lumière et prendre leur défense avec efficacité.

» De son côté, De Gaulle, installé à la tête du nouvel Etat et de la vieille machine administrative, à vrai dire un peu éprouvée, s'attaqua aux formations issues de "l'illégalité" au cours des journées d'août, et qui, échappant au contrôle de l'appareil, concurrençaient ses pouvoirs : comités d'épuration, F.T.P., milices patriotiques, créations éminemment staliniennes, et en grande partie à composition ouvrière. »¹³

L'Etat bourgeois reste maître du terrain.

CHAPITRE II

L'État restauré

De Gaulle et le pouvoir

S'étant rendu maître du pouvoir à Paris, ayant forcé le C.N.R. à s'effacer et les communistes à applaudir, De Gaulle définit ainsi ses objectifs :

« Le crédit que m'ouvre la France, j'entends l'engager tout entier pour la conduire au salut. Pour commencer, cela consiste à mettre en place le pouvoir ; à provoquer autour de moi l'adhésion de toutes les régions et de toutes les catégories ; à fondre en une seule armée les troupes venues de l'Empire et les forces de l'intérieur. A faire en quelque sorte que le pays reprenne sa vie et son travail sans glisser aux secousses qui la mèneraient à d'autres malheurs. »¹⁵

La tâche n'est pas facile, étant donné « le bouleversement de tout ce qui fait l'ordre : Etat, hiérarchies, familles, traditions ». Mais il sait qu'il peut compter sur toutes les anciennes structures de l'appareil bourgeois :

« Les anciens tenants de Vichy s'inclinaient devant l'évidence : Pétain en Allemagne gardait le silence, et ceux des fonctionnaires, des militaires, des publicistes qui l'avaient assidûment servi prodiguaient, à l'adresse du pouvoir, révérences et justifications. »

Le général insiste sur le ralliement de toutes les « forces vives » du pays : le comte de Paris, le prince Napoléon, Coty, Giraud, Herriot et Léon Blum (ces deux derniers quelque peu gangrenés par des réticences partisans). Fort de l'appui populaire, mais prudent quand même, il s'est réservé auprès des Alliés « de pouvoir faire revenir la 1^{re} division française sur Paris en cas de nécessité ».

Cependant, c'est en province qu'il est urgent d'aller rétablir le pouvoir d'Etat. Un peu partout, des « comités populaires », appuyés par les partisans — surtout les F.T.P. — y ont établi une sorte de double pouvoir diffus. Comme à Paris, ils sont paralysés par l'idéologie de l'union nationale, le ralliement politique à De Gaulle et la reconnaissance de la hiérarchie étatique et militaire. De Gaulle n'aura pas de mal à rétablir le pouvoir bourgeois. Il l'entreprend en septembre 1944, par une série de voyages, en commençant à chaque fois par recevoir les hauts fonctionnaires et les notables — archevêque en tête. A Lyon, pas de problème sérieux : le colonel Descours s'est arrangé pour que la ville soit occupée par les forces « régulières ». Cette tactique a permis aux nazis d'opérer des destructions massives et d'assassiner 6 000 personnes, mais elle a facilité la passation « normale » des pouvoirs. Il est désormais commandant de la région militaire. Mais à Marseille « l'atmosphère était lourde ».

« Les communistes, exploitant d'anciennes divisions locales et faisant état des persécutions auxquelles s'étaient acharnés les agents de Vichy, avaient établi à Marseille une dictature anonyme. Celle-ci prenait à son compte les arrestations, procédait même à des exécutions, sans que l'autorité publique s'y opposât avec vigueur. »

Le général s'assure de la soumission des dirigeants communistes locaux (Billoux l'accompagne du reste à cet effet) et passe en revue les unités des partisans :

« Il était facile de voir quelles unités — c'était le plus grand nombre — souhaitaient être portées à la bataille en Alsace, et quelles fractions, soumises à une obédience cachée, voulaient demeurer en place.

» Je prescrivis au général Chadebec de Lavalade, appelé du Levant pour commander la région militaire, de donner au plus tôt satisfaction aux premières et de dissoudre les secondes, et au ministère de la Guerre d'envoyer tout de suite à Marseille un régiment d'Algérie pour faciliter les choses. »

Le 16 septembre, le général arrive à Toulouse, ville passablement agitée : « Je trouvai le commissaire de la

République en proie aux empiètements de certains chefs des F.F.I. Le colonel Ascher — alias Ravanel — chef des maquis de la Haute-Garonne, avait pris le commandement de la région militaire. Autour de Ravanel, des chefs de factions armées constituaient comme un soviet.

» [...] La gendarmerie et la garde mobile étaient consignées dans des casernes éloignées. Il est vrai que le chef d'état-major, le colonel Nœtinger, officier de grande expérience, s'appliquait à égarer les abus dans le dédale administratif. Mais il n'y réussissait pas toujours. »

De Gaulle passe en revue les partisans : en tête un détachement de l'armée de Vlassov, passé à la Résistance, puis une force considérable d'Espagnols antifascistes qui ont joué un rôle important dans les combats, puis les F.F.I. : « Je fis lever la consigne qui relevait les gendarmes et remettre ces braves gens à leur service normal. Je décidai de nommer le général Collet, appelé du Maroc, au commandement de la région militaire. »

Quant aux Espagnols, ils émettent la prétention exorbitante d'aller continuer leur lutte en Catalogne contre Franco. Or Franco est tabou :

« Je fis connaître aux chefs espagnols que le gouvernement français n'oublierait pas les services qu'eux-mêmes et leurs hommes avaient rendus dans les maquis, mais que l'accès de la frontière des Pyrénées leur était interdit. »

Un détachement de la 1^{re} armée, stationné à Tarbes, est chargé de leur barrer la frontière. En fait de reconnaissance pour les services rendus, quinze jours plus tard la police commence à arrêter les Espagnols antifascistes et à les diriger à nouveau sur des camps de concentration¹⁶.

De Gaulle passe ensuite à Bordeaux, où les F.F.I. se font tuer à l'assaut des nids de résistance allemande voisins, ravitaillés par mer sans qu'interviennent les Anglo-Américains. « Dans cette atmosphère troublée évoluaient divers groupes armés qui refusaient d'obéir aux autorités officielles. »

Il visite Orléans détruite mais calme, puis Nancy où le spectacle le reconforte : « Pour la Lorraine, l'envahisseur n'avait jamais été autre chose que l'ennemi. C'est pourquoi aucun problème politique ne s'y posait. L'ordre public ne courait pas de risque. »

A Lille, l'épouvantable misère des travailleurs du Nord l'amène à prononcer un discours "social" et à comprendre la nécessité pour la bourgeoisie de concéder des réformes sous peine d'être balayée par la révolution :

« Ou bien il serait procédé d'office et rapidement à un changement notable de la condition ouvrière et à des coupes sombres dans les privilèges de l'argent ou bien la masse souffrante et amère des travailleurs glisserait à des bouleversements où la France risquerait de perdre sa substance. »

Il faut aussi faire une concession à la soif de la démocratie. De Gaulle se décide à constituer auprès du gouvernement une sorte de Parlement. Le 12 octobre une ordonnance fixe, selon une arithmétique arbitraire, la composition de l'Assemblée consultative : 173 représentants des organisations de résistance (dont 18 membres du C.N.R.), 60 parlementaires plus 12 conseillers généraux d'outre-mer. *La Vérité* est pratiquement seule à la dénoncer comme un simulacre de Parlement.

Mais dans ses *Mémoires*, De Gaulle confirme qu'elle est bien un simulacre et précise assez cyniquement à quelle fin il juge utile cette Consultative.

« Ce n'est pas que je prête à un tel collège la capacité d'agir. Mais tout au moins j'espère qu'ils soutiendront une mystique du renouveau dont s'inspirera notre peuple. En tout cas, il me paraît bien d'offrir un exutoire à leur bouillonnement. »

Tandis que les « députés » s'occuperont à faire des discours et à anesthésier la population, De Gaulle et la bourgeoisie s'occuperont à reprendre systématiquement tous les secteurs du pouvoir, en éliminant les « usurpations d'autorité »... par les masses populaires. Le général compte bien pour cela sur l'appui que lui donneront — de bon gré ou de mauvais gré — tous les partis d'union nationale.

Des comités ouvriers aux Comités d'entreprise

L'offensive de De Gaulle et de la bourgeoisie vise toutes les formations qui ont fleuri en août et septembre 1944 : comités de la Résistance qui ont la velléité de se substituer aux organisations d'Etat, milices patriotiques ou groupes de partisans qui tendent à se substituer à la police, comités d'épuration qui jugent à la place des juges de métiers, comités ouvriers qui cherchent à se substituer au pouvoir patronal avec l'aide des milices ouvrières.

Il est d'autant plus arbitraire de séparer les divers secteurs où se mène cette offensive que ces formations

s'appuient les unes sur les autres, et particulièrement sur les forces armées autonomes : la force des comités ouvriers réside dans les milices ; l'existence des comités d'épuration dépend des F.T.P., ou des F.F.I. en général. Il faut pourtant, pour la commodité de l'exposition, se résoudre à en parler séparément.

Ces formations sont du reste d'origines diverses. Presque toutes viennent de la Résistance et spécifiquement du P.C.F. Il n'en va pas de même pour les comités ouvriers, dus à l'initiative des trotskistes ou de militants communistes qui outrepassent leurs directives. Les Milices ouvrières patriotiques interprètent différemment leur rôle suivant les endroits. Soumis à la fois à la pression de l'Etat, du patronat et des syndicats, ces comités auront la vie la plus éphémère.

Un tract du P.C.I., daté du 17 septembre, relate la naissance des comités ouvriers :

« [...] Ce fut vraisemblablement chez Jumo et B.M.W. d'Argenteuil que le mouvement prit naissance. La direction allemande s'étant enfuie, laissant les ouvriers sans salaires, ceux-ci occupèrent l'usine. Ils constituèrent un comité provisoire puis convoquèrent une assemblée générale qui élut démocratiquement le comité d'usine. Celui-ci organisa la cantine, fit restituer les outils pillés, veilla à l'entretien de l'usine, procéda à la paye lorsque la direction rapporta des fonds.

» Le mouvement s'étendit à des dizaines d'entreprises de la région parisienne qui, toutes, élirent ou ratifièrent leurs comités. Les usines furent d'abord occupées par de petites équipes d'ouvriers qui organisèrent l'occupation et la garde de l'entreprise. A la cantine, le jour de paye, par cyclistes, puis par la presse, tous les ouvriers étaient convoqués pour des assemblées où le comité était élu.

» Partout, les prolétaires montrent l'exemple de l'ordre et de l'organisation dans l'usine : les locaux sont entretenus ; aucun pillage n'a lieu, les gardes sont assurées de jour et de nuit. Jamais les cantines n'ont si bien fonctionné.

» Chez Blériot, le comité a publié sa charte. Le comité social est répudié comme organisme de collaboration de classes. Des commissions se répartissent les tâches. Une commission d'épuration est désignée qui mettra à la porte les ennemis de la classe ouvrière... Chez Jumo, la paye est organisée sans les patrons, avec le concours de la comptabilité. Le chef du personnel est traduit devant un "tribunal du peuple" qui le condamne à une surveillance de tous les instants par un milicien armé.

» A la B.M.W., les ouvriers, en accord avec les techniciens, étudient un plan de remise en marche de l'usine.

» Partout, chez Renault, Salmson, Caudron, Panhard, Gnome, Farman et des dizaines d'autres usines, les ouvriers s'organisent et montrent leur capacité à contrôler et diriger les entreprises.

» Partout, des cahiers de revendications sont établis et déposés à la direction. Partout, sont exigés : la restitution des droits conquis en juin 1936 ; les 40 heures ; le droit syndical et le droit d'assemblée dans l'usine ; l'échelle mobile des salaires ; une augmentation de 40 à 60 %, avec l'intégration des primes dans le taux d'affutage ; le salaire égal pour un travail égal ; la suppression des catégories et de toutes les lois et de la charte de Vichy. Les cahiers réclament aussi la réintégration des mutés, des réfractaires, des condamnés politiques. Partout les travailleurs exigent le contrôle sur la cantine, sur l'embauchage et le débouchage, sur la comptabilité et la production.

» [...] Les comités sont constitués par les délégués des ateliers et services qui élisent parmi eux un bureau. Mais ces délégués restent sous le contrôle permanent de tous les travailleurs.

» Les délégués et le bureau sont révocables à tout instant par les assemblées d'atelier et d'usine. Ils sont tenus de rendre des comptes permanents de leur activité devant les assemblées. Au moins chaque semaine se réunit une assemblée générale qui décide de la marche à suivre.

» De plus, dans quelques entreprises (Jumo, S.A.C.A.M., etc.) — et cet exemple sera suivi de toutes — le comité a installé un *journal mural* où toutes ses décisions, tous ses comptes, tous ses pourparlers avec la direction sont affichés. Plus de diplomatie secrète, plus de chefs infaillibles : les travailleurs ont droit de regard sur toute l'activité de leur comité. Dans ce journal, chaque travailleur peut apporter toutes ses suggestions et toutes ses critiques. Dans certaines usines fonctionne une tribune libre où chaque ouvrier, à quelque parti politique qu'il appartienne, a le droit de prendre la parole pour apporter son point de vue. Voilà la véritable liberté de parole ! »¹⁷

Le P.C.I. indique ensuite qu'il n'y a pas d'opposition entre le syndicat — organisme revendicatif — et le comité élu qui est « un véritable organisme de contrôle ouvrier et de gestion. » Il appelle les comités existants à étendre leur expérience dans la région parisienne et la province.

A l'initiative des militants du P.C.I., et particulièrement de l'usine Jumo, un comité inter-usines de la banlieue ouest a été constitué, ainsi qu'un Comité de liaison inter-milices (C.L.I.M.) qui réunit une quarantaine d'usines de la banlieue ouest.

Mais, déjà, cette expérience est menacée. La presse ouvrière n'en dit pas un mot. Les syndicats l'ignorent.

Dans bon nombre d'usines, le comité d'usine n'est autre que le comité syndical, auquel on a adjoint les dirigeants de la milice et de la cantine. Or le comité syndical, où le P.C.F. est toujours massivement majoritaire, est subordonné à la hiérarchie de la C.G.T., dont il transmet les directives aux ouvriers, beaucoup plus qu'il

ne transmet à la hiérarchie syndicale les prises de positions des ouvriers de l'entreprise.

L'expérience continue pourtant. Certaines usines, comme Jumo, instituent à leur tour un comité de gestion. A Montluçon, chez Dunlop, à Lyon chez Berliet, des comités ouvriers se sont constitués. Chez Berliet, à l'initiative d'un ancien dirigeant du Parti ouvrier internationaliste (P.O.I.) *, Léon Bardin, le comité a pris en main la gestion de l'entreprise et l'assure pendant longtemps. Mais, *la Vérité* du 25 octobre signale que chez Berliet et chez Dunlop, les comités ont été « rapidement pris en main par les comités de Libération, organismes non élus, partisans de la collaboration de classes », qui s'emploient à « liquider » la gestion ouvrière. Chez Jumo, le comité de gestion est également supprimé bureaucratiquement par le syndicat, sans que les ouvriers puissent donner leur avis. Pourtant *la Vérité* cite encore l'exemple de Caudron :

« Chez Caudron, les ouvriers montrent la voie. Ils ont chassé l'ancienne direction. Le nouveau directeur est un vieux militant syndicaliste. Il est assisté par deux délégués ouvriers. Le comité d'usine élu concentre de nombreuses fonctions : il règle toutes les questions relatives à l'organisation du travail, au salaire, à l'embauche, etc. En un mot, c'est le véritable organisme de gestion l'usine. La commission d'épuration, assistée par la milice, travaille bien aussi : elle a liquidé bon nombre de collaborateurs qui poussaient au travail. »¹⁸

Mais le P.C.F. ne peut pas tolérer les comités ouvriers. Ils tendent, par nature, à mettre en avant des mots d'ordre de contrôle ouvrier et de gestion qui vont à l'encontre de sa politique présente de collaboration. Beaucoup d'entre eux adoptent des revendications comme l'échelle mobile, que condamne la C.G.T. Enfin et surtout, ils établissent une autonomie des décisions ouvrières, incompatible avec la direction de la classe ouvrière par le parti. Le P.C.F. ne les attaque pas de front, mais il les liquide progressivement. Les syndicats les reprennent peu à peu en main, d'autant plus facilement que les travailleurs dans leur immense majorité suivent le Parti communiste, en qui ils ont confiance comme parti ouvrier et révolutionnaire. Une violente offensive a lieu en même temps contre les « hitléro-trotskistes ». Dans

* Le P.O.I. (IV^e Internationale) constitué en 1936 a disparu en 1939. Le sigle est repris en 1943 par les "comités de la IV^e Internationale".

cette offensive, tous les moyens sont bons. Chez Jumo, pour obtenir le départ de Juillia qui avait été l'initiateur du mouvement, le ministre de l'Air, communiste, n'hésite pas à exercer un chantage incroyable : s'il reste à l'usine, les commandes seront retirées à Jumo. *La Vérité* publie une lettre significative de Juillia :

« J'ai été à l'origine du comité ouvrier qui occupa l'usine le 17 août et même de plusieurs comités semblables dans la région. Une des premières, la section syndicale de Jumo s'est constituée sur mon initiative ; c'est moi qui constituai la milice de l'usine. A plusieurs reprises les bonzes du syndicat intervinrent soit pour supprimer le comité ouvrier, soit pour interdire le comité inter-usines de la région ouest, soit pour arrêter la reprise du travail en septembre, soit pour arrêter les travaux du comité de gestion... Sachant que j'étais trotskiste, ils usaient de tous les moyens pour m'écartier des tâches responsables... J'avais cependant la confiance de tous les ouvriers de l'usine qui applaudirent les mots d'ordre internationalistes, même le jour où, publiquement, je déclarai être militant de la IV^e Internationale, pour répondre aux calomnies antitrotskistes des bureaucrates de la locale. Avec leurs amis du bureau syndical de l'usine, voyant l'accueil fait à cette déclaration, ils déversèrent pendant deux jours les plus odieuses calomnies sur mon compte et obtinrent mon exclusion de l'usine en menaçant, sur l'ordre de Tillon, de passer les commandes destinées à l'usine à une entreprise de Bordeaux, si je restais dans l'usine »...

Après son départ, la démocratie ouvrière disparaît peu à peu et les militants du P.C.I. de l'entreprise dénoncent la reprise en main des ouvriers par la direction.

Cette offensive générale antitrotskiste se heurte dans les usines à une certaine opposition. Par exemple, dans une usine de Puteaux, un militant trotskiste est exclu de la commission exécutive (C.E.) syndicale par 500 voix contre 100, et 200 abstentions. A la Lorraine, 500 ouvriers se solidariseront avec un militant trotskiste. Mais l'influence du P.C.F. est partout déterminante.

D'autre part, pour émasculer les comités d'usine, le gouvernement prépare l'institution des comités d'entreprise. *La Vérité* en commente ainsi le projet :

« Les attributions économiques du comité sont purement théoriques : contrôle une fois par an de l'entreprise. On peut regarder, pas souvent encore, mais défense de toucher ! De même la représentation dans les conseils d'administration aura seulement une voix consultative. Enfin le comité aura droit de suggestion pour tout ce qui concerne le rendement. On a maintenant le droit de suggérer au patron ce qui doit augmenter son bénéfice. Les attributions sociales du comité sont à peu près celles des comités sociaux de Pétain. Et, pour pimenter le tout, un grain de

paternalisme vichysois : le patron préside le comité. En somme, beaucoup de bruit pour peu de chose. Mais ce peu nous intéresse, n'intéresse que nous. Nous ne laisserons pas le patron utiliser le comité pour imposer ses volontés plus facilement. Nous nous servirons au contraire du comité pour contrôler la gestion et appuyer nos revendications. Et nous n'hésiterons pas à dépasser les limites du décret chaque fois que ce sera possible. »¹⁹

Le décret entrera en vigueur en février 1945, pratiquement sous la forme du projet. C'est un jalon dans la politique gaullienne de « l'association capital-travail » proche parente du corporatisme pétainiste. Tout rentre dans l'ordre (bourgeois). Le patron reste maître de l'entreprise.

La dissolution des Milices populaires

Comme nous l'avons vu, le premier soin de De Gaulle est d'embrigader dans l'armée le plus grand nombre possible de maquisards. Le P.C.F. approuve chaudement. Il préconise la « levée en masse », l'amalgame des F.F.I. et de l'armée régulière, à la manière dont Carnot avait amalgamé l'armée des volontaires avec l'armée de métier et il réclame la constitution d'une « armée populaire ».

En fait, il ne s'agit pas d'amalgame, mais d'intégration dans les cadres de l'armée bourgeoise et sous les ordres du vieil état-major réactionnaire. De Gaulle l'explique sans ambages :

« Le général Cochet, chargé par moi des forces de l'intérieur au sud de la Loire, avait coupé court aux vellétés d'indépendance que manifestaient certains chefs et mis directement aux ordres du général de Lattre tous les éléments parvenus dans sa zone d'action. En pratique je comptais incorporer à la 1^{re} Armée autant de maquisards qu'elle pourrait en absorber et constituer avec le reliquat de grandes unités nouvelles. »²⁰

En définitive, l'armée de terre garde ainsi plus de 300 000 soldats venus des F.F.I. On leur fait signer un engagement pour la durée de la guerre : « De ce fait, la situation des maquisards se trouvait légalement réglée. »²⁰

Ceux des F.F.I. qui n'ont pas pu être absorbés, « on s'empresse de [les] éloigner des centres prolétariens pour les laisser croupir dans des dépôts, ou pour les laisser massacrer sans armes et sans ravitaillement dans les Vosges ou sur l'Atlantique ». ²¹

Dans quelques mois on les verra reprendre l'Indochine aux Indochinois, en compagnie des anciens miliciens et Waffen-S.S. grâciés : « Beaucoup de malheureux jeunes gens qui s'étaient laissés attirer par la Milice, la Légion des volontaires français et la Phalange africaine reçurent la possibilité de s'engager dans le corps expéditionnaire d'Indochine. »²⁰ Ce qui rappelle le véritable caractère de l' « armée nationale ».

*
**

Pour faire respecter l'ordre, le gouvernement d'union nationale compte sur les troupes coloniales et sur la police. L'ennui, c'est, avoue De Gaulle, que la garde mobile et la gendarmerie se sentent « moralement gênées par l'emploi que Vichy avait fait d'elles ». Ces « braves gens » sont pourtant remis en service. Mais les gardes mobiles sont trop haïes : il faut constituer des forces de répression sous un autre nom :

« Pour aider le ministère de l'Intérieur à maintenir l'ordre public, les gendarmes et les gardes mobiles passés au maquis retournaient d'office à leur corps d'origine ; étaient en outre formées 60 Compagnies républicaines de sécurité, innovation qui sur le moment fut blâmée de toute part, mais qui dure encore. »²⁰

Les C.R.S. : cadeau du gouvernement d'union nationale de la Résistance ! En même temps qu'il arme ses préto-riens, le gouvernement entreprend de désarmer les milices populaires. Déjà le P.C.F. a fait dissoudre, en octobre, le Comité de liaison inter-milices de la banlieue ouest. Un peu partout les directions d'usines, avec l'aide du P.C.F., s'efforcent de transformer les Milices ouvrières patriotiques (M.O.P.) en gardes d'usines. *La Vérité* en publie de nombreux échos :

« A propos des milices, nombreuses sont les plaintes des ouvriers qui s'indignent de la transformation des milices d'entreprises en milices permanentes, et en gardes patriotiques, autrement dit, en police auxiliaire aux ordres de la police et des patrons.

» Nous voulons conserver nos milices fonctionnant par roulement, avec leurs chefs élus. Les milices ne veulent pas jouer le rôle de gardiens au service des patrons, mais défendront les organisations ouvrières, les réunions, les manifestations, les grèves, contre les jaunes et les fascistes. » Chez Gnome et Rhône-Kellerman, pour mettre un frein au développement de la milice et apporter la division en son sein, la direction accepte une garde permanente de 90 miliciens qui deviennent ainsi, qu'on le veuille ou non, des " flics " d'usine. »²¹

La Vérité commente ainsi, en novembre :

« Au départ, la Milice patriotique a été fourvoyée dans l'Union sacrée avec la bourgeoisie, mise sous la dépendance du C.N.R. au lieu des syndicats et des comités d'usine.

» Les Milices ont subi, dès leur création, l'offensive combinée des dirigeants du P.C.F. et de la bourgeoisie. Des ouvriers armés dans l'usine représentaient un danger que les patrons ne pouvaient pas tolérer. Aussi la démocratie a été étouffée. Aucune directive n'était donnée : les miliciens étaient transformés en gardiens bénévoles de l'usine. Tous les prétextes étaient bons pour retirer leurs armes aux milices d'entreprises. »²¹

Si le P.C.F. transforme les milices ouvrières en gardes d'usines et leur enlève toute autonomie, il cherche par contre à conserver certaines forces paramilitaires. De Gaulle écrit dans ses *Mémoires* : « Plusieurs organisations, avant tout le Front national, s'obstinent à conserver à leur disposition des éléments paramilitaires. Les Milices patriotiques prétendent empêcher un retour offensif du fascisme. Mais aussi on les rend prêtes à appuyer une pression qui serait tentée sur le pouvoir pour le contraindre ou le conquérir. »²⁰

Le 31 octobre 1944, le conseil des ministres, à l'unanimité, adopte un décret de dissolution de toutes les milices : « Toute force qui ne fait pas partie de l'armée ou de la police doit être immédiatement dissoute, au besoin par voie d'autorité. Il est interdit sous peine de sanctions graves de détenir des armes sans autorisation écrite des préfets. »²⁰ Le conseil des ministres a pris cette décision à l'unanimité, c'est-à-dire avec l'accord des communistes Billoux et Tillon, sans parler du ministre de l'Intérieur, le socialiste Tixier.

Mais il rencontre une opposition de la part du C.N.R. et surtout du Parti communiste. Le 2 novembre le bureau politique du P.C.F. désavoue Tillon et Billoux et se prononce contre la dissolution des milices. Le Front national convoque au Vélodrome d'Hiver une réunion monstre qui rassemble 50 000 miliciens des usines et des quartiers. Son agitation est facilitée par l'explosion, à Vitry, d'un train de munitions, qui a causé une trentaine de morts et une centaine de blessés. Est-ce le moment de désarmer les villes menacées par la « cinquième colonne » ?

Le gouvernement s'est engagé dans une impasse : comment appliquer le décret si les miliciens refusent de ren-

dre leurs armes ? *La Vérité* ne se fait pas d'illusions :

« Les milices de quartier ont été à leur tour bureaucratées, la liaison avec les usines sabotée. Tous les efforts tendaient à en faire une annexe de la police. »²²

Mais elle appelle les travailleurs à garder leurs armes, à renforcer leurs milices d'usine et de quartier, à en faire de véritables milices ouvrières.

« Les ministres Tillon et Billoux ont voté à l'unanimité le désarmement des gardes patriotiques. Leur parti les désavoue dans *l'Humanité*. C'est bien. Mais cela ne suffit pas. Il ne faut pas remplacer le désarmement pur et simple par un autre désarmement non moins efficace : le dépôt obligatoire des armes dans les locaux contrôlés par la police.

» Il faut garder les armes dans les usines, dans les locaux connus des seuls miliciens ouvriers des gardes patriotiques. Les travailleurs doivent former leur front unique de classe pour la défense de leurs armes...

» Le Parti socialiste doit désavouer l'attitude du ministre de l'Intérieur *socialiste*, Tixier, qui a essayé de justifier la mesure arbitraire de désarmement du peuple. Selon D. Mayer, dans *le Populaire*, le ministère de l'Intérieur est un simple organe de transmission. Transmission de quoi ?... De la volonté des trusts et des banques. Le conseil des ministres dans son ensemble n'est qu'un instrument de transmission de la volonté des trusts. Voilà ce que nous apprend *le Populaire* qui se vautre sans pudeur dans la collaboration de classes. Il est vrai qu'on y est habitué.

» Mais les travailleurs ne se contentent pas de cette constatation. Ils exigeront la rupture des ministres qui prétendent parler en leur nom, avec les ministres bourgeois ; ils veulent un gouvernement formé des représentants des partis ouvriers et de la C.G.T., luttant résolument contre les trusts et pour les intérêts des travailleurs des villes et des champs.

» A bas la coalition avec les ministres bourgeois, les Lepercq et consorts ! Vive le gouvernement des ouvriers et des paysans !

» Les 50 000 miliciens ouvriers réunis au Vel'd'Hiv, ont proclamé leur volonté de défendre leurs milices par les armes. La meilleure façon de défendre ces milices, c'est d'en faire de véritables milices ouvrières. Cela signifie :

— Les élargir constamment, ouvrir leurs rangs à tous les travailleurs qui veulent lutter pour leur classe ; la démocratie intérieure doit être largement assurée, les chefs élus et révocables, les actions décidées démocratiquement. La discipline dans l'action n'en peut être que renforcée.

— La liaison doit être constante entre les milices d'entreprises et les milices de quartiers : leur cause est la même ; la liaison inter-usines doit être assurée par des organismes permanents.

— Le commandement des milices doit se placer sous le contrôle des syndiqués ou des comités d'usines et non sous celui du C.N.R. où se sont infiltrés des ennemis du peuple...

— Les milices doivent assurer :

● la défense armée des manifestations ouvrières ;

- le repérage et la détection des organisations fascistes et leurs dépôts d'armes (un service de renseignements doit s'organiser) ;
 - la réquisition des armes au profit de la milice ouvrière ;
 - la défense des usines gérées par les ouvriers ;
- Les milices du peuple doivent aider activement la lutte contre le marché noir, en soutenant les comités de ménagères et les municipalités ouvrières, en assurant la surveillance des marchés...
- Gardons nos armes ! Renforçons nos milices d'entreprises et de quartiers ! »²¹

Impuissant à imposer la dissolution des milices, le gouvernement doit accepter un compromis que lui proposent le P.C.F. et le C.N.R. : les milices patriotiques, transformées en « Gardes civiques républicaines » sont placées sous le contrôle de la police.

Mais même sous cette forme, elles gardent une certaine autonomie. *La Vérité* donne des exemples de leurs interventions : encore en mars 1945, apprenant que les services du ministère du Ravitaillement ont intercepté un des camions destinés à leur cantine, les ouvriers de Renault envoient les gardes civiques de l'usine établir un barrage sur la route et le récupérer.

Le gouvernement craint les milices, même domestiquées, et veut que les ouvriers rendent leurs armes. Il reçoit un allié décisif en la personne de Maurice Thorez. Rassuré sur ses intentions au cours de ses discussions avec Staline, De Gaulle a fait, en effet, bénéficié de la grâce amnistiante le chef du P.C.F., condamné pour "désertion" : « Compte tenu des circonstances d'antan, des événements survenus depuis, des nécessités d'aujourd'hui, je considère que le retour de Maurice Thorez à la tête du Parti communiste peut comporter, actuellement, plus d'avantages que d'inconvénients. »²⁰

Dès son retour, en France, fin novembre 1944, Maurice Thorez s'applique à convaincre son parti de cesser toute résistance. « Une seule justice ! Une seule armée ! Une seule police ! » Il invite les F.F.I. à une discipline rigoureuse aux ordres des états-majors et les ouvriers à rendre leurs armes.

Il l'explique nettement au comité central du P.C.F., en janvier 1945 :

« Sans discipline, pas d'armée. Pour faire régner la discipline la plus stricte, il convient de constituer une véritable armée nationale, d'en finir avec les formations séparées et parfois antagonistes, d'unifier vraiment de bas en haut et de haut en bas en assurant l'unité du commandement.
» Les Comités de la libération, locaux et départementaux, ne doivent pas se substituer aux administrations municipales

et départementales. Pas plus que le C.N.R. ne s'est substitué au gouvernement. Le peuple a le droit et le devoir de faire entendre sa voix, mais c'est à l'autorité légale de procéder aux perquisitions, aux arrestations, aux jugements et à l'exécution des jugements. Quelques mots à ce propos sur l'organisation des milices patriotiques devenues les gardes civiques et républicaines. Ces groupes armés ont eu leur raison d'être avant et pendant l'insurrection contre l'occupant hitlérien et ses complices vichyssois. Mais la situation est maintenant différente. La sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de police constituées à cet effet. Les gardes civiques et d'une façon générale tous les groupes armés irréguliers ne doivent pas être maintenus plus longtemps. »²³

Non sans rechigner, non sans d'importants remous dans le P.C.F., les travailleurs suivent les consignes, dissolvent leurs milices et rendent leurs armes à la police.

« Ce sont souvent les responsables du P.C.F. qui vinrent eux-mêmes chercher les armes, pour les remettre à l'armée républicaine, comme ils disaient. »²⁴

De Gaulle peut constater que Thorez a bien rempli son contrat et marquer sa satisfaction :

« Dès lors qu'au lieu de la révolution, les communistes prennent pour but la prépondérance dans un régime parlementaire, la société court moins de risques. Partout où je paraîtrai, leurs représentants seront là pour me rendre hommage. Quant à Thorez, tout en s'efforçant de faire avancer les affaires du communisme, il va rendre en plusieurs occasions service à l'intérêt public. Dès le lendemain de son retour en France, il aide à mettre fin aux dernières séquelles des milices patriotiques que certains, parmi les siens, s'obstinent à maintenir dans une nouvelle clandestinité. Dans la mesure où le lui permet la sombre et dure rigidité de son parti, il s'oppose aux tentatives d'empiètements des comités de Libération et aux actes de violence auxquels cherchent à se livrer des équipes surexcitées. A ceux, nombreux, des ouvriers, en particulier des mineurs, qui écoutent ses harangues, il ne cesse de donner comme consigne de travailler autant que possible et de produire coûte que coûte. Est-ce simplement par tactique politique ? Je n'ai pas à le démêler. Il suffit que la France soit servie. »²⁰

La France et la bourgeoisie, bien entendu.

« L'épuration » bourgeoise et populaire

Les fascistes et les hommes de Vichy seront-ils au moins éliminés des appareils d'Etat et des structures économiques ? La radio de Londres l'a promis depuis

quatre ans. Les masses populaires comptent bien exercer leur revanche contre leurs tortionnaires, les fascistes, les miliciens, les dénonciateurs, les policiers et les fonctionnaires vichystes, les patrons qui les ont surexploités pendant quatre ans sous la menace des S.S., — auxiliaires dociles de la dictature patronale dans l'entreprise.

Mais, pour la bourgeoisie, il s'agit seulement de rappeler à l'ordre ceux qui ont « trahi » en acceptant l'armistice. Tel est, pour De Gaulle, le seul tort de Pétain : « Aussi, explique-t-il, étais-je contrarié de voir la Haute-Cour, les milieux parlementaires, les journaux s'abstenir dans une large mesure de stigmatiser l'armistice, et au contraire, se saisir largement de faits qui lui étaient accessoires. Encore mettaient-ils en exergue ceux qui se rapportaient à la lutte politique plutôt qu'à celle du pays contre l'ennemi du dehors. »²⁰

L' "accessoire", c'était la suppression des libertés démocratiques et ouvrières, la législation anti-ouvrière, la terreur policière et fasciste. Or pour les masses, ce qui comptait, c'était précisément cet "accessoire".

Pour De Gaulle et la bourgeoisie, le nécessaire rappel à l'ordre doit être aussi limité que possible : il ne faut pas décimer les cadres de l'Etat, ni ses bases d'appui. A la violence de la répression vichyste (60 000 exécutés, 200 000 déportés, 70 000 internés, 50 000 fonctionnaires révoqués ou dégradés) De Gaulle oppose la modération de la répression lors de la libération : 779 condamnations à mort (dont bon nombre commuées par le chef de l'Etat), 39 000 à la détention, 5 000 révocations. Encore, nous l'avons vu, les anciens miliciens nazis de la L.V.F. ou de la Phalange africaine sont-ils invités à « servir la France » dans le corps expéditionnaire d'Indochine. Enfin et surtout, le peuple ne doit pas se faire justice lui-même.

« Mais, pour accomplir cette épuration, les travailleurs savaient qu'ils ne pouvaient compter sur la police et les tribunaux qui, pendant quatre ans, avaient arrêté et condamné quiconque osait s'opposer à Vichy, au nazisme. Ils savaient aussi que la magistrature, par son recrutement, ses habitudes, ses liaisons, ne peut être que l'instrument de la classe dominante. Aussi demandaient-ils que les milices ouvrières et les tribunaux populaires, qui avaient fait leurs preuves dans la clandestinité, deviennent les organes légaux de l'épuration.

» La classe ouvrière était armée. De plus elle était appuyée par les classes moyennes qui avaient subi l'oppression et qui voulaient que "ça change". La classe exploitante ne pouvait résister à une telle montée révolutionnaire. Aussi les tribunaux populaires, dans de nombreuses régions de

province, des milices (dites patriotiques) entrèrent en action. Dans toutes les villes, il leur fut adjoint des comités d'épuration chargés des enquêtes. Et ils firent du bon travail. On se souvient qu'ils procédèrent expéditivement à des exécutions justifiées d'ennemis du peuple. »²⁴

Ces exécutions que De Gaulle appelle « représailles » s'élevèrent à 4 200. Bien entendu, il ne faut pas idéaliser ce mouvement de justice populaire. Dans bien des cas, il était défiguré par le chauvinisme (les femmes qui avaient couché avec des Allemands étaient tondues !) et visait souvent des comparses. Mais bientôt il s'attaquait aux véritables ennemis des travailleurs, notamment aux patrons (qui à peu près tous avaient collaboré avec les nazis). *La Vérité* du 15 octobre 1944 constate :

« Le problème de l'épuration est très souvent formulé par les ouvriers. Des grèves à la Carbone-Lorraine, à Westinghouse, à la C.M.S.C., etc., ont montré la volonté ouvrière de ne pas recommencer le travail avec des directions et un personnel de maîtrise qui ont, avec l'appui des S.S. et de la gestapo, surexploité les travailleurs pendant quatre ans. Une épuration réelle, la publicité des interrogatoires des Lehideux, Worms, Gignoux, etc., (dirigeants du patronat) leur jugement rapide par les tribunaux populaires élus, la fin du traitement de faveur accordé à ces messieurs (cinq médecins au chevet de Renault, payés avec l'argent des travailleurs), telles sont les volontés des masses laborieuses. »

Effectivement, dans de nombreuses entreprises, les ouvriers chassent les patrons collaborateurs et prennent en main la gestion de l'usine. Rien que dans la Loire, 150 entreprises sont mises sous séquestre et gérées par les travailleurs²⁵. C'est ce qui arrive aussi chez Renault, Berliet, Caudron, Dunlop (mais chez Renault, les syndicats empêchent la gestion ouvrière). Le P.C.I. soutient ce type d' " épuration " prolétarienne, en dépit des équivoques idéologiques dont il se pare, en s'efforçant de lui redonner son caractère de classe. Le groupe de la *Lutte des classes* le lui reproche :

« Le P.C.I. a engagé ses militants à participer à l'épuration, duperie monstrueuse qui a permis à l'Etat bourgeois de traverser indemne les événements. »²⁶

En tout cas, dès le début, le gouvernement s'efforce d'y mettre fin. Dès le 13 septembre 1944, il oppose aux « commissions d'épuration », des « cours spéciales de justice ». La liste des citoyens qui peuvent en faire partie est établie par le commissaire de la République²⁰. Bien entendu, elles sont dirigées par des magistrats professionnels. De Gaulle poursuit : « Les autorités locales

achèvent de dissoudre les Cours martiales constituées au cours de la lutte, par les F.F.I. » Les commissions d'épuration doivent s'en remettre à la police du soin d'arrêter, et aux tribunaux bourgeois du soin de juger.

Le rôle des milices « s'arrêtait à la porte des prisons où elles remettaient les suspects entre les mains de la police régulière ». Celle-ci faisait traîner les choses en longueur :

« Sous la pression des masses elle était bien obligée de livrer quelques coupables à la justice. Mais elle lui livrait surtout, comme boucs émissaires, les petits chacals et les comparses. Les maîtres du jeu, *les gros*, elle les gardait pour *complément d'enquête*. Elle les a libérés depuis. »²⁴

Le gouvernement décide, en décembre, que les commissions d'épuration doivent cesser de fonctionner à la fin du mois. Bientôt, ce sont les justiciers qui sont à leur tour arrêtés et condamnés. Comme à Maubeuge et dans le Limousin.

Le P.C.F., terre-neuve de l'Etat bourgeois

« La " dualité " des pouvoirs s'était en somme résorbée d'elle-même : les partis de la Résistance avaient délibérément sacrifié les Comités et s'étaient empressés de remettre leurs pouvoirs au gouvernement. Appuyé par les stali-niens, reconnu par les Alliés qui voient en lui l'élément de stabilité sociale, De Gaulle émergea avec un appareil bureaucratique renforcé, une police au prestige remis à neuf, et une armée reconstruite avec les formations venues de l'empire, prêtes à recevoir comme des fils prodigues les officiers de la défaite, pétainistes et naphthalinés. »²⁷

L'affaire n'est pas allée sans secousses. Dans le Limousin, par exemple, les maquisards dirigés par Guinguoin ont maintenu pendant plusieurs mois leurs pouvoirs et celui des Comités populaires. Mais Guinguoin a été désavoué par le Parti communiste et le préfet communiste Chaintron (un des communistes auxquels le gouvernement a confié ce poste " à l'essai ") a reçu la consigne, non seulement du gouvernement mais aussi du P.C.F., d'aider contre eux les forces de l'ordre.

De Gaulle s'en félicite : « Des troubles graves ont agité le Limousin. Mais l'ordre a gagné la partie. Le commissaire de la République, Boursicot, exerce maintenant la plénitude de ses pouvoirs. Chaintron, préfet du moment, le seconde efficacement. »²⁰

Au gouvernement, sur les problèmes essentiels, l'una-

nimité s'est toujours réalisée, y compris avec le Parti socialiste et le Parti communiste français : « L'action de l'armée, les buts de la guerre, l'attitude à prendre vis-à-vis des Alliés, la transformation de l'empire en Union française, le devoir d'assurer la justice à l'égard des collaborateurs, l'obligation de maintenir l'ordre contre quiconque, la nécessité d'accomplir une vaste réforme sociale, ne soulèvent pas la contestation. Là-dessus tout le monde est d'accord avec la direction que De Gaulle a lui-même tracée. » ²⁰

Le Parti communiste est réduit à la portion congrue dans le partage des leviers de commande. Il doit se contenter de deux ministres au gouvernement ; « en outre, un commissaire de la République, 3 préfets, plusieurs hauts fonctionnaires provenant du "Parti", ont été pris à l'essai. » ²⁰

Mais le P.C.F. espère bien obtenir davantage. Il lui faut faire, pour cela, la démonstration de sa docilité, de son désir d'unité avec tous les partis bourgeois, du rôle indispensable qu'il joue pour retenir les masses populaires et les inciter à donner leur sueur et leur sang pour l'union nationale.

Dès le 12 novembre, rendant visite à De Gaulle, Churchill s'émerveille de cette docilité : « Vos révolutionnaires, on dirait nos travaillistes. C'est tant mieux pour l'ordre public. Mais dommage pour le pittoresque. » ²⁰

Par moments seulement (comme en novembre sur les milices), ou par endroits (comme dans le Limousin — mais là, c'est contre la direction du parti), le P.C.F. se cabre. Mais dans l'ensemble, De Gaulle peut leur délivrer un satisfecit : « Ruant, mordant, se cabrant, mais attelé entre les brancards et subissant le mors et la bride, il va lui aussi tirer la lourde charrette. C'est mon affaire de tenir les rênes. » ²⁰

Pour comprendre quelle part le P.C.F. a pu prendre dans cette tâche de tirer la « lourde charrette » de l'union nationale, il faut se souvenir de l'énorme influence dont il dispose à la Libération. Il suffit de rappeler l'importance de quelques-uns de ses meetings : 25 000 au Vel' d'Hiv le 8 septembre, 25 000 avec Marty à Argenteuil, 25 000 avec Marty à Liévin, 15 000 avec Duclos à Lille, 8 000 à Dijon, 10 000 à Lyon, 50 000 avec Thorez à Ivry... Le défilé du Père-Lachaise groupe 250 000 manifestants. Le P.C.F. se réclame d'un million de membres et en a 800 000 ²⁸, il dirige presque partout la C.G.T. qui, à la fin de l'année, annonce quatre millions d'adhérents.

Il faut se rendre compte aussi que le nationalisme des masses n'est nullement un courant profond. De Lattre, constatant le malaise qui règne dans l'armée, considère que « la cause profonde de ce malaise réside dans la non-participation de la nation à la guerre », (décembre 1944). « Les combats, écrit De Gaulle, semblent trop souvent lointains et presque étrangers. Pour beaucoup de gens, la libération équivaut à la fin de la guerre et ce qui s'accomplit, depuis, ne présente pas d'intérêt direct.

» Les batailles qu'il va falloir livrer, les pertes qu'on devra subir, les restrictions à supporter, jusqu'à ce que l'ennemi soit abattu, on sera porté à les tenir pour des formalités assez vaines et d'autant plus pesantes. »²⁰

Pour les masses populaires, cette guerre leur semblait leur guerre tant qu'elles la considéraient indispensable pour être libérées de la terreur fasciste, des privations et de l'exploitation exacerbée qu'elles subissaient. Mais la guerre pour la grandeur, la guerre pour le partage des zones d'influence, à plus forte raison la guerre pour la reconquête de l'Indochine — la guerre impérialiste en un mot — cette guerre-là leur est étrangère.

Constatant la place, insuffisante à son gré, que consacrent les journaux aux opérations militaires, De Gaulle convoque les directeurs des quotidiens. Il s'entend répondre : « Nous allons faire de notre mieux. Mais il nous faut tenir compte des goûts du public. Or, les sujets militaires ne l'intéressent pas beaucoup. »²⁰ Spontanément, les travailleurs s'intéressent à leurs conditions de vie et de travail, à leurs libertés, au rôle qu'ils peuvent jouer dans la production et la société. Autant de problèmes où la lutte des classes réapparaît avec acuité. Or, De Gaulle et le P.C.F. n'ont qu'un problème : la guerre jusqu'au bout. Le général l'écrit crûment :

« Que la guerre se poursuive, c'était douloureux sous le rapport des pertes, des dommages, des dépenses que nous, Français, nous aurions encore à supporter. Mais à considérer l'intérêt supérieur de la France — lequel est tout autre chose que l'avantage immédiat des Français — je ne le regrettais pas. »²⁰

Avec des perspectives différentes, Maurice Thorez a les mêmes préoccupations. Sa première intervention est publiée par les *Cahiers du communisme* sous le titre significatif : « TRAVAILLER, SE BATTRE POUR LA VICTOIRE, POUR LA GRANDEUR DE LA FRANCE. »

Dans un pays ruiné, dont le budget, qui s'élève à 390 milliards, ne peut compter que sur 176 milliards de

recettes normales, le gouvernement n'hésite pas à consacrer 175 milliards aux dépenses militaires. Comment faire accepter ces sacrifices aux masses qui se désintéressent de la guerre impérialiste ? Il faut pour cela toute l'influence du Parti communiste. Maurice Thorez donne le ton dès son arrivée :

« Faire la guerre avec résolution, avec énergie, avec abnégation, et la mener jusqu'au bout, jusqu'à Berlin, jusqu'à la victoire, afin que nos fils, les fils de nos fils, ne connaissent plus ce fléau qui nous a frappés deux fois au cours de notre génération et trois fois en trois quarts de notre siècle. »
» Voilà la tâche unique du moment.
» Voilà la loi pour tout Français, pour toute Française. »²⁹

On retrouve d'emblée tous les thèmes du chauvinisme et du social-patriotisme de 1914, le « jusqu'au-boutisme », l'« ennemi héréditaire », la « der des ders »... Thorez y ajoute bien sûr l'union nationale :

« Notre Parti communiste, demain comme hier, a l'ambition de travailler efficacement au renforcement de l'unité entre tous les bons Français. Aujourd'hui comme hier, nous n'avons qu'un souci : le bien de notre peuple, la grandeur de la France. »

Au comité central du P.C.F., qui se réunit en janvier 1945 à Ivry, Maurice Thorez insiste sur les mêmes thèmes, reprenant à son compte le nationalisme de 1870 et le social-patriotisme de 1914 : « Trois fois en trois quarts de siècle, notre pays a été attaqué et envahi par l'Allemagne.

» Pour assurer la sécurité de notre pays [...] il importe qu'une puissante armée française franchisse bientôt le Rhin, côte à côte avec les Alliés anglais et américains.

» Pour faire la guerre, il nous faut d'abord une grande armée française. [...] A l'heure actuelle, c'est 40, 60 et même 80 divisions que nous devrions avoir sur pied. »²³
Cette fois le chauvinisme se déploie sans fard. Il n'est même plus question de lutte contre le fascisme. L'Allemagne, c'est l'ennemi héréditaire, pour Thorez, comme pour De Gaulle et naguère Maurras. Curieusement, un an et demi plus tard, les *Cahiers du communisme*, attaquant la social-démocratie, permettent un parallèle si frappant qu'on a peine à le croire involontaire. Signor écrit :

« Tandis que les bolcheviks, sous la direction de Lénine et de Staline [sic] appliquaient les décisions du congrès, mettaient tout en œuvre pour que la crise ouverte par la guerre soit mise à profit pour renverser la domination du capital les chefs social-démocrates se rangeaient délibérément sous la bannière de l'impérialisme, votaient les crédits

de guerre, entraînent dans les ministères, pratiquaient l'union sacrée avec les pires bourreaux des peuples. » " *Nous vous donnons des hommes, donnez-nous des victoires*", s'écriait Renaudel dont le social-chauvinisme empoisonnait chaque jour *l'Humanité*, ravalée au niveau d'une feuille au service des impérialismes et de l'Entente »³⁰.

Mais, à côté de Maurice Thorez, Renaudel fait presque figure d'internationaliste. *L'Observer*, parlant des communistes, conclut : « Leur attitude actuelle est beaucoup plus près de l'attitude conciliatrice des social-démocrates que de celle du fondateur de l'Internationale communiste. »

Au congrès d'Ivry, Thorez souligne que, dès 1936, le P.C.F. s'est efforcé de réaliser l'union sacrée : « Nous avons dès 1936 préconisé le Front populaire français. Malheureusement, il a fallu la guerre et l'occupation pour que tous les Français s'unissent enfin. »²³

Comme De Gaulle, il entend mettre fin à la lutte des classes : « Nous voulons répondre à l'appel de la C.G.T., et participer avec enthousiasme à la bataille de la production. Et, comme sous l'occupation, nous voulons, pour gagner la guerre, nous entendre avec tous les bons Français, ouvriers, employés, *patrons*, intellectuels, paysans. »²³

La condition première est évidente : mettre fin à la lutte des classes.

Produire d'abord

La politique du P.C.F. se résume en un slogan : « Produire d'abord, revendiquer ensuite ». Tout l'appareil du Parti et de la C.G.T. s'emploie à persuader la classe ouvrière de consacrer ses efforts à augmenter la production et à réserver à d'autres temps la lutte revendicative et la lutte pour le socialisme.

Deux articles des *Cahiers du communisme* donnent la clé de cette politique menée depuis la Libération. Le premier est de Fajon : « NATIONALISATION ET ETAT ». Il rappelle le programme du C.N.R., exigeant « le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques »³¹. Fajon ne se fait pas d'illusion sur le caractère des nationalisations, décrétées par le gouver-

nement (dont font partie les communistes). C'est une excellente affaire pour le grand capital :

« Les exploitants des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais *nationalisées* par ordonnance du 13 décembre 1944, se voient attribuer, en attendant que soient fixées les conditions définitives de leur indemnisation, une allocation mensuelle de 8 francs par tonne de houille extraite, en moyenne de 1938 à 1939. D'après les calculs du *Figaro* du 25 décembre, l'opération leur rapportera plus de 238 millions pour l'année, sans compter le remboursement des charges obligataires... »³¹

Fajon, qui aurait souhaité une « expropriation pure et simple », constate que l'opération consiste à « faire passer l'argent de la poche du contribuable dans celle des capitalistes par l'intermédiaire de l'Etat ». Il pousse plus loin encore la critique : les nationalisations ne sont qu'un « stade préliminaire, mais pas une mesure socialiste... » Il rappelle que l'Etat est un Etat de classe. Il se paye même le luxe de citer Engels :

« L'Etat moderne n'est que l'organisation que se donne la société bourgeoise pour maintenir les conditions générales extérieures du mode de production capitaliste, en face des empiètements, tant des travailleurs que des capitalistes individuels. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste... Plus il s'approprie de forces productives, plus il devient un véritable capitaliste collectif, plus il exploite de citoyens. Les travailleurs restent des salariés, des prolétaires. »

Il précise qu'au gouvernement les communistes ne peuvent être que les gérants du capitalisme, seulement capables d'obtenir quelques réformes secondaires :

« La machine de l'Etat, créée en fonction des rapports économiques et sociaux déterminés, n'est pas un obstacle insurmontable à la réalisation de certaines réformes, dans le cadre de ces rapports. Mais elle ne peut être en aucun cas l'instrument de la destruction de ces rapports mêmes, des rapports de production capitalistes, et de leur remplacement par des rapports de production nouveaux, socialistes, c'est-à-dire de la révolution. »

La condition première du socialisme, « c'est une révolution aboutissant au remplacement de l'Etat capitaliste par un Etat socialiste dont tous les organes sont issus du peuple ».

Mais alors : pourquoi le Parti communiste participe-t-il à un gouvernement qui n'est que le fondé de pouvoir du capitalisme et qui ne peut que gérer les intérêts du capitalisme ? Pourquoi l'essentiel de ses efforts est-il de pousser à des nationalisations dont il sait qu'elles sont un leurre pour la classe ouvrière et qu'elles ne peuvent

que servir les intérêts capitalistes ? Fajon l'explique sans ambages : le P.C.F. accepte d'être le gérant des intérêts capitalistes, parce que ce qui lui importe, c'est la poursuite de la guerre et qu'elle exige l'union nationale :

« Le problème du socialisme est le problème de l'avenir. Dans la période historique actuelle, il n'est pas question de la lutte pour le socialisme, mais de la guerre pour l'indépendance de la France et pour l'écrasement du fascisme. »³¹

Dès lors, peu importe que les nationalisations ne servent pas la classe ouvrière, qu'elles n'ouvrent pas la voie au socialisme, mais renforcent au contraire le capitalisme : « [...] Nous devons apprécier les projets de nationalisation uniquement par rapport à la guerre contre le fascisme. En quoi ces projets sont-ils de nature à renforcer l'effort de guerre et de renaissance de la France ? C'est la seule question d'actualité dans ce domaine. »³¹ Consciemment, au nom de l'union nationale, le P.C.F. a décidé de remiser le socialisme. Non seulement le socialisme n'est pas à l'ordre du jour, mais la classe ouvrière doit avoir pour idéal de donner son sang et son travail à l'Etat bourgeois pour gagner la guerre : « Il faut appeler la jeunesse française au combat et au travail, à l'effort et au sacrifice », déclare Raymond Guyot³². Et il cite ces paroles de Maurice Thorez au Vel'd'Hiv, le 2 décembre 1944, proclamant aux jeunes Parisiens :

« Il nous faut faire la guerre, mais la faire vraiment en mobilisant toutes les forces, toutes les ressources, toutes les énergies. Jeunes Français qui êtes ici, vous ne pouvez pas être contents de ne pas être sous l'uniforme, avec un fusil, des canons, des tanks, des avions en train de faire la guerre. Pour le travail de production, il faut, je n'hésite pas à employer ce mot, régénérer notre jeunesse, une jeunesse qui a fait preuve d'héroïsme, mais une jeunesse qui a terriblement souffert dans sa chair, dans son cœur et parfois dans l'esprit... qui doit maintenant réapprendre à savoir travailler, et à être à l'atelier devant un métier, un jeune Français courageux, patient, soucieux de bien figoler la pièce qu'il est appelé à fabriquer. »³²

La seule chose qui importe, c'est le rendement. Dans ces mines dont Fajon a expliqué comment elles ont été nationalisées, le mécontentement gronde contre les bas salaires et les conditions de travail. Auréolé de sa légende d'ancien mineur^{* 28}, Maurice Thorez s'y rend avec

* Dans sa biographie du leader communiste, Philippe Robrieux démonte cette légende de Maurice Thorez « ancien mineur », forgée par l'hagiographie du P.C.F. : employé quelques mois en surface, il n'a jamais été mineur.

De Gaulle et invite les mineurs à ne se soucier que du rendement : « Retrouvons nos manches ! » *Les Echos*, journal de la haute finance, s'en félicite dans un article intitulé : « ON PEUT AUGMENTER LES CADENCES. » :

« Si vous doutez que ce soit possible, voyez l'exemple des mineurs. Le général De Gaulle et Maurice Thorez sont allés leur parler, et leur ont demandé patriotiquement, humainement, de produire davantage de charbon. Je ne sais lequel ils ont écouté, peut-être les deux, toujours est-il que, sans contrainte, la production a sensiblement augmenté et augmente encore. »³³

La production se développe, mais les salaires n'augmentent pratiquement pas, tandis que les prix montent en flèche. Le Parti communiste et la C.G.T. s'emploient à empêcher les travailleurs de se mettre en grève ou même de manifester. A l'assemblée générale des responsables d'entreprises, le 20 janvier 1945, le responsable communiste Nennig attaque la « résolution trotskiste » de l'usine Morane qui préconise des manifestations de masse contre le ministre du Travail, Parodi : « Attaquer Parodi, ce serait attaquer le gouvernement lui-même. » La direction de la C.G.T. invite, du reste en vain, les ouvriers de Morane, à changer leur C.E. syndicale.

La grève est dénoncée plus violemment encore. Sur les autobus, dans les entreprises, le slogan de la C.G.T. devient obsédant : « La grève est l'arme des trusts ». C'est malgré la C.G.T. que les ouvriers de Caudron occupent l'usine et font capituler le patron le soir même. C'est malgré elle que 12 000 imprimeurs se mettent en grève le 1^{er} mars et obtiennent une augmentation après deux jours de lutte : le Parti communiste parle de complot, attaque les distributeurs de tracts du P.C.I. et les remet à la police. De Gaulle exagère un peu en se flattant qu'il n'y ait pas eu de grèves sous son gouvernement, mais dans l'ensemble la C.G.T. réussit en effet à empêcher les mouvements ouvriers.

Cette politique, le Parti communiste l'a justifiée par les nécessités de « gagner la guerre ». Or la guerre est finie en Europe en 1945. Mais la politique du Parti communiste reste la même. Un article de Gaston Monmousseau en donne une nouvelle justification, dans les *Cahiers du communisme*, sous le titre « UNE NOUVELLE ÉTAPE DE LA LUTTE DES CLASSES »³⁴.

Cette fois, on ne parle plus d'Etat bourgeois, mais de " nation ". C'est précisément parce qu'elle est une classe montante (c'est-à-dire parce qu'elle s'apprête à prendre

le pouvoir) que la classe ouvrière doit renoncer à la grève et à la lutte des classes " d'autrefois ".

Avant-guerre, « sauf une courte période du Front populaire, la classe ouvrière se trouvait minoritaire dans la nation et en opposition contre les dirigeants de l'économie et de l'Etat. Les gouvernements, apparemment placés sous le contrôle du suffrage universel, n'étaient en fait que l'instrument politique des trusts dans leur lutte contre la classe ouvrière [l'Etat tel que le définissait Engels est donc du domaine du passé]. La classe ouvrière, en se défendant objectivement contre la politique des trusts, était, en fait, dans une attitude d'opposition au sein de la nation. » Mais tout a changé avec la montée des forces populaires et la lutte menée pendant la résistance « contre les trusts dont la ruine est irrémédiablement consommée ».

« Nous sommes donc parvenus à une nouvelle étape de la lutte des classes : la lutte de la nation contre les trusts sous la direction de la classe ouvrière. Le but tactique poursuivi par les trusts est de démontrer que, sans leur concours et leur contrôle, rien ne pourra se faire en France ; c'est de démontrer que la classe ouvrière est impuissante à résoudre le problème de la production, et que son esprit est demeuré tel que les trusts n'ont cessé mensongèrement de l'affirmer, c'est-à-dire emprisonné dans les limites étroites de ses intérêts de classe. » *

Ce sont donc les trusts qui ont inventé que le mouvement ouvrier était un mouvement de classe. Et ils essayent de susciter la lutte des classes pour briser l'unité nationale : « Le but tactique poursuivi par les trusts est donc de briser le mouvement d'unité nationale et d'isoler la classe ouvrière, comme ils y ont réussi après 1936, au moment du Front populaire. [...] C'est pourquoi les dirigeants des trusts, qui livraient les travailleurs patriotiques à la gestapo durant l'occupation, multiplient aujourd'hui les causes de mécontentement au sein de la classe ouvrière afin de la provoquer, de l'entraîner à la grève et au découragement. »

Si les trusts (et l'ensemble des capitalistes) refusent d'augmenter les salaires, exercent leur dictature dans l'entreprise et augmentent leurs profits, c'est... pour

* La même thèse est reprise sous son aspect historique par G. Cogniot dans les *Cahiers* d'octobre-novembre 1945. « Une classe montante » devient « une classe patriotique » tandis que les classes « décadentes » cessent de l'être.

amener les travailleurs à résister et par là à se déconsidérer. Pour parvenir à ce résultat, le patronat ne se contente pas des salaires de famine et des conditions de travail épouvantables. Il a besoin d'avoir ses propres agents dans la classe ouvrière, qui l'amènent à s'apercevoir de ces conditions intolérables et décident les travailleurs à se mettre en grève : « Pour ce faire, les dirigeants des trusts utilisent leurs agents, tels que les éléments trotskistes qui, sous le prétexte de retour à la lutte des classes anticapitaliste, encouragent les travailleurs à la grève. »

Mais le patronat est encore plus subtil. Il incite les travailleurs à la paresse, pour saboter sa propre production. Comportement d'autant plus extraordinaire qu'il continue, comme l'expliquait Fajon, à contrôler la machine de l'Etat. Et d'autant plus étonnant que toute sa presse (on en a un exemple dans *les Echos*) mène campagne pour que les ouvriers travaillent davantage. Mais Monmousseau voit clair dans ce jeu subtil : « Cette tactique de provocation se combine admirablement avec des procédés visant à encourager la paresse, à la cultiver, à l'entretenir, afin de pouvoir ensuite non seulement accuser la classe ouvrière de troubler la paix intérieure, mais encore la déconsidérer en l'accusant d'indignité. »

Quand on a compris le jeu du patronat, la stratégie du Parti communiste devient claire. Il doit se placer « résolument sur le terrain diamétralement opposé ». C'est-à-dire inviter les ouvriers à accélérer les cadences, à travailler plus longtemps, à ne se soucier que de la production, à remettre à plus tard les revendications, à refuser de tomber dans le piège des grèves et des actions revendicatives.

De mauvais esprits prétendent que cette politique sert uniquement les intérêts des trusts et des capitalistes, et leur permet d'augmenter leurs profits comme ils n'ont jamais pu le faire auparavant. Monmousseau réplique : « Ce serait tomber dans le piège tendu par les trusts et leurs agents trotskistes que de subordonner l'effort de production à la disparition des trusts, en tant que coalition antinationale des intérêts privés, sous n'importe quel prétexte, notamment celui que travailler dans ces conditions, c'est enrichir les capitalistes. »

Pourquoi donc faut-il « enrichir les capitalistes » ? Monmousseau le dit : « Présentement, il ne s'agit pas de choisir entre le capitalisme et le socialisme, mais entre le fascisme et la démocratie. »

Maintenant qu'on ne peut plus se prévaloir de la nécessité de « gagner la guerre contre le fascisme », puisqu'elle est gagnée, il n'est donc toujours pas question de lutter contre le capitalisme, en dépit des rapports de forces dont Monmousseau nous dit qu'ils sont infiniment plus favorables qu'en 1936 ; Monmousseau en tire imperturbablement la conclusion logique : il faut se refuser à résister à l'offensive capitaliste, au nom de la « démocratie ».

Bien entendu ce discours incohérent devient cohérent, si l'on comprend que, par le jeu de la démocratie, le Parti communiste espère éliminer ses rivaux et prendre le pouvoir. C'est en ce sens qu'il considère la situation comme plus favorable qu'en 1936.

Dans cette perspective, il doit trouver une machine économique aussi largement étatisée que possible : c'est pourquoi les nationalisations constituent les « préliminaires » du socialisme. Le socialisme, c'est l'étatisation de l'économie et le passage de l'Etat aux mains du parti ; passage qui doit se faire par le jeu des institutions parlementaires. On compte sur la colossale machine du parti pour l'emporter sur les autres ou les réduire à l'état de satellites. Il n'est pas question de transformer l'organisation capitaliste du travail, de toucher aux rapports hiérarchiques dans l'usine ou dans la société, ni de manière générale, de bouleverser les normes de la société capitaliste : au contraire le Parti communiste a repris à son compte toute l'idéologie de cette société. La place de la classe ouvrière est évidente : elle arrivera au pouvoir dans la mesure où elle délèguera au gouvernement le P.C.F., « parti de la classe ouvrière ». Inversement le parti doit pouvoir compter sur une classe ouvrière « disciplinée », qui le soutienne, notamment par ses votes, et s'en remette à lui pour l'exercice du pouvoir dans la société et dans l'entreprise. Il doit pouvoir compter sur une classe ouvrière docile, déshabituée des actions revendicatives et des grèves, consentant librement aux conditions de travail qui lui sont faites, à l'organisation du travail telle qu'elle est, fière de travailler le plus intensément possible.

Dès aujourd'hui les travailleurs doivent faire des sacrifices, puisque demain c'est le parti qui en bénéficiera quand il sera au pouvoir. L'ennemi essentiel, ce sont ceux qui s'opposent à ce que la classe ouvrière en fasse les frais : les « trotskistes » qui appellent les travailleurs à prendre leurs affaires en main et à exercer eux-mêmes le pouvoir.

Les réformes du gouvernement d'union nationale

Les réformes « démocratiques et sociales » dont se targuent les communistes, De Gaulle en réclame la paternité en tant que chef du gouvernement disposant de tous les pouvoirs. Il montre clairement dans ses *Mémoires* que, loin de viser à amoindrir les « trusts », elles correspondent à une nécessité de la société capitaliste en 1944. Il concède du reste que, dans sa lutte « contre les injustices sociales », ses conceptions s'apparentent à celles de Pétain*.

Si les nationalisations ont été nombreuses, c'est qu'il n'y avait pas d'autre moyen pour relancer l'économie capitaliste. A part la nationalisation de Renault, décidée « il est vrai, non par principe, mais comme sanction »¹⁵, toutes répondent à cet impératif. « Pour rétablir la production houillère il fallait évidemment une réforme de principe propre à changer l'état des esprits et d'autre part des travaux impliquant des crédits tels que seule la collectivité nationale était en mesure de les fournir. »

De même pour le pétrole, l'énergie atomique, Air-France : « Il faut des dépenses et des travaux que seule la collectivité est en mesure d'accomplir : la nationalisation s'impose ». Autrement dit, le secteur étant devenu non rentable en raison des circonstances, c'est la collectivité qui se substitue aux capitalistes pour endosser le déficit, en versant aux capitalistes des indemnités qui leur permettent d'investir dans les secteurs rentables. « L'Etat se voit attribuer la direction des crédits : en effet, dès lors qu'il lui incombe de financer lui-même les investissements les plus lourds, il doit en recevoir directement les moyens. »

Comme le P.C.F., De Gaulle entend " réintégrer moralement " les ouvriers dans la communauté nationale : « La cohésion de la France exige qu'ils réintègrent moralement la communauté nationale dont, par révolte ou par désespoir, beaucoup tendent à s'écarter. Si, au surplus, la

* « Le régime de Vichy avait essayé d'y répondre. Si, dans le domaine financier et économique, ses technocrates s'étaient bien conduits, malgré toutes les traverses, avec une incontestable habileté, d'autre part les doctrines sociales de la "révolution nationale" : organisation corporative, charte du travail, privilèges de la famille, comportaient des idées qui n'étaient pas sans attrait. Mais le fait que cette entreprise se confondait avec la capitulation ne pouvait que rejeter les masses vers une toute autre mystique. » (*Mémoires de guerre*).

classe ouvrière applique d'elle-même au rendement les ressources de ses capacités, quel ressort sera mis en œuvre dans l'activité productrice et, par-là, dans la puissance française ! »

De là l'institution des comités d'entreprise. De même, si le gouvernement institue les allocations familiales, c'est pour « redresser la natalité » : « De ce fait va se redresser la natalité française, si riche jadis qu'elle nourrissait l'esprit d'entreprise et la grandeur de notre race, mais qui avait, en cent ans, décliné au point que la France n'était qu'un pays statique et clairsemé. »

De Gaulle proclame bien haut que ses réformes visent à empêcher la révolution. Dès la Libération, il faut « renouveler les conditions sociales afin que le travail reprenne et qu'échoue la subversion ».

C'est pourquoi le premier geste du gouvernement est de décider une augmentation de 40 % des salaires, qui sont restés bloqués pendant toute la guerre. « La première condition, c'est que les travailleurs puissent vivre... » Ils n'en vivront pas pour autant grassement. Le général constate en effet que, depuis 1938, les prix ont monté officiellement de 300 % et, en fait de 1 000 %. Même après cette augmentation, le niveau de vie est donc tombé à la moitié à peine de ce qu'il était en 1938. A bien moins encore si l'on tient compte de la nécessité d'utiliser le marché noir. Situation d'autant plus sérieuse que l'hiver est rude, le charbon monopolisé par l'armée, et que le quart de la population campe dans des ruines ou des baraquements.

Avec l'aide du Parti communiste et de la C.G.T. *,

* De Gaulle relate dans ses *Mémoires* comment, en décembre 1945, le Parti communiste vient à son aide pour empêcher une grève générale des fonctionnaires. L'insuffisance des augmentations de traitements est telle, par rapport à la montée des prix que les fonctionnaires menacent de déclencher une grève de la fonction publique. La direction réformiste des syndicats et le Parti socialiste (soucieux de conserver sa base électorale) se solidarisent avec le mouvement. De Gaulle est décidé à ne rien accorder, il veut interdire la grève et sanctionner les contrevenants. Son gouvernement se trouve en danger. Heureusement le P.C.F. est là. De Gaulle raconte : « Je vis une vive agitation se lever au sein du ministère. Plusieurs membres socialistes, selon les signes que leur donnait leur parti, me firent entendre qu'ils se retireraient plutôt que d'opposer un refus au syndicat et de pénaliser les agents et employés qui manqueraient à leur service. En même temps, les fonctionnaires étaient convoqués par leurs fédérations, le 15 décembre, au Vélodrome d'Hiver, afin d'y stigmatiser « *l'insuffisance dérisoire des mesures envisagées par*

De Gaulle obtient donc que les travailleurs se mettent au labeur sans récriminer, renoncent aux grèves, augmentent le rendement et « produisent d'abord ».

Les résultats de cette politique pour les travailleurs ? C'est Duclos lui-même qui en fait le bilan en juin 1946, après deux ans de gouvernement d'union nationale :

« Alors que, par rapport à 1938, les salaires sont au coefficient 3 pour Paris et 4 pour la province, l'indice des prix de détail est de 5,47. Il s'agit là de prix officiels et la hausse réelle du coût de la vie est de beaucoup supérieure. Personne ne conteste que le niveau de vie des travailleurs salariés n'a cessé de diminuer. »³⁵

Par contre, la production a doublé depuis 1944 et les bénéfices des trusts ont monté en conséquence :

« La classe ouvrière, sévèrement atteinte dans ses moyens d'existence, a cependant fait un magnifique effort qui a permis en un an de doubler la production de notre pays. »³⁵

Alors que la production a doublé, le gouvernement Bidault consent aux travailleurs une augmentation de 15 %, ce qui permet aux travailleurs parisiens de retrouver 65 % de leur pouvoir d'achat de 1938 (à condition de s'en tenir à l'indice officiel des prix). Les travailleurs ont travaillé... pour le roi de Prusse.

le gouvernement » et d'y décider la grève générale. Par un étrange détour, au moment où une crise grave paraissait inévitable, le soutien des communistes me permit de la surmonter. Au sein du Conseil, qui tenait une nouvelle séance, Maurice Thorez affirme soudain qu'il ne fallait pas céder à une pression intolérable et que, moyennant quelques aménagements, les dispositions arrêtées par le ministre des Finances et approuvées par le président devaient être entérinées. Du coup la perspective d'un éclatement du cabinet s'éloignait à l'horizon. L'après-midi, au Vélodrome d'Hiver, alors que les orateurs mandatés par les syndicats et liés au Parti socialiste avaient invité l'assistance à cesser le travail et à entrer en conflit avec le gouvernement, le représentant communiste, à l'étonnement général, s'en prit vivement aux agitateurs. « *Pour les fonctionnaires, déclara-t-il, faire grève ce serait commettre un crime contre la patrie!* » Puis, à la faveur du désarroi produit par cet éclat imprévu du parti des travailleurs, il fit décider que la grève était tout au moins différée. Dès lors, pour régler la question, il ne restait plus à accomplir que des rites parlementaires. »

Les empêcheurs de tourner en rond

Existait-il une gauche dans le P.C.F. ?

Comment est-il possible qu'aucune opposition ne se soit élevée, au sein du P.C.F., contre la politique de sa direction ?

Précisons d'abord qu'on peut constater certaines discordances. Par exemple, au moment où Florimond Bonte soutient que les trois grands ont eu raison de découper autoritairement l'Europe à Yalta et de régler sans eux le sort des peuples³⁶, les communistes libérés du camp de Buchenwald écrivent dans *l'Humanité de Buchenwald* : « En accord avec les déclarations solennelles du président Roosevelt et de Churchill, nous réclamons pour le peuple allemand, nous les communistes qui avons eu le plus à souffrir du fascisme, le droit de librement décider de son sort. »³⁷

Beaucoup de communistes n'ont rendu à la police que les armes les moins utilisables et ont planqué les meilleures. Certains des dirigeants locaux ou régionaux ont essayé de prolonger l'existence de contre-pouvoirs — comme Guingoin. Presque tous payeront leur « déviation » de l'exclusion, dès qu'ils ne disposeront plus d'une position forte. Certaines publications, enfin, mettent davantage l'accent sur l'opposition à la bourgeoisie et aux éléments réactionnaires du pouvoir. C'est le cas d'*Action* (originellement organe du COMAC — Comité mili-

taire d'action de la Résistance) que dirigent P. Hervé et V. Leduc.

Mais rien de tout cela ne constitue une opposition. La première raison tient évidemment au fonctionnement du parti : au nom du « centralisme », il soumet chaque organisme à l'organisme supérieur, le bureau politique lui-même à « son chef Maurice Thorez », directement subordonné à l'appareil de Staline²⁸ ; au nom du « monolithisme » stalinien, il interdit l'expression de toute opinion contraire à la « ligne » du parti²⁸.

Mais si l'opposition avait été suffisamment forte et cohérente, elle aurait fait craquer les structures monolithiques du parti, comme elles avaient craqué en 1939. Les opposants ne présentent en 1944-1945 aucune cohérence politique *parce qu'ils ne contestent pas les prémisses de l'analyse thorézienne.*

On le voit clairement avec André Marty, que De Gaulle considère avec raison dès 1943 comme un tenant de la ligne « dure » à l'intérieur du parti. Marty, le « héros de la mer Noire », occupe la troisième place dans la hiérarchie du bureau politique, après Thorez et Duclos. Lorsque est intentée contre lui une procédure d'exclusion en 1952, avant qu'on ne lui impute des griefs infamants (on l'exclut finalement comme flic !), on lui reproche son orientation politique après la libération : il n'a pas été un bon thorézien.

Or, comment Marty présente-t-il sa défense ? Il se vante d'avoir « réussi à être un bon internationaliste prolétarien, suivant les enseignements de Lénine, même quand la direction du parti estompait cette position capitale sur les questions d'Allemagne et d'Indochine ». Il critique la position du parti qui « n'a pas assez suscité l'action des masses populaires », et qui a laissé se dégrader la condition des travailleurs quand il participait au gouvernement. Par contre, il se défend vigoureusement d'avoir « prétendu ou laissé entendre qu'à la libération, le parti aurait dû prendre le pouvoir » (pour instaurer le socialisme). Il déclare n'avoir jamais mis en doute « la nécessité de la dissolution des milices patriotiques ». C'est que, pour lui aussi, « il était juste d'appeler à l'effort de tous — ouvriers en tête — pour la guerre contre l'impérialisme hitlérien, puis pour la reconstruction »³⁸. Reconnaisant la nécessité de l'union nationale, il est prisonnier de sa logique.

Nous retrouvons le même comportement chez tous les militants, même une fois exclus du Parti communiste,

comme l'ancien chef des F.T.P., Charles Tillon³⁹. C'est seulement une fois exclu du parti que le vieil André Marty, désormais isolé, constate que la révolution socialiste était possible, que « nous avons manqué le coche » et « qu'il n'y eut pas de direction révolutionnaire en 1945 » (mais n'était-ce pas plus vrai encore en 1944 ?).

« Partout soufflait un esprit nouveau, celui des grandes périodes révolutionnaires. On voyait à l'horizon de la victoire une grande libération. C'était l'assurance de l'avenir, "des lendemains qui chantent" de Gabriel Péri. L'Etat français s'effondrait dans le mépris et dans sa boue sanglante. Ah ! qu'elle apparaissait belle cette future République du peuple. [...]

» Tous les espoirs étaient alors permis ; des bataillons entiers de la division Leclerc, gaullistes à cent pour cent, et de l'armée d'Afrique se proclamaient révolutionnaires. [...]

» Le peuple voyait déjà une France rénovée allant au socialisme. Les peuples coloniaux, depuis celui d'Algérie jusqu'au Viêt-nam et à Madagascar, croyaient déjà leur droit affirmé à disposer d'eux-mêmes...

» L'influence du P.C.F. dans les derniers mois de l'occupation et surtout au lendemain de la libération était énorme : les travailleurs étaient certains que cela allait changer pour de bon. La démoralisation était partout dans les classes possédantes discréditées par la catastrophe de 1940, par ce qui avait précédé, et surtout parce que la plupart des grands capitalistes avaient collaboré avec les hitlériens et ramassé de monstrueux profits, tandis que mouraient les pauvres, les petits, ceux qui n'avaient rien à défendre et qui fournirent la grande masse des martyrisés et des fusillés.

» C'était donc le moment d'assurer des nouveaux avantages pour la classe ouvrière, pour le peuple. Mais pour cela il fallait s'appuyer sur la classe ouvrière et surtout développer son action propre. On sait comment ce fut le contraire, au grand étonnement des hommes des trusts.

» Quoi d'étonnant si, peu à peu, l'enthousiasme révolutionnaire s'est affaibli. »⁴⁰

Mais cela, aucun dirigeant du Parti communiste ne le dit en 1944 et 1945. Aucun courant ne l'exprime. Et un militant comme André Marty se contente de s'inquiéter des progrès « du parti dit communiste internationaliste » qui se fait le porte-parole du mécontentement ouvrier.

Seuls les groupements minoritaires expriment plus ou moins clairement une orientation révolutionnaire : anarchistes, socialistes de gauche ou trotskistes*.

* Les "ultra-gauches" ont pratiquement disparu. Ils ne semblent pas avoir publié de journaux pendant cette période. *L'Etin*

Les anarchistes

Le 24 septembre, *le Libertaire* reparait, lui aussi sans autorisation préalable et, à partir du numéro 2 (février), avec l'indication « Bulletin intérieur ». Annoncé comme bimensuel, il paraît en fait approximativement tous les mois jusqu'en septembre 1945 (n° 10).

Voici comment l'Union anarchiste et la Fédération anarchiste expliquent ensemble leur silence pendant quatre ans et demi de guerre et d'occupation :

« Après un long silence qui lui fut imposé par les circonstances, depuis août 1939, *le Libertaire* reparait enfin.

» Il n'a pu le faire plus tôt pour des raisons à la fois simples et flatteuses pour le mouvement dont il est l'expression. En effet, en septembre 1939, alors que la mobilisation dispersait les militants, la réaction du gouvernement Daladier s'abattait sur notre mouvement, et pourtant nous, nous ne pactisions en aucune façon avec l'hitlérisme.

» Durant l'occupation allemande, la répression s'étant aggravée et les arrestations multipliées, la voix de la Raison ne pouvait se faire entendre publiquement. C'est alors que nous fîmes paraître clandestinement un bulletin intérieur (*le lien*) qui aida à notre regroupement. Dans les colonnes de ce bulletin, la lutte antifasciste trouvait la large place qui lui revenait logiquement mais elle y était néanmoins appréciée à sa juste valeur, car jamais elle ne nous apparut comme une fin en soi. [...]

» Malgré la part active que nous avons prise dans la lutte contre l'hitlérisme... forme exacerbée du militarisme, du nationalisme et protagoniste du racisme, nous n'avons pas cessé de dire, en toutes occasions, ce que nous pensions du capitalisme et de tous les gouvernements. Ainsi, nous ne nous sommes jamais départis d'une position révolutionnaire qui est notre raison d'être.

» Notre action "résistante" ne pouvait donc se borner à combattre effectivement la seule oppression hitlérienne, car elle dépassait dans ses buts les objectifs de toute la résistance officielle. Et donc si individuellement — notre haine pour l'opresseur nous y poussant — nous étions aux premiers rangs, et si bien des nôtres sont tombés dans cette lutte contre le nazisme, nous ne pouvions, en tant que mouvement, pactiser avec la résistance dite officielle. »⁴¹

Ainsi, parce que les réactionnaires et les fascistes voulaient bâillonner « la voix de la Raison », les anarchistes trouvaient naturel de se taire et se bornaient à faire

celle, reprise pendant l'occupation par les militants qui avaient rompu avec le P.O.I., ne paraît qu'en septembre 1946, sous le titre *l'Internationale*, « organe de la gauche communiste ». Le responsable en est toujours Hirzel.

circuler entre eux un bulletin intérieur. Leur mouvement se garde de toute compromission avec la résistance bourgeoise, mais quand ses militants « en tant qu'individus » veulent combattre le fascisme, ils le font individuellement dans les rangs de cette résistance *. C'est un mouvement révolutionnaire pour temps calme.

Le Libertaire salue ses militants disparus pendant la guerre : notamment Collin d'Orléans, mort dans un camp de représailles, Fred Durtain, assassiné par la milice, et Humbert, tué au cours d'un bombardement.

En ce qui concerne la lutte présente, les anarchistes restent dans une position équivoque :

« Quels que soient notre dégoût et notre amertume en y songeant, nous n'oublions pas que la guerre continue. La lutte contre l'hitlérisme n'est pas terminée et doit être menée à bonne fin. Nous pensons seulement, avec tristesse, que, pas plus qu'un tremblement de terre ou une éruption volcanique, cette forme de guerre ne peut apporter une solution définitive au grand problème social et humain. Et donc, quand nous disons que la guerre contre l'hitlérisme doit être menée à bonne fin, nous n'entendons pas, par là, apporter une adhésion complète à toutes les formes que peut revêtir cette lutte.

» Qu'il nous suffise de préciser que chaque fois qu'elle se présentera sous les formes garantissant le caractère émancipateur que nous voulons lui connaître, nous lui consacrerons toutes nos forces. Mais nous ne devons pas oublier que, pour être efficace, la lutte contre le fascisme doit se faire sans le recours aux méthodes fascistes. Celles-ci, d'où qu'elles viennent, nous les condamnons par avance, et nous ne saurions lui apporter notre appui. »⁴¹

En février 1945, les anarchistes souhaitent qu'on ne confonde pas trop vite le peuple allemand avec ses maîtres nazis :

« Ainsi le Parti travailliste à une forte majorité a déclaré que le peuple allemand avait partagé au même titre que ses chefs la responsabilité de cette guerre. Auparavant la C.G.T. anglaise avait opiné dans le même sens. Ces deux opinions reflètent peut-être l'opinion des adhérents, mais certainement celle des dirigeants. [...] On a quand même pris là une lourde responsabilité. [...] Nous estimons que le Labour Party et la C.G.T. anglaise auraient dû d'abord faire une plus nette distinction entre gouvernants et gou-

* *Le Mémorial de l'insurgé* en donne plusieurs exemples. Ainsi le groupe libertaire de l'Aude s'engage dans l'armée secrète « avec comme chef de file le camarade Casier qui devait mourir en 1944 accidentellement, alors qu'il était responsable de l'A.S. pour l'Aude » (G. Gros).

vernés, avant d'émettre une opinion catégorique. Et attendre que sur la scène mondiale soient terminés le dernier acte et l'épilogue.»⁴²

Le Libertaire prend position contre la "paix sociale" :

« Ce n'est plus la charte du Travail qui est à l'honneur ; ce sont les réformes de structures, avec pour première étape, la nationalisation des industries clés. La caporalisation de la classe ouvrière ne perd rien dans l'affaire. Et, à défaut de la liberté individuelle, le travailleur connaîtra cette sécurité de l'emploi qui est aussi la certitude d'une médiocrité contre laquelle sa dignité doit le pousser à se dresser. Dès avant cette guerre, les chemins de fer avaient été nationalisés. Pourrait-on nous dire ce qu'y ont gagné les usagers et les travailleurs du rail ? »⁴³

S'il prend parti « contre le capital sous toutes ses formes », c'est en se couvrant de l'autorité de De Gaulle :

« Le chef du gouvernement provisoire a souligné récemment l'état où nous laisse l'abominable marée et l'étendue de l'effort de reconstruction et de renouvellement que s'impose pour de longues années la nation française. Mais il constate aussitôt que malgré beaucoup de bonnes volontés, de dévouement, de compétences à l'œuvre, il persiste des méthodes et des procédés dont la lourdeur passée s'est accrue d'elle-même et de celles qu'y ajoutaient les fausses réformes de Vichy. Dans ces constatations, nous retrouvons les nôtres propres. Mais il convient d'ajouter encore : malgré les mesures de nationalisation officiellement annoncées, malgré les "socialisations" envisagées (partis socialiste et communiste) il reste à commencer la lutte, non seulement contre les trusts — qui n'en ont pas été atteints — mais contre le capital sous toutes ses formes, que tous les bâtisseurs à la petite semaine oublient toujours d'associer à l'Etat.»⁴⁴

En avril 1945 seulement, *le Libertaire* suggère que la guerre n'est pas "notre guerre".

« La paix fondée sur la force, telle qu'elle est considérée dans toutes les conférences, d'où le mot désarmement est absent, ainsi que ceux de "contrôle international des richesses pouvant essentiellement servir à la guerre", sera "leur" paix et non la nôtre, comme la guerre est leur guerre.»⁴⁵

C'est en juin 1945, une fois la guerre terminée, que *le Libertaire* prend une position plus nette en expliquant pourquoi les anarchistes n'ont pas pavoisé pour l'armistice :

« Nous n'avons pas pavoisé pour l'armistice. Non que nous ne partagions pas la joie commune et naturelle due à un tel événement. Mais nous ne pouvions oublier que le patriotisme et les défilés militaires, loin de contribuer à la construction de la paix universelle, ont constitué les

matériaux de départ du national-socialisme allemand auquel ils permirent d'abord de s'imposer à tout un peuple, puis d'être pour le moins partiellement accepté par lui.

» Aujourd'hui le militarisme prussien est vaincu. L'hitlérisme qui s'est distingué dans l'art du crime est abattu. Cependant le problème de la paix n'est pas résolu.

» Alors qu'un impérialisme disparaît de la scène, deux autres subsistent qui ne manquent ni de puissance ni d'appétit. D'une part l'impérialisme anglo-américain, qui n'est pas nouveau et traîne à sa remorque, avec la France, toutes les nations occidentales. D'autre part l'impérialisme russe, qui refléurit comme au plus beau temps des Romanov et se pose en protecteur de toutes ses "sœurs slaves", que sont les nations de l'Europe orientale.

» Chez ceux qui se disent les continuateurs de l'œuvre de Lénine, il était admis autrefois que la guerre impérialiste devait aboutir à une révolution mondiale, d'autant plus certaine si l'U.R.S.S., patrie du socialisme, entrait dans le conflit. Or la Russie soviétique a fait la guerre comme toutes les autres nations, et, alors qu'elle n'a pas instauré le socialisme dans les territoires qu'elle a conquis, elle paraît avide de nouvelles conquêtes territoriales. Elle semble plus soucieuse de restaurer l'empire des tsars tel qu'il était avant 1905 que de détruire le capitalisme...

» C'est en un mot la révolution qui est nécessaire. Non seulement dans les discours mais dans les faits.

» Sans de telles réalisations, toutes les "victoires" sont éphémères et la paix tant prêchée ne peut être qu'une suspension d'armes.»⁴⁶

La disparition de « l'Insurgé »

Libertés et l'Insurgé avaient paru régulièrement pendant l'occupation, l'un à partir de 1941, l'autre à partir de 1942. Or pendant les événements décisifs du mois d'août, ni l'un ni l'autre ne paraît. La première raison, c'est que leurs militants sont engagés à fond dans l'action de la résistance, comme il apparaît dans tous les rapports du *Mémorial de l'insurgé*. Mais cela n'explique pas qu'au moment de l'action, ils aient jugé inutile d'apparaître comme pôle politique, se bornant à agir comme soldats de la résistance bourgeoise. C'est qu'en fait ils n'ont rien de particulier à proposer dans l'action : l'autonomie de l'action ouvrière qu'ils ont proclamée s'avère sans signification.

Non moins remarquable, la disparition de *l'Insurgé*. En effet, après la libération, l'organisation de *l'Insurgé* se dissout d'elle-même. Alors que toutes les feuilles de la résistance paraissent au grand jour, même celles qui

n'ont rien de spécial à dire, les militants de l'Insurgé ne font pas paraître leur journal, même à Lyon. N'avaient-ils pas pourtant proclamé qu'ils attendaient la « victoire » pour la transformer en victoire de la révolution ?

Il est étonnant de remarquer que, sur onze responsables du mouvement qui s'expriment dans le *Mémorial*, deux seulement remarquent qu'il s'est dissous à la Libération. Seul M.-G. Fugère tente d'en donner une explication :

« A la libération, notre mouvement fut laissé de côté. Ceux qui connaissaient si bien nos militants pour faire imprimer leurs journaux et leurs tracts, pour se procurer des fausses cartes d'alimentation, les oublièrent vite ; au besoin ils s'attribuèrent le fruit de nos efforts. Immédiatement la cassure se fit entre ceux qui avaient servi pour l'idéal et ceux qui espéraient de l'argent, des décorations, et des places. »⁴⁷

Le ton est amer. Mais l'explication, uniquement morale, n'en est pas une. Elle explique tout au plus pourquoi les prétendus alliés de l'Insurgé — sociaux-démocrates et résistants bourgeois — l'ont laissé de côté. Encore confond-elle les sentiments de reconnaissance avec l'orientation politique.

En fait, malgré les efforts de G. Martinet pour lui fournir une théorie, le mouvement de l'Insurgé n'était qu'un mouvement de résistance vaguement teinté de préoccupations socialistes. Il s'est dissous après la guerre comme allaient le faire les autres. Mais pourquoi avant les autres ? Dans le *Mémorial*, seul Duperray (de la Loire) sent que la réponse ne peut être que politique.

« La vie de l'Insurgé, ses aléas, les difficultés et les dispersions qui suivirent la libération, comme celles que nous constatâmes au cours de la vie même de l'organisation, sont autant de preuves de la faiblesse du mouvement ouvrier. »

Toutefois, il ne s'agit pas de la « faiblesse du mouvement ouvrier » en général. Il s'agit de la faiblesse du mouvement de l'Insurgé, plus précisément de la faiblesse politique du mouvement pivertiste. *L'Insurgé* avait mis en avant deux propositions :

1° La victoire des Alliés signifie nécessairement, non la victoire de la bourgeoisie désormais condamnée à la disparition, mais celle de la révolution socialiste.

2° La tâche des socialistes révolutionnaires est donc aujourd'hui de travailler, y compris avec les courants gaullistes ou pro-bourgeois, à la victoire alliée.

Il s'était bien intégré à la Résistance. Mais ses mili-

tants découvrent que la victoire des Alliés, loin de déboucher automatiquement sur la révolution, amène à nouveau le pouvoir de la bourgeoisie. De là tous les désappointements qui apparaissent dans le *Mémorial* : « Hélas le ver était dans le fruit », se plaint Ch. Richard (Var). « La grande bourgeoisie n'avait pas, comme on dit, mis tous ses œufs dans le même panier », constate Arnaud (Loire).

Les militants regroupés autour de *l'Insurgé* ne savent plus ce qu'ils ont à dire ensemble, après la Libération. Certains, notamment les syndicalistes de la Loire, se cantonnent dans l'action syndicale. Valière, dans l'Hérault, reconstruit le syndicat des instituteurs, et se lie au P.C.I. pour réorganiser dans la C.G.T. une tendance lutte de classes. Les anarchistes reconstituent leurs groupes. Certains militants rejoignent le Parti communiste redevenu l'organisation des masses populaires. La majorité rejoint le Parti socialiste — y compris les anciens militants du P.S.O.P. qui n'ont plus de perspectives autonomes. Marceau Pivert, lui-même, à son retour de Mexico, sollicitera sa réintégration à la S.F.I.O. Ceux qui avaient compris la faillite du Front populaire rejoignent ainsi les rangs des réformistes engagés dans une caricature du Front populaire, plus lamentable encore.

Le seul écho du mouvement, c'est la survivance du journal de Toulouse avec lequel il avait opéré une éphémère fusion. *Libérez-fédérez* apparaît comme quotidien, pendant une brève période. Il ne se distingue guère des cinq autres quotidiens de Toulouse (socialiste, communiste, Front national, etc.) sinon par la modération de ton dans le concert nationaliste, et le soutien plus actif qu'il apporte aux luttes ouvrières.

« Libertés » et le double pouvoir

Libertés, par contre, reparait en septembre 1944. Uniquement animé par une équipe de journalistes, il n'est pas entraîné dans la faillite d'une organisation invertébrée. L'équipe va profiter des possibilités légales pour s'exprimer sur un plus grand format. Possibilités légales du reste limitées : sous prétexte de pénurie de papier, la commission de la presse limite son tirage à 2 500 exem-

plaires. Le premier numéro légal rappelle la lutte du journal sous l'occupation et déclare :

» C'est pour la conquête de nos libertés que nous avons lutté, que la classe ouvrière, que le peuple de France et de l'Europe entière se sont battus contre la dictature sanguinaire du fascisme. Et c'est encore pour ces libertés et pour l'émancipation totale du prolétariat et des peuples opprimés que nous entendons continuer la lutte. [...]

» Rappelons simplement que les camarades groupés autour de *Libertés* considèrent le régime capitaliste comme étant la cause originelle de cette guerre et que le seul moyen de garantir la paix définitive du monde, c'est de transformer ce régime vieilli et dépassé, par un régime collectiviste ; que la reconstruction de la France ne doit pas se faire dans le cadre de l'Etat bourgeois de la III^e République, mais dans les cadres nouveaux basés non seulement sur la souveraineté populaire, mais aussi sur la participation active des masses au pouvoir ; que la démocratie ne doit pas être un simple slogan de propagande mais devenir une réalité, et que la liberté de penser doit être pleine et entière ; que la lutte contre les puissances de l'Âxe — lutte qui doit être menée sans hésitation jusqu'à la destruction des régimes de dictature qui sévissent dans ces pays — ne doit pas aboutir à un nouveau traité de Versailles, à un nouveau partage du monde dont les conséquences inévitables seraient de créer les prémisses d'une nouvelle guerre mondiale, mais à la constitution d'une fédération des peuples. Tels sont les principes fondamentaux pour lesquels nous avons combattu pendant la guerre et pendant la clandestinité, et pour lesquels nous allons continuer la lutte. »⁴⁸

Déclaration en apparence sans équivoque. Mais en apparence seulement. *Libertés* rappelle que la guerre a pour cause originelle le capitalisme. Mais, comme *le Libertaire*, c'est sur cette guerre (qu'on ne taxe plus d'impérialiste) que l'on fait fonds : elle doit être menée « sans hésitation ». L'orientation de *Libertés* vers la révolution sociale est-elle compatible avec cette confiance faite aux impérialistes alliés en guerre ? Peut-on s'en tirer en affirmant que cette guerre ne « doit » pas mener à un nouveau partage du monde ?

Libertés constate la dualité du pouvoir, appelle les comités populaires issus de la Résistance à en prendre conscience et à assumer le pouvoir. C'est la thèse que développe Jean Lejeune :

« La période que nous traversons actuellement en France est précisément celle d'une révolution qui vient de naître et de la lutte qui s'engage entre elle et la vieille société. Et cette lutte se cristallise entre deux formes du pouvoir qui s'opposent et se heurtent : ces deux pouvoirs sont, d'un côté le gouvernement d'Alger et de l'autre la résistance, issue de la lutte clandestine. Les deux antagonistes n'ont

peut-être pas conscience qu'ils sont la négation l'un de l'autre, ils jurent même qu'ils ne font qu'un. C'est là le résultat d'illusions et de naïvetés que toute révolution, à ses débuts, porte en elle. [...]

» Le gouvernement venu d'Alger représente, malgré lui, la société agonisante... En face du gouvernement d'Alger se dresse la résistance : [le C.N.R.] doit être le gouvernement, ou bien il disparaîtra : il n'y a pas de milieu possible. »⁴⁹

Jean Lejeune * est conscient des équivoques de la Résistance :

« La domination allemande, pendant ces quatre dernières années, a eu pour conséquence de mettre l'indépendance nationale au premier plan de la lutte du peuple français. Cette situation a contribué à brouiller, à voiler les rapports sociaux, les rapports de classes. La Résistance née de cette situation est forcément hétérogène, éclectique. Et c'est cette hétérogénéité même qui fait sa faiblesse, son manque d'audace et surtout son incapacité à se transformer, à devenir un organe du pouvoir, c'est-à-dire un organe constructif. »⁴⁹

L'analyse reste à mi-chemin : les organismes de la Résistance ne sont pas seulement hétérogènes ; ils sont constitués sur la base de l'union nationale entre classes antagonistes ; et si les partis ouvriers se sont faits les artisans de cette union nationale, ce n'est pas pour des raisons conjoncturelles, mais en fonction d'une stratégie d'ensemble et d'une idéologie nationaliste.

Entre l'appareil d'Etat restauré par le gouvernement d'union nationale et le pouvoir issu des luttes populaires de la Résistance se manifeste, en effet, pendant quelques mois une opposition significative. Au patronat et au pouvoir bourgeois, les travailleurs, maîtres des usines, et les partisans armés opposent confusément leur propre volonté (gérer les entreprises, éliminer les capitalistes, faire justice eux-mêmes, prendre en main leurs propres affaires). Mais aucune force politique officielle ne répond à ces aspirations révolutionnaires. Les partis (avant tout le P.C.F.) cherchent seulement à utiliser la pression des masses pour majorer leur propre influence parlementaire et gouvernementale. L'opposition des masses ne pourrait déboucher sur une véritable situation de double pouvoir que par la rupture de l'union sacrée et l'abandon de l'idéologie nationaliste qui la cimente.

Faute de quoi, le double pouvoir n'est qu'un mirage. Les Comités de libération n'ont bientôt plus qu'une exis-

* Il ne faut pas confondre Jean Lejeune avec son frère Max Lejeune, futur député S.F.I.O., qui rompra avec le Parti socialiste pour rallier la majorité de droite.

tence fantomatique. L'évolution est sensible dans le Sud, où ils ont joué le rôle le plus important. Le 22 septembre 1944, onze comités départementaux se réunissent en congrès à Valence. *Libertés* se réjouit de la volonté qu'ils expriment :

« Ils ont fait entendre, dans un ordre du jour aussi court qu'explicite, qu'ils tenaient leur existence, comme le gouvernement lui-même, de l'action victorieuse des mouvements de résistance ; que, les comités étant l'expression de la Résistance et de la volonté révolutionnaire du peuple, le gouvernement devait obéir à cette volonté et ne pouvait porter atteinte aux attributions des comités.

» Ils ont et entendent conserver leur pouvoir de décision dans tous les domaines sur le plan départemental. »⁵⁰

On voit déjà la faille : les Comités de libération considèrent qu'ils ont la même origine et la même légalité que le gouvernement bourgeois. Ils ne s'opposent nullement à lui comme les représentants d'une classe adverse. Le 7 octobre 1944, ils se réunissent plus nombreux encore en Avignon : 40 comités départementaux de la zone Sud. Mais ils se bornent à présenter des cahiers de doléances d'où partirait la réforme des institutions républicaines. C'est la révolution de 1789 à l'envers : ceux qui tenaient le pouvoir en sont réduits maintenant à présenter leurs cahiers de doléances au gouvernement⁵¹.

Dans la Seine, le recul des Comités de libération, les 9 et 10 décembre, est plus évident encore. Ils émettent le souhait pieux de rester organes de la légalité nouvelle, mais ils ne disent rien des préfets et demandent... l'installation des conseils municipaux et généraux ! En même temps, ils refusent de donner suite aux propositions d'organiser eux-mêmes le ravitaillement⁵¹. C'est un constat de liquidation.

Dès le 19 octobre, Jean Lejeune tire les conclusions amères de l'échec des aspirations révolutionnaires :

« L'histoire de France, c'est l'histoire des révolutions politiques, mais c'est aussi l'histoire d'un peuple qui meurt sur les barricades pour faire des révolutions dont il ne profite pas... Maintenant que l'insurrection nationale faite par le peuple est victorieuse, maintenant que des dizaines de milliers des meilleurs combattants sont morts, on parle à nouveau d'ordre et de loi. La bourgeoisie, après avoir tremblé un peu, revient à la surface ; elle réoccupe tous les postes. Et aux ouvriers qui ont occupé les usines, aux masses populaires qui ont occupé les mairies, bref au peuple qui a fait l'insurrection, le général De Gaulle vient de lui signifier à la radio qu'il faut que "*cessent absolument toutes improvisations d'autorité qui ont pu se justifier dans le temps et sur les terrains où l'action spontanée était*

indispensable pour chasser l'ennemi et ses complices, mais qui désormais ne seraient plus qu'abus inadmissibles et sources de confusion."

» C'est clair et précis. Il faudrait être le dernier des crétins pour ne pas comprendre. En bon français, cela veut dire : la Résistance, allez-vous-en ! Car la charge de gouverner incombe au gouvernement. Et le gouvernement, qui est-ce ? Il suffit de regarder de près pour voir que c'est encore la bourgeoisie. Quant à l'ordre, à la loi dont on nous parle tant, c'est l'ordre bourgeois, c'est la loi bourgeoise. »⁵²

Mais là encore *Libertés* reste à mi-chemin. Est-ce au général De Gaulle qu'il faut s'en prendre, quand il exige le retour à la légalité bourgeoise ? N'est-ce pas aux partis qui se réclament en principe de l'autre légalité, la légalité révolutionnaire, et qui ont accepté de la liquider ? N'est-ce pas à l'idéologie même de l'union nationale et du nationalisme ?

Libertés ne peut pas en tirer ces leçons, parce que son équipe elle-même reste dans l'équivoque. Jean Lejeune critique l'institution de l'assemblée consultative (dont l'impuissance est voulue par le général) : « Ainsi dosée, l'Assemblée sera un petit parlement éclectique qui parlera beaucoup, au sein duquel les orateurs viendront montrer leurs talents, mais qui — et nous voudrions nous tromper — ne fera pas grand-chose. »

Cela ne l'empêche pas d'adjurer ce corps débile et non représentatif, de se proclamer « Assemblée délibérante » et d'exiger « que le gouvernement lui remette ses pouvoirs »⁵³. Ces illusions sont reprises dans l'éditorial du 25 octobre : « L'Assemblée peut se réformer, faire appel à la province, à ces comités départementaux qui, étant plus près du peuple, se font les porte-parole et les réalisateurs des aspirations populaires. »

Mais précisément elle ne le peut plus et, de toute façon, les partis qui s'y trouvent représentés n'ont pas la moindre velléité révolutionnaire.

« Les seules vellétés de pouvoir révolutionnaire se manifestent dans certains organismes municipaux. C'est ainsi qu'à Toulouse (où paraissent six quotidiens de la Résistance dont *Libérez-fédérez*) le maire socialiste, Badiou, n'a pas hésité deux jours après son installation, à municipaliser les tramways, le gaz, l'eau, l'électricité, etc.

» C'est dans les entreprises (dans certaines d'entre elles) que les travailleurs imposent leur pouvoir. Dans la région toulousaine, six grandes usines d'aviation ont fait admettre le principe d'une gestion mixte mi-partie syndicale, mi-partie nationale... Les employés et les gérants de l'Épargne et de Casino ont créé une direction tripartite (les employés, les gérants, l'État). »⁵³

Libertés insiste sur l'exemple de Berliet, à Lyon. Berliet et ses fils, patrons de combat, ont été arrêtés. Mais... Berliet reste propriétaire. Ses biens sont mis sous séquestre provisoirement. Comme administrateur-séquestre, la C.G.T. propose Léon Bardin, un ingénieur de l'aéronautique et secrétaire du syndicat C.G.T. des employés et techniciens *. Bardin n'accepte qu'à la condition d'associer effectivement le personnel à la gestion. « Mais, c'est un véritable soviét que vous voulez ! », s'exclame le commissaire de la République, le pro-communiste Yves Farges, et il fait appel, pour occuper le poste, au directeur d'une grosse firme. Finalement le compromis est le suivant : Bardin sera directeur technique ; l'administrateur-séquestre et lui seront flanqués d'un comité consultatif comprenant les secrétaires syndicaux des deux usines Berliet et le préfet du Rhône « représentant les pouvoirs publics et les usagers »⁵⁴. Ce comité publie un journal mensuel (*Contact*) « ouvert à tous les ouvriers et à la direction ».

Libertés montre les limites de cette relative victoire :

« En vérité, ce que veulent les travailleurs, ce n'est pas partager les responsabilités d'une économie dominée par les lois de la jungle, ce qu'ils veulent, c'est accéder en tant que classe à la souveraineté économique par le libre accès à la qualification technique et à la culture générale. C'est transformer l'économie capitaliste en un système basé sur les besoins rationnels par la liaison directe entre la production et la consommation. »⁵⁴

Sur le terrain des luttes ouvrières, l'équipe de *Libertés* est moins gênée par son équivoque politique. Elle souligne la nécessité d'une politique de classe, met l'accent sur les expériences de pouvoir ouvrier à l'entreprise (Caudron, Renault, Saint-Etienne...), critique l'institution des comités d'entreprise (« un pas en avant, deux pas en arrière »), développe les mêmes idées que le P.C.I. sur la production, le plan de reconstruction et la lutte de classes, et soutient les luttes grévistes.

Même sur ce terrain pourtant, la théorie de l'union sacrée impose des limites. C'est ainsi que René Lhuillier ** (qui tient avec Rimbert la rubrique des luttes ouvrières

* Léon Bardin, ancien responsable du P.O.I., ancien dirigeant de la Fédération des techniciens. (Cf. *Contre vents et marées*, ch. 1 et 2).

** Lhuillier, ancien responsable du P.O.I., avait refusé d'entrer au P.S.O.P. (Cf. *Contre vents et marées*, ch. 1).

et du syndicalisme), justifie la place que la classe ouvrière doit tenir dans la nation et sa nécessaire participation à la gestion économique, par la place qu'elle a tenue dans la résistance : les syndicats doivent « apporter leur pierre à la construction de la maison sans renier leur programme ».

« Libertés », la nation et l'armée

Les équivoques de *Libertés* tiennent avant tout à ses conceptions ambiguës sur la « nation », c'est-à-dire sur le problème de l'Etat.

C'est dans ses colonnes que Jean Zyromski, l'ancien leader socialiste qui a rallié le P.C.F., explique, contre les « marxistes-sectaires » (c'est-à-dire les trotskistes) que la lutte des classes s'exprime aujourd'hui par la résistance nationale * : « L'action de la Résistance a pour but de protéger et de sauvegarder la nation, d'assurer son existence, son développement, et par là elle revêt un caractère socialiste incontestable. Le socialisme, en effet, a pour but de libérer la nation des servitudes extérieures et intérieures. On peut même avancer que la nation n'est réellement créée et organisée qu'avec le socialisme.

» C'est pourquoi des marxistes conséquents ne peuvent considérer cette action de la résistance comme une déviation de la lutte de classes prolétarienne. [...] Ce n'est pas parce que l'action de classe prend encore une forme nouvelle que la lutte de classes cesse d'exercer une influence souveraine et dirigeante dans l'évolution politique et sociale. »⁵⁵ C'est en fait le seul article où le P.C.F. essaye de répondre aux internationalistes autrement que par l'injure et la calomnie.

La même confusion entre l'Etat " national " bourgeois et la nation qui pourra s'organiser après la révolution socialiste, on la retrouve dans la longue étude que Fourrier consacre à l'armée⁵⁵. Il commence par une analyse de classe de l'armée : l'Etat capitaliste est impérialiste et l'impérialisme « à l'origine de tous les conflits mondiaux. [...] Notre tâche est donc essentiellement révolutionnaire. Il nous faut achever de saper les bases d'un

* La fille et le gendre (M. Bleibtreu) de Zyromski militaient au P.C.I. Zyromski sera sénateur du P.C.F., puis, n'approuvant pas la politique de son parti, il se retirera de la scène politique.

régime abhorré, de jeter bas les institutions sur lesquelles le capitalisme s'est toujours appuyé pour assurer, dans chaque nation, la prédominance de ses intérêts de classe. »

Fourrier constate, avec Jaurès, que l'armée constitue la pièce maîtresse de ces institutions de classe. Mais déjà, l'analyse de Jaurès l'amène à une équivoque : la caractéristique de classe de l'armée tient à ce qu'elle est coupée du peuple et d'abord de la classe ouvrière. L'article conclut : « L'armée était liée à l'ensemble de nos institutions dont aucune n'a pu résister au désastre. » On remarque l'utilisation optimiste du passé : l'appareil d'Etat est confondu avec la Constitution.

Le second article étudie les raisons du désastre de 1939-40 :

« En temps de guerre, l'armée devient "la nation en armes". Pour cela il ne faut à aucun moment que les cadres de l'armée aient perdu le contact avec la nation. Dans cet énorme brassage humain que représente l'intégration de la nation dans la guerre, il doit y avoir une communauté de pensée absolue entre la nation et l'armée. Comment serait-il possible de diriger vers un même but la masse d'un peuple entier, s'il n'existait pas une interpénétration de pensée entre les chefs permanents de l'armée et l'armée elle-même, soudainement transformée par l'afflux de toutes les classes de la nation mobilisée ? Or c'est précisément cette unité d'âme qui a manqué à l'armée en 1939. »

Du fait-même que les travailleurs sont appelés à participer en masse, avec leur sang, à la défense des intérêts impérialistes de leur Etat national (bourgeois), la guerre change donc la nature de l'armée : comme si la nature des institutions dépendait des masses qu'elles encadrent ! Désormais Fourrier ne parle plus d'Etat bourgeois qu'en terme de « nation ». Il poursuit sans s'apercevoir du glissement : « L'armée de 1940 a fait faillite. Ses vieux cadres sont discrédités. Pour le pays cette armée-là, c'est l'armée de la défaite. Elle n'a plus le droit de reparaître. Il faut à la France une nouvelle armée. »

Cette armée nouvelle, c'est d'une part l'armée des coloniaux et volontaires qui ont rejoint De Gaulle, les troupes qui se trouvaient en Afrique du Nord au moment de l'armistice ; ensuite les formations nées de l'insurrection nationale.

« Pour la troisième fois dans l'histoire de la France apparaît une armée improvisée et suppléant à la force de l'organisation par la puissance du nombre et l'élan du sentiment national.

» Ce qui différencie profondément l'armée des F.F.I. de

l'ancienne armée, c'est son esprit, ce sont ses cadres — son esprit de liberté, ses cadres en majorité formés de réservistes. D'où un nouvel appareil, un ordre inspiré des seuls besoins de la nation et des nécessités militaires.

» Les F.F.I. constituent dans leur ensemble l'embryon d'une grande armée nationale et démocratique. Pour la première fois depuis 1792, l'armée remonte à ses sources, c'est-à-dire au peuple, dont elle est l'émanation même. Allons-nous laisser passer l'heure de lier davantage encore la nation à son armée ? »

Fourrier ne se pose à aucun moment la question : l'armée de quel Etat ? l'Etat de quelle classe sociale dominante ? Il demande au gouvernement de réussir l'amalgame entre l'armée ancienne et l'armée « issue du peuple ».

« L'incorporation pure et simple des F.F.I. dans l'armée coloniale venue d'Afrique soulève de la part de tous les hommes de la Résistance une vive émotion qui est ressentie par le pays tout entier. Tout se passe comme si la volonté du gouvernement provisoire avait été la liquidation pure et simple des F.F.I. dans toutes les zones qui ne se trouvent plus occupées par l'ennemi. »

Fourrier espère qu'il ne s'agit « que d'un malentendu entre les chefs de l'armée d'Afrique et le pays qui, lui, est unanime derrière les F.F.I. [...] Il appartient précisément au gouvernement de réussir par des moyens appropriés l'amalgame entre les meilleurs éléments de l'ancienne armée et les meilleurs éléments de la nouvelle ». Mais cet amalgame doit se faire comme en 1793, en portant le centre de gravité du système nouveau « du côté des forces révolutionnaires. » *

Reprenant les conclusions de Jaurès : « une armée démocratique doit être la fidèle représentation de la nation armée », Fourrier écrit : « Le contrôle de l'armée par le peuple doit se faire par le Comité d'action militaire de la Résistance. C'est au COMAC qu'il doit appartenir de veiller à ce que l'amalgame des F.F.I. avec l'ancienne armée s'effectue de manière à assurer tout d'abord l'existence de grandes unités F.F.I. » Et la série d'articles conclut allègrement : « L'armée du désastre est morte ; l'armée du peuple naît. »

* Dans *Libertés* du 24 novembre 1944, l'historien Georges Lefèbvre appuiera la même thèse : « Pour que la guerre reste nationale dans le plein sens du mot, c'est-à-dire populaire, il ne faudrait pas la séparer encore une fois de l'idéal social qui en est inséparable aux yeux du peuple comme au temps de la 1^{re} République ». A force de parler du peuple, on oublie que la bourgeoisie a utilisé les sans-culottes pour servir sa révolution.

Mais dans le même temps, c'est l'évolution inverse qu'a effectuée De Gaulle : "L'amalgame" se solde par l'intégration des F.F.I. dans l'armée bourgeoise. Avec le soutien politique de Maurice Thorez qui réclame "une seule armée".

« Libertés », l'internationalisme et l'Europe

Libertés se distingue de toute la presse officielle par son absence de chauvinisme et sa solidarité avec le peuple allemand. Elle prend partie pour la libération des colonies. Cela l'amène à polémiquer avec *l'Humanité* qui prône désormais le colonialisme, sous la forme de l'« Union française ».

Il ouvre ses colonnes aux révolutionnaires indochinois⁵⁷. Et, le 23 mars, après le discours de De Gaulle affirmant la souveraineté de la France en Indochine, il déclare combattre « la politique coloniale de la France ». Il publiera également un grand article de Paul Chevallier, futur maire libéral d'Alger, où celui-ci dénonce « la détresse de l'Afrique du Nord ». Là aussi, plus tard, il se trouvera en opposition avec le Parti communiste qui s'alliera à la droite nationaliste et au M.R.P. pour refuser aux Algériens le collègue unique.

Libertés combat le chauvinisme officiel. Il rappelle que le peuple allemand n'est pas l'ennemi, qu'il est lui-aussi la victime de Hitler ; et que le nationalisme des Alliés est le meilleur allié des nazis.

« La prolongation de la guerre est due en grande partie à la capacité de résistance de la Wehrmacht, c'est-à-dire en définitive à la relative passivité du soldat allemand... Cette passivité est notamment entretenue par la propagande des gouvernements de Londres et de Washington. Sans l'aide des Vansitart, des Summer Wells et de leurs plans insensés, mais aussi, en l'absence de certaines déclarations officielles, jamais Goebbels n'aurait pu réaliser ce tour de force qui consiste à persuader des millions de travailleurs allemands que leur sort est lié à celui de leurs oppresseurs hitlériens.

» L'intérêt des peuples, de tous les peuples, exige que l'on mette fin rapidement à la guerre et aux souffrances qu'elle provoque. »⁵⁷

Libertés réclame une conférence internationale de toutes les organisations ouvrières qui lanceraient « un appel à tous les combattants et à tous les travailleurs ».

Libertés publie, en janvier 1945, « Une lettre à un

camarade allemand » et la « Nouvelle lettre à un ami allemand », écrites par Albert Camus en avril 1944. Le journal met l'accent sur les échos des luttes menées par les antifascistes allemands.

Mais la campagne essentielle que mène *Libertés* porte sur la fédération européenne. Le Mouvement pour la fédération européenne s'est constitué en juin 1944. Il souligne la nécessité des Etats-Unis d'Europe, qui ne doivent pas constituer une ligue d'Etats, mais une fédération démocratique, disposant d'une armée commune, avec un gouvernement directement élu par les peuples — étape vers la fédération mondiale des peuples³⁴.

Les syndicalistes du Mouvement s'adressent dans ce sens aux délégués des centrales syndicales réunis à Londres le 8 février 1945, indiquant que la fédération européenne est la seule voie pour abréger la guerre et pour préparer une paix humaine et durable.

Leur résolution « propose que soit entreprise une propagande intensive pour porter le désarroi dans le camp allemand, tendant à dissocier le peuple de ses dirigeants nazis, qui lui font entrevoir les plus sombres perspectives en cas de défaite [passage censuré]. Aux excitations meurtrières à la haine et à la vengeance qui prolongent inutilement le massacre, opposons la tactique qui peut y mettre fin, en invitant les combattants allemands à cesser un sacrifice désormais inutile et à retourner leurs armes contre le despotisme qui les conduit à un anéantissement total.

» Déjà, en de nombreuses villes du Reich, les antifascistes passent à l'action ; des journaux clandestins circulent ; des grèves dans les centres importants ont réuni des ouvriers allemands et étrangers contre l'ennemi commun. Il faut donc multiplier nos interventions auprès du peuple allemand, susciter le défaitisme anti-hitlérien, en s'adressant à lui au moyen d'émissions quotidiennes à la radio, par des tracts lancés par avion et par tous les autres moyens appropriés, établir des relations suivies entre des représentants qualifiés des organisations ouvrières des pays alliés et les antifascistes allemands. » *

Mais les dirigeants syndicaux européens préfèrent

* Déclaration du comité français pour la Fédération européenne, en juin 1944, republiée en septembre par *Libertés*, mais... partiellement censurée.

soutenir les plans de paix des Alliés. Contre ces plans de paix, M. Fourrier polémique :

« [...] Nous nous élevons avec force contre toute tentative de dépeçement de l'Allemagne et contre toute visée impérialiste de la France — principalement en ce qui concerne notre installation sur la rive gauche du Rhin, même si l'on nous présente cette annexion déguisée comme le seul moyen d'arrondir nos frontières stratégiques. »⁵⁹

Il faut se rappeler qu'au milieu de l'hystérie chauvine de 1944, de telles prises de position sont extrêmement rares. Mais, les mots d'ordre de *Libertés* trouvent leur limite dans l'équivoque qui plane sur la notion d'Etat. La Fédération européenne est, elle aussi, conçue comme au-dessus des classes. Elle est définie par des critères techniques (la suppression des frontières) et politiques (la démocratie). Aussi le mot d'ordre est-il attaqué à la fois par P. Hervé qui, dans *Action*, lui reproche de détruire la notion de patrie, et par *la Vérité* qui lui reproche d'oublier le socialisme. Albert Altier polémique avec P. Hervé, établit un curieux amalgame :

« Notre réponse au camarade Hervé vaut aussi pour *la Vérité* qui reproche à *Libertés* d'oublier les Etats-Unis socialistes d'Europe pour une "fade fédération européenne". Avec un peu de malice nous pourrions montrer à Pierre Hervé que ses reproches sont assez apparentés à ceux de *la Vérité* "trotskiste". Horreur !... »⁶⁰

En fait le mot d'ordre sera repris par les "européens" du Parti socialiste S.F.I.O. et du M.R.P. Il aboutira à l'action pour la « communauté européenne » et l'Europe des Six — plus exactement à l'aile gauche du mouvement européen qui mène sa propagande en faveur d'une « Europe politique ».

L'unité du P.S. et du P.C.F.

Libertés reste l'expression d'une équipe de journalistes *. Cette équipe a de vagues liaisons avec *Libérez-fédérez* à Toulouse, internationalement avec le Parti d'action en Italie. Mais elle n'exprime aucun courant organisé. En 1945, elle s'efforce de constituer des « comités d'amis de *Libertés* » dont la première assemblée géné-

* L'équipe comprend Marcel Fourrier, J. Lejeune, Rimbart, Berthier, Lhuillier, Albert Altier, Outié, Rabutin. Elle accueille des articles de personnalités diverses comme Albert Bayet, Zyromski, G. Lefèbre, P. Louis, Paul Chevallier, Andrée Marty-Capgras, Suzanne Clair.

rale se tient en juin 1945. Elle ne parviendra pas à leur donner une existence réelle.

Cela tient d'abord au désarroi politique de l'aile gauche socialiste dont la disparition de *l'Insurgé* était déjà le signe. La puissance du Parti socialiste et surtout la montée du P.C.F. semblent irrésistibles. Comme en 1940, quand le raz-de-marée nazi semblait l'emporter, beaucoup s'interrogent. Par exemple, Gilles Martinet, naguère théoricien de *l'Insurgé*, estime qu'il faut repenser tous les problèmes théoriques *. Il cherche à lancer une revue avec des hommes comme Naville et Bettelheim. Un premier débat est publié dans *la Crise française. Libertés* critique son « révolutionnarisme ».

Quant à l'équipe de *Libertés*, elle ne se propose pas un objectif autonome. Elle cherche à être l'aiguillon des partis socialiste et communiste. Elle mène campagne pour leur unification en un seul parti. Quand le P.C.F. met en avant un projet de fusion entre les deux partis et les mouvements de résistance qu'ils animent (Front national et Mouvement de libération nationale), *Libertés* se prononce contre ce projet : ces organismes de résistance, vaguement teintés de socialisme, sont trop flous. Par contre, on doit trouver une synthèse entre P.S. et P.C.F. L'éternel marieur Paul Louis ** collabore au journal pour prêcher l'unité : « Oui, la guerre civile du prolétariat a largement servi nos ennemis de classe. »

Libertés critique pourtant le caractère timoré du plan d'action du Parti socialiste (décembre 1944). Rimberty fait aussi la critique du discours de Thorez au comité central d'Ivry. Significativement son article est largement blanchi par la censure. On peut quand même comprendre qu'il reproche au P.C.F. son recul général sur les milices, l'épuration, le pouvoir, etc.

« Maurice Thorez affaiblit l'autorité des organes de la Résistance, c'est-à-dire des seuls organes de la démocratie existant actuellement. Et ce d'autant plus que son discours vient au moment où la réaction attaque avec violence la

* Gilles Martinet est revenu à Paris en mars 1944. A la Libération, il est devenu directeur de l'Agence France-press. La *Revue internationale* paraît fin 1945 avec P. Bessagnet, M. Nadeau, Ch. Bettelheim, G. Martinet, P. Naville. Ces derniers constitueront un Parti socialiste unitaire (P.S.U.), politiquement proche du P.C.F. (à ne pas confondre avec le P.S.U. — Parti socialiste unifié — créé en 1960).

** Paul Louis avait animé le Parti socialiste-communiste, puis le Parti d'unité prolétarienne, avant d'adhérer à la S.F.I.O.

Résistance. C'est pourquoi, de toute la presse, *le Figaro* et *le Monde* ont été les plus chaleureux à accueillir son discours. »⁶¹

Mais cette critique est émasculée : Rimbert dit en effet son accord avec l'axe principal de la politique thorzienne : « gagner la guerre ». Du moment où on est d'accord avec l'essentiel, le reste devient tactique. Dans le même numéro, Lucien Barrois s'inquiète : « Que s'est-il passé en deux mois qui justifie un tel revirement ? » Il s'est passé ceci que le pouvoir bourgeois, en raison de la politique d'union nationale, s'est définitivement installé et qu'il a éliminé toute velléité d'autonomie des masses ouvrières. Maurice Thorez ne fait que pousser à sa dernière logique l'intégration des partis ouvriers au régime.

Libertés n'en continue pas moins sa campagne pour l'unité organique. Il se contente d'inviter les deux partis à « voir grand et viser haut ».

Répression et calomnies antitrotskistes

Il arrive à la presse communiste de polémiquer avec *Libertés*. Mais c'est contre les trotskistes que la direction du P.C.F. concentre ses coups. Nous avons vu * que ses violences contre les trotskistes étaient allées jusqu'à l'assassinat pendant l'occupation, et qu'elle avait profité de la période confuse de la libération pour faire disparaître des militants communistes internationalistes comme Ostreicher, responsable du comité de libération du 17^e arrondissement. Le 11 septembre 1944, c'est un jeune ouvrier du groupe Lutte de classes, Mathieu Bucholz qui « est enlevé et liquidé après avoir été torturé sur l'ordre des staliniens » **.

Mais l'assassinat devient difficile à un parti de gouvernement. Le P.C.F. a utilisé ses positions gouvernementales pour exiger que ne paraisse pas *la Vérité*, « cette feuille hitlérienne ». Quand les trotskistes vendront leur journal dans la rue, les staliniens les agresseront et les remettront à la police. Dans les usines, ils attaquent brutalement toute tendance réputée trotskiste

* Cf. *Contre vents et marées*, op. cit.

** *Lutte de classes*, 16-5-1947. C'est le dernier numéro. Le titre groupe depuis 1942. La famille s'est efforcée de retrouver les assassins, mais l'instruction s'est heurtée à d'innombrables entraves, comme la disparition des dossiers. Par manque de ressources, la famille a dû renoncer à poursuivre le procès.

comme nous l'avons vu à Morane. Pour dresser entre les travailleurs et les trotskistes une barrière de méfiance et de haine, ils présentent ces derniers comme des « agents des trusts » ; ils les dénoncent comme « hitléro-trotskistes », reprenant ainsi contre eux les termes mêmes dont la presse les avait abreuvés au moment du pacte germano-soviétique.

En janvier 1945, à l'assemblée des responsables d'entreprises de la région parisienne, Aublay, responsable communiste, déclare que le ministre de l'Air, Tillon, rend les patrons responsables des tracts trotskistes distribués dans les usines et leur demande de « signaler à la gendarmerie les individus pris sur le fait... » *La Vie ouvrière* se livre à de violentes attaques contre la IV^e Internationale, « l'Internationale de Berlin ».

Cogniot s'indigne dans un éditorial de *l'Humanité* :

« En même temps, jusque dans les vestiaires de l'Assemblée consultative, on trouve des exemplaires de la littérature hitléro-trotskiste dont tout le monde sait, depuis une récente enquête, qu'elle est fabriquée à l'heure actuelle par des hommes de Darnand, passant à la caisse de l'Air liquide, la firme du traître Georges Claude. »⁶²

Cette fois les accusations sont précises. *La Vérité* met au défi *l'Humanité* d'apporter la preuve de ses accusations « devant une commission de toutes les tendances du mouvement ouvrier et de la Résistance ». Pour donner un sens à ce défi et permettre une suite judiciaire, le Parti communiste internationaliste se donne un comité directeur légal qui apparaît au grand jour : Demazière (responsable syndical C.G.T., condamné par Vichy), Clémenceau (ancien responsable des Jeunesses Communistes, ouvrier métallurgiste, déporté), Maurice Laval (électricien, déporté), Beaufrère (retour de Buchenwald). *L'Humanité* se garde bien d'accepter le défi et, quand Georges Claude passera en jugement, personne ne lui posera de questions sur *la Vérité*.

Mais les calomnies se développent de plus belle. *Les Cahiers du communisme* d'avril 1945 consacrent au P.C.I. deux articles ; l'un de G. Bernard : « LES TRUSTS INSPIRATEURS ET ORGANISATEURS DE LA LUTTE ANTICOMMUNISTE » ; et l'autre : « L'UNE DES FORMES DE L'ACTIVITÉ FASCISTE EN FRANCE », par A. Lecœur, étoile montante du Parti communiste, qui sera exclu quelques années plus tard et passera à la réaction.

L'article de Lecœur reprend tous les faux des procès de Moscou. Puis il apporte un document massue : les « experts de la Gestapo et des fascistes » avaient recours

à une fausse presse clandestine contre les communistes *. Une preuve dans le style des procès de Moscou.

Mais, peu importe l'in vraisemblance : il s'agit d'empêcher tout contact entre ouvriers communistes et trotskistes au moment où ces derniers risquent de cristalliser le mécontentement des travailleurs contre la politique de collaboration de classes.

En mai, plusieurs militants du P.C.I. de l'usine Amiot sont arrêtés pour diffusion de *la Vérité*. En mai, une perquisition à l'imprimerie, permet l'arrestation de Prager, avec les épreuves de la revue *IV^e Internationale*. Plusieurs militants trotskistes sont arrêtés : Felsenschwalbe, l'ouvrier Righetti, Landau (ouvrier chez Michelin à Clermont-Ferrand) ainsi que Fred Zeller, qui n'appartient plus au mouvement depuis août 1940. Incarcérés à la Santé, ils restent douze jours sans pouvoir entrer en contact avec leurs avocats. Fred Zeller peut faire la preuve qu'un faux a été introduit par la police dans son appartement ; mais ce document disparaît ensuite du dossier de l'instruction. Finalement, tous les militants arrêtés sont mis en liberté provisoire : il n'y aura pas de

* Lecœur écrit : « Voici un document que nous possédons [?] et qui résume les études des experts de la Gestapo et des fascistes de France [?], ce qu'est cette méthode utilisée en France d'abord par les nazis : « Quoiqu'ayant reçu de rudes coups le P.C. en France n'est pas mort. Plus encore que les tracts raréfiés, les articles de journaux nationaux comme l'Émancipation nationale ne peuvent convaincre la masse influencée par le Parti et sont étiquetés d'avance. Il s'agit donc d'employer des méthodes clandestines identiques aux siennes, pour toucher et le P.C. et ses petits militants et sympathisants, et la masse influencée, sans oublier les neutres, si nombreux, que le mot de collaboration rend méfiants.

» Sous le contrôle permanent et en liaison directe avec le ministère de l'Information et le service des Renseignements généraux, il serait formé un Parti communiste dissident.

» Sous le prétexte fort plausible d'une divergence théorique, la lutte serait engagée contre le P.C. dans les milieux où il agit, avec ses propres méthodes.

» Le groupe embryonnaire (un ou deux permanents) s'entoureraient de militants propagandistes ignorant les attaches du nouveau parti qui éditerait et diffuserait un matériel de propagande... »

Document lui-même suspect, dont les Cahiers se gardent de donner le fac-similé et dont ils n'indiquent pas les sources. De toute façon, il est certain que les nazis imprimaient de faux numéros de *l'Humanité*, et *la Vérité* avait signalé, comme des faux nazis, des tracts signés "le chef de la *IV^e Internationale*".

procès *. Pourtant, le 22 juin, une réunion des déportés du P.C.I. est interdite.

En juillet un militant syndicaliste trotskiste de la Lorraine, Lapoumeyroullie, est à son tour arrêté et interné administrativement, sans motif d'inculpation. Quatre cents ouvriers signent une pétition de solidarité. Les responsables du P.C.F. détruisent la liste de signatures. Une nouvelle liste circule : cinq cents ouvriers la signent dont plusieurs responsables du P.C.F. Lapoumeyroullie doit être relâché.

Fajon relaie Leœur dans les *Cahiers*, reprenant les "preuves" des procès de Moscou, et l'orientation "nazie" des trotskistes pendant l'occupation, citant *l'Étincelle* qui a eu l'audace d'écrire « votre ennemi n'est pas le soldat allemand », et la *Carmagnole de Puteaux* qui propose, en 1945, de « transformer l'industrie de guerre en industrie de paix ». Fajon s'indigne que, le 31 janvier 1945, *la Vérité* ait reproduit un appel de Doriot où il expliquait sa fraternité d'arme avec Giraud et les officiers antibolchevistes. Pour faire bonne mesure, il cite un "appel de *la Vérité* du 25 janvier" disant : « Rejoignez les maquis plutôt que de rejoindre les armées impérialistes ». Cette fois il s'agit d'un faux grossier, aisément contrôlable **.

Il continue, dans le plus pur style des procès de Moscou :

« A titre d'exemple, rappelons l'arrestation par la gendarmerie de l'Air, au début de 1945, chez Gnome et Rhône, d'un distributeur de tracts trotskistes, pris en flagrant délit de sabotage (il mettait du sable dans les embrayages des moteurs d'avions) : au vestiaire du saboteur, on devait trouver des armes et un manuel de combats de rues. » ***

Enfin, il met en garde contre la progression des idées trotskistes. Leur influence augmente dans les syndicats, surtout dans les Auberges de la jeunesse, et ils s'infiltrèrent dans le Parti socialiste. Plus que le sable dans les moteurs d'avions, c'est bien cela qui préoccupe le Parti communiste.

* Fred Zeller raconte avec verve cet épisode dans *Trois Points c'est tout*.

** Pas une ligne de *la Vérité* ne comporte quoi que ce soit rappelant ce mot d'ordre. On ne le retrouve dans aucune publication trotskiste.

*** *Cahiers du communisme* de mai-juin 1945. Curieusement Fajon prête aux trotskistes de 1945 les consignes de sabotage qui étaient celles du P.C.F. pendant la drôle de guerre : « Rendez inutilisables les fabrications de guerre » (Cf. *Contre vents et marées*, ch. 2).

Le journal « Lutte de classes » entend rester clandestin

Le petit groupe de *Lutte de classes* continue la publication de son journal sans solution de continuité. Les événements lui apparaissent sans signification particulière. Le numéro 34, publié le 4 août 1944, aurait pu être publié en janvier. Il comporte un article sur Jaurès, un sur les plans d'après la guerre, un sur « les artisans de la guerre permanente », un sur la révolution. Rien sur l'actualité. Les événements qui se préparent lui paraissent à ce point étrangers à l'action révolutionnaire qu'il ne cherche pas à les commenter, encore moins à y intervenir.

Le numéro 35 paraît au début de septembre. L'article principal cherche à montrer que « de la révolution nationale à l'insurrection nationale », il n'y a pas grand-chose de changé, puisque l'idéologie est la même. La liberté n'existe que pour les partis bourgeois ou leurs alliés : il ne peut y avoir de liberté de la presse⁶³ *.

Le 19 septembre, il explique pourquoi, luttant « contre le courant » le journal doit rester clandestin :

« La bourgeoisie essaie aujourd'hui de manœuvrer le mouvement de la IV^e Internationale en France en accordant l'autorisation de paraître légalement à un journal qui s'en réclame. Cette manœuvre, nous la dénonçons et nous dénonçons aussi la compromission de ceux qui croient lutter réellement contre la guerre impérialiste avec l'autorisation et sous le contrôle de la censure bourgeoise... Mais si *Lutte de classes* continue, elle, à paraître clandestinement, ce sera jusqu'au moment où les masses ouvrières, convaincues par les faits de l'impossibilité de supporter plus longtemps un régime d'oppression, de misère et de guerre, dresseront devant le pouvoir de la bourgeoisie leur propre pouvoir : le pouvoir des conseils ouvriers et paysans. Alors seulement les travailleurs pourront trouver dans la presse légale leur propre presse. »⁶⁴

Lutte de classes restera donc un organe clandestin jusqu'au moment de la prise du pouvoir ! Elle justifie cette position en expliquant que le régime actuel est bonapartiste et que la situation est essentiellement la même que sous Daladier ou Pétain car « le bonapartisme de gauche [est le] fourrier du fascisme »⁶⁵.

Les choses ne sont pourtant pas si simples. Quand

* *Lutte de classes* paraît imprimé sur une page petit format, le 27 mai 1946 (n° 67). Il redeviendra ronéoté, par "manque de ressources", après le numéro 90, en mai 1947.

De Gaulle dissout les Milices patriotiques, *Lutte de classes* s'élève contre « le coup de force gouvernemental ». En dépit de leur confusion idéologique, « ces milices représentent la volonté ouvrière et populaire ». N'est-ce pas qu'il était erroné de les mettre sur le même pied que l'armée impérialiste ? Mais le groupe Lutte de classes ne participe pas à l'action. Aussi ne répond-il à l'événement que d'une manière générale : « dressons nos comités ouvriers ! Formons les milices ouvrières »⁶⁶.

Désormais, l'orientation de Lutte de classes ne diffère pas de celle de *la Vérité*, sinon par son caractère plus général : il n'est fait aucune allusion à une lutte de ses militants dans les entreprises, ni même à la situation concrète des travailleurs et à leurs luttes. Par exemple, quand le journal invite les travailleurs à « dresser leurs conseils ouvriers », il ne fait aucune allusion aux embryons de comités ouvriers qui se sont constitués dans la région parisienne.

Le caractère général du journal * est évidemment dû à l'isolement du groupe. Pourtant il commence à entreprendre un travail systématique chez Renault et à y former quelques militants de valeur.

La bataille pour la publication légale de « la Vérité »

Août 1944 n'est pas 1939 : les masses déferlent en armes dans les rues. Les partis et les syndicats apparaissent au grand jour, recrutent massivement, tiennent de gigantesques rassemblements. Rester clandestin, c'est renoncer à faire entendre sa voix.

Faute d'avoir conquis un quotidien les armes à la main, il faut passer sous les fourches caudines de l'administration, non seulement pour avoir l'autorisation de paraître,

* On y trouve des notes journalistiques percutantes. Par exemple en novembre 1944, sous le titre « UN AGENT DES TRUSTS » : « *L'Humanité*, du 4 novembre écrit, au sujet de la dernière opération financière du gouvernement : « *L'emprunt, en définitive, n'enrichit que les banques en aggravant la dette publique et les charges des contribuables.* » Le ministre "communiste" Billoux déclare le 20 novembre à la radio : « *Nous désirons tous au gouvernement que l'emprunt soit un succès éclatant. Il le sera si chacun considère que verser à l'emprunt est une façon de participer à la libération du territoire.* » Quand chassera-t-on du P.C. l'agent des trusts Billoux ? »⁶⁵.

mais aussi pour recevoir les indispensables attributions de papier — si rare alors que les quotidiens paraissent sur une feuille de petit format.

A la fin du mois d'août, le comité central du P.C.I. entreprend les démarches. Le bureau de la Fédération de la presse et le ministère de l'Information commencent par reconnaître que « le journal *la Vérité* remplit toutes les conditions exigées par la Fédération de la presse clandestine pour paraître de plein droit »⁶⁷.

Mais les staliniens interviennent auprès d'Albert Bayet, président de la commission de la presse, les réactionnaires auprès de Teitgen, ministre de l'Information. Les formalités de parution traînant, le directeur de *la Vérité*, Guikovaty (Rochal) revient à la charge pour les faire hâter. Il reçoit alors d'Albert Bayet la lettre suivante :

« [...] Le bureau de la Fédération [...] m'a chargé de recueillir des renseignements pour savoir si vos diverses publications clandestines ont été des publications "résistantes", c'est-à-dire menant campagne en faveur de la France et de ses alliés, l'Angleterre, l'U.R.S.S. les Etats-Unis, la République de Chine, etc.

» Je vous serais reconnaissant, si vous insistez sur la démarche que vous m'avez demandée, de bien vouloir me fournir une documentation sur ce sujet. »

A. Bayet suggère aux trotskistes... « de ne pas insister » pour bénéficier de la liberté de la presse. Mais, précisément, le P.C.I. entend insister. Le comité central demande à Yvan Craipeau de rédiger une réponse qui a peu de chance de convaincre ces Messieurs du gouvernement mais qui doit servir à lancer la campagne publique pour la légalisation. Il s'agit de mettre la démocratie bourgeoise en contradiction avec ses propres principes.

La réponse souligne la pression exercée le jour même par *l'Humanité*, retrace la lutte de Trotski et des trotskistes contre Hitler et le fascisme depuis 1928, rappelle que *la Vérité* était le premier journal clandestin, avec *l'Humanité* (qui demandait sa légalisation aux nazis), résume tout le programme révolutionnaire pour lequel *la Vérité* a lutté pendant quatre ans. Elle évoque les militants touchés dans cette lutte :

« Voilà ceux dont on nous demande s'ils ont résisté à Hitler !

» Il est vrai que votre lettre, Monsieur le président, précise ce qu'elle entend par résistance ; selon votre définition, il ne s'agirait pas de ceux qui ont donné leur vie et leur liberté dans la lutte contre Hitler, pour la classe ouvrière et la liberté. Il s'agirait de ceux qui auraient développé dans leur presse certaines idées de politique extérieure conformes à celles du bureau de la Fédération. »

Après avoir exposé les positions du P.C.I., *la Vérité* conclut :

« Le bureau de la Fédération ne partage pas notre opinion ? Nous n'en doutons pas. Si les journaux actuels exprimaient nos idées, nous n'aurions pas besoin de paraître pour les exprimer.

» Or la liberté de la presse ne consiste pas à accorder le droit de paraître aux seuls journaux qui pensent comme la majorité. Ce serait revenir aux formes de pensée nazies. Elle consiste à accepter l'existence d'une presse d'opposition... Le refuser ce serait bientôt toute la liberté de la presse qui y passerait. La résurrection de la censure politique montre que cette liberté n'est pas du tout hors de question, même pour les partisans du gouvernement. Il y a une logique de l'arbitraire.

» Mais s'il s'avérait que, quand nous voulons exprimer les vérités élémentaires du socialisme et du communisme révolutionnaire, la IV^e République nous refusait la légalité, nous refusait la liberté de la presse, cela signifierait alors que, comme sous l'Etat de Pétain, la liberté ne vaut que pour les capitalistes et pour ceux qu'ils tolèrent, et alors, nous saurions nous passer de la légalité pour nous adresser aux travailleurs. »⁶⁷

Pris entre les principes démocratiques qu'il affiche et les pressions exercées conjointement par le P.C.F. et la réaction, M. Bayet est très ennuyé : « une affaire bien empoisonnante »⁶⁸. *La Vérité* paraît sur un format provisoire, « en attendant la réponse du ministère de l'Information ». Deux mois plus tard, le P.C.I. reçoit enfin cette réponse :

« *La Vérité* a peut-être été un organe résistant à Hitler et à Pétain, mais ce n'était pas un organe de la Résistance...

» Il n'a cessé de mener campagne contre le général De Gaulle en déclarant que, pour les travailleurs, De Gaulle n'est pas un allié, ni un ami, mais une vieille culotte de peau qui ne songe qu'à prendre en France la succession de Laval, en dénonçant l'idylle De Gaulle-Grenier. »⁶⁹

La réponse a au moins le mérite de la franchise. *La Vérité* continue sa campagne pour la liberté de la presse. Elle n'obtiendra sa légalisation qu'à la fin de février 1946, près d'un an après la fin de la guerre. Entre-temps, en juillet 1945, le *Journal officiel* enregistre la reconnaissance légale du P.C.I. Si bien qu'on assiste à ce paradoxe : une organisation dont la légalité est officiellement reconnue, mais dont le journal n'a pas le droit de paraître ! Les ministres qui se sont succédé à l'Information ont à chaque fois enterré l'affaire : Teitgen, Soustelle, Malraux, Defferre.

Bien entendu, le P.C.I. utilise d'autres moyens d'expression : tracts, journaux d'usines, brochures. *La Vérité*

est vendue de la main à la main. La police cherche à découvrir ses imprimeurs. Au début de 1945, *la Vérité* paraît sur format normal, comme bulletin intérieur. Elle est diffusée publiquement à la porte des usines. En février 1946, Gaston Defferre la fera saisir et intentera à son comité directeur (entièrement composé de déportés) un procès qui sera étouffé. L'affaire fait du bruit : les Jeunesses socialistes, de nombreuses sections socialistes et d'autres organisations protestent⁷⁰. Cette fois, il faudra enfin accorder l'autorisation.

Ainsi, pendant dix-huit mois décisifs, le P.C.I. a vu son expression étouffée. Pourtant, en janvier 1945, la conférence nationale décide de tourner l'obstacle en faisant paraître un organe légal, à partir d'une de ses feuilles régionales. On a pensé d'abord au *Front ouvrier* de Bretagne ou de Nantes ou à *Octobre* du Sud-Ouest. Finalement c'est *Front ouvrier* de Lyon qui paraît en février 1945, comme bimensuel. Mais il est contraint de demeurer journal régional avec comme seul sous-titre : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Encore, en avril 1945, est-il menacé de suspension « sans qu'aucun motif ait pu être donné, sinon des allusions à certains articles pouvant, paraît-il, porter atteinte au moral d'une nation en guerre ». Il est invité à surseoir à la parution du numéro suivant « jusqu'à la fin d'une enquête menée sur des publications distribuées dans la région lyonnaise ». Il paraît à nouveau en mai : « Nous ne nous inclinons pas devant une immixtion policière. »⁷¹

C'est seulement en octobre 1945, après-guerre, qu'il devient un organe à diffusion nationale. Bimensuel sur quatre pages, et de bonne tenue, il doit rester néanmoins anonyme. Il ne fait allusion ni au P.C.I. ni à la IV^e Internationale⁷².

Le premier congrès du Parti communiste internationaliste

Le premier congrès du P.C.I. se réunit en octobre 1944, comme prévu, dans des conditions de clandestinité aussi strictes que sous l'occupation. A l'heure où les partis socialiste et communiste deviennent des organisations de masse, les 40 délégués des régions représentent, à peu de chose près, la même organisation que sous l'occupation.

Pour le délégué de Toulouse, son impuissance tient à

ce que le P.C.I. n'a pas compris que l'U.R.S.S. est un Etat impérialiste comme les autres. Soutenant l'U.R.S.S., il ne peut être qu'une formation centriste. Il faut rejoindre les communistes des conseils qui vont éditer *Pouvoir ouvrier*. Il quitte, seul, le congrès. Mais celui-ci procède à une rectification de ses formulations sur l'U.R.S.S. :

« Etant donné que ce qui reste actuellement à l'U.R.S.S. des conquêtes révolutionnaires d'Octobre se réduit essentiellement à l'économie étatisée et planifiée, tout emploi dans la propagande de formulations telles que "l'Etat ouvrier" tout court, "Etat soviétique", "bastion avancé de la révolution", etc. qui dissimulent le fait de la liquidation en U.R.S.S. de la gestion et du contrôle des masses sur l'économie étatisée (donc d'un élément qui est inséparable de la notion de l'Etat ouvrier), n'est qu'erroné et dangereux. »⁷²

Après le départ du délégué de Toulouse, commence la discussion sur le rapport moral. L'unification est ratifiée par 30 délégués contre 6 (l'ancienne minorité du P.O.I.). Sur son activité, la majorité du comité central procède à une sévère autocritique, approuvée par 33 délégués (6 abstentions). Le bulletin intérieur la résume ainsi :

« Disons-le carrément : le parti a été et restera vraisemblablement, pour une longue période, handicapé par la faute politique faite par sa direction pendant les événements d'août 1944 : la direction n'a su sur aucun plan, et principalement celui de la presse, exploiter ces événements pour faire faire au parti un pas en avant. La conséquence, c'est que nous n'avons rien capitalisé après la tourmente d'août, que nous sentons le poids du manque d'un organe légal et qu'un certain découragement se fait jour chez les éléments les plus faibles... »⁷³

L'essentiel du débat politique est rétrospectif. La fraction du C.C.I. et l'ancienne minorité du P.O.I. (Guikovsky) veulent faire ratifier leurs positions antérieures. La majorité du comité central se réclame des résolutions de la conférence européenne de janvier 1944 *. Pourtant elle y

* Le document attaque le schématisme du C.C.I., « constamment ridiculisé par la marche des événements » : la défaite de l'U.R.S.S., l'impossibilité du deuxième front, « les soviets à Paris avant l'arrivée des Américains », « la révolution allemande est commencée ». Prisonnier de son image abstraite de la révolution, le C.C.I. avait considéré en 1943 le P.C.F. comme enterré et affirmait que « la C.G.T. ne représentait plus rien ». Aujourd'hui, il affirme que les syndicats sont dépassés, s'oppose au front unique, met dans le même sac tous les adversaires et refuse les mots d'ordre démocratiques. En même temps son schématisme le conduit à des positions opportunistes : puisque la révolution est commencée, le C.C.I. en conclut « que les organismes de la

ajoute une postface qui en modifie profondément les perspectives⁷⁴. Il n'est plus fait allusion à l'imminence de la révolution en Allemagne. L'insurrection nationale apparaît rétrospectivement comme un premier sommet de la crise révolutionnaire considérée comme un "long processus". Le reflux de cette première vague amène l'abandon, en tant que mots d'ordre d'action immédiate, des appels à la constitution de comités ouvriers et à l'armement du peuple. Il faut lutter pour un syndicalisme de lutte de classes et des revendications démocratiques, pour la rupture de la coalition des partis ouvriers avec la bourgeoisie, pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Le P.C.I. renonce au mot d'ordre de paix immédiate qui serait compris « comme mot d'ordre de défense de l'impérialisme allemand » mais entend lutter contre la guerre par d'autres mots d'ordre comme « A bas une paix de brigandage et de rapines ! Fraternisation avec les ouvriers sous l'uniforme ! »

La majorité du comité central propose un plan d'action qui intègre les revendications démocratiques à la propagande pour les soviets, les propositions économiques aux revendications sociales :

« Au centre de notre agitation, nous devons placer aujourd'hui le mot d'ordre : *Du travail et du pain pour tous !* » Cela exige un plan de remise en marche de la production immédiate établi par les syndicats, la nationalisation sans indemnités ni rachat de toutes les industries clés, l'abolition du secret commercial et le contrôle ouvrier permanent sur la production. »⁷⁴

L'unanimité ne se fait que pour approuver la parution d'organes légaux*.

Résistance représentent le double pouvoir », qu'il faut « exiger l'application intégrale du programme de la Résistance ».

Le congrès condamne comme "gauchiste" l'éditorial de *la Vérité*, qui, en juin 1944 sous le titre : " Ils se valent ", renvoyait dos à dos Hitler et les alliés, Pétain et De Gaulle.

* Sur la rédaction du numéro *Liberté de la presse*, 10 délégués (C.C.I.) manifestent leur opposition. L'action de la majorité du comité central est approuvée par 23 délégués contre 16 (10 C.C.I., 6 minoritaires du P.O.I.). C'est le cinquième jour seulement que le congrès aborde le programme d'action. Cinq délégués majoritaires ont dû partir avant le vote. Celui-ci donne 17 voix à la majorité, 10 au texte du C.C.I., 6 au texte de Guikovaty, une abstention. La postface est adoptée par 23 délégués contre 10 (C.C.I.) et une abstention. La nouvelle direction compte 9 membres dont Bleibtreu, Demazière, Grimblat, Prager et Spoulber. Y. Craipeau a refusé d'en faire partie.

L'offensive von Rundstedt et le défaitisme révolutionnaire

Quelques semaines plus tard, une première crise, en Belgique, met en question l'union nationale. Le gouvernement en exil du réactionnaire Pierlot, imposé par Londres, s'était borné à coopter, pour sceller l'union nationale, un communiste et quelques socialistes, ressuscitant par ailleurs les institutions et la Chambre de 1940. Dès le 15 novembre, il prit un arrêté ordonnant la remise des armes et des munitions et prescrivant de perquisitionner, pour les reprendre, chez les militants des Forces de l'intérieur. Le décret stipulait en même temps l'interdiction des réunions publiques, la censure de la correspondance et la possibilité de perquisitions de jour et de nuit.

Deux jours plus tard, le docteur Harteaux, représentant du Parti communiste, (qui avait contresigné l'arrêté) quitte le gouvernement. Le Parti communiste, passant à l'opposition, s'efforce d'entraîner à des grèves et à des manifestations. En fait, l'opposition des communistes est surtout déterminée par la politique étrangère du gouvernement Pierlot qui s'engage unilatéralement avec l'Angleterre. Elle n'entraîne pas vraiment des mouvements de masse.

L'offensive von Rundstedt vient à point pour ressouder l'union nationale. Le 16 décembre, en effet, les blindés de la Wehrmacht foncent sur Liège et Charleroi. Ils semblent pouvoir renouveler la percée de 1940. Le leader communiste Demany demande en vain au gouvernement Pierlot de rendre leurs armes aux milices. En France, l'émotion est profonde. La guerre semblait lointaine. Brusquement l'inquiétude et la fièvre montent : va-t-on revoir les nazis ?

Le revirement de la situation militaire donne une nouvelle vigueur aux appels patriotiques. Au P.C.I. lui-même, il met à l'épreuve les principes du défaitisme révolutionnaire. Déjà, les militants communistes internationalistes de Nantes avaient participé à la lutte militaire pour libérer la poche de Lorient, affirmant que c'était le seul moyen de convaincre les travailleurs de la nécessité de l'armement du peuple : le comité central les avait condamnés. Mais en décembre, Spoulber et la majorité du comité central cherchent à répondre, autrement qu'en réaffirmant des principes généraux, aux masses populaires décidées à ne pas connaître une nouvelle occupation

nazie. Appeler les ouvriers à lutter contre le retour des Doriot et des Darnand, c'est les appeler à se mobiliser dans leurs organisations de classe — à constituer une commune de Liège ou d'Anvers, pour résister aux nazis. Certains militants préconisent même l'envoi de renforts des milices ouvrières dans les cités industrielles menacées. C'est le mot d'ordre des journaux locaux P.C.I. du 13^e et de Boulogne-Billancourt. D'autres militants pensent que c'est en tout cas une occasion de convaincre les travailleurs de la nécessité de l'armement du peuple — et de la nécessité de leur autodéfense⁷⁵.

Le comité exécutif européen de la IV^e Internationale critique ces mots d'ordre comme opportunistes. Le comité central fait son autocritique. Les mots d'ordre proposés auraient eu pour résultats « de créer la confusion sur les objectifs et, par un souci honnête de donner des réponses concrètes, de renoncer à la politique intransigeante du seul parti internationaliste. Notre appel à l'autodéfense n'aurait pas armé (politiquement ou matériellement) un seul ouvrier, mais il aurait incontestablement obscurci les idées de l'avant-garde, apportant lui aussi de l'eau au moulin du stalinisme et du chauvinisme [...].

» [...] Lorsque l'offensive allemande menaçait Riga, le parti bolchevique ne lança pas le mot d'ordre de défense, bien que Riga fût un authentique bastion bolchevique et bien que les soldats bolcheviques de Riga aient été les plus ardents à prendre les armes. La perte de Riga ou de Petrograd semblait moins grave que l'abandon du défaitisme révolutionnaire. » *

* Un article d'Etienne (Spoulber) rappelle cette citation de Lénine : « Nous ne deviendrons partisans de la défense nationale qu'après le passage du pouvoir au prolétariat. Ni la prise de Riga, ni la prise de Peter [Saint-Pétersbourg] ne feront de nous des partisans de la défense nationale ; jusqu'à ce moment-là nous tenons pour la révolution prolétarienne, nous ne sommes pas des partisans de la défense nationale. »

CHAPITRE IV

Des bâillons pour l'Europe

La révolution écrasée en Grèce

Tandis que, dans les Ardennes, von Rundstedt mène son offensive désespérée, en Grèce, du 3 décembre 1944 au 5 janvier 1945, les travailleurs se battent pour le pouvoir. La Grèce a été un des pays qui a connu l'oppression nazie la plus féroce et la résistance populaire la plus ardente. Plusieurs grèves générales ont paralysé les hitlériens dans leurs desseins. En même temps, les partisans menaient la guérilla dans les montagnes et contrôlaient une grande partie du territoire. Comme dans les autres pays, le Parti communiste avait constitué un front de libération nationale (E.A.M.) avec sa milice (E.L.A.S.). Dans les territoires libérés, l'E.A.M. levait les impôts, contrôlait les prix, répartissait les vivres ; elle était étroitement liée en mouvement ouvrier des villes. Dès avril 1943, les Anglais avaient cessé d'aider l'E.A.M. et lui avaient opposé un autre mouvement, dirigé par le colonel réactionnaire Zervas, l'E.D.E.S. ; « ayant pour but, écrit le *Daily Telegraph*, sous le couvert de la lutte nationale contre les occupants, de contrecarrer l'influence de

l'E.A.M. et de s'opposer, même par les armes, à son développement »⁷⁶. Pour seconder les forces hitlériennes dans la même tâche, le Laval grec, Rallis, constituait une milice fasciste « les bataillons de sécurité ».

Après avoir brutalement écrasé une mutinerie des marins qui avaient hissé le drapeau rouge sur les bâtiments de la flotte grecque réfugiée à Alexandrie, Papanthréou, chef du gouvernement grec en exil, n'en avait pas moins obtenu que la droite de l'E.A.M. participe à son gouvernement.

Churchill explique aux Communes dans quel esprit les Britanniques ont enfin débarqué en Grèce (en octobre 1944), tandis que l'E.A.M. avait libéré la plus grande partie du pays :

« J'ai insinué au président [Roosevelt] que nous devrions rassembler des forces pour entrer en Grèce quand la position des Allemands serait suffisamment affaiblie et surtout pour sauver Athènes de l'anarchie et de la famine qui la menaçaient. J'attirai son attention sur le fait que s'il y avait un long intervalle entre le départ des autorités allemandes de la ville et le moment où un gouvernement organisé pourrait être établi, il était fort probable que l'E.A.M. et les communistes extrémistes essaieraient de s'emparer de la ville... »⁷⁶

En Grèce, comme partout, le gouvernement décide de désarmer les partisans. Le dimanche 3 décembre, une gigantesque manifestation se déroule à Athènes contre cette décision. La police ouvre le feu sur la foule désarmée. Aussitôt, de tous les quartiers prolétariens d'Athènes et du Pirée, les armes sortent des cachettes. La grève générale balaye tout le pays. Pendant plus d'un mois le soulèvement se poursuit malgré l'armée anglaise aidée de l'E.D.E.S. et des bataillons de sécurité : il y a 16 000 tués et prisonniers du côté du peuple.

L'état-major de l'E.A.M. accepte le compromis proposé par Churchill : une régence assurée par le métropolite Damaskinos. Ce dernier appelle aussitôt au pouvoir Plastiras qui exercera la dictature.

Dans *IV^e Internationale*, Spéro (Raptis) considère ce compromis comme une trahison :

« A partir du 4 janvier 1945, les dirigeants de l'E.A.M., sans être battus militairement, reculent, abandonnent volontairement l'Attique, la Béotie et, par l'armistice du 12 janvier, livrent à Plastiras et à Scobie tous les ports et toutes les villes importantes du pays. »⁷⁷

Les soviétiques n'ont pas cherché à aider les révolu-

tionnaires. Le correspondant à Stockholm du journal suisse *Basler Nachrichten* peut écrire :

« La radio et la presse de Moscou gardent une réserve extrême sur la question grecque. Leurs rapports quotidiens sur la situation à Athènes ne proviennent que de sources anglaises et américaines. Le point de vue du gouvernement de Londres est mentionné, mais les rédactions soviétiques ne donnent aucun commentaire. M. Churchill est personnellement épargné, même dans les citations... »⁷⁸

Les partis communistes d'Europe protestent contre la répression et organisent plusieurs manifestations... Mais seulement devant les ambassades grecques. Eux aussi se gardent de s'en prendre aux responsables anglais.

Lutte de classes et *la Vérité* consacrent un numéro spécial à la révolution grecque. Le P.C.I. propose de généraliser l'action de soutien (vivres, médicaments, volontaires, armes) sous le contrôle des syndicats et de lancer une campagne « pour le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, d'ailleurs hypocritement inscrit dans la charte de l'Atlantique. »⁷⁹

Pour le P.C.F., l'écrasement de l'insurrection grecque constitue une confirmation de son orientation : voilà ce qu'il en coûte de rompre l'union nationale et de suivre les masses dans leurs impulsions révolutionnaires. Seize ans plus tard, Charles Tillon, alors exclu du P.C.F., continue à penser qu'une révolution eût été une « aventure » en 1944 : « Voyez l'histoire de la Grèce »⁸⁰. Mais à supposer que la révolution ait été écrasée — et non trahie — l'argument n'est pas décisif. L'armée anglaise pouvait venir à bout d'un petit peuple courageux et laissé à ses propres forces. Mais qu'aurait-elle pu faire devant une révolution généralisée à l'Europe ? Les mouvements ouvriers, qui commençaient à se développer en Grande-Bretagne pour protester contre la répression en Grèce, ne s'y seraient-il pas généralisés ?

Ce qui surprend les trotskistes, c'est la confiance que font aux staliniens les masses révolutionnaires.

« Pourquoi, dira-t-on, les masses ne rompent-elles pas complètement avec la direction qui les trahit ? Ici il est nécessaire de faire une autocritique sérieuse. Nous avons pensé que la bureaucratie stalinienne ne résisterait pas à la guerre impérialiste. Or, non seulement elle ne s'est pas effondrée, mais elle tire pour le moment tout le bénéfice des victoires remportées par l'Armée rouge et par l'économie planifiée. Le poids et le prestige du stalinisme se trouvent ainsi, pour le moment, considérablement accrus dans le monde. En fonction de leur confiance, les ouvriers grecs pensent que les paroles conciliatrices sont des manœuvres destinées à tromper la bourgeoisie, et, en prenant les armes, croient

être d'accord avec les véritables volontés de leurs chefs. Il va de soi qu'une telle équivoque ne saurait se prolonger éternellement. »⁸⁰

Mais le prestige de l'Union soviétique n'explique pas tout. Le véritable atout du Parti communiste, c'est qu'il a pris la tête de la résistance armée à l'oppression nazie. En Grèce, comme en Albanie et en Yougoslavie, la révolution est née de la résistance ouvrière et paysanne. Or les trostkistes grecs — dévoués et relativement nombreux — n'ont pas su s'engager résolument dans cette voie : ce sera la conclusion du deuxième congrès mondial de la IV^e Internationale en 1948 ⁸².

« La crise révolutionnaire en Europe »

Pour le comité exécutif de la IV^e Internationale qui se réunit en janvier 1945, les événements de Grèce sont le signe du mûrissement général de la crise révolutionnaire en Europe. Cette crise a été jusqu'ici étouffée par l'intervention de l'impérialisme : en Italie, en Belgique, en Grèce. En Espagne, il soutient Franco et cherche à « amortir le choc de sa chute inévitable ».

« En Allemagne enfin, au fur et à mesure que leurs armées y pénètrent, leurs mesures sont dominées par le souci constant d'éviter et de briser, dans le cas où elle se produirait, l'explosion révolutionnaire du peuple allemand, en imposant un régime d'oppression et de terreur qui est appuyé en partie sur les éléments fascistes de l'administration hitlérienne et des formations des S.S. »⁸³

La bureaucratie soviétique agit dans le même sens « comme il était prévu, mais de manière plus complexe ». Les partis communistes pratiquent presque partout une politique d'union sacrée. Mais « l'expérience grecque a démontré que l'attitude des partis communistes, dans une situation révolutionnaire caractérisée par le soulèvement général des masses et leur volonté de combattre, n'est pas uniquement fonction de la politique extérieure de l'U.R.S.S. »

Le comité exécutif ne défend plus l'idée que « la clé de la révolution est en Allemagne ». Mais il continue à penser que :

« Avec une inexorable nécessité, la guerre impérialiste se transforme en guerre civile. Tandis que la guerre impéria-

liste se prolonge encore, dans les pays "libérés", soit par l'Armée rouge, soit par les troupes alliées, la guerre civile s'allume et s'amplifie. »

C'est la situation économique qui est particulièrement explosive :

« Dans une série de pays, parmi lesquels la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, l'Italie, la Belgique, c'est surtout la ruine économique, manifestée par l'inflation, le chômage massif, la pénurie des vivres, qui est à la base de la fermentation révolutionnaire. Dans toute l'Europe, cinq ans de guerre impérialiste ont complètement désorganisé la vie économique, épuisé les ressources matérielles, ruiné le système des échanges, apporté la famine et la misère.

» Un chaos indescriptible règne dans tous les pays "libérés" sans aucune perspective d'amélioration prochaine.

» [...]L'action révolutionnaire des masses sape les dernières possibilités pour la bourgeoisie de rétablir son économie ruinée et délabrée par la guerre [...]; la moindre revendication des masses contre la vie chère, contre la famine, contre le chômage met en question les bases mêmes du capitalisme. »

Les mois qui viennent aggraveront encore cette situation. La maturation de la crise révolutionnaire dépend de l'impossibilité où se trouve la bourgeoisie de remettre en marche son appareil économique. Dans ces conditions il lui est impossible de faire fonctionner durablement un régime démocratique.

« Une ère "démocratique" intermédiaire relativement longue, jusqu'au triomphe décisif, soit de la révolution socialiste, soit du fascisme, s'avère impossible. Des manœuvres "démocratiques" ne sont cependant pas exclues dans chaque cas où la bourgeoisie, grâce à l'aide active de l'impérialisme étranger, et après s'être efforcée tout d'abord à repousser brutalement les premiers assauts révolutionnaires des masses, arrivera à reconstruire son propre appareil de coercition (armée, police), à désarmer et à dissoudre les organisations autonomes des masses, genre milices, partisans, etc., créées pendant l'occupation nazie et à reprendre confiance en elle-même. Il se peut que, dans ce cas, la bourgeoisie dispose d'une certaine marge de manœuvre "démocratique" dont elle ferait usage. Mais jamais ces possibilités ne dépasseront les cadres d'une solution factice et pour un temps extrêmement limité. »

Le comité exécutif définit donc les tâches des sections européennes en fonction d'une situation où les conditions sont « objectivement mûres » et même « en train de pourrir ». Ce qui manque ce sont les partis révolutionnaires. Chaque section doit « armer politiquement ses militants, renforcer ses moyens d'expression, principale-

ment les journaux légaux et... acquérir quelques positions solides dans les organisations syndicales et politiques. »

Chacune doit élaborer un programme d'action précis, actualisant le programme de transition et répondant à la ruine de l'économie ; à la crise politique de la bourgeoisie ; à la défense des formations populaires, politiques et militaires, sorties de la résistance à l'occupation nazie ; à la lutte contre l'ingérence de l'impérialisme étranger ; aux projets de paix impérialistes.

Le comité exécutif met en avant le mot d'ordre de gouvernement ouvrier : « Nous disons aux partis ouvriers : rompez la coalition réactionnaire avec les partis de la bourgeoisie, prenez le pouvoir et réalisez votre programme. »

L'Allemagne occupée sans révolution

En 1945, plus personne (sauf le C.C.I.) ne s'attend à une révolution en Allemagne. Cela ne signifie nullement que la classe ouvrière allemande ait été alors solidaire du régime nazi. Elle manifestait son opposition par ses efforts de fraternisation. Au début de 1945, la revue *New Statesman and Nation* rappelle que la fraternisation est la hantise des hitlériens :

« Les chefs nazis ont de tout temps fait l'impossible pour empêcher la fraternisation entre ouvriers allemands et étrangers. Les règles officielles étaient affichées dans chaque entreprise : *“L'ouvrier allemand est notre frère. L'étranger est l'ennemi de notre nation. En aucun cas on ne doit confier à un étranger le contrôle du travail allemand. Il est strictement interdit de parler aux ouvriers étrangers sauf pour des raisons de travail. Aucun ouvrier ou contre-maître n'a le droit d'inviter des étrangers chez soi ou de s'asseoir à la même table qu'eux.”* »

» Ces consignes et d'autres semblables ont été constamment violées. Un officier polonais qui, après son évvasion du camp, fut aidé par un grand nombre d'Allemands qui l'ont pourvu de nourriture et l'ont abrité, raconte : « *Les nazis craignaient la fraternisation avec les étrangers et appliquent des peines très sévères aux Allemands coupables d'actes de gentillesse. Malgré cela, nombre d'Allemands regardent les étrangers plutôt en camarades de misère qu'en ennemis. Les prisonniers sont informés sur le véritable état des choses et les nouvelles de la B.B.C. leur sont données par les Allemands qui travaillent à côté d'eux dans les champs ou les usines.* »

Depuis la fin de l'occupation, les internationalistes ne reçoivent plus de nouvelles directes des mouvements qui

ont lieu en Allemagne. La presse alliée donne, de loin en loin, des informations, du reste sujettes à caution. Une agence de Stockholm annonce que le village de Nemmersdorf, en Prusse orientale a été rasé sur l'ordre de Hitler, parce que la population refusait d'obéir aux ordres d'évacuation. D'autres dépêches annoncent des grèves à Mannheim et un soulèvement (?) à Düsseldorf. En tout cas, s'il y a eu des actes de résistance populaire, ils sont restés sporadiques et embryonnaires. Aucun mouvement populaire ne fait suite à l'attentat de Stauffenberg. C'est d'abord que la terreur a atomisé la classe ouvrière, exterminé ses cadres. Les nazis ont envoyé au front même les ouvriers qualifiés, écrasé chaque manifestation d'opposition à ses débuts. La défaite militaire n'entraîne pas automatiquement la révolution sociale. Elle affaiblit seulement la classe dirigeante. Pour profiter de cet affaiblissement, encore faut-il qu'il existe une force en face d'elle, avec un minimum d'organisation et de cadres. Rien de tel n'existe plus en Allemagne. Sur ce plan, l'analyse faite par Michel Collinet à la veille de la guerre ne manquait pas de réalisme*.

Mais cette situation a été démesurément aggravée par l'orientation internationale du mouvement ouvrier. Rien n'a été fait pour établir la solidarité entre les travailleurs allemands et les douze millions de travailleurs étrangers déportés en Allemagne. Rien n'a été fait pour appeler les ouvriers enrôlés dans la Wehrmacht à prendre conscience de la solidarité prolétarienne et de leur propre force. En face d'eux les travailleurs allemands n'ont trouvé que des impérialismes proclamant leur volonté de réduire leur pays, de le dépecer et de les écraser en tant que peuple. Ils n'ont trouvé que la haine contre les « boches », des partis ouvriers solidaires de leur propre bourgeoisie, et pratiquant avec elle l'union nationale. Bon gré, mal gré, il ne leur restait guère d'autre possibilité que de faire front ou d'essayer de tirer, individuellement, leur épingle du jeu. A mesure que la guerre gagne leurs frontières, leur opposition, au lieu de s'amplifier, fait place à la résignation.

A partir de mars 1945, alors que les soviétiques occupent déjà la haute Silésie et une partie de la Prusse orientale, commence l'assaut final. Les Occidentaux occupent le Palatinat et leurs armées convergent vers l'Armée rouge. En deux mois, tout le territoire du Reich

* Voir *Contre vents et marée*, ch. 1.

sera conquis. Les populations fuient en tous sens à travers les villes dévastées. Hitler ne parvient pas à faire exécuter ses ordres, par exemple de destruction généralisée *. Pourtant, au milieu de ce chaos, les nazis continuent à exercer le pouvoir jusqu'au bout et c'est l'amiral Dönitz, mandaté par Hitler, qui traite la capitulation.

Aucune tentative de soulèvement contre les nazis ne se dessine nulle part. Ecrasées sous un déluge de fer et de feu, les populations n'ont plus d'autre souci que d'essayer de survivre. Les hommes de la Wehrmacht ne peuvent plus penser qu'à désertier, malgré les menaces de mort, ou à se rendre le plus tôt possible : pour le mois de février, déjà, les pertes allemandes à l'Ouest s'élèvent à 350 000 hommes dont 293 000 prisonniers. Tout soulèvement révolutionnaire est impensable.

Bien entendu, à mesure qu'ils avancent en Allemagne, les Alliés, tant soviétiques qu'occidentaux, veillent à empêcher tout mouvement révolutionnaire, toute tentative éventuelle des travailleurs pour prendre leurs affaires en main. Pour eux, comme pour Hitler, la principale hantise est celle de la fraternisation avec la population.

Le reporter du *News Chronicle* écrit :

« Avec le passage des armées alliées, des pays libérés aux territoires conquis, la fraternisation est devenue un problème capital. Sur les bords des routes, il y a des inscriptions : « Vous êtes entrés en Allemagne ; la fraternisation est un crime. » Une série de pénalités allant des amendes à la prison ont été prévues. Plusieurs sentences ont déjà été appliquées aux troupes. *Stars and Stripes* indique aujourd'hui qu'une amende de 100 livres a été appliquée à un officier de la 1^{re} armée pour avoir visité le foyer d'un civil allemand.

» Déjà des administrateurs locaux qui reconnaissent avoir été nazis — malgré leur volonté et pour garder leur place, disent-ils — sont utilisés par les Alliés. Les fonctionnaires locaux, payés par les Alliés, sont traités avec déférence et courtoisie. « Pour faire respecter ces fonctionnaires par les Allemands, nous devons les traiter correctement, » me disait un gouverneur militaire.

» En même temps, cela pose certains problèmes pour les Allemands qui voient des hommes connus en tant que nazis, jouant maintenant un rôle dans la nouvelle administration sous contrôle allié.

* Dans *Le Troisième Reich* (éd. Stock), W.S. Schirer confirme qu'un tel ordre a bien été donné. Sur l'état d'esprit des troupes il donne par exemple cet ordre du jour du général Blaskovitz, commandant le groupe d'armée H : « Tout soldat surpris loin de son unité [...] et qui prétendrait se trouver à la recherche de son régiment [...] sera sommairement jugé et exécuté (5-3-45). »

» Les soldats alliés sont de même confus devant une attitude qui paraît vouloir faire du pauvre paysan ou du manœuvre l'ennemi qu'il faut éviter, tandis que les fonctionnaires bien habillés et beaux parleurs retournent à leurs postes.

» Le bourgmestre local est l'homme que les Alliés utilisent pour s'occuper de la main-d'œuvre. Je suis passé à travers villes et villages et partout des équipes de travail ont la même apparence misérable d'hommes pauvrement habillés, sous-alimentés et qui triment durement. En même temps, j'ai vu de jeunes Allemands bien habillés qui apparemment ne font rien, sauf rester à une fenêtre ou se promener dans la rue. Je ne peux pas m'empêcher de penser que, trop souvent dans ces circonstances, le bourgmestre, ou un autre Allemand appointé par nous pour s'occuper de la main-d'œuvre, exerce une discrimination qui exempte les Allemands "respectables" de cette obligation. Après tout, ils font partie de la même catégorie.

» Un soldat me disait, après un voyage à travers plusieurs villes : « *Il me semble que nous piquons parmi les mêmes Allemands que les nazis forçaient avec des coups de pieds à faire le sale boulot* » ; lorsque je répétais cette remarque à un gouverneur militaire, il me répliqua : « *Moi aussi, j'ai parfois la même impression. Mais, après tout, nous ne faisons pas travailler ces pauvres diables pour les punir, mais parce que nous avons besoin de leur travail, et je vous assure qu'ils sont habitués à ce genre de boulot.* »⁸⁴

Dans un reportage sur les territoires occupés par l'Armée rouge, le *Times* montre que l'attitude des occupants n'y est pas différente de celle des impérialistes occidentaux :

« La fraternisation est strictement interdite. Il est interdit aux Allemands de former des syndicats ou autres organisations. [...] Les Allemands paraissent stupéfaits qu'ils fâchent les Russes avec leurs cris de "rot-Front" (Front-rouge) ou avec leurs déclarations qu'ils avaient voté pour les communistes avant. »⁸⁵

La Vérité reste encore optimiste⁸⁶. En mai, cependant, il faut se rendre à l'évidence. Le bureau politique du P.C.I. déclare :

« Nous nous attendions depuis des années à ce que la guerre se termine en Allemagne par la révolution prolétarienne. Nous nous sommes trompés. L'impérialisme allemand est totalement écrasé, son appareil est complètement morcelé, mais son prolétariat ne s'est pas révolté. Douze ans de fascisme joints à la politique du stalinisme ont totalement privé le prolétariat allemand d'organisation et de perspectives.

» Il est maintenant démoralisé, apathique et atomisé. Il faudra attendre une assez longue période pour qu'il reprenne conscience de son rôle, qu'il se regroupe et reconstitue ses cadres sous l'influence de la situation catastrophique dans laquelle il va se trouver et sous l'influence

des mouvements révolutionnaires, éclatant dans les autres pays d'Europe. Mais ce redressement est rendu difficile par les déportations qu'il subit et la présence des armées d'occupation...

» Cette situation de l'Allemagne pèse lourdement sur l'ensemble de la montée révolutionnaire en Europe... »⁸⁷

Le partage du monde

Après le 8 mai, quelques voix discordantes s'élèvent seules, dans le concert de la jubilation chauvine. *Le Libértaire* explique pourquoi les anarchistes « ne pavoisent pas ». *Libertés* émet des réserves sur la paix qu'on prépare. Voici ce qu'écrit, non sans maladresses, *Front ouvrier* de Lyon, qui reparait après deux mois d'interdiction et titre : « LA PAIX A ÉCLATÉ ».

« [...] Comme une guerre, la paix a éclaté et nous devons la gagner. Je dis nous, les travailleurs de l'usine, des bureaux ou des champs, ceux qui souffrent de la faim et du froid, ceux qui meurent dans les hécatombes ou qui pourrissent dans les fosses communes, ceux qui supportent tout le poids de la guerre face à ceux qui se remplissent les poches, qui trament de louches combinaisons à peine fini le précédent massacre.

» Il faut exterminer les responsables nazis, socialiser l'économie allemande, donner les leviers de commande aux exilés et aux victimes de Hitler.

» Aucune confiance dans la bourgeoisie allemande, entièrement acquise à l'hitlérisme. Aucune confiance en la bourgeoisie internationale, qui a fourni au monde des Flandin, des Quisling et des valets à doctrine fasciste, et qui est prête à s'entendre avec les de Wendel et les Krupp. Seule l'union des travailleurs fera la paix du monde.

» Et c'est pourquoi nous ne croyons guère à l'efficacité de la conférence de San Francisco où s'affrontent déjà des appétits rivaux et où chaque nation ne se préoccupe que de s'assurer des positions stratégiques et économiques pour la lutte inter-trusts qui va s'ouvrir après la guerre.

» En face de l'avenir qui s'ouvre devant nous, lourd et dangereux de menaces, prolétaires, serrons les rangs pour gagner notre paix ! »⁸⁸

Tout autres, bien entendu, sont les préoccupations des puissances impérialistes. Si la guerre est la continuation de la politique, à son tour la politique est la continuation de la guerre. Les grands principes énoncés par la Charte de l'Atlantique pour justifier la guerre, font place, dès que la fin de la guerre approche, à une gigantesque foire d'empoigne où chaque impérialisme s'efforce d'accaparer les dépouilles des vaincus... et si possible celles des alliés

les plus faibles. En ce qui concerne la France, De Gaulle reprend les thèses de Maurras que rappelait *la Royale*, le chant des monarchistes : « La démocratie unitaire/A rassemblée les Teutons ennemis ». Il résume son programme dans *le Salut* : « Plus de Reich centralisé ! C'était à mon sens la première condition pour empêcher que l'Allemagne retournât à ses mauvais penchants. »⁸⁹

La Ruhr, « arsenal de matières stratégiques », devait recevoir « un statut spécial sous contrôle international ». Les territoires rhénans devraient voir leur économie « liée à un groupement formé par les Occidentaux ». « Tout commandait enfin que la Sarre, gardant son caractère allemand, s'érigeât elle-même en Etat, et s'unît à la France dans le domaine économique, ce qui, grâce au charbon, réglerait le problème des réparations. »

Staline n'envisage pas autrement le sort des peuples. Dans ses conversations avec De Gaulle, il explique que « Les anciennes terres polonaises de la Prusse orientale, de la Poméranie, de la Silésie doivent être restituées à la Pologne. En outre des rectifications sont à faire en faveur de la Tchécoslovaquie.

» J'observai, écrit De Gaulle, que nous n'élevions pas d'objection de principe à l'encontre de ces changements territoriaux, qui, au surplus, pourraient permettre de régler, par compensation, l'affaire de la frontière orientale de la Pologne. » Mais il demande une réponse sur la rive gauche du Rhin.

Ce n'est pas seulement l'Allemagne qui est ainsi dépeçée sans que soient consultés les peuples. A Moscou, les Anglais sont venus, eux aussi, s'entendre avec les Russes. Churchill résume ainsi le partage d'influence entre eux : « En Roumanie, les Russes auront 90 %, nous autres Anglais 10 %. En Bulgarie, ils auront 75 %, nous 25 %. Mais en Grèce, nous aurons 90 %, eux 10 %. En Hongrie et en Yougoslavie, nous serons à part égale. »

Mais les ambitions anglaises étaient plus amples : « Athènes, Belgrade, Beyrouth, Damas, Tripoli devraient demain, selon les plans de Londres, y compléter sous des formules diverses la prépondérance britannique, antérieurement appuyée sur Gibraltar, Malte Chypre, Le Caire, Amman et Bagdad. Ainsi trouveraient leur contrepartie les concessions que la Grande-Bretagne ne pouvait éviter de faire à la voracité des Russes et à l'idéologie capitaliste des Américains. »

De Gaulle lui-même constate qu'on est ramené au découpage de l'Europe entre les monarchies par le traité

de Vienne. Sauf qu'en 1945, il s'agit du découpage de la planète. Il conclut philosophiquement : « Aucune épreuve ne change la nature de l'homme ».

Ce qui a changé ce n'est pas l'expansionnisme des puissances — féodales ou capitalistes —, c'est le comportement des partis qui se réclament du socialisme. En France, la politique maurrassienne de De Gaulle est approuvée à l'unanimité. C'est-à-dire communistes et socialistes y compris.

En février 1945, à Yalta, Américains, Anglais et Russes ont réglé à trois le sort de l'Allemagne et de l'Autriche, celui des pays "libérés", gardé le silence sur l'annexion par les Russes des pays baltes, approuvé les changements territoriaux de la Pologne, conclu des accords secrets sur les zones d'influence, proposé aux Russes, moyennant leur entrée en guerre contre le Japon, la rétrocession des territoires perdus par eux en 1905, décidé de l'organisation en commun des Nations unies pour le gouvernement de la planète.

En juillet 1945, à Postdam, les trois se réunissent à nouveau pour régler définitivement le sort de l'Allemagne vaincue, Truman remplaçant Roosevelt, décédé en avril. Ils se bornent à entériner les accords de Yalta, avec quelques rectifications (l'annexion de Kœnisberg par les Russes).

La paix de 1945 ne tient aucun compte de la volonté des peuples, bien moins encore que celle de Versailles, si violemment dénoncée par l'Internationale communiste comme un monstre impérialiste. Plus exactement, cette fois, il n'est même pas signé de traité de paix. Le nouvel ordre européen et mondial n'est qu'un équilibre de fait, la constatation d'un rapport de forces.

Le seul garant du nouvel ordre, c'est la bombe atomique, dont Truman annonce à Postdam le caractère opérationnel, et qui va en effet raser Hiroshima le 6 août, Nagasaki le 9 août.

Mais, cette fois, les partis communistes se gardent bien d'attaquer la "paix" impérialiste. Ils la défendent au contraire avec le même enthousiasme qu'ils avaient mis à participer à la guerre impérialiste. Les peuples d'Europe ne doivent pas être « abandonnés à eux-mêmes », il faut les protéger contre eux-mêmes.

« Certains s'en vont répétant avec amertume que les "trois grands" nous ramènent à plus d'un siècle en arrière, à la politique de la Sainte-Alliance, comme s'il était possible de comparer la coalition des rois et des tyrans de 1813 à la coalition antihitlérienne des démocraties.

» [...] Ils souhaiteraient que les pays d'Europe soient abandonnés à eux-mêmes, jetés dans un chaos de difficultés, de conflits et de troubles... »⁹⁰

Plus d'un an après la fin des hostilités le Parti communiste s'en tiendra toujours à la politique de Poincaré sur les réparations. En juin 1946, il pose ainsi ses conditions à la participation au nouveau gouvernement avec le M.R.P. et le Parti socialiste :

« Le gouvernement de demain, poursuivant la politique extérieure du gouvernement actuel, devra s'employer à faire reconnaître le droit pour la France à percevoir les réparations auxquelles elle peut légitimement prétendre ; le droit à obtenir de plus importantes livraisons de charbon allemand et à faire triompher la politique de sécurité définie au cours des derniers mois par le gouvernement unanime. »⁹¹

Les faibles organisations internationalistes sont seules à dénoncer la paix impérialiste, le secret des tractations diplomatiques, les déportations de populations, le découpage des territoires selon le bon vouloir des grandes puissances. Elles sont seules à réclamer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes :

« La paix impérialiste qui s'élabore actuellement par le directoire des "trois grands", introduit en Europe un système d'oppression nationale particulièrement lourd pour l'Allemagne et l'Italie.

» La IV^e Internationale proclame le droit de chaque peuple à disposer de lui-même, lutte pour ce droit et lance dans chaque pays le mot d'ordre : départ immédiat des troupes d'occupation. »⁹²

CHAPITRE V

La guerre finie, l'union nationale continue

Les organisations ouvrières après la guerre d'Europe

Déjà, nous l'avons vu, une fois les Allemands chassés du territoire, les travailleurs français s'étaient quelque peu désintéressés de la guerre. Ils n'étaient nullement neutres à l'égard du fascisme et de l'hitlérisme et ils souhaitaient leur défaite. Mais ils aspiraient avant tout à la paix : ils sentaient confusément que les belligérants poursuivaient des objectifs qui n'étaient pas les leurs.

Pour eux, le 7 mai a marqué la fin d'une hantise : l'éventuel retour en force des troupes hitlériennes. Pour eux, la guerre est finie. Celle qui continue à faire rage en Extrême-Orient leur est étrangère. La France, du reste, n'y participe guère, malgré les efforts du général De Gaulle pour l'y engager.

Pourtant, le 7 mai ne marque aucune solution de continuité. Tandis qu'en Europe la guerre se termine sans que soit signée la paix, en Asie et en Afrique, la guerre impérialiste se transforme en une guerre des peuples colonisés pour conquérir leur indépendance.

Après la guerre contre Hitler : l'union nationale continue

« Jusqu'à présent, écrit *Libertés*, les partis et les syndicats français suivent une politique d'unanimité nationale semblable à celle du Labour. Et peu importent leurs récriminations et critiques (le Labour aussi se permet des critiques) puisqu'ils restent néanmoins solidaires d'un gouvernement qu'ils critiquent. »⁹³

Les organisations révolutionnaires ne modifient leurs perspectives antérieures que là où elles ont été formellement démenties par les faits et continuent à espérer une prochaine explosion révolutionnaire en Europe.

Quant aux partis ouvriers, socialistes et communistes, en France comme dans toute l'Europe occidentale, ils continuent leur politique d'union nationale avec leur bourgeoisie et, solidaires de leur impérialisme, s'associent à la répression des mouvements des peuples coloniaux en lutte pour leur indépendance.

Du moins, après la guerre, les travaillistes reprennent-ils leur liberté. Ils écrasent les conservateurs aux élections de 1945, malgré la popularité de Churchill. En France, l'union nationale se poursuit une fois terminée la guerre contre Hitler.

La guerre n'a fait que servir de prétexte. Les socialistes S.F.I.O. pratiquaient depuis longtemps la collaboration des classes au gouvernement : avec l'aile libérale de la bourgeoisie. Quant au P.C.F., comme on a vu par l'article de Monmousseau, la stratégie de « front des Français » était motivée par des raisons plus profondes que la simple menace hitlérienne.

Au X^e congrès du P.C.F., Maurice Thorez explique que son parti reste fidèle au « gouvernement d'union nationale » :

« Pour notre part, nous entendons ne pas nous dérober aux exigences et aux obligations de l'unité nationale. Nous envisageons comme la perspective la plus heureuse pour notre pays le maintien prolongé aux affaires d'un gouvernement de large unité nationale et démocratique, réalisant ainsi les meilleures conditions d'autorité et de stabilité, et s'appuyant franchement sur le peuple. »⁹⁴

Il ne s'agit du reste pas d'une stratégie spécifiquement française. Elaborée à Moscou, elle a comme principal objectif le soutien de la politique étrangère soviétique, mais débouche sur une stratégie nationale pour arriver

au pouvoir. Voici comment *IV^e Internationale* analyse cette stratégie :

« [...] Partout en Europe, sauf en Allemagne (où, en réalité, cette même politique prend d'autres formes) la bureaucratie [soviétique] soutient le chauvinisme, les politiques nationales agressives et de "prestige" et prône à chaque occasion l'expulsion, même massive, de certaines nationalités et des éléments allogènes, en vue de la formation de prétendus "Etats nationaux" (expulsion des Allemands des Sudètes, revendications tchèques sur une partie de l'Allemagne, formation d'un Etat polonais uninational grâce à l'expulsion des allogènes et à la fixation arbitraire de nouvelles frontières, etc.). Si, vis-à-vis de l'Allemagne, ceci tend à la réduction par la force de son espace national, vis-à-vis des autres pays, ceci place en réalité le stalinisme au service de toutes les bourgeoisies européennes, actuellement "amies" de l'U.R.S.S. Le fait que le parti stalinien accorde tout son appui à la politique de brigandage de l'impérialisme français représentée aujourd'hui par De Gaulle s'accompagne des considérants : a) que le P.C. arriverait ainsi à "unifier la nation" derrière son drapeau et à élargir son influence sur la base d'une politique petite-bourgeoise ; b) qu'il assurerait ainsi à l'U.R.S.S. une alliée puissante qui ne pourrait se retourner contre cette dernière, précisément à cause de la grande masse influencée par le P.C.F.

» Or, s'il est certain que la bourgeoisie s'accorde maintenant au mieux avec cette nouvelle orientation et essaye de l'exploiter le plus possible (paix sociale, création d'une grande armée, renforcement de l'esprit chauvin qui pénètre dans la classe ouvrière, etc.) l'équilibre qui en résulte reste quand même extrêmement instable : la tension croît tout naturellement entre l'appareil [de l'Etat] et le P.C.F. qui essaye de l'obliger à suivre un chemin donné (alliance avec l'U.R.S.S.) — en même temps qu'à la base du régime se développent implacablement les contradictions fondamentales, propres à tout régime capitaliste, et qui mettent elles aussi en jeu la "paix sociale" et les blocs nationaux.

» En somme, la politique stalinienne ne fait que livrer, désarmée, la classe ouvrière à l'appareil de la bourgeoisie : à partir d'un certain moment, comme nous l'avons souligné par ailleurs, c'est ce dernier qui peut choisir et qui choisit l'heure de changer les rapports de forces en sa faveur. »⁹⁵

Résistances ouvrières : la grève du **Le**neur parisien

Dans l'ensemble, le Parti communiste et la C.G.T. parviennent remarquablement à faire respecter la paix sociale et à empêcher les luttes ouvrières. Pourtant, dès les derniers mois de la guerre, la politique anti-grève de la C.G.T. commence à rencontrer des résistances, encore que non formulées politiquement. Ces résistances sont sporadiques au début de 1945. Mais quelques incidents sont significatifs du mécontentement ouvrier. *Le Drapeau*

rouge (P.C.I. du Nord) indique une grève contre la municipalité socialiste de Lille :

« Vers la fin du mois de décembre 1944, les services de la propreté publique de la ville de Lille — municipalité ouvrière (?) socialiste (?) — avaient fait une grève de protestation de vingt-quatre heures par suite de non-paiement de l'augmentation et de l'indemnité de rappel. Cette grève avait été décidée à l'unanimité contre la volonté des syndicats, Ghislaine en tête... »⁹⁶

Le Soviet de Panhard (P.C.I.) publie une lettre d'un ouvrier dont l'équipe refuse de travailler dans un atelier glacial et qui ne comprend pas l'intervention du responsable de la C.G.T. pour leur faire reprendre le travail⁹⁷.

Front ouvrier, de Loire-Atlantique, donne un autre exemple — infime — mais significatif de la colère ouvrière :

« Dernièrement un ouvrier des chantiers Dubigeon qui emportait une musette de bois fut mis à pied trois jours. Le 15 février, les ouvriers, voyant sortir une camionnette de bois destinée au directeur Leroux, la déchargèrent et débrayèrent trois quarts d'heure, réclamant du bois pour leurs gosses. »⁹⁸

Octobre, de Bordeaux, appelle à réagir contre les licenciements des inscrits maritimes :

« Le port autonome veut débaucher 120 marins le 28 février. Les 60 remorqueurs sont sans pain depuis le 1^{er} février. Les départs pour l'Angleterre et l'Amérique se font au compte-gouttes. Il faut que la résolution prise en assemblée générale obtienne satisfaction. Pour cela, il faut préparer soigneusement la lutte qui, au besoin, doit aller jusqu'à la grève... Il est honteux qu'une poignée d'armateurs fassent des centaines de victimes. »⁹⁹ *

En mars, les grèves commencent à se multiplier. Des débrayages ont lieu chez Coder, aux forges de Meudon, chez Chausson, à General Motors, chez Rosengart. Chez Citroën, la grève éclate aux Epinettes contre l'élargissement de l'éventail des salaires. Le P.C.F. réussit à l'empêcher de s'étendre aux usines Citroën de Levallois et de Javel : le patronat autorise son représentant à circuler toute la journée dans les usines.

Désormais les ouvriers qui se mettent en grève se

* L'auteur de l'article, Marcel Forni avait été pendant la guerre un des responsables régionaux du P.O.I., puis du P.C.I., avec Meurice et Madeleine Forcada. Il avait à son actif l'organisation de plusieurs actions spectaculaires parmi les marins de Bordeaux.

gardent de prévenir le centre syndical : ils savent qu'il interviendrait aussitôt pour stopper le mouvement.

Au congrès des services publics, la grève générale est repoussée de justesse. A l'assemblée générale des ouvriers boulangers, Racamond incite les ouvriers à se contenter de la minime augmentation qui leur est proposée et attaque avec violence les trotskistes : il évite la grève. En revanche, à la fin de mars, les employés de cinéma se sont mis en grève à l'unanimité et obtiennent 30 % d'augmentation.

En février 1945, se produit la première grande grève : celle des 12 000 ouvriers imprimeurs du Labeur parisien qui ont passé outre aux consignes de la centrale. Le P.C.F. attaque les grévistes, fait semblant de croire qu'ils sont téléguidés par les forces réactionnaires, s'inquiète de savoir qui se trouve « dans les coulisses de la grève ». Des militants du P.C.F. tentent même de prendre par la force les imprimeries occupées et sont repoussés avec des lances d'incendie.

Dans un tract dont les distributeurs sont agressés par le P.C.F. et remis par son service d'ordre aux mains de la police, la région parisienne du P.C.I. appelle les travailleurs à la solidarité avec les ouvriers du Labeur et s'adresse aux grévistes :

« La classe ouvrière a les yeux sur vous. Il faut que vous meniez votre lutte jusqu'à satisfaction de vos revendications. Organisez des réunions de grévistes devant chaque entreprise. Utilisez de larges comités de grève. Allez en masse aux entreprises qui travaillent encore et demandez aux ouvriers de se rallier à vous. Exigez que la direction du syndicat rompe publiquement avec sa politique d'alliance avec les patrons. Exigez qu'elle s'engage à ne pas rattacher les salaires aux prix de vente. Les patrons déclarent être "pauvres", déclarent "perdre de l'argent" : demandez l'abolition du secret commercial et le contrôle des livres de comptes par les ouvriers. Faites appel dans les unions locales à la solidarité des ouvriers des autres corporations. Ne faites pas confiance aux promesses que ministres et patrons ne manqueront pas de vous faire. Ne vous laissez pas intimider par leurs menaces. Unis et décidés, on ne pourra rien contre vous. A bas la coalition avec la bourgeoisie ! A bas l'union sacrée ! Vive la solidarité prolétarienne ! Vive la grève des ouvriers du Livre ! »

Pour le 1^{er} mai 1945, la C.G.T. veut imposer, comme en 1939, de faire de cette journée, une journée de « travail de choc ». Les protestations sont si nombreuses qu'elle recule. Le 1^{er} mai est une journée de manifestations ouvrières. A Lyon, par exemple, si l'on en croit *Front ouvrier*, 250 000 manifestants défilent de la place Kléber

à la place Bellecourt. La grève est générale. On occupe la préfecture. « A la Bourse, les délégués syndicaux, au milieu de bravos frénétiques, firent acclamer les mots d'ordre d'échelle mobile des salaires, sous contrôle ouvrier, et de la formation des milices ouvrières. » * ¹⁰⁰ Le commissaire de la République promet la parité des salaires avec Paris et un meilleur ravitaillement.

L'évolution à gauche

L'opinion publique est nettement à gauche. Cela se traduit aux élections municipales par le succès du P.C.F. : 40 % dans la région parisienne. Plus clairement encore aux élections pour la Constituante, en octobre 1945 : le P.C.F. obtient 26,16 % des voix, le P.S. 24,16 %, contre 24,6 % au grand parti de la droite, le M.R.P. Pour la première fois socialistes et communistes disposent de la majorité au Parlement : mais ils s'empresent de reconduire le gouvernement tripartite **. Les trotskistes n'ont présenté de candidats que dans quelques circonscriptions : ils obtiennent 45 000 voix (2,5 % dans une circonscription de Paris).

Le bureau politique du P.C.I. estime que les élections « marquent incontestablement une poussée à gauche du prolétariat et de la petite-bourgeoisie ». Il voit également des signes de la « radicalisation des masses » dans la puissance de la manifestation du 1^{er} mai, dans les « très nombreuses protestations au sein de la C.G.T. et même du P.C.F., contre la décision bureaucratique du travail de choc le 1^{er} mai », dans les « très nombreuses escarmouches [des travailleurs] pour leurs revendications ». Mais cette montée révolutionnaire « s'effectue pour le moment à un rythme lent, à cause du poids extrêmement lourd des appareils bureaucratiques et encore dans le cadre de ces appareils ». ¹⁰¹

Déjà en mars, *la Vérité* s'adressait aux ministres communistes et socialistes :

« Ce gouvernement, vous ne le contrôlez pas. Vous n'êtes que des otages, destinés à tromper les masses populaires

* *La Vérité* du 13 avril publie une déclaration du bureau politique du P.C.I. : « LE 1^{er} MAI DE LUTTE POUR LE PAIN ET L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES. »

** Le P.C.F. proposera du reste au P.S. un gouvernement bipartite, mais se ralliera aussitôt à la reconduction du tripartisme.

sur son caractère réel... Les mesures policières qui ne visaient jusqu'à présent que les ouvriers révolutionnaires commencent à toucher les partis de collaboration de classe. Cogniot reçoit la visite d'un inspecteur. La presse de province du P.C.F. met en garde les sections contre les policiers qui cherchent à s'approprier les listes des militants...

» [...] La Résistance, comme une poule qui aurait couvé un canard, ne reconnaît plus "son" gouvernement. De Gaulle ne prend aucune précaution pour atténuer sa désillusion. A une délégation de la Consultative venue lui offrir sa participation à la politique de grandeur, le maréchal deux étoiles a répondu qu'il était le seul responsable devant le pays et qu'il n'entendait pas plus que par le passé tenir compte des votes du Parlement-croupion.

» Il faut rompre la coalition. Il faut dès maintenant mobiliser les masses populaires pour le soutien à un gouvernement formé par les partis socialiste, communiste et par la C.G.T. »¹⁰²

Lutte de classes * et *Libertés* mènent la même campagne, mais en s'en tenant davantage au plan parlementaire : « Que cesse cette coalition ingouvernable où C.G.T., communistes et socialistes sont en face d'une majorité de ministres qui sont en minorité dans le pays », écrit Rimbart en août.

En septembre *Libertés* réclame « le retrait des ministres socialistes et communistes ». En octobre il titre : « GOUVERNEMENT OUVRIER. » En novembre, Marc Guené écrit, après les élections à la Constituante : « Il faut réaliser le programme du C.N.R. par les réformes de structures et les nationalisations ». En janvier 1946, l'éditorial demande un gouvernement socialiste-communiste appuyé par la C.G.T. Il ajoute « mais le Parti socialiste préfère un gouvernement tripartite et les communistes n'en sont pas fâchés ».

Pourtant certains responsables communistes commencent à se poser des questions. On en trouve rétrospectivement l'écho dans la défense d'André Marty qui, en 1952, revient sur la politique du P.C.F. après la libération :

* La *Lutte de classes*, n° 46, 2 mai 1945 : « COMMENT L'ETAT CAGOULE PROTÈGE ET NOURRIT LE FASCISME » : « Obéirez-vous à la volonté des masses ? Maintenant, Messieurs les bureaucrates, les masses ont fait leur devoir ; faites le vôtre. Allez-vous, oui ou non, mettre en demeure vos collègues bourgeois du gouvernement de cesser leurs attaques contre le peuple, en les menaçant de démissionner ? Les masses françaises ont doublement manifesté leur volonté communiste et socialiste, le 29 avril et le 1^{er} mai. Allez de l'avant, sinon les travailleurs vous vomiront et rallieront le seul drapeau communiste capable de les mener à la victoire, le drapeau de la IV^e Internationale. »

« Certes il était juste d'appeler à l'effort de tous, ouvriers en tête, pour la guerre contre l'impérialisme hitlérien, puis pour la reconstruction.

» Mais y avait-il égalité de sacrifices entre les ouvriers écrasés par le marché noir, les coupures de courant entraînant le travail de nuit, les difficultés énormes de la vie, et les gros industriels, en général traîtres, revenant peu à peu, entassant des bénéfices monstrueux ? Tandis que « *la saisie des biens des traîtres* » (les gens des trusts : programme de la Résistance) était rapidement enterrée, même dans notre propagande.

» Cela n'explique-t-il pas le fait que, dans les élections législatives de la région parisienne en 1945 et 1946 nous avons rarement rattrapé, dans les centres essentiels, le niveau de 1936 ? On a même constaté dans la Seine (ouest), la Seine-et-Oise (Argenteuil) et d'autres centres ouvriers une nette opposition ouvrière au parti, manifestée par un report de voix sur les listes internationalistes trotskistes. » * 103

Les adversaires de l'union nationale à la fin de la guerre

Les anarchistes n'interviennent guère plus dans la dernière phase de la guerre qu'avant la fin de 1944. Leur mensuel se borne à rappeler les positions traditionnelles des anarchistes contre les élections : « La liberté n'est pas dans l'urne » (avril). Quand se pose le problème de la Constitution, en septembre 1945, *le Libertaire* publie en manchette « PAS DE CONSTITUTION ! RÉVOLUTION SOCIALE ». Il explique :

« Voici, selon nous, en quel sens le référendum devrait être rédigé :

1. Etes-vous pour la disparition complète du patronat ?
2. Etes-vous pour l'égalité économique, pour l'abolition complète des privilèges, des inégalités sociales (quelle que soit la fonction de chacun), pour la suppression de la propriété des moyens de production et par conséquent pour la libre association des producteurs ?
3. Etes-vous pour la suppression de l'armée et la substitution de communes libres à l'Etat ?

» Si l'on présentait au peuple un référendum ainsi conçu, on pourrait alors parler de souveraineté populaire, car ce serait bien là lui remettre sa destinée entre les mains. » 104

* Marty était intervenu dans ce sens au B.P. après les élections de novembre 1946. Ligou note : « Dès décembre, les "durs" du P.C., Marty, Fajon, Casanova, et surtout les syndicalistes réclamaient, contre Thorez et Duclos, le retour à l'opposition. La montée des revendications ouvrières, la politique indochinoise, la poussée, ici et là, du trotskisme, inquiétaient beaucoup de militants. »

En octobre 1945, la Fédération anarchiste reprend son indépendance et *le Libertaire* paraît comme son organe mensuel. Il engage une polémique contre le P.C.I. sur l'attitude devant le référendum, puis contre le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan. En décembre sous le titre : « IL FAUT FORGER L'UNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE », il rend compte de la conférence nationale de la Fédération anarchiste, réunie en décembre 1945. La conférence :

« décide d'intensifier la propagande anarchiste, par la vulgarisation de la commune libertaire, seule forme d'organisation économique et sociale pouvant garantir la liberté individuelle sans négliger les intérêts généraux ; décide de participer aux luttes ouvrières en s'inspirant des principes fédéralistes propres au syndicalisme révolutionnaire et en se différenciant nettement de tous les partis politiques [...]. » Les ouvriers et techniciens, par la grève générale insurrectionnelle, déposséderont le patronat de la propriété des moyens de production, de distribution et d'échange, s'en saisiront afin d'organiser eux-mêmes l'économie (production, consommation et crédit) sur la base de la Commune libertaire... »¹⁰⁵

Désormais, les anarchistes prennent plus nettement position sur les luttes ouvrières : « TRAVAILLEURS A L'ACTION ! DÉBLOQUONS LES SALAIRES ! », titre le numéro du 20 février 1946. Ce numéro est saisi par le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, en même temps que *la Vérité*. Seuls protestent *Libertés* et *Franc-Tireur*. Autorisé enfin, comme *la Vérité*, *le Libertaire* paraît désormais sur une feuille grand format.

En fait, les anarchistes n'ont plus guère d'influence. Les anarcho-syndicalistes ont perdu leur dernier bastion : la fédération du Livre. Ils ne sont l'objet d'aucune attaque (et d'aucune mention) dans la presse communiste ou socialiste. Ils n'apparaissent guère que dans les Auberges de jeunesse.

*
**

De son côté, le courant socialiste de gauche n'a pas réussi à se donner une organisation. L'assemblée des « Amis de *Libertés* », en juin 1945, s'est bornée à approuver la campagne pour l'unité du P.C.F. et du P.S. *Libertés* doit se limiter à apporter un soutien critique aux deux partis.

Or, dans ce rôle, il est de plus en plus éclipsé par deux quotidiens parisiens : *Combat* et surtout *Franc-Tireur*. L'évolution de ces deux quotidiens issus de la Résistance

est significative de la crise des mouvements de résistance. Bon nombre de militants, nés à la vie politique au cours de la Résistance, avaient cru que le programme du C.N.R. constituerait la charte de la France libérée, que la libération nationale entraînerait une libération sociale, que le pays serait arraché aux « puissances d'argent » et que les mouvements de résistance prendraient en main les destinées du pays. Il leur faut déchanter.

Dès la libération, la scène politique est occupée par les anciens partis (communiste, socialiste, radical) ou de nouveaux partis qui ressusitent les partis du centre (Mouvement républicain populaire, M.R.P.) et de la droite classique (P.R.L.). Les mouvements de résistance deviennent des appendices des partis (le Front national celui du P.C.F., le Mouvement de libération nationale celui du P.S., ...).

Or ces formations politiques ne font rien pour appliquer le programme du C.N.R. Les partis ouvriers s'y réfèrent pieusement mais se gardent de troubler l'union nationale en essayant de le mettre en œuvre : ce programme est du reste flou et s'en tient à des généralités. En fait, communistes et socialistes se bornent à mettre la Résistance au service du gouvernement d'union nationale. Les « états généraux de la Résistance » n'ont été qu'une parodie. Le serment final s'est réduit à un seul mot d'ordre : « servir ».

Dès lors, les mouvements de la Résistance éclatent — notamment le Front national — (dont une bonne partie des cadres rejoignent les formations réactionnaires) ou sont en crise permanente — comme le M.L.N. — qui deviendra une formation politique apparentée à la S.F.I.O., mais à son extrême droite : l'U.D.S.R. (Union démocratique et socialiste de la résistance) avec René Pléven.

Ceux qui refusent cette évolution expriment au contraire une opposition à gauche de la S.F.I.O. C'est le cas de Claude Bourdet dans *Combat* (qu'il devra du reste finalement quitter). Le quotidien qui traduit le mieux cette opposition confuse est *Franc-Tireur*. Tout en soutenant pour l'essentiel les partis ouvriers, et malgré la pression d'un fort noyau pro-stalinien, ce quotidien se distingue par son franc parler. Ses habitudes de fronde lui valent les rigueurs de la censure et les attaques de la presse communiste. Mais cette critique reste du domaine du journalisme.

*
**

Les trotskistes demeurent pratiquement la seule opposition organisée. Encore se décident-ils difficilement à paraître au grand jour. Le groupe *Lutte de classes* qui a pris le nom d'Union communiste internationaliste, ne se posera le problème de son apparition légale qu'en 1946, après la légalisation de *la Vérité* et du *Libertaire*. Quant au P.C.I., il reste timide. En janvier 1945 son comité central décide : « les comités régionaux s'efforceront d'organiser dans chaque rayon une ou deux cellules, chargées du travail semi-légal » et signale qu'un rayon parisien « a déjà fait l'expérience d'une réunion de propagande »¹⁰⁶.

Pourtant, il diffuse plusieurs brochures bien faites : *Du Travail et du pain pour tous* ; *Le Discours de Thorez à Ivry* ; *Les Trotskistes sous la terreur nazie*. Le retour des déportés en avril-mai lui rend quelques-uns de ses cadres : Beaufrère, Chauvin, Clémenceau, Corvin, Filiâtre...

Le climat y devient plus détendu. En février 1945, la minorité du comité central (ex-C.C.I.) procède à une autocritique publique de ses positions antérieures :

« 1. L'évolution de la situation politique en Europe et dans le monde, ainsi que la discussion au sein du parti unifié a convaincu la tendance de la minorité du comité central (ex-C.C.I.) de la nécessité d'opérer une révision de la ligne politique qu'elle a défendue, en particulier jusqu'au congrès national. [...]

» 2. La tendance de la minorité du comité central pense que les textes essentiels défendus par l'ex-C.C.I. avant et depuis la fusion doivent être rejetés à cause de leur caractère schématique non marxiste. » [Cette autocritique, explicite-elle, vise à] « permettre aux points de vue justes et progressistes que nous avons apportés dans la discussion, de porter ses fruits. »¹⁰⁷

Les adversaires du C.C.I. font remarquer que ces militants reconnaissent leurs erreurs sur des points où les événements les ont rendues évidentes depuis longtemps, mais que tout leur système de pensée (schématique et antimarxiste en effet) reste le même. Les « points de vue justes et progressistes » dont se targue le C.C.I. doivent être sujets à caution.

Mais cette autocritique change l'atmosphère : en avril par exemple, au congrès de la région parisienne, les rapports politiques et d'organisation sont votés à l'unanimité, « signe du rapprochement véritable des différentes tendances »...¹⁰⁸

« Le congrès a été suivi par 32 délégués, les représentants des organismes centraux et une dizaine d'invités. La moyenne d'âge des délégués était de 27 ans, la moyenne d'ancienneté dans le parti de 5 ans, 18 des 32 délégués étaient des ouvriers, 6 avaient été emprisonnés. »

Une tentative de rapprochement a lieu en juillet 1945 entre P.C.I. et Union communiste ; « numériquement faible [ce groupe] nous apparaît comme composé de militants sérieux et dévoués », écrit le P.C.I. Dans un bulletin intérieur commun, l'Union communiste fait connaître ses griefs dans une *Lettre ouverte pour combattre la contrebande pivertiste au sein de la IV^e Internationale*¹⁰⁹ : Elle reproche au P.C.I. d'avoir revendiqué le titre de « premiers résistants », d'avoir cherché à « mettre à profit » la situation d'août 1944, d'avoir participé à l'épuration, d'avoir mené campagne pour la légalisation de *la Vérité*, d'avoir écrit en juin : « nous ne sommes pas un groupe de conspirateurs ». A cette politique « opportuniste », ils opposent le travail d'opposition syndicale mené par leurs camarades dans « une usine importante de la région parisienne » (Renault).

Le P.C.I. considère que ces divergences sont pour la plupart artificielles. Mais *Lutte de classes* « n'est pas encore parvenu à surmonter un certain sectarisme gauchiste. De là le caractère souvent infantile de sa propagande. » Cet infantilisme s'est en effet manifesté en août 1944 : dire aux travailleurs « il faut faire la révolution » ne sert à rien « si l'on ne leur indique pas quelle doit être leur action concrète du jour ou celles du lendemain ».

Le P.C.I. pense que ces divergences « peuvent s'exprimer au sein d'un parti commun ». Mais la discussion n'a pas de suite. Les deux organisations ne parviennent même pas à coordonner leur action.

Pourtant, certains signes montrent que les organisations trotskistes ne sont plus aussi isolées et que leurs mots d'ordre commencent à trouver un écho dans les usines. C'est d'abord la violence des attaques dans la presse du P.C.F. La bourgeoisie s'inquiète aussi. En mars, Teitgen, « l'étrangleur de la presse », consacre toute une partie de son discours radiodiffusé à attaquer les trotskistes, presque dans les mêmes termes que le P.C.F. Mais c'est dans la jeunesse que les idées révolutionnaires trouvent le plus de résonance.

Les organisations de jeunesse

Après la Libération, les organisations de jeunesse connaissent un essor qu'elles n'avaient jamais eu. Les plus importantes numériquement restent les organisations catholiques. Mais même dans leur sein, la fermentation est vive. C'est de la Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.) que naîtra le Mouvement de libération du peuple (M.L.P.) future composante de l'Union de la gauche socialiste et du P.S.U. C'est à partir de la Jeunesse agricole chrétienne (J.A.C.) que se développera la Confédération nationale de la jeunesse agricole (C.N.J.A.) Même chez les « routiers » du scoutisme catholique une crise éclatera en 1947 ; la majorité s'orientera vers des positions politiques d'extrême gauche.

Le mouvement le plus puissant ensuite est celui des organisations communistes de jeunesse. Les Jeunesses communistes ont joué dans la Résistance un rôle de premier plan et jouissent d'un incontestable prestige. Le P.C.F. leur confie le rôle qu'ont en U.R.S.S. les Kom-somols : celui d'activistes poussant la jeunesse à partir gaiement au front et à intensifier les cadences à l'usine. Pourtant cette jeunesse reste trop « politique ». Le P.C.F. a besoin d'une organisation de masse où les jeunes ne discutent pas les problèmes politiques et qui ne sera plus marquée par des traditions de lutte. En mars 1945, il ordonne aux Jeunesses communistes de se dissoudre et d'intégrer leurs militants dans une Union de la jeunesse républicaine de France (U.J.R.F.) compartimentant les jeunes à la fois par sexe et par branche, à la manière de l'A.C.J.F., et les mettant en fait sous sa coupe. Il s'agit, comme le dit Maurice Thorez, d'éduquer la jeunesse : « dans un esprit de confiance dans le grand parti ouvrier que nous voulons constituer ensemble, communistes et socialistes et, naturellement, esprit de confiance dans le meilleur guide de la jeunesse de tous les pays, le plus grand ami de tous les jeunes, le maréchal Staline. »¹¹⁰

En 1946, l'U.R.J.F. s'enorgueillira de 300 000 membres. Voilà le type de recrutement que les *Cahiers du communisme* donnent en exemple : « De multiples sociétés sportives, culturelles et de toutes natures rejoignent les rangs de l'Union de la Jeunesse comme la société sportive "l'Eglantine vierzonnaise", comme "l'Amicale touristique des grottes de la Balme", près de Lyon, comme "le Corps auxiliaire des sapeurs-pompiers" de Carpentras. »¹¹¹

*
**

Les Jeunesses socialistes avaient disparu. Le Parti socialiste s'efforce de les reconstituer à la Libération. Le premier numéro de leur hebdomadaire *Jeunesse* paraît en octobre 1944. Il est essentiellement écrit par les dirigeants socialistes : l'orientation est celle du Parti socialiste. Voici, par exemple, comment *Jeunesse* définit l'internationalisme :

« Nous ne pouvons mettre une confiance immédiate dans la bonne foi de la jeunesse allemande et nous ne pouvons lui tendre la main dès maintenant ; trop de sang nous sépare encore d'elle. Mais nous voudrions que dès maintenant la jeunesse française comprenne qu'il faut dans l'Europe de demain donner à la jeunesse allemande le droit de vivre libre et le droit de racheter par le travail les crimes auxquels elle a collaboré. »¹¹²

Mais l'éditorial du numéro suivant corrige ce que cette déclaration peut avoir... de trop internationaliste : « Le peuple allemand a détruit. Il s'est mis au ban de la civilisation. Il devra par un travail dirigé se réhabiliter, au même titre que l'U.R.S.S. a permis à des prisonniers de droit commun de se racheter en construisant le canal du Nord. »¹¹³

C'est *Jeunesse* qui proclame le 9 février : « Malgré Vichy, notre Indochine est bien française. »¹¹⁴

Pourtant, dans l'organisation, militent une poignée de militants trotskistes ou sympathisants. Ils se sont donné pour objectif d'abord de constituer la fédération de la Seine, puis de diriger la formation politique. Lors du congrès de Bordeaux des J.S., où les seuls discours politiques sont ceux des dirigeants adultes et où les jeunes doivent se borner à des comptes rendus d'activité, ces objectifs sont déjà atteints. En fait, le nouveau bureau est franchement à gauche, y compris son secrétaire national, Marcel Rousseau.

L'évolution est nette au cours du second semestre de 1945. Au deuxième congrès, en avril 1946, la gauche, animée par les trotskistes, conquerra une large majorité dans l'organisation et la direction.

*
**

A peu près à cette époque les *Cahiers du communisme* apprécient ainsi les organisations qui se trouvent placées « entre les deux organisations de masse », catholique et communiste :

« Une Jeunesse socialiste très faible (20 000 environ) refermée sur elle-même et où s'agitent les éléments influencés par les provocateurs hitléro-trotskyistes.

» A côté d'eux une poignée d'Ajistes (Mouvement laïque des auberges de la jeunesse) qui tentent de constituer un front laïque de la jeunesse. Les dirigeants de ce M.L.A.J. qui prenaient pendant l'occupation les mots d'ordre de Hitler, reprennent aujourd'hui ceux du P.R.L., comme, par exemple, à la manifestation du 1^{er} mai cette banderole : « *Lutte contre tous les fascismes.* »

» Il est d'ailleurs très significatif que les promoteurs de ce "Front laïque" soient pris en très grande considération par les dirigeants catholiques de la Jeunesse qui ne perdent aucune occasion de leur donner de l'importance. »¹¹¹

En fait, « la poignée d'Ajistes » regroupe quelque 40 000 adhérents. Nous avons raconté, dans *Contre vents et marées*, comment, dès juillet 1940, les ajistes se sont battus dans Paris contre les fascistes ; comment, l'année suivante, les hommes de Déat mirent la main sur une des branches de l'ajisme — celle de Marc Sangnier. Comment, pendant ce temps, les Ajistes se regroupèrent en zone sud sous le sigle des « camarades de la Route » qui jouèrent un rôle important dans la constitution des maquis.

A la Libération le mouvement ajiste s'unifie dans le "Mouvement laïque des auberges de jeunesse" (M.L.A.J.). C'est d'abord une organisation de loisirs. Le M.L.A.J. offre aux jeunes, notamment aux jeunes travailleurs, un réseau d' "auberges" et de "relais" pour les week-ends et les congés. Mais c'est bien plus que cela. D'abord parce que les loisirs sont organisés collectivement et par les jeunes eux-mêmes, que les ajistes rompent avec l'utilisation des loisirs octroyés et aliénants, qu'ils s'opposent à toute l'idéologie bourgeoise (hypocrisie sexuelle, conformisme social et familial, religion, nationalisme). « L'esprit ajiste » représente à la fois une révolte individualiste (de type libertaire) et une volonté de lui donner forme dans la vie quotidienne, du moins pendant le temps où il est libre d'agir à sa guise, le seul qui compte vraiment pour ces jeunes. Les A.J. ont leur propre mode de vie et leur propre culture, dont les poèmes de Prévert symbolisent le fonds commun.

Les A.J. constituent un pôle d'autant plus puissant que l'ensemble des organisations n'offre aux jeunes d'autres perspectives que de "servir", précisément, la patrie bourgeoise et la production patronale, au nom de la même idéologie que la bourgeoisie.

Les Auberges constituent un terrain d'élection pour les anarchistes et les internationalistes. Les anarchistes se trouvent dans leur élément : l'ajisme est d'abord l'évasion : évasion du travail routinier et des centres urbains ;

évasion du monde fermé de la famille et des contraintes de la vie sociale. Il favorise l'individualisme de la vie sous la tente. Les anarchistes entretiennent ce climat de liberté, de non-conformisme, d'opposition à l'aliénation du travail.

Les internationalistes s'appuient au contraire sur le caractère communautaire de la vie ajiste. Ils s'efforcent de développer une forme de vie collective, où les jeunes prennent eux-mêmes leurs responsabilités. Ils essaient de donner un contenu positif au non-conformisme, d'en faire prendre conscience comme opposition à l'idéologie bourgeoise et comme adhésion aux valeurs prolétariennes et socialistes. Ils réussissent au moins à donner aux veillées, aux chants, à l'expression théâtrale une coloration révolutionnaire.

Mais surtout, ils visent à imprimer au mouvement une orientation qui lui assure un recrutement prolétarien. Ils s'orientent délibérément vers les entreprises, aidés parfois par des comités d'entreprise sympathisants ou simplement désireux de développer les activités de loisirs *.

Il ne s'agit pas seulement d'utiliser les loisirs octroyés : les A.J. lutteront pour l'élargissement des loisirs, notamment pour les jeunes. Ils mèneront campagne pour le retour aux 40 heures. Il faut aussi avoir les moyens de profiter de ses loisirs. Le mouvement liera sa propre lutte aux luttes ouvrières. Il mènera aussi ses actions propres, par exemple en vue d'obtenir 40 % de réduction sur les transports pour les groupes de jeunes. Ils obtiendront du reste satisfaction, non sans avoir organisé des manifestations dans les rues et dans les gares.

Enfin, les traditions antimilitaristes et internationalistes sont vivaces dans le mouvement, même au milieu du déferlement chauvin. Dès que la fin de la guerre le permettra, les A.J. seront les premiers à renouer les contacts fraternels avec les jeunes Autrichiens et Allemands.

Enfin, les trotskistes cherchent à faire du M.L.A.J. un mouvement combatif : il participe aux manifestations ouvrières avec ses propres mots d'ordre et ses propres banderoles.

Bien entendu, l'opposition n'est pas aussi tranchée entre anarchistes et trotskistes. Les premiers ne sont pas

* Voir le récit d'une de ces expériences dans "*Ouvriers face aux appareils : une expérience de militantisme chez Hispano-Suiza*" (éd. Maspéro). Un des rédacteurs, P. Régnier, était un responsable trotskiste de Colombes-Gennevilliers.

hostiles à l'orientation prolétarienne du mouvement ; les seconds sont souvent influencés par l'atmosphère anarchisante du milieu. Mais c'est bien la prédominance du courant trotskiste qui donne au M.L.A.J. son caractère et son orientation. Les discussions sont vives et souvent politiques dans les foyers.

Toutefois, le mouvement a ses limites. De plus en plus il se heurtera aux difficultés financières. La gestion n'est pas son fort. Or, le réseau des Auberges se développe. L'Etat et les pouvoirs acceptent de verser les subventions qu'ils distribuent aux mouvements de jeunesse à condition d'en contrôler la gestion et de mettre en place leur propre appareil. Ils exerceront par là une pression pour transformer les Auberges en hôtels à bon marché et les ajistes en « usagers ». Tant que progresse le mouvement révolutionnaire, il s'opposera à cette pression. Quand la crise du P.C.I. et son éclatement l'auront affaibli, le mouvement ajiste cèdera à la pression et perdra son caractère autonome.

**

Sur le travail du P.C.I. dans la jeunesse, deux conceptions s'affrontent. Les uns veulent que se constitue le plus rapidement possible une Jeunesse communiste internationaliste, publiant son journal. Les autres conçoivent la construction du mouvement de jeunesse comme une évolution de larges courants vers les positions révolutionnaires : le rôle du parti est d'aider cette évolution à se poursuivre.

Le comité central se prononce contre la proclamation d'une « organisation fictive ou créée en baptisant J.C.I. un certain nombre de camarades du parti »¹¹⁵ *. Il précise en juin 1945 :

« Sa proclamation formelle [...] ne faciliterait en rien la tâche de nos camarades, mais masquerait, en réalité, le caractère que nous devons donner à notre travail. A l'étape présente, la tâche essentielle demeure la formation dans les organisations au sein desquelles nous travaillons, de groupes oppositionnels et l'impulsion de ces groupes dans notre direction. Nos camarades doivent faire de gros efforts pour faire naître de tels noyaux, en comprenant bien que ceux-ci ne peuvent se constituer qu'au niveau politique de ceux qui les composent et que, bien souvent, il faudra

* La Jeunesse communiste internationaliste (J.C.I.) sera néanmoins constituée en 1946 et se développera surtout dans les Auberges de Jeunesse.

sacrifier la clarté politique au profit du nombre.

La Jeune Garde, mensuelle, devra s'efforcer d'aider à la constitution et à l'évolution de ces noyaux de jeunes révolutionnaires. » ¹¹⁶

En fait, il ne s'agit nullement d'une divergence tactique. Elle porte sur la construction du parti révolutionnaire, et finalement sur la nature du parti. Pour les uns l'avant-garde s'autoproclame et appelle à rejoindre son organisation. Pour les autres, elle se constitue dans les luttes, à partir des expériences des travailleurs. Ceux qui se considèrent comme les héritiers de la tradition révolutionnaire — de Marx à Lénine et à Trotski — doivent l'aider à se constituer et à se définir, dans une dialectique permanente entre la théorie et la pratique.

L'empire français restauré

La bombe atomique

La guerre en Extrême-Orient va se terminer en août 1945. Dans l'apocalypse. A Postdam, en juillet, Truman met Staline et Churchill au courant des expériences du Nouveau Mexique qui rendent opérationnelle une nouvelle arme terrifiante sur laquelle comptait aussi Hitler pour renverser la situation militaire : la désintégration de l'atome. Fermi et plusieurs autres parmi les savants qui ont mis au point la bombe atomique demandent qu'elle ne soit employée que dans des régions désertiques pour faire une démonstration de sa puissance irrésistible. L'armée ne l'entend pas ainsi : la bombe doit être utilisée sur des villes peuplées pour terroriser la population. Truman s'est rangé à cet avis : la cible choisie sera une des villes les plus industrielles et les plus peuplées du Japon. Le 6 août Hiroshima est rasée.

Deux jours plus tard l'armée soviétique envahit la Mandchourie, la Corée du nord et l'île Sakhaline — qui avait été jadis possession des tsars. Le 9 août une seconde bombe atomique détruit de fond en comble Nagasaki. Le 10 août, le gouvernement japonais et l'empereur capitulent. C'est la fin de la Seconde Guerre mondiale.

L'emploi de l'arme monstrueuse ne suscite dans la

presse ouvrière que fort peu de réactions. Le 8 août, une courte note du *Populaire* :

« La bombe atomique, dont nous avons, dans nos dernières éditions, annoncé l'apparition, est une réalité. Une réalité terrifiante aujourd'hui. Mais une réalité qui peut être aussi pleine de magnifiques promesses. Aujourd'hui, cette découverte sensationnelle sert la mort. Demain, si les hommes comprennent qu'ils vivent pour autre chose que pour s'entretuer, elle peut préparer une ère de prospérité et de bien-être matériel insoupçonnable... Si le socialisme triomphe... c'est la fin des guerres. Sinon... »

Mais le lendemain, le quotidien S.F.I.O. publie le communiqué du Q.G. du général Spaatz : « [...] Nagasaki, située dans l'île de Kiou-Siou a une population de 200 000 habitants. Les résultats sont d'ores et déjà excellents. » *Le Populaire* commente : « Hiroshima pourra-t-il revivre avant 25 ans ? » Mais aussitôt il s'emploie à rassurer son public : « Quoi qu'il en soit, indiquons, pour nous tranquilliser, que le danger présenté par les ruines peut aisément se mesurer, que son action est une action lente et qu'en cas où ce danger serait certain, il suffirait, pour le réduire, de se créer un habillement spécial de bois et de plomb. »

Le Parti socialiste tourne la page. Le 11, *le Populaire* salue avec émotion le discours du président Truman. Le 14, il est complètement rassuré par la déclaration de Atlee : « La bombe atomique doit servir la paix. »

Au congrès du Parti socialiste qui a lieu dans le même temps, Léon Blum ne fait aucune allusion à la bombe atomique. Il se contente de fonder son nationalisme sur une mise à jour de la pensée de Jaurès : « Je ne conteste pas que le capitalisme porte en lui-même la guerre comme la nuée contient la foudre ; mais c'est par l'intermédiaire des dictatures politiques que le capitalisme exerce son influence funeste et mortelle sur la question de la guerre... Les prolétaires se sont acquis, se sont conquis peu à peu une patrie, par leur propre effort, par leur propre courage. Et nous sentons aujourd'hui qu'entre ce patriotisme national et notre solidarité de classe et de parti, il n'y a aucune incompatibilité. »

Le congrès approuve massivement son leader. Dans *Libertés*, Léon Boutbien s'extasie : « Notre parti parle maintenant au nom de la France, et elle est consciente de ses responsabilités et de ses devoirs. »¹¹⁷ Il se félicite de l'usage qui a été fait de la bombe, tout en émettant

des réflexions philosophiques sur les limites de la sagesse humaine :

« Le drame de notre civilisation vient d'être révélé au grand jour : la sagesse humaine ne suit pas la même courbe que le progrès technique. Avec les découvertes de la science, il nous faudrait des hommes de plus en plus vertueux. Sinon, c'est toute la civilisation qui risque de sombrer dans l'éclatement même de cette pellicule que nous appelons la terre... La guerre mondiale a pris fin plus tôt qu'on ne l'espérait. En ce sens, la bombe atomique a rendu service à l'humanité, en épargnant des vies humaines et en limitant les destructions. »¹¹⁸

Le chauvinisme coule ainsi à pleins bords, jusque dans la « gauche » socialiste. Pour mesurer le recul de l'internationalisme, il suffit de reproduire les propos que tiendra encore, au congrès socialiste S.F.I.O. de 1947, l'ancien militant du P.S.O.P. Jean Roger, qui était naguère le chef de file des pacifistes intégraux. Son intervention porte sur l'attitude à tenir à l'égard des Allemands. Selon *le Populaire*, il conclut ainsi : « Nous devons rééduquer, dans la compréhension, un peuple en qui nous ne pouvons malheureusement pas avoir confiance. »

Il est vrai qu'à l'époque *l'Humanité* va beaucoup plus loin dans le chauvinisme et chausse les bottes de Poincaré. Par exemple Florimont Bonte écrit : « L'Allemagne nous a volés, pillés, ruinés, dévastés. Elle doit payer. Elle doit réparer. »¹¹⁹

Quant aux internationalistes, en 1945, ils ne semblent pas avoir mesuré l'importance de la bombe atomique. *La Vérité* se borne à souligner que le capitalisme ne sait que détruire, à une échelle de plus en plus monstrueuse et qu'il sera incapable de mettre en œuvre réellement les ressources de l'énergie atomique :

« Ainsi l'énergie atomique est maintenant utilisable par l'homme. Mais elle sert à la guerre. Pour l'avenir, Truman et Churchill nous informent que les recherches resteront secrètes — en particulier envers l'U.R.S.S. — afin de l'utiliser pour maintenir " la paix et l'ordre ". Quant à son utilisation pour l'industrie, on peut compter que les trusts de l'électricité, du charbon et des pétroles veilleront à ce que ce concurrent n'intervienne pas... »¹²⁰

Un an plus tard seulement, le mathématicien Laurent Schwartz consacrera un article de fond à la guerre atomique :

« Les propositions de renoncer aux armes utilisant l'énergie atomique font l'effet d'hypocrisies ou de naïvetés... Le monde actuel est aussi incapable de renoncer à la bombe atomique qu'il a été incapable de renoncer à la guerre, malgré toutes les déclarations wilsoniennes... On évoque des

visions cataclysmiques ; l'hypothèse d'un suicide de l'humanité ne sera bientôt plus une absurdité technique. La cause réelle de ces dangers n'est pas la découverte géniale des physiciens modernes, mais la monstrueuse gestion capitaliste de l'économie mondiale. »

Laurent Schwartz précise que la bombe atomique ne pourra être utilisée que dans « une grande guerre ».

« [...] Si nous soulignons le fait que la bombe atomique ne menace pas du jour au lendemain, ce n'est nullement pour rassurer les travailleurs sur ses terribles effets. C'est pour les empêcher de considérer la bombe atomique comme une catastrophe naturelle contre laquelle nous serions incapables de lutter ; c'est pour leur montrer qu'il y a encore une lutte possible contre la bombe atomique, que nous avons encore le temps de l'organiser et qu'elle s'identifie avec la lutte pour le socialisme, dont la cause est la cause même de l'humanité. » ¹²¹

Union nationale contre le peuple algérien

La guerre avait pour un de ses enjeux essentiels un nouveau partage des colonies. Or elle déclenche une révolte quasi générale des peuples colonisés qui mènera irrésistiblement à l'effondrement des empires coloniaux. L'union nationale, constituée en principe pour la défense des libertés, va s'employer à fond pour s'efforcer de maintenir l'empire colonial français.

Le gouvernement provisoire avait mobilisé des centaines de milliers d'indigènes des colonies pour « la guerre de la liberté ». A leur égard, il s'en est tenu aux belles promesses. Il se garde bien de supprimer toutes les lois de Vichy. Dès 1943 en Afrique occidentale française : « afin d'éviter les perturbations qui auraient pu être provoquées par la disparition soudaine et totale des lois du gouvernement de Vichy, une " commission de validation spéciale " fut créée pour en maintenir un certain nombre. » ¹²²

En 1943, considérant l'importance des sacrifices réclamés au peuple algérien (90 % du corps expéditionnaire organisé par Giraud) le Parti du peuple algérien (P.P.A.) de Messali Hadj proclame : « A la fin des hostilités, l'Algérie sera érigée en Etat algérien, doté d'une Constitution propre, qui sera élaborée par une Assemblée algérienne constituante élue au suffrage universel par tous les habitants de l'Algérie. » Le parti du Manifeste de Ferhat Abbas, qui représente la bourgeoisie algérienne affirme la même volonté.

Or De Gaulle se borne à accorder la citoyenneté française à quelques dizaines de milliers de musulmans et à déclarer que 1 600 000 musulmans voteront dans un collège indigène (22 décembre 1943).

Parti communiste français et Parti communiste algérien réclament que les droits politiques soient accordés à tous les indigènes. Mais dans le cadre des institutions françaises et des collèges indigènes.

Ils défendent théoriquement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... mais à condition qu'ils ne fassent pas usage de ce droit. Ceux qui veulent en faire usage sont dénoncés comme trotskistes et hitlériens. C'est ce qu'explique Henri Lozeray, dans les *Cahiers du communisme*, à la veille des événements de Sétif :

« Parfois, lorsqu'on discute avec les musulmans, il arrive que ceux-ci nous accusent d'agir sous l'empire de sentiments nationaux égoïstes, de ne rechercher l'alliance des peuples d'Afrique que dans l'intérêt exclusif de la France, ne nous préoccupant pas de leur sort. Rien n'est plus inexact. Qu'on relise toute la littérature communiste et l'on verra que notre doctrine et notre pratique durant ces vingt dernières années ont été qu'il ne saurait être question de l'amélioration du sort des peuples colonisés sans une union étroite de ceux-ci avec le peuple, les masses travailleuses des pays métropolitains. Cette union fut toujours posée comme une condition indispensable pour la réalisation d'une politique juste dans les questions nationales et coloniales.

» La propagande hitlérienne et son agence trotskiste répandent assez fréquemment l'idée que notre parti a abandonné sa position traditionnelle dans la question nationale et coloniale. [...]

» A croire ceux qui nous accusent d'abandonner la doctrine marxiste-léniniste, nous aurions renoncé au principe du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris le droit à la séparation". Rien n'est plus faux. Nous sommes et nous restons les partisans de ce grand principe dont la justesse s'est révélée par son application en Union soviétique, et dont les effets bienfaisants se font sentir dans les combats contre l'hitlérisme. Mais là encore, fidèles à la doctrine marxiste-léniniste et nous inspirant des principes énoncés plus haut, nous devons tenir compte des situations nationales et internationales du moment.

» Nous le disons avec netteté et sans équivoque : si les populations d'outre-mer ont le droit de se séparer de la métropole, cette séparation, à l'heure présente, irait à l'encontre des intérêts de ces populations et ceci pour deux raisons :

1. Parce que la nation française en lutte contre les trusts qui la trahissent en même temps qu'ils pillent les colonies, veut instaurer une démocratie véritable qui ne pourra qu'apporter la démocratie à ces populations coloniales.

2. Parce que les terres habitées par ces populations sont l'objet de convoitises redoutables pour elles, alors qu'elles

ne sont pas en état de garantir une existence vraiment indépendante.

» Il ne fait de doute pour personne que les colonies françaises qui se sont développées sous le régime du "pacte colonial", qui n'ont, jusqu'à ces dernières années, été considérées que comme des sources de matières premières réservées aux produits manufacturés de celle-ci, sont absolument incapables d'exister économiquement, par conséquent, politiquement, comme nations indépendantes. »¹²³

De même que les peuples d'Europe doivent être protégés contre eux-mêmes par les "trois grands", les Algériens (et les autres peuples colonisés) doivent être protégés contre eux-mêmes par l'impérialisme français tutélaire.

Mais c'est précisément de cette tutelle que veulent se débarrasser les masses algériennes exaspérées par la misère et la famine. Le 8 mai, puisque la guerre est finie, elles manifestent et se soulèvent, notamment à Sétif. Les Français ripostent par un massacre dont on saura plus tard qu'il a fait au moins 45 000 victimes. *Ohé Partisans!* rend compte des événements sous le titre « ORADOUR-SUR-GLANE EN ALGÉRIE. » *

« Une censure sournoise et une presse bien sage : voilà pourquoi si peu de gens ont une idée précise sur les événements qui ont ensanglanté l'Algérie.

» Les populations d'Afrique du Nord n'ont jamais connu "les bienfaits de la colonisation" La richesse des gros colons et des industriels a été faite de la sueur et du sang des esclaves coloniaux. Depuis la guerre, une famine effroyable a augmenté terriblement la mortalité. En Algérie, les deux tiers des enfants indigènes meurent avant l'âge de deux ans. Dans certaines régions, les Algériens ont pour toute nourriture 120 grammes de grain par jour. Des milliers d'Arabes vivent dans des loques et à peu près nus. Multipliez par dix les restrictions que nous connaissons ici et par vingt la nourriture vichyste : vous aurez la situation en Afrique du Nord. La colère des masses en est multipliée d'autant.

» C'est pourquoi elles font confiance au Manifeste et surtout au P.P.A. (que *l'Humanité* affecte de confondre avec le P.P.F. de Doriot). »

Ohé Partisans! raconte ainsi le drame de Sétif, sans doute d'après les informations données par le P.P.A. :

* *Ohé Partisans!*, n° 4, août 1945. Porte en sous-titre : " journal fondé par un groupe de F.T.P.", et en exergue " Plutôt mourir debout que vivre à genoux ". *Ohé Partisans!* cherche à influencer les anciens partisans et, plus généralement, les militants proches du P.C.F. Il est édité par des militants du P.C.I., notamment Calvès. *Lutte de classes* rend compte des événements d'Algérie, presque sous le même titre : « UN VASTE ORADOUR-SUR-GLANE ».

« Une manifestation de plusieurs milliers de Nord-Africains, défile avec des banderoles : « *Vive l'Algérie indépendante ! Libérez Messali Hadj !* » La police intervient. La foule refuse de retirer ses mots d'ordre. Un commissaire de police sort son revolver et tire sur les manifestants. Plusieurs s'écroulent ; la foule se disperse. Alors un groupe d'indigènes parcourt la ville en tuant un certain nombre de personnes. En tout 102 morts, d'après les chiffres officiels.

» Le prétexte est fourni à une répression sauvage et l'Etat français se garde bien naturellement d'inquiéter les fomenteurs de la provocation. Au contraire la répression est organisée contre la population indigène. »

Les Versaillais ont fait des petits

« La loi martiale est décrétée à Sétif. Il est interdit aux indigènes de sortir de chez eux s'ils ne sont pas munis d'un brassard spécial indiquant qu'ils se rendent au travail. Tout musulman vu sans brassard est tué sans avertissement. En pleine ville de Sétif, dans un square, un gamin qui cueillait des fleurs est tué par un sergent. Dans la région de Sétif, la répression est faite par la Légion étrangère et les Sénégalais, qui massacrent, violent, pillent les demeures des indigènes et les incendient.

» La marine dépêche le *Dugay-Trouin* de Bône. Il bombarde les environs de Kérata. M. Tillon a demandé aux ouvriers de travailler à construire une forte aviation. Fort bien. Les fascistes algériens savent utiliser cette aviation pour semer la mort dans les villages indigènes. Elle bombarde et mitraille toute la région au nord de Sétif qui est aujourd'hui partiellement un désert (presse démocrate d'Algérie). Le massacre atteint son comble. A Guelma, la presse pétainiste a fait du beau travail et suscité une véritable folie raciste dans la population européenne, à tel point que la répression est dirigée par des éléments de la France combattante et même du Parti communiste local ! Le 11 et 12 mai, selon l'aveu du sous-préfet Achiary, les officiers français font fusiller 300 jeunes musulmans (6 à 800 selon d'autres témoignages). Les voilà bien, les officiers vichystes qui ne demandent qu'à se racheter !

» A Djidjelli, les 9, 10, 11 mai, l'armée pille les quartiers indigènes. La fédération des syndicats proteste et demande à être reçue par le préfet qui refuse en répondant, à la manière de Goering : « *l'armée fait son devoir* ». »¹²⁴

IV° Internationale fait état du chiffre de victimes avancé par la presse anglaise : « de 6 000 à 8 000 Arabes exterminés ». Sans compter la répression ultérieure : « des milliers d'autres torturés, emprisonnés et jugés après une procédure expéditive. »¹²⁵

La presse gouvernementale appelle à l'union sacrée... contre les Algériens. « Il ne faut pas, écrit *le Monde*, déconsidérer les cadres français d'Afrique du Nord, aux prises avec les masses indigènes exaltées... et poussées à bout par la misère et par la faim. Quel que soit leur parti, les Français devraient comprendre que les problèmes nord-africains doivent être traités en fonction de notre

politique impériale plus que de notre politique intérieure. » ¹²⁶

Tel est bien entendu le point de vue du Parti socialiste, S.F.I.O. ; Pierre Bloch, président de la commission des Affaires musulmanes de l'Assemblée consultative, est tout disposé à être bon pour les indigènes, mais il n'est pas question de tolérer qu'ils revendiquent l'indépendance. « Nous sommes prêts à défendre les musulmans d'Algérie, mais nous ne pouvons admettre que soit discutée la présence de la France dans nos trois départements d'au-delà de la Méditerranée... » ¹²⁷

Le ministre de l'Intérieur Adrien Tixier retrouve une vigueur bien socialiste pour déclarer : « Nous maintiendrons l'ordre et réprimerons l'agitation de quelques centaines d'éléments nationalistes. » ¹²⁷

Et le Parti communiste ? Thorez déplore, dans *l'Humanité*, la sauvagerie de la répression : « Malgré les sacrifices du peuple algérien, dont beaucoup de fils sont tombés sur les champs de bataille européens, pour la défense de la liberté contre le fascisme, la répression de 1945 s'est abattue sur le Constantinois. » ¹²⁸ Mais cette déclaration sera faite le 21 juin 1958, alors que le P.C.F. est dans l'opposition depuis onze ans.

De même, le Parti communiste algérien comprend l'importance historique des événements pour le peuple algérien : « La prise de conscience définitive par les masses de l'impossibilité de faire foi désormais aux promesses de la France, qui exprima sa reconnaissance aux soldats algériens d'Italie, du Rhin et du Danube, par les massacres de mai-juin 1945, dans le Constantinois, ordonné par De Gaulle. » ¹²⁹ Mais cette déclaration sera faite en août 1958, alors que les Algériens, sans le Parti communiste, se sont engagés depuis près de quatre ans dans une guerre implacable pour leur indépendance.

En 1945, Thorez et les communistes participent au pouvoir. Leur politique est toute différente. Le 12 mai 1945, *l'Humanité* informe ainsi ses lecteurs : « La population affamée a été poussée à des violences par des provocateurs bien connus de l'administration. » Le comité central du P.C.F. déclare : « Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. » ¹³⁰

Le même jour les journaux "démocratiques" d'Alger, *Libertés* et *Alger Républicain* publient le communiqué suivant : « Une délégation commune du P.C. français et

du P.C. algérien a été reçue le 10 mai par le chef de cabinet du gouverneur général. Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du Parti populaire algérien et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle, après avoir tenté vainement de faire éclater des émeutes de la faim, a réussi à faire couler le sang. » La délégation réclame « le châtement rapide et impitoyable des provocateurs » et le communiqué conclut : « la délégation a estimé que ces mesures, appliquées sans délai, contribueraient réellement à ramener le calme. »¹³¹

Trois jours plus tard, *l'Humanité* précise les mesures qui devraient accompagner la sanglante répression pour « ramener le calme » :

« Donner à manger aux affamés, arrêter immédiatement la poignée des grands propriétaires affameurs qui sont la source des troubles, relever de leurs fonctions quelques hauts fonctionnaires vichystes, annoncer sans nouveau délai la date des élections municipales et cantonales. Voilà les premières mesures à prendre d'extrême urgence. »¹³²

La presse gouvernementale et bourgeoise rend hommage au Parti communiste pour la solidarité dont il a fait preuve... avec les colons réactionnaires. Ainsi, *le Monde* :

« Les Français [...] chaque fois qu'ils le purent, se réunirent et firent bloc. A Guelma par exemple, le sous-préfet réussit à grouper et armer tous les Français, des communistes à la droite, et tous, dans le même élan, n'eurent qu'un but, s'entraider et se défendre en attendant l'armée. »¹³³

L'Humanité souligne que les communistes ont essayé de ramener le calme par la parole, mais en vain :

« Des communistes algériens ont été blessés ou gravement mutilés en essayant de montrer à la foule surexcitée que ses vrais ennemis n'étaient pas les Français en général mais les vichystes et quelques autres caïds voleurs. »¹³⁴

Le « calme » revenu après l'effroyable massacre, Maurice Thorez pourra préciser les bienfaits de la colonisation, au X^e congrès du P.C.F.

« La France devrait se préoccuper très sérieusement de son commerce avec ses territoires d'outre-mer. Ils peuvent nous fournir des matières premières, des produits alimentaires, et nous devons les aider au développement de leurs industries... Nous manquons de viande. L'Algérie pourrait nous fournir un million de moutons chaque année à condition de multiplier les points d'eau.

» Nous manquons de matières grasses : en Tunisie et en Kabylie, une grande partie de la récolte d'olives est perdue

chaque année, faute de moyens appropriés. Quant aux populations d'Afrique du Nord, elles savent que leur intérêt est dans leur union avec le peuple de France. Ainsi le Parti communiste de Tunisie déclarait, les 9 et 10 juin derniers sa volonté de " tout mettre en œuvre pour consolider l'union du peuple tunisien et du peuple français. " »¹³⁵

Au même congrès le secrétaire du P.C.A., Caballero, lui fait écho : « Il conclut que le peuple algérien a les mêmes ennemis que le peuple français et ne veut pas se séparer de la France. Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie, explique-t-il, sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme » cite *l'Humanité*¹³⁵.

Reste à savoir si le P.C. tunisien et le P.C. algérien représentent « les populations de l'Afrique du Nord ». A l'union sacrée des partis socialiste et communiste pour le maintien de l'Union française, les internationalistes opposent le front unique avec les peuples coloniaux :

« Il est clair que c'est seulement en donnant de multiples preuves de sa volonté inébranlable d'aider à l'indépendance de l'Algérie, c'est seulement en payant de son sang lorsqu'il faut, contre l'impérialisme français, dans la métropole comme dans l'empire, que le prolétariat et son avant-garde pourront retrouver le chemin du front unique avec les peuples coloniaux, front unique indispensable pour le renversement de la bourgeoisie française. Le prolétariat n'a pas à chercher de remèdes à la crise profonde que traverse l'impérialisme français en quête de grandeur. »¹²⁵

IV° Internationale signale qu'en Afrique noire aussi la prise de conscience commence :

« Même en Afrique noire, les revendications se multiplient ; des incidents ont eu lieu en Côte-d'Ivoire, au Soudan, et en particulier au Sénégal. Des émeutes ont eu lieu à Thiès (Sénégal) à l'occasion de la distribution de riz (la répression a eu lieu à la grenade), et à Tiarroye, camp de prisonniers noirs rapatriés, à quelque quinze kilomètres de Dakar. Fin 1944, on refusa de payer les indemnités à ces rapatriés, " honorés " la veille. On cerna le camp et on massacra le plus possible à coup de mitraillette. Les survivants furent ensuite traduits en justice et condamnés pour rébellion. »

Mais c'est en Asie que va flamber le premier grand incendie de l'indépendance des peuples.

L'Indochine dans la guerre

Une des premières conséquences de l'effondrement japonais, c'est la conquête du pouvoir par le Viêt-minh en Indochine. Pour comprendre la situation, il nous faut revenir en arrière.

Depuis 1939, l'amiral Decoux, nommé par Daladier à la tête des forces d'Extrême-Orient, y fait régner la terreur. En 1940, aux ordres de Vichy, il doit accepter l'occupation japonaise (septembre) qui double et contrôle celle des Français. Les insurrections du Tonkin (Bac Son) et de Cochinchine (Saigon), dirigées la première par le P.C. indochinois, la seconde surtout par les trotskistes, ont été écrasées en octobre et en novembre 1940*. Une répression terrible a décapité le mouvement trotskiste au Sud, tandis qu'au Nord le P.C. indochinois réussissait à s'assurer le contrôle d'un territoire à la frontière chinoise et y proclamait le gouvernement du Viêt-minh. Plusieurs tentatives de soulèvement étaient féroce­ment réprimées par la conjonction des forces françaises et japonaises. Après l'entrée en guerre de l'U.R.S.S., le fossé s'élargit entre staliniens et trotskistes. Les premiers confirmaient leur politique d'apaisement avec la bourgeoisie vietnamienne (« ne pas formuler de revendications trop élevées »), et ils s'engageaient de plus en plus dans le soutien des Alliés dans la guerre contre le Japon, cherchant à appuyer leur action sur les Français gaullistes.

L'amiral Decoux faisait « secrètement obédience à De Gaulle depuis l'effondrement de Vichy »¹³⁶. Le général explique ainsi sa propre politique :

« [...] D'un point de vue national, j'envisageais qu'on en vînt aux mains en Indochine. Mesurant l'ébranlement infligé au prestige de la France par la politique de Vichy, sachant quel était dans l'Union l'état d'esprit des populations, prévoyant le déferlement des passions nationalistes en Asie et en Australie, connaissant la malveillance des Alliés, et surtout des Américains, à l'égard de notre position en Extrême-Orient, je tenais pour essentiel que le conflit ne s'achevât pas sans que nous fussions, là aussi, devenus des belligérants. »¹³⁶

Tel est aussi le point de vue du Parti communiste français. Celui-ci, dans un grand élan patriotique, expose un plan d'action pour que la reconquête de l'Indochine sur les Japonais... pour la France, se fasse aux moindres frais :

« Il faut, écrit Magnien, dans *l'Humanité*, enrôler, armer et envoyer là-bas les 25 000 Indochinois amenés en France en 1939, qui ont souffert et continuent à souffrir. [...] Il faut faire que ces hommes soient des éléments du resserrement des liens entre la métropole et l'Indochine, après avoir été les soldats de la libération de leur pays. »

* Cf. *Contre vents et marées*.

A quoi un militant indochinois répond, dans *Libertés* :

« Les Indochinois veulent bien être "les soldats de la libération de leur pays", mais pas pour le compte des colons capitalistes qui les exploitent et les oppriment. Il faut que le peuple français, qui renaît à la liberté, qui vient de se débarrasser de son oppresseur, apporte à l'Indochine non plus un régime d'abject colonialisme, mais la liberté et l'indépendance. »¹³⁷

Le 9 mars 1945, les Japonais, qui se sentent menacés par l'avance américaine dans le Pacifique se décident à un coup de force. Brusquement, ils exigent la soumission des troupes françaises, les désarment ou les massacrent.

En même temps, pour assurer leurs arrières, ils proclament l'indépendance de l'Indochine, transmettent l'autorité à l'empereur fantoche Bao-Daï et s'efforcent, en vain, de négocier avec le Viêt-minh, peu soucieux de leur devoir le pouvoir.

En France, c'est une belle indignation. Le 20 mars, De Gaulle proclame que l'Indochine française sera reconquise. Socialistes et communistes lui font écho.

Seules les feuilles d'extrême gauche font entendre une voix discordante dans le chœur colonialiste. *Libertés* s'attaque à la « politique colonialiste française ». *Lutte de classes* proclame : « Vive l'indépendance de l'Indochine ! ». *La Vérité* publie l'article d'un militant indochinois de la IV^e Internationale qui dénonce la « parodie » japonaise d'indépendance mais déclare que les Indochinois n'ont aucune confiance, pour leur rendre la liberté, dans les « baïonnettes des armées alliées qui consolideront en Indochine l'exploitation capitaliste et l'esclavage colonial. [...] Cette liberté et cette indépendance seront l'œuvre des travailleurs indochinois eux-mêmes qui luttent avec les travailleurs français et avec le prolétariat mondial contre l'oppression, d'où qu'elle vienne. »¹³⁸ *La Vérité* présente cet article en quelques lignes qui ne manquent pas de clairvoyance :

« Le coup de force japonais en Indochine n'a pas tardé à réveiller la rivalité des impérialismes sur un point névralgique du globe. Assuré de l'avantage incontestable que lui donne sa formidable industrie, sa flotte immense et ses stocks d'or, l'impérialisme américain préconise l'internationalisation des territoires sous mandat, en particulier de l'Indochine. [...] Ce chantage (laisser les Français se débrouiller seuls) représente le premier effort des U.S.A. pour la mainmise sur l'Indochine et le remplacement d'un exploiteur capitaliste par un autre. [...] Les peuples d'Indochine n'ont aucune confiance dans les paroles mensongères des diplomates de Tokyo, de Paris ou de Washington. Ils se refusent à être l'enjeu des rivalités impérialistes. »

L'article conclut : « Vive l'Indochine soviétique, libre et indépendante. »

IV^e Internationale dénonce les préparatifs d'un corps expéditionnaire (dont elle sous-estime les moyens) :

« De Gaulle prépare un grand " corps expéditionnaire " pour lequel il ne dispose ni d'hommes, ni d'armements, ni de bateaux de transport ; les appétits impérialistes sont déchaînés autour de l'Indochine alors qu'en réalité le peuple, surexploité, ne désire que son indépendance. La lutte et le martyrologe des révolutionnaires indochinois sous la botte française ou japonaise en est la preuve indiscutable. Il est fort peu probable que l'impérialisme français réussisse encore à sauvegarder ses privilèges sous le feu de tant d'oppositions. »¹²⁵

*
**

Un peu partout les paysans massacrent les notables qui les ont écrasés depuis des temps immémoriaux.

Le Viêt-minh obtient immédiatement que les forces japonaises lui remettent le pouvoir, comme au représentant des Alliés. Les sectes Cao-Daï et Hoa-Hoa se rallient au gouvernement Viêt-minh : il s'est emparé du pouvoir sans coup férir*. Selon les accords du Québec, les Britanniques occupent le pays au sud du 16^e parallèle.

* En même temps, les trotskistes, puissants à Saigon et en Cochinchine, suscitent la constitution de « comités du peuple » de type soviétique. Ceux-ci, selon *IV^e Internationale* « poussent comme des champignons » et seront bientôt plus de 150.

Mais ils vont se heurter presque aussitôt au Viêt-minh qui s'oppose aux confiscations de terres et à l'armement du peuple parce qu'il entend gouverner avec les partis bourgeois nationaux. Les trotskistes n'ont pas de base paysanne réelle. Aussi, au cours de la manifestation qui se déroule le 21 août 1945 à Saigon, à laquelle ils participent avec leurs drapeaux et leurs mots d'ordre, ils prennent contact avec les paysans qui défilent avec les sectes, au nombre de 100 000. Les communistes indochinois reprocheront aux trotskistes de s'entendre avec les sectes et même d'avoir négocié avec les Japonais. Accusations étonnantes : les Japonais avaient emprisonné et assassiné les trotskistes et c'est au Viêt-minh qu'ils avaient remis le pouvoir. Quant aux sectes, c'est au Viêt-minh qu'elles s'étaient ralliées.

Ce qui est vrai, c'est que les deux politiques s'affrontent. Le 7 septembre 1945, Tran Van Gian donne l'ordre de désarmer toutes les forces armées non gouvernementales : « Seront considérés comme provocateurs et saboteurs ceux qui appellent le peuple à l'armement et surtout à la lutte contre les Alliés. »

L'affrontement est d'autant plus inévitable que le 10 septembre 1945 les Anglais débarquent. Les « comités du peuple » dénoncent le compromis du gouvernement avec eux. Le chef de la police

Le 5 octobre, débarquent à Saigon les premiers éléments français du corps expéditionnaire de Leclerc, envoyé par le gouvernement d'union nationale pour les relever. Peu à peu, ils consolident leurs positions en Cochinchine ; puis, avec les Chinois de Chang Kaï-chek qui occupent le pays au nord du 16° parallèle, ils négocient leur retour au Tonkin. Tout cela ne va pas sans de nombreux accrochages avec le Viêt-minh. Le 6 mars 1946, le gouvernement conclut un accord avec le gouvernement d'Hô Chi Minh. Ce dernier est reconnu par la France, dans le cadre de l'Union française.

Vers la guerre d'Indochine

Le 18 mars les troupes de Leclerc entrent à Hanoi. Mais désormais, le rapport de forces est favorable à l'impérialisme français. Il sépare du Viêt-nam la Cochinchine, sous le gouvernement fantoche du docteur Tinh.

Au Tonkin même, les forces françaises empiètent de plus en plus sur la souveraineté du gouvernement viet-minh. Le général Giap constitue alors une force de 35 000 hommes, équipée et fournie en armes par les Américains. Mais les Français s'opposent par tous les moyens au transport de ces armes.

En juillet, les principaux dirigeants du Viêt-minh viennent à Fontainebleau, rencontrer les représentants du gouvernement français. Il considèrent qu'il existe certainement un malentendu entre Paris et Hanoi, puisque communistes et socialistes sont au pouvoir à Paris. Pham Van Dong se plaint amèrement :

« Le gouvernement vietnamien voulait la paix ; la France nouvelle aussi. Car la France sortie de la Résistance ne pouvait tolérer qu'une guerre de cette nature fût entreprise en son nom. [...] La convention du 6 mars fût signée. Elle reconnaît notre pays comme un Etat libre et notre gouvernement consentit à recevoir amicalement les troupes françaises au Tonkin et en Annam, au nord du 16° parallèle. [...] » Eh bien Messieurs, c'est avec une profonde peine que nous

vietminh fait cerner leur siège, où ils tiennent leur assemblée. Les trotskistes se refusent à engager une lutte armée qu'ils jugent fratricide. Ils sont désarmés et, peu après, massacrés systématiquement. Parmi les victimes, les principaux dirigeants : Ta Thu Thau, Tran Van Thach, Phan Van Hum, Nguyen Van So et même la doctoresse Ho Vinh Ky, sympathisante trotskiste du gouvernement. Les trotskistes cesseront d'exister comme force politique.

vous disons que certaines clauses de l'armistice du 6 mars n'ont pas été exécutées par les autorités françaises au Viêt-nam, que les hostilités, au lieu de cesser sur-le-champ, ont continué jusqu'à ce jour, que les troupes françaises, au lieu de rester sur leurs positions ont tout mis en œuvre pour gagner du terrain. [...] Mais par-dessus tout, nous tenons à protester [...] contre la création d'un Etat libre de la Cochinchine et la reconnaissance de son gouvernement provisoire par les autorités françaises de Saïgon.

» [...] Nous avons le devoir de dire que cela n'est pas fait pour faciliter les négociations et la réalisation d'une entente définitive entre la France et le Viêt-nam pour le bien des deux pays. Car c'est cette entente définitive que nous voulons. Nous aimons passionnément notre pays et c'est pourquoi nous désirons l'associer à la France à laquelle tant de liens nous unissent, et avec laquelle nous comptons occuper notre place dans la grande famille des nations libres et démocratiques. »¹³⁹

Mais il n'y a pas de malentendu. Le gouvernement français n'est pas avare de belles paroles sur l'Union française. Mais sur le fond, notamment sur la Cochinchine — communistes et socialistes y compris —, il se montre intraitable. Les délégués vietminhs repartent les mains vides*.

La Vérité constate que le compromis du 6 mars était considéré par la bourgeoisie française comme un armistice avantageux.

« L'armistice lui permettait de souffler, d'occuper militairement des régions qu'il aurait fallu militairement des années pour reconquérir, de sauvegarder les intérêts financiers de la bourgeoisie française, de sauver la face devant le peuple français et les autres impérialismes. Mais il n'y avait aucune illusion à se faire sur le "respect des engagements" de la part des agents directs de la bourgeoisie impérialiste. Pendant que se déroulait la conférence de Dalat et, maintenant, celle de Fontainebleau, d'Argenlieu pose là-bas, jour après jour, de nouveaux jalons qui mènent à l'étranglement du Viêt-nam. »¹³⁹

Pour empêcher la livraison des armes à l'armée gouvernementale du Viêt-nam, le 24 septembre 1946, la flotte française bombarde le port d'Haiphong. Contrairement à ce que craignaient les trotskistes, le Viêt-minh ne capitule pas. Le 19 décembre, il attaque les garnisons françaises. Les forces françaises restent maîtresses du terrain, mais le Viêt-minh gagne les montagnes et engage la guérilla. Le guerre proprement dite est commencée.

* Voir le récit des rapports des communistes français et des représentants du Viêt-minh dans *On chantait rouge* Ch. Tillon, éd. Robert Laffont, 1977.

Cette guerre, le Parti communiste la regrette, mais il reste solidaire du gouvernement. En février 1947, Duclos explique pourquoi les communistes n'ont pas voté contre la guerre :

« Le groupe communiste à l'Assemblée nationale, fidèle à ses principes, s'est abstenu dans le vote et les ministres communiste, en ne rompant pas la solidarité ministérielle, ont montré à quel point le Parti communiste a le souci des intérêts du pays et un sens aigu des responsabilités. »¹⁴⁰

Son opposition à la guerre elle-même, le P.C.F. la justifie par des considérations impérialistes :

« L'intérêt national exige le maintien de l'influence et des positions françaises en Extrême-Orient. La poursuite des hostilités contre le peuple du Viêt-nam, en violation des principes de la Constitution, aboutirait infailliblement à ruiner ces positions et cette influence, comme ce fut le cas naguère en Syrie et au Liban. [...] »

» Le comité central affirme à nouveau la nécessité de mettre fin aux hostilités en Indochine, de reprendre immédiatement les négociations pacifiques avec le gouvernement du Viêt-nam et son président Hô Chi Minh, sur la base de l'accord du 6 mars 1946, de respecter l'indépendance et l'unité de la République démocratique du Viêt-nam dans le cadre de la Fédération indochinoise de l'Union française. » *¹⁴¹

Le P.C.F. se garde bien de mettre en cause l'armée française. Marty le rappelle dans sa défense :

« De 1946 à 1949, nos propagandistes, nos journalistes, nos députés en parlant des atrocités commises en Indochine, les mettaient sur le compte d'anciens S.S. et miliciens engagés dans la Légion. C'est vrai que ces fascistes ont été des bourreaux atroces. Mais, en ne parlant que de leurs responsabilités, on esquivaient celle des troupes françaises. Or ce sont des journaux comme *Témoignage chrétien* qui ont dénoncé les atrocités commises par des soldats ou des gradés français. En les cachant, le Parti avait pris une position chauvine (seuls des ex-nazis peuvent faire cela, pas des Français). »¹⁰³

Comme on voit, cette solidarité avec l'armée coloniale se prolongera encore deux ans après que les communistes eurent été chassés du pouvoir. C'est dire à quel point le chauvinisme a gangrené jusqu'à la moelle ce parti, dont l'internationalisme constituait naguère le principe fondamental.

* *Cahiers du communisme*, mars-avril 1947. *L'Histoire du Parti communiste* (officielle) présente cette résolution comme la preuve du soutien du P.C.F. à l'indépendance de l'Indochine, mais pour cela, elle falsifie la citation en faisant disparaître : « dans le cadre [...] de l'Union française ».

Renault contre l'union nationale

Le P.C.I. change d'orientation

La majorité du P.C.I. et de la IV^e Internationale croit à une prochaine vague révolutionnaire. Les rythmes, pensent-ils, sont plus longs que prévu, mais la révolution est inéluctable en Europe dans les années qui viennent, car le capitalisme est impuissant à remettre en route l'économie. « La France libérée, écrit Marcoux (Spoulber) en août 1945, va droit à une catastrophe économique et financière du même type que celle qu'a connue l'Allemagne en 1923. »¹⁴²

La conférence internationale d'avril 1946, procédant à l'autocritique des thèses de février 1944, considère que l'erreur de perspective « se limite essentiellement aux rythmes et non à la nature de la période qui fait suite à la guerre impérialiste ». Plus prudente que Marcoux, elle se borne à prévoir « des rythmes particulièrement lents [de reprise économique] qui maintiendront [l'Europe] pour longtemps à des niveaux voisins de la stagnation et du marasme ». Le développement des sections de la IV^e Internationale en partis de masse exige seulement

qu'on sache « dominer tout un ensemble de problèmes organisationnels compliqués » * 143.

La minorité de l'Internationale (surtout la minorité française) considère que la conférence prend ses désirs pour la réalité. Alors qu'un article de *IV^e Internationale* prévoit qu'une période de vingt-trois ans sera nécessaire pour rétablir l'économie à son niveau de 1938, Girard explique, en mai 1946, que le pronostic ne correspond en rien aux faits et que « la courbe de relèvement de l'économie capitaliste en France est une courbe ascendante ». Conclusion : il est vain d'attendre dans la période proche une crise cataclysmique. La nouvelle contradiction tient à ce que « le niveau de vie des masses est toujours très bas (et tend même à s'amenuiser) » tandis que « la marge bénéficiaire du capital, par contre, s'accroît sans cesse » et que « la grosse industrie et la haute finance, pas du tout gênées par la présence d'un gouvernement " ouvrier " accumulent des profits considérables » 144.

En même temps, Francis (Y. Craipeau) attaque le mythe de la « montée révolutionnaire », développé à l'état pur par P. Frank ** — pour qui la « radicalisation des masses se poursuit » —, ou couvert d'un « brouillard artificiel » comme dans la résolution du II^e congrès du P.C.I. selon laquelle cette montée est « lente, voire très lente ». Il écrit :

« [...] Il faut dire clairement que, si nous sommes actuellement dans une période de "stagnation" c'est-à-dire d'équilibre relatif politique et social, c'est parce que la crise révolutionnaire ouverte par la guerre est virtuellement terminée [...] Pour le moment nous entrons dans une période relativement longue de « stabilisation » capitaliste.

» [...] Est-ce à dire que nous n'allons pas au devant de crises sociales ? Au contraire. Nous allons vers des crises sociales très violentes, précisément parce que nous sommes dans une phase de stabilité relative. [...]

* *IV^e Internationale*, avril-mai 1946. Le secrétariat européen s'est alors élargi aux sections anglaise, française, belge, espagnole, allemande, suisse, grecque et hollandaise. Il est en liaison avec les sections italienne, irlandaise et danoise, et travaille avec le groupe indochinois de l'émigration. A la conférence, le S.W.P. (U.S.A.) est présenté comme "canadien" pour des raisons de sécurité. La minorité du S.W.P. (Morrow) a des positions proches de celles de la minorité du P.C.I. et du parti anglais.

** Ancien responsable du groupe de "la Commune" avec Raymond Molinier, Pierre Frank avait été exclu de la *IV^e Internationale* en 1936 (voir : *Contre vents et marées*, ch. 1). Interné en Angleterre pendant la guerre. Il avait repris la tête de l'ancienne tendance du C.C.I. Y. Craipeau écrit contre ses orientations une brochure polémique : " *Le figuier stérile*".

» Lorsque la production est en progrès, lorsqu'il n'y a pas, ou peu de chômeurs, lorsqu'il n'existe pas de stocks, c'est alors que les ouvriers se sentent forts.

» Telle est précisément la situation en fonction de la lente reprise économique actuelle. La combativité des travailleurs est en train de croître avec le volume de la production et en fonction directe de la relative prospérité de l'industrie.

» D'autre part, aussi paradoxal que cela paraisse, le recul sur le plan politique se traduit par de nouvelles possibilités de luttes revendicatives. En effet, pour conserver ses positions gouvernementales, le P.C.F. est amené à faire jouer le chantage à l'action des masses. C'est ce qui s'est produit — avant même les élections — avec le tournant revendicatif de la C.G.T. Le P.C.F. ne s'est engagé sur cette voie qu'à contre-cœur et au dernier moment. Il est probable qu'il jouera à l'apprenti sorcier et que les masses refuseront de rentrer sagement dans leur lit dès qu'il aura obtenu satisfaction de ses alliés et rivaux. Notre parti a là, devant lui, des possibilités énormes pour se lier aux masses. »¹⁴⁵

La minorité refuse donc d'axer la stratégie sur l'attente d'une crise révolutionnaire imminente. Elle propose d'abandonner l'agitation sur le mot d'ordre de gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T., de centrer l'action sur les mots d'ordre économiques, liés au contrôle ouvrier et sur des mots d'ordre politiques de transition. L'essentiel sera d'aider les travailleurs en lutte et les militants des partis ouvriers à tirer de ces luttes les leçons politiques, à rompre avec l'union nationale, à constituer un parti révolutionnaire capable de poser, plus tard, le problème du pouvoir.

Les élections confirment cette analyse. Le P.C.F. et le P.S. qui avaient la majorité à la première Constituante et n'en ont rien fait, voient leur projet de Constitution repoussé au référendum de mai 1946 et, à la seconde Constituante, les partis bourgeois l'emportent d'un million de voix. Le P.C.F. gagne 200 000 voix, mais le P.S. en perd 430 000. Aux élections législatives le recul de la S.F.I.O. tourne à la déroute : elle perd 800 000 voix. Le P.C.F. gagne 300 000 voix, grâce à sa progression dans les campagnes, mais il perd dans de nombreuses circonscriptions ouvrières.

Pour le P.C.I. aussi, les élections constituent un baromètre. En octobre 1945, encore dans une semi illégalité, il n'avait présenté qu'une seule liste, à Paris, qui avait recueilli 2,5 % des voix. En juin 1946, il présente 11 listes et recueille 45 000 voix. Il a tenu 300 réunions publiques. Pourtant son pourcentage n'est que de 1,5 %. En novembre 1946, il présente 16 listes et obtient 60 000 voix. Son pourcentage accuse une légère baisse : craignant de faire battre un candidat ouvrier (ce qui s'était passé en

Gironde au mois de juin), les électeurs ont hésité à perdre leurs voix pour un candidat sans espoir. Par contre, en Seine-et-Oise nord, à la suite d'une violente campagne (où le P.C.F. a mobilisé son service d'ordre pour empêcher, en vain, les trotskistes de parler) la liste du P.C.I., avec Yvan Craipeau, obtient 14 152 voix, soit 4 % des suffrages *.

L'ensemble des résultats électoraux déçoit les militants : ils espéraient un ou deux élus¹⁴⁶. Pourtant l'analyse de ces résultats montre que leur audience est essentiellement prolétarienne. Implanté dans un certain nombre d'usines, disposant d'un hebdomadaire vendu à 30 000 exemplaires, le P.C.I. a cessé d'être un petit groupe de propagande. Ses limites tiennent à ce qu'il vit encore replié sur lui-même. Malgré une certaine progression, il reste un parti d'activistes qui ne dépasse pas les 1 200 militants en 1947. La minorité, qui veut un parti large, voit un symbole de son repliement sectaire dans ses locaux qui restent ceux de l'organisation clandestine. Le divorce entre les ambitions du P.C.I. et la réalité entraîne une instabilité de sa direction : à chaque congrès elle est tenue pour responsable des échecs et désavouée.

Le II^e congrès, en février 1946, aboutit à une direction si instable qu'elle doit convoquer un nouveau congrès. Ce III^e congrès renverse la majorité de justesse **. La

* Un peu partout, les meetings électoraux du P.C.I. battent les records d'affluence. Les orateurs du P.C.I. sont défendus par les jeunes socialistes et aussi par les ouvriers qui brandissent leurs feuilles de paye. Le P.C.I. doit faire face à une violente campagne de calomnies. *La Marseillaise de Seine-et-Oise* avait accusé « le candidat hitléro-trotskyiste » d'être payé par le Parti radical. Le tribunal de Pontoise prononce contre elle des attendus sévères mais un vice de forme dans la procédure de l'assignation empêche l'indemnisation.

** Au II^e congrès, le rapport d'activité de la direction Marcoux (Spoulber) est repoussé par 47 délégués (contre 18) : ceux de la minorité, mais aussi ceux des anciens C.C.I. qui ont maintenant P. Frank pour chef de file. Le congrès repousse à l'unanimité une motion de D. Rousset qui tend à estomper les divergences avec le P.C.F. Il repousse également (24 voix contre, 3 pour, 47 abstentions) une motion d'Y. Craipeau qui propose d'envisager la construction du parti à travers le regroupement des tendances progressistes qui se développent dans le P.C.F. et le P.S. La résolution commune proposée par l'ancienne direction et l'ancien C.C.I. ne l'emporte que de quelques voix (39 contre 35).

Trop instable, la nouvelle direction doit convoquer un nouveau congrès sept mois plus tard, du 7 au 11 septembre 1946 : 150 participants dont 103 délégués mandatés. Cinq motions sont en présence. Deux d'entre elles considèrent le stalinisme comme l'ennemi principal ; l'U.R.S.S. est pour elles un capitalisme d'Etat

nouvelle majorité (52 délégués sur 103 !) élit Y. Craipeau comme secrétaire général. Elle va diriger le P.C.I. pendant une période décisive de son histoire.

Pour la nouvelle majorité, les grandes grèves à venir manifesteront la colère des travailleurs devant le divorce entre l'expansion de la production et des profits d'une part et, d'autre part, le recul du niveau de vie des travailleurs. Ce seront des luttes revendicatives au cours desquelles les révolutionnaires pourront jouer leur rôle, montrer aux travailleurs les conséquences de l'union nationale, préparer le regroupement politique de tous ceux qui en auront compris les leçons politiques : ainsi pourra se constituer un parti révolutionnaire capable de préparer l'étape suivante où se posera le problème du pouvoir.

Pour la nouvelle minorité, c'est là une attitude de capitulation d'une tendance droitière et opportuniste. Les grèves poseront le problème du pouvoir. Le parti sera porté par les masses révolutionnaires. A condition d'être dirigé par son aile révolutionnaire. De là la violence des affrontements. Ces affrontements ne s'atténueront pas au cours de la crise d'avril-mai 1947 où, pour la première fois de son histoire, le mouvement trotskistes jouera un rôle important. Celle-ci au contraire exacerbera la lutte fractionnelle.

La montée des grèves

Dès la fin de 1946, le nombre de conflits revendicatifs augmente. Ils intéressent 377 établissements en septembre, 138 en octobre et en novembre. Le nombre des grévistes s'élève à 29 519, 5 220 et 15 411. Mais ce ne sont pas des mouvements d'ensemble décidés par les syndicats ; ils n'entraînent qu'une fraction du personnel : 68,6 %, 22,5 %, 33,3 %.

En juin, *la Vérité* titre : « LA BATAILLE DES SALAIRES DOIT S'ENGAGER DANS LES USINES ! » En août, elle tire un numéro

(Guérin, Pennetier) ou une société anti-ouvrière de type nouveau (Chaulieu [Castoriadis]). Elles ne seront votées que par cinq délégués. Les motions de Marcoux et de Frank fusionnent à nouveau. Leur texte commence par affirmer « la crise révolutionnaire [...] n'est pas terminée ». La montée révolutionnaire permettra de « déborder le stalinisme ». La généralisation des luttes et la grève générale donnera au parti l'occasion de prendre la direction de la classe ouvrière et de poser le problème du pouvoir. Cette orientation est approuvée par 46 délégués.

spécial pour appuyer la grève des postiers ; ses mots d'ordre sont repris par la minorité du comité national de grève, animée par Bardin (Boitel) *. En septembre, elle salue la grève des marins de Bordeaux, celle des cheminots de Lyon : « La grève a encore payé ».

En janvier 1947, des grèves éclatent au gaz de banlieue (région parisienne), à l'Electro-mécanique (le Bourget), chez les dockers de Nantes, chez Michelin à Clermont-Ferrand. La C.G.T. met maintenant en avant la revendication d'un salaire minimal vital. Elle entend la faire triompher par des démarches auprès du gouvernement appuyées par des manifestations, sans arrêt de travail : manifestation place de la République le 10 février, manifestation des fonctionnaires le 14... « Les défilés ne suffisent pas », déclare *la Vérité*.

Le mouvement gréviste s'amplifie : en février dans la métallurgie parisienne, chez les fonctionnaires qui font une grève d'avertissement. Le plus important est celui de la presse. Comme la grève des rotativistes en 1946, ce dernier mouvement se heurte à une opposition obstinée de la centrale syndicale, des socialistes et surtout des communistes. Dans une édition spéciale du 14 février, *l'Humanité* s'efforce d'empêcher la grève : « Nous sommes sûrs que les ouvriers de la presse comprendront la nécessité de trouver un arrangement de travail et de production qui revalorise leur salaire. » Mais les ouvriers de la presse refusent de « revaloriser leur salaire » en allongeant le temps de travail et en accélérant les cadences. Le lendemain, les journaux ne paraissent plus et il n'est pas fait exception pour *l'Humanité*. La grève se poursuit plusieurs semaines mais, fidèles à leur tradition, les ouvriers se cantonnent dans une grève corporatiste. Or ils se heurtent à un mur : socialistes et communistes s'opposent à toute concession de peur d'avoir affaire à toute la classe ouvrière. Pour eux, l'heure est toujours aux sacrifices. Le 18 avril *le Populaire* titre sur huit colonnes : « LES GUEULES NOIRES SACRIFIENT LEURS CONGÉS » :

« Les dirigeants de la Fédération du sous-sol, répondant au

* Dès cette époque, la scission menace entre réformistes et staliniens chez les postiers. La minorité du comité national de grève déclare : « Contre le danger de scission, contre les briseurs de grève, renforçons la tendance lutte de classes. » Boitel qui anime cette minorité est le frère d'Alexis Bardin. Il a quitté en 1939 le P.O.I. dont il était un des principaux dirigeants et se borne à une activité syndicale.

souhait exprimé par Robert Lacoste, au nom du gouvernement, en vue d'assurer la continuité de la production charbonnière et d'en limiter le fléchissement, ont convenu, à titre exceptionnel pour l'année 1947, de ramener de 18 à 12 jours ouvrables la durée maximum du congé annuel.» [Guy Desson s'extasie :] « Le plus bel exemple de solidarité humaine. »

Le mouvement de la presse échoue. *La Vérité* en tire les leçons ainsi :

« Croizat a expliqué à Ramadier : « Si vous cédez, les métallos débraieront ». Cet odieux chantage montre l'importance du mouvement des ouvriers de la presse pour le développement des luttes ouvrières. Malgré cela, le comité de grève est resté passif. L'isolement a conduit à l'échec. »

Mais cet échec n'est qu'un épisode : « LA BATAILLE POUR LE MINIMUM VITAL NE FAIT QUE COMMENCER », titre *la Vérité* du 11 avril. Le 18 avril, elle donne à cette bataille des objectifs précis et unificateurs : l'augmentation doit porter sur le salaire lui-même et non sur les primes de production ; la revendication doit être unitaire et non hiérarchisée. *La Vérité* met en avant le mot d'ordre de 10 francs de l'heure, qui correspond aux calculs de la C.G.T. pour déterminer le minimum vital ; il faut passer à l'action par la grève pour arracher cette revendication ; il faut généraliser le mouvement pour faire peser tout le poids de la classe ouvrière.

Renault conteste

Brusquement, ces mots d'ordre vont trouver une formidable résonance. Et d'abord chez Renault, citadelle de la classe ouvrière, où travaillent des militants du P.C.I. et de l'U.C.I. Ils sont peu nombreux. Mais ils s'appuient sur le mécontentement grandissant des travailleurs.

Déjà, en mars et au début d'avril, des grèves partielles avaient eu lieu dans divers départements : à l'entretien, au modelage, à la fonderie, à l'artillerie. Dans ce secteur, les ouvriers avaient mis en cause le salaire au rendement. Dans l'ensemble, ces grèves se limitaient aux revendications particulières et catégorielles. Le P.C.F. s'oppose à tout arrêt de travail. Le 25 avril, rendant compte des élections à la Sécurité sociale, *l'Humanité* se réjouit du bon esprit stakhanoviste * des ouvriers de Renault :

* Au cours du premier plan quinquennal le mouvement stakhanoviste visait à augmenter démesurément, par l'émulation, les cadences au travail des ouvriers soviétiques.

« Chez Renault on vote, mais la chaîne de montage ne s'arrête pas. »

Pourtant, tous les ouvriers ne sont pas disposés à se sacrifier pour assurer le profit des usines Renault. Aux départements 6 et 18, où l'influence des trotskistes est forte, le mouvement va s'engager, cette fois, non sur des mots d'ordre catégoriels, mais sur des mots d'ordre valables pour tous les ouvriers.

Le 22 avril, à l'instigation d'un jeune ouvrier de l'U.C.I., Pierre Bois, 1 000 ouvriers du département 6 (secteur Collas) ont décidé le principe de la grève. A l'unanimité moins 36 opposants. Puisque le syndicat ne prend pas en charge leurs revendications, ils ont élu un comité de grève. Le vendredi 25 avril, 1 500 ouvriers du secteur Collas se mettent en grève sur les mots d'ordre des 10 francs de l'heure. Ils sont immédiatement suivis de ceux du département 18 qu'influence une cellule du P.C.I.

Le lendemain, la presse accorde quelques lignes au mouvement : « Grève partielle chez Renault », informe *Franco-Tireur* qui annonce « un millier environ » de grévistes et ajoute : « Les autres départements se sont refusés à suivre le mouvement auquel la direction syndicale se montre opposée. » *Le Populaire* donne quelques précisions : « Les ouvriers de chez Renault réclament un relèvement des salaires de 10 francs. Deux départements, 1 200 à 1 500 ouvriers en grève... Il s'agit en l'occurrence du relèvement du salaire de base du manoeuvre, de 10 francs, ce qui le porterait de 25 francs à 35 francs. » (Le mardi suivant, il précisera que le mouvement est parti des 2 000 ouvriers des départements 6 et 18.) *Combat* annonce que les ouvriers ont élu un comité de grève et sont mécontents de l'inaction de la C.G.T.

Quant à *l'Humanité*, elle ne souffle pas mot du mouvement. Elle en parle seulement le lundi sous le titre : « MANGEUVRES CONTRE LA C.G.T. ET LES NATIONALISATIONS AUX USINES RENAULT » :

« La presse réactionnaire tentait hier de donner une importance considérable au mouvement déclenché à la Régie Renault par une poignée de trotskistes qui ont réussi à entraîner 1 500 ouvriers sur les 30 000 que compte l'usine.

» L'organe gaulliste *Combat* * nous apprend qu'un "comité de grève" lutte en faveur des ouvriers "abandonnés par

* *Combat* continue à arborer dans son titre la croix de Lorraine de la résistance gaulliste, repris par le "Rassemblement du peuple français", du général De Gaulle.

leurs organisations syndicales" et dont les salaires « sont inférieurs à ceux des usines non nationalisées ». On ne peut mieux dire que derrière les instigateurs de ce mouvement, les hommes du R.P.F. tentent une manœuvre contre la C.G.T. et contre les nationalisations, la défense des salariés étant le cadet de leurs soucis.

» A noter que la "grève" est provoquée au moment précis où la section syndicale doit discuter avec la direction des revendications déposées il y a quelque temps, et qui doivent apporter de notables améliorations. »

Mais ce même lundi, c'est la grève sans guillemets qui s'étend. *Le Populaire* du lendemain annonce que le comité de grève a réuni 3 000 ouvriers à son meeting de midi.

« A 17 h 30, les responsables syndicaux qui préconisent la reprise du travail se sont fait huer et ont dû battre en retraite. On apprenait en fin de journée que les départements 5, 48, 49, 103, l'usine 0, les ateliers de tôlerie et du décolletage se joignaient aux grévistes. 10 à 12 000 travailleurs environ ne reprendront pas le travail ce matin. »

Franc-Tireur informe : « La grève s'étend chez Renault. Le nombre des grévistes a grossi de 1 500 à 8 ou 9 000. » Une photo du meeting organisé par le comité de grève montre les pancartes : « Nos 10 francs ! Nous voulons manger, unité d'action ! » La manchette du journal ironise : « Renault, la voiture qui débraie. »

L'Aube (M.R.P.) s'inquiète, sous le titre : « LES TROTSKISTES DANS LA COULISSE » : « Toute la question est de savoir qui emportera finalement l'adhésion des grévistes : le syndicat ou le comité de grève. »

Quant à *Ce Soir*, quotidien officieux du P.C.F., il attaque le mouvement : « Il semble donc certain que cette grève fait le jeu des adversaires des nationalisations et de ceux qui redoutent de voir les travailleurs organisés dans une puissante C.G.T. »

L'Humanité, cette fois, titre en première page : « A LA RÉGIE RENAULT, LA SECTION SYNDICALE LUTTE POUR OBTENIR LES REVENDICATIONS LÉGITIMES. UNIS AU SEIN DE LA C.G.T., LES MÉTALLOS FERONT ÉCHEC AUX PROVOCATEURS ET CONTRAINDRONT LA DIRECTION A DONNER SATISFACTION. » Pour *l'Humanité*, la preuve de la collusion des hitléro-trotskyistes avec la réaction et Truman est flagrante : au meeting du comité de grève assistaient des représentants de toute la presse et même... de la presse américaine. Le quotidien du P.C.F. rend compte à sa manière du meeting de la C.G.T. :

« Au cours d'un rassemblement qui, hier soir, à 17 h 30, regroupait sur la place Nationale à Boulogne-Billancourt plusieurs milliers de travailleurs des usines de la Régie

Renault, Georges Linet, secrétaire de l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie et Delanne, secrétaire du syndicat des Métaux de Boulogne, ont dénoncé le caractère provocateur de la grève déclenchée vendredi dans certains ateliers.

» Le fait que les éléments troubles qui sont à l'origine du conflit dirigent uniquement leurs coups contre la C.G.T. prouve bien quel est le but de ces provocations. Et Linet dénonce la présence parmi eux de Juel, exclu de la C.G.T. La presse réactionnaire qui avait déjà tenté vendredi de grossir démesurément cette grève était largement représentée au meeting que les instigateurs avaient organisé à 13 heures et où l'on remarquait également la présence de cinéastes et de journalistes américains.

» Mais, tandis que les instigateurs péroraient, une délégation de la section syndicale Renault C.G.T. qui, depuis plusieurs semaines, lutte pour l'aboutissement du cahier de revendications avait une entrevue avec la direction. Et Delanne en fait le compte rendu. »

Le mercredi 30 avril, il faut pourtant se rendre à l'évidence. C'est l'ensemble des ouvriers de Renault qui a débrayé : « 20 000 », écrit *Franc-Tireur* :

« Le gouvernement s'est saisi du conflit et s'emploiera aujourd'hui pour l'arbitrer.

» De son côté le comité de grève s'est renforcé des représentants des départements, ateliers et secteurs qui sont en grève depuis lundi ou mardi. Il est suivi aujourd'hui par la quasi-totalité des ouvriers. Son opposition avec les représentants de la C.G.T. réside principalement dans les moyens d'action pour obtenir une amélioration du pouvoir d'achat. Il maintient très fermement son point de vue : augmentation du salaire nominal et non des primes au rendement. [...] La liberté de tous est respectée. Les responsables du comité de grève travaillent sans relâche et continuent à organiser l'occupation de l'usine et l'installation des piquets de grève. »

La manchette souligne, par jeu de mots, l'importance de cette première opposition ouvrière de masse à la politique d'union nationale : « Renault, premier mais ». Significative du reste est l'information que publie en même temps le journal : le gouvernement engage des « poursuites contre le P.C.I. pour une affiche sur la guerre d'Indochine ».

Le Populaire titre sur quatre colonnes en première page : « 25 000 GRÉVISTES CHEZ RENAULT. UN CONSEIL DE CABINET SE RÉUNIT CE MATIN POUR ÉTUDIER LA QUESTION ET TENTER DE RÉGLER RAPIDEMENT LE CONFLIT. » Capocci écrit :

« Dès hier matin les responsables syndicaux tentèrent de reprendre le mouvement en main. La section syndicale C.G.T. lançait un mot d'ordre de grève totale pour onze heures. Mais une heure plus tôt, l'arrêt de travail était

généralisé. Puis à midi, Hénaff prenait la parole et tentait de faire reprendre le travail à 13 heures. Il ne put se faire entendre et, à l'heure prévue, 30 % seulement du personnel acceptait de se remettre à l'ouvrage. Enfin, à 16 heures, le nombre des grévistes dépassait 25 000. La C.F.T.C. s'était ralliée au mouvement et la minorité syndicale lançait l'appel suivant : « *Les travailleurs doivent s'exprimer démocratiquement, sans aucune confusion et à bulletins secrets pour ou contre la grève. Le vote doit être contrôlé à la fois par les militants syndicalistes responsables et par les militants qui ont pris la responsabilité du déclenchement du mouvement. Nous recommandons à tous les travailleurs de ne pas quitter l'organisation syndicale mais d'exiger dès maintenant un contrôle permanent des actes de tous leurs responsables.* »

» Les ouvriers furent appelés à se prononcer pour ou contre la grève. C'est à une majorité écrasante que la première attitude fut adoptée. Seuls quelques ateliers continuaient le travail, dans le calme et sans aucune pression extérieure. Ces faits sont à signaler car Hénaff avait déclaré le matin que « *les provocateurs hitléro-trotskistes à la solde de De Gaulle* » voulaient « *faire couler le sang* ». »

L'Humanité titre : « **L'UNION DES MÉTAUX DEMANDE : PRIME HORAIRE DE 10 FRANCS ; CONVENTION COLLECTIVE ; MINIMUM VITAL. UN SEUL BLOC CONTRE LES DIVISEURS, ENNEMIS DE LA C.G.T. !** » L'Union des métaux reprend en effet la revendication des 10 francs. Mais elle la transforme, selon la politique du P.C.F., en une prime de production. Deux autres articles tirent à boulets rouges contre les « diviseurs ». Mais *L'Humanité* doit avouer l'échec de Hénaff : « La majorité s'est prononcée pour l'arrêt du travail ».

Le 1^{er} mai, la direction communiste de la C.G.T. prend une première revanche. *L'Humanité* triomphe sur huit colonnes :

« Plus d'un million l'ont clamé hier, de la République à la Concorde, la classe ouvrière ne doit pas faire les frais du redressement national. Benoît Frachon fait applaudir les mots d'ordre d'union contre les diviseurs. »

Désormais, le P.C.F. rejette sur le P.S. la responsabilité du refus opposé par le gouvernement aux revendications ouvrières. Il fait semblant de croire que les instigateurs de la grève sont les socialistes. *L'Humanité* cite la péroraison de Costes :

« Que les diviseurs de la Régie Renault, agents du double jeu, aillent donc convaincre le président Paul Ramadier et le ministre de l'Economie nationale, André Philip, qui appartiennent à leur parti, de la nécessité de faire droit aux revendications des travailleurs. »

Au cours de la manifestation, le P.C.F. a pu donner l'impression qu'il avait derrière lui la majorité des ouvriers de Renault. En effet, craignant un coup de main sur l'usine, les partisans du comité de grève sont restés dans les bâtiments qu'ils occupent : derrière les banderoles de la Régie défilent communistes et sympathisants.

Seuls une centaine de partisans du comité de grève sont présents dans le défilé. Ils distribuent un tract du comité central de grève pour faire connaître leur mouvement et appeler à sa généralisation. *Le Drapeau rouge* raconte comment nombre d'entre eux ont été agressés par le service d'ordre du P.C.F., en même temps que les militants des jeunesses socialistes, des Auberges de jeunesse et du P.C.I. qui se sont joints à eux.

La victoire du Parti communiste peut bien être fragile. *Franco-Tireur* titre : « LA CRISE EST OUVERTE. LE CONFLIT RENAULT VA-T-IL S'ÉTENDRE A TOUTE LA MÉTALLURGIE PARI-SIENNE ? » Il écrit :

« Dans un tract du 30 avril, abondamment distribué hier au cours de la manifestation, le comité de grève, après avoir noté que le mouvement avait un caractère général depuis le 29 avril, " *malgré l'opposition de la direction syndicale*", formule ainsi la revendication essentielle : « 10 francs d'augmentation de l'heure sur le taux de base ; paiement des heures de grève... »

» De son côté, la direction syndicale pose, avec le souci d'arriver au même résultat, la question d'une manière sensiblement différente. Elle tient compte en effet de la répercussion politique de la grève qui remet en cause l'orientation gouvernementale sur le problème des salaires. »

Les communistes quittent le pouvoir

Le P.C.F. doit désormais lutter sur deux fronts. Dans les usines, il s'efforce d'enrayer la généralisation du mouvement. Au gouvernement, il essaie d'arracher des concessions. Une prime de production ne mettrait pas en cause l'orientation générale pour le développement de la production et permettrait au P.C.F. de ne pas paraître les mains vides devant les foules ouvrières.

Mais il se heurte à une opposition têtue des socialistes et du M.R.P. Vincent Auriol l'explique dans ses Mémoires : une limitation des profits entraînerait une crise boursière ; les salaires doivent rester bloqués¹⁴⁷. La grève de Renault va rendre impossible la collaboration du P.C.F. au gouvernement d'union nationale.

Or, dans le même temps, les rapports se tendent entre les Russes et les Américains. Pourquoi ? Les Russes ont vassalisé les pays occupés par eux que leur concédaient les accords de Yalta. Utilisant les partis communistes, souvent très faibles *, ils y ont assuré leur domination économique, transformant ces pays en satellites avant que leurs structures politiques aient été transformées. En 1946, l'U.R.S.S. domine complètement les échanges commerciaux avec la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie ; elle en contrôle l'essentiel pour la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Yougoslavie. Mais pour surmonter leurs difficultés économiques, la plupart de ces pays tendent à accroître leurs relations avec l'Ouest.

Or les Etats-Unis, forts de leur bombe atomique, cherchent à réduire les concessions faites aux Russes à Yalta. En juin, ils vont contre-attaquer en proposant leur aide pour la reconstruction des industries dévastées. Comme le dira clairement le rapport de la commission Harri-man, en novembre 1947, ce plan a des objectifs « stratégiques et politiques »¹⁴⁸.

C'est pourquoi, en 1947, les relations entre l'Est et l'Ouest commencent à se détériorer. Le 24 avril 1947, la conférence internationale de Moscou aboutit à un échec.

Si l'on en croit Vincent Auriol, le bureau politique du P.C.F. a commencé, dès le mois de mars, à s'inquiéter de la situation intérieure et internationale. Frachon aurait insisté pour qu'à l'effort accru demandé aux travailleurs corresponde une amélioration des salaires, sous forme de primes au rendement. Il précisait : « Le moment n'est pas encore venu d'envisager une action de masse. Il faut attendre les résultats de la conférence de Moscou. » Précisément à ce sujet, M. Thorez n'est pas optimiste. Il dit que « le climat de la conférence de Moscou n'est pas favorable »¹⁴⁷.

L'explosion du mécontentement ouvrier chez Renault ne fait donc que hâter une évolution inévitable. Les ministres communistes expliquent au gouvernement que leur situation est intenable. Le président de la République les met devant leurs responsabilités en cas de chute du gouvernement : « Des grèves, des mouvements, accom-

* Selon Fejtö les effectifs des partis communistes ont évolué ainsi d'avant la guerre à 1947 : Tchécoslovaquie, de 80 000 à 1 300 000 ; Hongrie, de 30 000 à 750 000 ; Pologne, de 20 000 à 800 000 ; Bulgarie de 8 000 à 710 000 ; Roumanie de 1 000 à 510 000. L'évolution des effectifs a un sens différent pour la Yougoslavie et l'Albanie.

pagneront cette chute ; des grèves paralyseront l'économie, des troubles risquent d'en résulter, et que vous le vouliez ou non, vous communistes, vous serez mêlés à ces mouvements. Alors viendra la chute de la situation financière, par le retrait des Bons, par les retraits de la Caisse d'épargne. »

Vincent Auriol invite Maurice Thorez à jeter une fois de plus son autorité dans la balance pour amener son parti à capituler :

« A la sortie, je retiens un instant Maurice Thorez et je lui dis : *« Vous avez été très courageux d'une façon permanente et, à plusieurs reprises, vous vous êtes jeté dans la mêlée. Faites-le encore, je vous en prie au nom de la Nation, au nom de la République. »*

» Très ému, rouge, il me dit : *« Je ne peux plus rien. J'ai fait tout ce que j'ai pu. Je suis maintenant au bout de mon rouleau. »* Et, à ce moment, j'ai vu des larmes dans ses yeux. »

Le 3 mai, le président de la république est de plus en plus inquiet. On discute du maintien au gouvernement, non seulement au bureau politique, mais dans toutes les fédérations du P.C.F. L'atmosphère du bureau politique n'est pas encourageante. « Malgré les interventions assez émouvantes de Maurice Thorez », les avis tendent à la rupture :

« Le Parti ne peut plus agir au sein du gouvernement pour influencer la politique française, on ne le craint plus. [...] Pour qu'on tienne compte de ses avis, il faut que le Parti communiste fasse, au moins provisoirement, de l'opposition, afin d'amener les partis bourgeois et la S.F.I.O. à tenir un plus grand compte de lui et à ne plus orienter la politique dans un sens si défavorable aux intérêts du communisme mondial, défendu par l'U.R.S.S. [...] Cette position a été violemment défendue par Mauvais et Marty. Duclos a fait des réserves. Maurice Thorez a gardé le silence, mais il paraît se laisser entraîner. »

Vincent Auriol prête aux communistes l'intention de « créer une crise ministérielle et [de] demander au successeur de Daladier, qu'ils espèrent être Bidault, de leur donner de grands portefeuilles que jusqu'ici on leur a refusés. Comme la situation sera difficile et qu'on ne pourra pas faire le gouvernement sans eux, ils espèrent ainsi aboutir à leurs fins. »¹⁴⁷

Le mouvement déclenché par les trotskistes serait ainsi utilisé pour le renforcement du P.C.F. dans le gouvernement qui aurait besoin de lui dans le rôle de dompteur. Le 2 mai, à l'Assemblée, Duclos avait déjà mis en garde les apprentis sorciers qui se réjouissaient de

l'affaiblissement du P.C.F. dans la classe ouvrière. *L'Humanité* avait rendu compte ainsi de son intervention :

« Notre camarade en vient au fait lui-même : aux revendications posées à la suite de la grève Renault. Nous avons assisté là à une manœuvre contre la C.G.T. et visant le Parti communiste. On voulait nous prendre de gauche, mais on se casse toujours les reins quand on veut nous prendre de gauche. La grève de chez Renault a été accueillie avec joie par toute la presse bien pensante. »¹⁴⁹

Le 4 mai, l'Assemblée discute de la question de confiance posée par Ramadier sur le maintien intégral du blocage des salaires. Cette fois-ci, les ministres votent avec l'ensemble du groupe communiste contre la question de confiance. Ils ne sont pas pour autant décidés à rompre avec l'union nationale : « A 15 heures, écrit Vincent Auriol, Léon Blum et Ramadier sont venus me voir à Marly. Le président du Conseil me dit avoir vu Maurice Thorez après la séance et reçu de lui cette déclaration : Nous n'entrerons pas dans l'opposition, nous ne démissionnerons pas, nous soutiendrons le gouvernement. »

Mais le président de la République et les socialistes ne veulent pas permettre aux communistes de jouer sur les deux tableaux : siéger au gouvernement tout en se désolidarisant de lui auprès des travailleurs, en appuyant leurs revendications. Ils veulent également éviter une crise ministérielle qui amènerait Bidault à la présidence. Ils entendent se contenter de replâtrer le ministère Ramadier. Aussi le président de la République exige-t-il des communistes qui ont voté contre la question de confiance qu'ils démissionnent. Comme ils s'y refusent, un décret mettra fin à leurs fonctions. Ils se résignent mal à ne plus être ministres : « Le Conseil de cabinet, me dit Ramadier, s'est tenu dans une parfaite cordialité. Thorez est très ému. Il paraît même qu'il aurait pleuré à la séance du matin du groupe communiste, car il se rend compte de la situation difficile où va se trouver son parti. »¹⁴⁷

Le 6 mai, le conseil national de la S.F.I.O., dominé par Léon Blum, se refuse à la démission du gouvernement et accepte le replâtrage du ministère Ramadier. Désormais la majorité change, et devient de « centre gauche ». La S.F.I.O. s'engage dans la recherche d'une « troisième force » entre gaullistes et communistes, une troisième force délibérément atlantique et pro-américaine.

Quant au P.C.F., il compte bien être rappelé au gouver-

nement. Il a maintenant les coudées franches pour soutenir les revendications ouvrières. Mais il continue à les orienter vers des primes de productivité et se refuse à toute généralisation du conflit qui rendrait définitive la rupture avec la bourgeoisie.

Reflux du mouvement de grève

Sur le front des luttes, la nouvelle attitude du P.C.F., puis son passage à l'opposition, lui permettent de redresser la situation.

Le 2 mai, chez Renault, il ne réussit pas encore à obtenir l'arrêt de la grève. Mais la poursuite du mouvement n'a déjà été votée que par 11 354 voix contre 8 015. *Le Populaire* défend tant bien que mal la politique gouvernementale. Le 5 mai, il titre : « POUR PRODUIRE PLUS AUX USINES RENAULT ET ENVISAGER DES PRIMES DE RENDEMENT : RÉUNION A L'HOTEL MATIGNON ENTRE TECHNICIENS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DE L'ÉCONOMIE NATIONALE. » Le même jour, les nouvelles qu'il donne soulignent que le comité de grève commence à être isolé :

« Un calme inaccoutumé régnait hier matin aux usines Renault où, par ordre de la direction, les ateliers ont été évacués. Seuls demeuraient accessibles les départements 6 et 18 où s'est installé le comité central de grève, sous la protection de piquets de grévistes qui demeurent réfractaires aux consignes syndicales. »

Le comité central de grève et les trotskistes s'efforcent d'entraîner à la généralisation de la grève. Le 3 mai *la Vérité* appelle, sur huit colonnes : « En avant pour les 10 francs ! A bas le gouvernement de vie chère ! Soutien à la grève Renault ! Généralisation du mouvement gréviste ! » Le 9 mai : « Contre le patronat et les manœuvres de division, grève générale de la métallurgie pour 10 F sur le salaire de base. Oui, c'est la grève générale qu'il faut préparer ! »

Ces appels ne restent pas sans réponse. Dans le Doubs, Peugeot par exemple a débrayé. Les délégués d'entreprises de la région, soutenant les 10 000 ouvriers de l'usine, exigent l'échelle mobile, réclamée par les trotskistes, et appellent à l'union des travailleurs pour la grève générale.

Dans la région parisienne, tous les militants du P.C.I. sont mobilisés pour entraîner les usines dans la grève,

tandis que les délégués du comité de grève appellent les ouvriers à la solidarité. Mais ils se heurtent désormais à une forte opposition et subissent un relatif échec aux usines Unic dont dépendait l'élargissement de la grève à toute la banlieue ouest. *Franc-Tireur* raconte :

« Le comité de grève de la Régie Renault ne reste pas inactif. Ses délégués ont fait hier une tournée des usines banlieusardes. Rue Pagès, chez Renaudin et Losson, qui fabriquent des pièces détachées pour l'automobile, les 250 ouvriers se sont prononcés pour la grève à l'unanimité moins 2 voix... Aux usines Unic, les 1 300 métallos ont interrompu le travail pendant deux heures : 851 contre la grève, 445 pour. »¹⁵⁰

Le 7 mai, *Franc-Tireur* donne des informations sur un « grand meeting dans la cour du secteur Emile-Zola », chez Renault :

« Parmi les amis du comité de grève, des rumeurs se répandent. Agitation chez Unic, Morane, Radio-Technique. Chez Caudron, les 100 ouvriers du secteur Garibaldi seraient pour la grève. A Suresnes, Renaudin continue la grève. A Levallois, les 400 de Tub-Auto ont débrayé. »

Le 8 mai, grève de 24 heures à Montluçon. Par contre, chez Renault, le P.C.F. remporte une victoire décisive : par 12 075 voix contre 6 866, les travailleurs ont accepté de reprendre le travail. Les départements 6 et 18 se sont prononcés pour la poursuite du mouvement.

L'Humanité souligne les « résultats acquis » : prime horaire de 3 francs, paiement des bons coulés au salaire de base, paiement des heures perdues, révision des temps insuffisants, commission de révision du chronométrage. Sans doute n'est-ce pas là ce que réclamaient les travailleurs, mais « ils sauront continuer dans l'usine l'action pour les 10 francs ». Des augmentations, bien entendu hiérarchisées, (de 3,5 % à 14 %) sont arrachées dans nombre d'usines de la région parisienne et du Nord : « Victoire sur les diviseurs et les provocateurs », conclut un rapport de B. Frachon devant les cadres syndicaux.¹⁵¹

L'Humanité manifeste encore de l'inquiétude pour la Régie : les ouvriers reprendront-ils effectivement le travail le lundi comme elle les y exhorte ? Le 13 mai, elle se félicite que tous aient été disciplinés, y compris ceux des départements 6 et 18. Malheureusement : « A la reprise normale, à 7 heures 30, les départements 6 et 18 arrêtaient de nouveau, et le désir de la direction était d'obtenir une intervention de la section syndicale. » *L'Humanité* qui avait accusé le comité de grève d'être l'agent de la direction de la Régie, explique sans vergogne que cette direction fait appel au P.C.F. pour briser le mouvement

La force du mouvement tient ensuite à sa détermination : les ouvriers ne se contentent plus de suivre passivement les directives syndicales : ils prennent leurs affaires en main. Ils ont compris « la nécessité pour les ouvriers d'imposer leur volonté ; réunis en assemblée générale de tous les ouvriers [ils] ont élu dans leur sein un comité de grève, c'est-à-dire qu'en fait ils sont passés par-dessus la tête de la direction syndicale ».

La faiblesse du mouvement tient à la faiblesse de ses cadres. Les trotskistes seuls l'animent (la C.F.T.C. qui le soutien n'étant qu'une force d'appoint dont on se méfie). Or ils ne disposent dans l'immense entreprise que de forces médiocres : un petit groupe de l'Union communiste internationaliste, centré sur le département 6 (Colas) dont Pierre Bois est le porte-parole et qui diffuse *la Voix des travailleurs* ; deux cellules du P.C.I., réparties à travers tous les départements et influençant surtout le département 18 : ils diffusent *Front ouvrier* *. Pendant le mouvement, les deux groupes agissent ensemble. Les tracts du comité de grève sont ronéotés au siège du P.C.I., rue de l'Arbre-sec. Au meeting du 25 avril qui, selon *la Vérité*, rassemble 4 000 travailleurs, interviennent Pierre Bois, au nom du comité de grève et le représentant de *Front ouvrier*, « la tendance syndicale qui lutte depuis plus d'un an pour le redressement de la C.G.T. ».

Mais les forces dont ils disposent sont insuffisantes. A la suite du meeting, ils réussissent à faire débrayer un peu partout. Mais, à la suite de la pression du syndicat, « c'est seulement 12 000 ouvriers des différents départements qui restent en grève. *Lutte de classes*** commente :

« Privés, dans presque tous les départements, d'éléments éduqués capables de tenir tête localement à la pression des bureaucrates petits et grands, aux ordres des bonzes syndicaux, ils ne peuvent aller de l'avant. Ils sont en grève contre la volonté des dirigeants cégétistes, et c'est à ces derniers que revient, dans beaucoup de secteurs, la direction d'un mouvement dont ils ne veulent pas. C'est là que commencent les " victoires " de la C.G.T. »¹³³

* *Front ouvrier* était devenu l'organe de la tendance " lutte de classes " de la C.G.T.

** *Lutte de classes*, 16-5-1947. C'est le dernier numéro. Le titre reparaitra en 1949 comme organe théorique (ronéoté) puis en 1950 (de janvier à mars) comme hebdomadaire avec les signatures de Bois, Mathieu et Ramboz, enfin de nouveau comme organe théorique.

des départements 6 et 18. Mais cette fois la direction syndicale sait ce que lui rapportent ses excès de zèle. Elle refuse de s'engager « dans la voie de la division des ouvriers, en opposant la masse du personnel à une minorité, si réduite fût-elle ».

Le mouvement de généralisation n'est pas encore terminé. Les travailleurs débraient chez Bugatti (Saint-Denis), Decauville (Corbeil), Otis-Pifre (Bezons). Mais aux camions Bernard, un des bastions du P.C.I., la reprise est décidée par 131 voix contre 128. Le vent a tourné. Le P.C.F. a repris la direction du mouvement ouvrier.

Leçons et conséquences de la grève Renault

Comment une petite minorité a-t-elle pu mettre en échec, dans son bastion, la formidable puissance de la direction communiste de la C.G.T. ? Cela tient bien entendu au mécontentement général de la classe ouvrière, écrasée dans son niveau de vie par la volonté du gouvernement tripartite pendant que les profits capitalistes montent en flèche. Nous avons vu que Frachon était conscient de la menace depuis plusieurs mois.

Mais cette menace a pris corps lorsque les travailleurs ont cessé de poser des revendications partielles et catégorielles pour avancer des exigences communes à toute l'entreprise et à tous les travailleurs. L'importance du mouvement, comme écrit *Lutte de classes*, tient à ce que les ouvriers du secteur Collas, qui ont eu l'initiative, « ont donné comme but à leur action une revendication générale et commune à tous les ouvriers, qu'ils sont passés outre à toute revendication particulière à leur département, qu'ils ont délibérément désigné leur lutte comme faisant partie de l'ensemble de la classe ouvrière »¹⁵². Refus des primes au rendement, augmentation sur le taux de base, échelle mobile pour maintenir les avantages acquis, ce sont là des revendications que reprennent naturellement les travailleurs. En lançant le mot d'ordre simple d'augmentation uniforme de 10 francs, (conforme aux calculs de la C.G.T.) le P.C.I. leur donne une grande force d'impact. *

* Les revendications formulées par *la Voix des travailleurs* restent plus générales : « Un salaire minimum vital, c'est-à-dire le réajustement des salaires promis par M. Croizat pour le 1^{er} février, sur le taux de base, et non les problématiques augmentations sur le boni que [les ouvriers] ne peuvent qu'obtenir au détriment de leur santé ; une garantie de ce salaire minimum vital : l'échelle mobile des salaires. » (2-4-47).

Comment la direction communiste de la C.G.T. réussit-elle à reprendre le mouvement en main ? Le mardi, elle utilise une manœuvre « en appelant elle-même à la grève générale d'une heure, pour soi-disant appuyer ses propres négociations avec la direction ». Elle escompte que les travailleurs, débrayant sur son ordre, suivront son ordre de reprise. « Mais une fois en grève, les travailleurs de toute l'usine y restent » et reprennent les revendications du comité de grève.

Dès lors, les dirigeants communistes de la C.G.T. ont recours à la violence. Celle-ci atteint son paroxysme à la veille du 1^{er} mai. Au meeting syndical convoqué à l'île Seguin, auquel assistent presque tous les ouvriers, Hénaff fait matraquer les grévistes qui veulent prendre la parole. Les ouvriers se dispersent et, selon *Lutte de classes*, seuls 200 à 300 ouvriers écoutent la fin du discours. Le contre-meeting du comité de grève est attaqué, un vendeur de *la Vérité* assommé par les hommes de main. « Le soir, à 300, barres de fer à la main, ils circulèrent dans l'usine pour expulser les piquets de grève », mais ils n'osèrent pas se présenter aux secteurs 6 et 18, bastions du mouvement.

Il s'agit d'empêcher les grévistes d'apparaître le lendemain à la manifestation du 1^{er} mai, sous les banderoles du comité de grève et d'entraîner les autres usines. Le matraquage redouble dans la manifestation. Pourtant, le vote du lendemain sur la reprise du travail « consacre le rapport des forces tel qu'il était apparu dans l'action gréviste du lundi, quand environ 12 000 ouvriers étaient en grève avant l'ordre officiel de la C.G.T. : le vote donne plus de 11 000 voix pour la grève, 8 000 contre ».

Mais les grévistes sentent que leur sort dépend de la généralisation du mouvement. Partout où il le peut, le Parti communiste français empêche par la force les délégués des grévistes de diffuser leurs tracts, par exemple chez Citroën.

Un moment pourtant le P.C.F. semble débordé. La lutte est vive dans les entreprises entre les trotskistes qui veulent généraliser le mouvement et le P.C.F. qui s'y oppose. Aux Camions Bernard, attendant le délégué principal, membre du Parti communiste internationaliste (P.C.I.), un militant entend la conversation entre les délégués : « On ne va pas tarder à avoir la visite des trotskistes pour nous faire débrayer. » Effectivement, une heure plus tard, la grève est décidée à l'unanimité. Pour une fraction notable de la classe ouvrière, au moins

dans la région parisienne, la direction de leurs luttes semble être passée des communistes aux trotskistes.

Cette situation confirme les « gauchistes » du P.C.I. dans leur croyance en la montée révolutionnaire qui doit permettre de « déborder » les stalinien. Pour eux, notamment pour la majorité de militants du P.C.I. chez Renault, on assiste au déferlement de la première vague. Si les trotskistes n'ont pu l'emporter que dans un petit nombre d'usines, si la grève générale n'a pas eu lieu, si le pouvoir de la bourgeoisie n'est pas menacé, ils en reporteront la responsabilité sur l'opportunisme de la direction du P.C.I. qui ne croyait pas à la montée révolutionnaire.

Mais les choses ne sont pas si simples. Le caractère purement économiste des revendications (elles-mêmes reprises de celles que mettaient en avant les trotskistes de la Régie Renault) montre bien que les grèves d'avril-mai 1947 s'inscrivent non dans une poussée révolutionnaire, mais dans le cadre des grandes luttes revendicatives qu'on pouvait prévoir en 1946, par suite du divorce entre le développement de la production et le niveau de la rémunération. C'est ce que confirme l'observation suivante de *Lutte de classes*.

« Au cours des meetings tenus par la C.G.T., les réactions des ouvriers étaient toujours très vives à l'égard de la "politique". *Pas de politique!* entendait-on crier dès qu'un orateur voulait prendre position à l'égard des cuisines habituelles entre partis et organisations rivales. *Nous ne voulons pas de politique. Parlez-nous de « beefsteak ».* Mais, quand un orateur du comité de grève présentait la véritable politique ouvrière, celle du "beefsteak", il rencontrait l'approbation unanime des grévistes. »¹⁵³

En fait, il rencontrait l'approbation unanime des grévistes quand il cantonnait ses propos aux problèmes économiques.

Du moment où le P.C.F., passé à l'opposition, reprenait à son compte les revendications ouvrières, il retrouvait le contact avec les masses. Du même coup, le mouvement trotskiste, qui avait servi de détonateur aux luttes revendicatives, restait incapable de les faire passer à un niveau plus élevé de conscience. Après avoir joué le rôle de clignotant, il se trouvait isolé. On allait bientôt en avoir la confirmation, lors des élections municipales de novembre.

*
**

Le mouvement de 1947 a permis à la classe ouvrière de reprendre la lutte pour l'élévation de son niveau de vie

et contre sa surexploitation. Il a manifesté pour la première fois une influence de masse des trotskistes. Pourtant, paradoxalement, au lieu de leur servir de tremplin, il amène la désintégration de leurs mouvements. L'expérience entièrement différente du P.C.I. et de l'U.C.I. aboutit au même résultat.

Forte de son leadership au comité de grève, l'Union communiste internationaliste se cantonne à l'usine Renault, qu'elle considère comme son bastion. Elle centre ses efforts sur *la Voix des travailleurs* devenue *La Voix des travailleurs de chez Renault*. En juin, elle s'engage dans la construction d'une nouvelle organisation syndicale.

« Le syndicat C.G.T. n'organise pas les ouvriers ; il groupe des cotisants. Il nous faut un véritable syndicat qui ne soit pas la propriété des bonzes, mais qui soit contrôlé par tous les syndiqués. Ce qu'il faut, c'est d'abord imposer la démocratie. Or, cela, on ne peut pas le faire dans la C.G.T. actuelle. C'est pourquoi la C.E. (élue par le secteur Collas) provisoirement transformée en comité d'action, a décidé de constituer un syndicat. Il vaut mieux 50 syndiqués actifs que 2 000 cotisants... Ce que nous voulons, c'est reconstruire le syndicat à la base. Pour réformer la C.G.T. sans les bureaucrates, il faut d'abord reconstruire les syndicats de base. »¹⁵³

Ainsi naît le Syndicat démocratique Renault (S.D.R.) qui se veut un syndicat sans bureaucratie et sans cotisations, un syndicat « pur » qui représentera directement les ouvriers.

En vertu de la législation sur les élections de délégués, le S.D.R. ne pourra se présenter qu'au troisième tour de scrutin, si le nombre des votants n'a pas atteint 50 % au cours des deux premiers. Le S.D.R. fait campagne pour l'abstention.

Il attaque violemment les militants du P.C.I. qui restent fidèles à la C.G.T. et présentent des candidats oppositionnels, notamment dans les secteurs 31 et 38¹⁵³.

Les élections manifestent une incontestable désaffection à l'égard de la C.G.T. Elle n'obtient que 12 683 voix sur 21 484 votants (et 30 000 travailleurs). La C.F.T.C., qui a soutenu la grève, progresse, obtient 2 116 voix. Il y a 6 696 bulletins blancs ou nuls selon la consigne du S.D.R. Ces résultats recourent ceux du vote pour la reprise du travail le 9 mai. Mais ils ne sont pas la preuve d'une poussée révolutionnaire. En février 1948, 570 ouvriers s'abstiendront encore de voter au secteur Collas, mais, au troisième tour, le S.D.R. obtient 296 voix contre 296 au

candidat C.G.T. qui est élu au bénéfice de l'âge. Le S.D.R. engage une action... devant le juge de paix.

A ce qu'ils considèrent comme l'aventure d'un « syndicat rouge », les militants du P.C.I. se sont violemment opposés. En fait le S.D.R. n'est pas même un syndicat rouge. Il ne fait référence qu'au principe général de la lutte des classes. Il se borne à des revendications immédiates et, de plus en plus, à des revendications d'atelier. *La Voix des travailleurs* affirme diffuser chez Renault 2 000 exemplaires. En fait, elle se cantonne de plus en plus au secteur Collas. C'est un syndicat aussi « réformiste » que les autres — et localiste de surcroît — où s'isolent les militants de l'U.C.I. Son journal a tenté de paraître hebdomadaire (en août-septembre, puis pendant les premiers mois de 1948). En mai 1948 il cesse de paraître, remplacé par un tract ronéoté : fin août 1948, le S.D.R. a disparu.

Entre-temps, le groupe *Lutte de classes* s'est disloqué. Barta (Korner) et Louise, ses fondateurs, l'ont quitté. Il disparaît pratiquement jusqu'en 1956.

L'impasse

Les Jeunesses socialistes rompent avec la S.F.I.O.

En 1946-1947, une certaine opposition à l'union nationale commence à se dessiner dans les partis ouvriers et surtout dans les mouvements de jeunesse. Elle est spectaculaire dans les Jeunesses socialistes (J.S.).

Leur bureau national a contribué, en juillet 1946, à renverser la direction blumiste de la S.F.I.O., remplacée par une équipe qui s'affirme à sa gauche, avec Guy Mollet comme secrétaire général et Yves Dechézelles comme secrétaire adjoint. Il affiche sa discipline au parti : par exemple, en janvier 1947, lorsque le gouvernement Ramadier procède à une baisse autoritaire des prix de 5 %, le bureau national « tient à manifester sa satisfaction et sa fierté devant les mesures prises par le gouvernement socialiste ». Mais en même temps son journal titre sur six colonnes : « LE MEILLEUR CONTROLEUR DES PRIX, C'EST LA MÉNAGÈRE » et appelle à constituer des comités de ménagères ¹⁵⁵.

En octobre 1946, rompant avec la tradition réformiste de *Jeunesse*, les J.S. ont lancé un hebdomadaire de combat : *le Drapeau rouge*. En fait, *le Drapeau rouge* prend

le contre-pied de toute la politique du P.S. Il proclame sa solidarité avec les maquisards grecs et avec les Vietnamiens contre lesquels le gouvernement « socialiste » mène une guerre coloniale¹⁵⁶. Il soutient les revendications des rotativistes et des fonctionnaires¹⁵⁷, réclame le contrôle de la gestion des entreprises par les comités d'entreprise. Il exige la rupture des partis ouvriers avec la bourgeoisie¹⁵⁸, se réclame de Lénine, Luxemburg et Liebknecht et publie en feuilleton le récit de la révolution russe par John Reed : *Dix jours qui ébranlèrent le monde*.

L'organisation des J.S. s'est profondément transformée. Les bureaux fédéraux comportent désormais des responsables du travail ouvrier, paysan, femmes, armée, "jeune garde"¹⁵⁹.

Un épisode significatif révèle l'évolution de la Jeunesse socialiste et son influence. Elle s'efforce de réaliser le Front laïque antifasciste de la jeunesse (F.L.A.J.), avec le Mouvement laïque des auberges de la jeunesse (M.L.A.J.), les Jeunesses laïques républicaines (J.L.R.), la Fédération sportive et gymnique du travail (F.S.G.T.), l'organisation communiste de la jeunesse (l'U.J.R.F.). La Jeunesse communiste internationaliste (J.C.I.) demande son adhésion au Front de la jeunesse. L'U.J.R.F. s'y oppose, sous prétexte qu'il s'agit d'une organisation de provocateurs fascistes. La J.C.I. propose que les communistes apportent la preuve de leurs accusations devant un jury d'honneur constitué par le Front laïque antifasciste de la jeunesse. L'U.J.R.F. en est bien sûr incapable. Elle s'y refuse. Dès lors toutes les organisations du F.L.A.J. constatent que ces accusations sont calomnieuses et, à l'unanimité moins l'U.J.R.F., décident d'admettre la J.C.I. L'U.R.J.F. quitte le F.L.A.J.

« Où SONT LES DIVISEURS ? » titre *le Drapeau rouge* qui attaque « les nouveaux chauvins de l'Avant-garde et les calomnies staliniennes ». C'est dans cette situation que se tient à Montrouge, le 10 avril, le congrès des J.S., devant un millier de délégués et d'auditeurs. Le rapport moral est adopté par 187 délégués contre huit et une abstention. La résolution sur les entreprises qui souligne la nécessité de riposter par la grève est votée à l'unanimité moins quatre voix.

Le représentant de l'U.J.R.F., qui refuse de s'expliquer sur les calomnies antitrotskistes, reçoit un accueil houleux. Celui des J.C.I., Marc Paillet, précise clairement les divergences qui séparent encore des J.S. son organisa-

tion. Il reçoit un accueil chaleureux. Le congrès acclame debout une délégation de la jeunesse vietnamienne. Le responsable international des Jeunesses socialistes, R. Sauterey, souligne la solidarité des travailleurs français avec les combattants vietnamiens et leur gouvernement. Yves Dechézelles, encore secrétaire adjoint de la S.F.I.O., conclut : « Vive le Viêt-nam, et son gouvernement populaire présidé par Hô Chi Minh ! »

En avril, *le Drapeau rouge* publie une retentissante interview du Dr. Raseta, dirigeant révolutionnaire de Madagascar sur la féroce répression colonialiste dans l'île *. Il affirme sa solidarité avec la jeunesse ouvrière allemande. Le 1^{er} mai, il se solidarise avec la grève de Renault, que ses militants appuient de toutes leurs forces. Il appelle à la grève générale.

Or le Parti socialiste s'obstine dans sa politique de blocage des salaires et de guerre coloniale et s'engage dans la voie de la « troisième force » avec les partis réactionnaires. Il ne peut pas tolérer l'orientation des J.S. Au début de juin 1947, il exclut tous les dirigeants des J.S. et prononce la dissolution des Jeunesses socialistes **. La direction du P.S. a pris cette décision à la quasi-unanimité, y compris Guy Mollet et les pivertistes. Seuls s'y sont opposés Yves Dechézelles, Jean Rous et Suzanne Clair. La presse de droite approuve chaudement l'exclusion des J.S. *L'Epoque* y voit « une volonté de continuité dans la voie où M. Ramadier s'est engagé ». « UNE DÉCISION COURAGEUSE » titre *le Figaro*. *Le Drapeau rouge* commente :

« Notre dissolution ne vient pas à n'importe quel moment. Elle vient au moment où des millions de travailleurs entrent en lutte contre le patronat et l'Etat pour améliorer leurs conditions de vie. Et où ils trouvent en face d'eux le gouvernement présidé par le « socialiste » Ramadier qui

* En mai, *la Vérité* publie aussi le récit des massacres que lui ont fait parvenir les révolutionnaires malgaches : « Nous ne pouvons plus enterrer nos morts, car tout rassemblement étant interdit, ceux qui tentent de ramasser les cadavres sont considérés comme groupements rebelles. On tire sur eux surtout dans les zones d'opérations (Moramanga, Andapa, Manakara, Vohipéno). Informez le peuple français qui n'a pas voulu les massacres. La situation à Madagascar est atroce. »

** La direction du P.S. prend comme prétexte la découverte de la serviette d'un des principaux dirigeants des J.S., Dunoyer (André Essel), près de l'école où habitait Y. Craipeau. Renvoyée au ministre de l'Intérieur socialiste (Edouard Depreux) par le commissaire de police, cette serviette servait de preuve de la collusion entre J.S. et P.C.I.

s'oppose à leurs revendications, brise leurs grèves, envoie la troupe contre les grévistes, pratique la réquisition chère aux réactionnaires. Elle vient après la grève de chez Renault où l'on a préféré la crise gouvernementale, le bloc anticommuniste et une perte considérable de millions, plutôt que de donner satisfaction aux ouvriers. Elle vient pendant la grève des cheminots où l'on préfère la paralysie générale de l'économie plutôt que de faire droit aux justes revendications des travailleurs du rail. La jeunesse socialiste a été aux côtés des grévistes de chez Renault. Elle a soutenu les travailleurs du gaz et de l'électricité. Elle a protesté contre les mesures de réquisition projetées, alors que le gouvernement faisait preuve de tant de mansuétude pour les commerçants. Elle a dénoncé les crédits militaires où s'engouffrent les milliards avec lesquels on pourrait améliorer le sort des travailleurs. Aujourd'hui, elle soutient sans conditions toutes les batailles ouvrières et particulièrement la grève des cheminots. [...]

» Ce qui nous sépare de la "gauche" officielle, de Guy Mollet à Marceau Pivert, c'est que celle-ci est capable de prononcer toutes les paroles révolutionnaires que l'on veut, sans que jamais cela l'engage à rien, sans jamais éprouver le besoin d'accorder les actes avec les déclarations démagogiques. [...]

» On a voulu briser notre mouvement parce qu'il gênait Ramadier et Moutet dans leur lutte contre les ouvriers et les coloniaux. » * 160

Tandis que Yves Dechézelles démissionne de son poste de secrétaire adjoint de la S.F.I.O., le bureau national des J.S. reçoit des témoignages de solidarité de toute l'organisation et de quelques sections du P.S. Dès lors, il engage délibérément les J.S. vers le « regroupement révolutionnaire ». C'est le titre de l'éditorial de son secrétaire général, Marcel Rousseau, le 19 juin. A l'U.J.R.F. qui presse les J.S. de rejoindre ses rangs il répond : « L'unité n'est possible que sur un programme révolutionnaire. » *Le Drapeau rouge* appelle les révolutionnaires du Parti socialiste à rompre avec la S.F.I.O. et convoque un congrès à Villeurbanne, en même temps que celui du P.S. à Lyon.

A Lyon, le congrès socialiste approuve l'orientation de Ramadier par 4 400 mandats ; 274 seulement vont aux adversaires de l'union nationale (motion du Rhône). A Villeurbanne, les J.S. approuvent leur bureau national et par 157 délégués contre 7 et 9 abstentions décident de « rompre avec le Parti de Ramadier » et de s'engager sur

* *Le Drapeau rouge* déclare que le Parti socialiste « a volé 107 000 francs » dans la caisse du journal pour étrangler financièrement.

la voie du parti révolutionnaire. La première étape consiste à regrouper les socialistes révolutionnaires :

« Le comité national est mandaté pour prendre contact immédiatement avec les militants révolutionnaires du Parti socialiste comprenant la nécessité de rompre avec la social-démocratie et qui veulent participer à la construction du parti révolutionnaire. »

Des « comités de regroupement révolutionnaire » se constituent à Besançon, avec 36 militants ouvriers dont le trésorier de l'union départementale C.G.T., à Montbéliard, chez les ouvriers de Peugeot qui entrent en grève, à Valentigney, à Montluçon (avec des groupes dans huit usines, et deux conseillers municipaux), à Lyon, à Clermont-Ferrand, à l'Arsenal de Brest, à Decazeville, à Cherbourg, etc.

Le 13 septembre 1947, le comité national des J.S. prend la décision de les organiser dans tous les départements. Il demande qu'ils « se mettent à l'étude des programmes révolutionnaires des mouvements existants », ce qui signifie pratiquement à l'étude du programme de la IV^e Internationale. Participeront à ces comités « outre les militants de la J.S., les militants issus de la S.F.I.O. ou du P.C.F. et de l'U.J.R.F., les militants du P.C.I. et des J.C.I. ainsi que les syndicalistes révolutionnaires ». *Le Drapeau rouge*, qui devient « organe des J.S. pour le regroupement révolutionnaire », signale l'adhésion de militants S.F.I.O., venus surtout des « groupes d'entreprises socialistes ».

En novembre, la minorité socialiste, constituée en « Action socialiste révolutionnaire » rompt avec la S.F.I.O., par une lettre signée notamment par Dechézelles et H. Barré, conseiller de la République. La conférence de l'A.S.R. décide de participer au regroupement révolutionnaire avec le P.C.I.

Dispersion des révolutionnaires

En novembre 1947, il est évident qu'en mettant fin à sa complicité avec le gouvernement, le P.C.F. a repris le contrôle des masses ouvrières. Même la social-démocratie n'a subi qu'une hémorragie très limitée. Pourtant, les grèves d'avril-mai ont montré que l'emprise des organisations traditionnelles n'était pas sans fissures. Des milliers de militants ont rompu avec leur politique d'union

nationale. L'unification du P.C.I. avec la Jeunesse socialiste et l'A.S.R., sur le programme de la IV^e Internationale semble imminente. Telle est la conclusion de tous les articles de discussion que publie *le Drapeau rouge*, dans la tribune libre qu'il a ouverte à ce sujet : tous se prononcent pour l'unité avec le P.C.I. et la J.C.I.

Du reste, depuis des mois, les réunions communes du bureau national des Jeunesses socialistes et de la minorité révolutionnaire de la Commission administrative permanente, la direction du Parti socialiste (Y. Dechézelles, S. Clair et J. Rous) sont présidées par le secrétaire national du P.C.I. et organisent la convergence des trois mouvements.

D'autre part, des contacts ont été établis avec des responsables de plusieurs sections du P.C.F. et un membre du comité central. La tendance majoritaire du P.C.I. ne les a pas révélés aux organismes réguliers, en raison de l'exacerbation des luttes fractionnelles, mais elle compte sur la participation d'un certain nombre de communistes au regroupement révolutionnaire*.

Bien entendu, les Jeunesses socialistes ont perdu une partie importante de leurs effectifs en rompant avec un parti de masse et l'A.S.R. ne regroupe que quelques centaines de militants mais la direction du P.C.I. estime que le nouveau parti regroupera une dizaine de milliers de militants. Elle considère également possible que s'organise un mouvement de jeunesse autonome, qui serait une école du socialisme, à partir des organisations de masse influencées par le P.C.I. et les J.S., comme les Auberges de jeunesse et les Eclaireurs de France. Les révolutionnaires pourraient aborder la nouvelle étape avec un rapport de forces bien supérieur.

Pourtant, en quelques semaines, ces espoirs vont être réduits à néant. Beaucoup de militants du P.C.I. ne peuvent s'expliquer leur échec et la reprise en main de la classe ouvrière par le P.C.F. que par une trahison de leur direction « opportuniste ». Ils sont convaincus qu'il suffirait de reprendre les incantations à la grève générale et au « débordement », pour que souffle à nouveau le vent révolutionnaire.

Le IV^e congrès du P.C.I., en novembre 1947, donne une majorité relative à la tendance « de gauche » (Frank, Lambert, Bleibtreu) que la direction internationale a

* Plusieurs des militants du P.C.F. alors en relation avec le P.C.I. se retrouveront au groupe Unir.

appuyée de toute son autorité. Les deux autres tendances « gauchistes » se sont également renforcées : celle de Socialisme et Barbarie (Castoriadis) et celle qui défend la thèse du capitalisme d'Etat en U.R.S.S. (Guérin, Penne-
tier). L'ancienne majorité (Craipeau, Demazière, Filiâtre, Parisot) est mise en minorité : considérant que ses adversaires ont manipulé les mandats, elle refuse d'entrer au bureau politique et hésite sur sa participation au comité central.

Il s'agit, en fait, de beaucoup plus qu'un changement de majorité. Certes, la nouvelle direction entend poursuivre la politique de regroupement. *La Vérité* l'annonce sur huit colonnes en rendant compte du congrès. Mais les J.S. et l'A.S.R. refusent de s'intégrer à une organisation dont elles réprouvent la politique de secte. Elles hésitent fort à rejoindre une organisation internationale qui a apporté un soutien délibéré à cette orientation sectaire.

Les réticences se font de plus en plus fortes, comme on voit par la tribune libre du *Drapeau rouge*. Y. Craipeau s'efforce d'y répondre en participant à cette tribune libre : « PERSONNE NE VEUT PLUMER LA VOLAILLE ». Il ne convainc guère. A la conférence de l'A.S.R., en décembre, le principe du regroupement est maintenu, mais seuls quelques-uns des délégués des vingt fédérations se prononcent pour une fusion rapide avec le P.C.I. Le bureau national des J.S. « constate que les discussions et les actions engagées avec le P.C.I. ont montré qu'en dépit des divergences un accord fondamental sur le programme révolutionnaire existe entre nos deux organisations. Par conséquent aucun obstacle sérieux ne pourrait s'opposer à la construction d'un parti révolutionnaire réunissant la J.S. et le P.C.I. » Mais il se borne à préconiser « l'unité d'action étroite ».

En fait c'est entre la J.S. et l'A.S.R. seulement que s'opère le rapprochement. Sur ces entrefaites une nouvelle tendance est exclue à son tour de la S.F.I.O. : la Bataille socialiste, issue pour l'essentiel du groupe Libérés, qui tient avant tout à ne pas se couper du P.C.F. Elle engage des pourparlers avec l'A.S.R., mais ses représentants (G. Martinet, Bloncourt) refusent l'action commune avec le P.C.I. Ils constitueront finalement un mouvement satellite du P.C.F. : le Parti socialiste unitaire (P.S.U.). Les J.S. et l'A.S.R., quant à elles, sont hostiles au stalinisme comme à la social-démocratie. Mais elles s'éloignent de plus en plus d'un P.C.I. qui s'étirole.

A cette époque, D. Rousset et J.-P. Sartre lancent, avec

de grands moyens financiers, une nouvelle organisation : le Rassemblement démocratique révolutionnaire (R.D.R.). C'est une organisation floue, sans programme défini. Elle compte sur l'appui que lui prête le quotidien *Franc-Tireur* qui a éliminé les staliniens de sa rédaction.

Devant l'impuissance du P.C.I., certains de ses anciens dirigeants, comme Demazière, Parisot ou Beaufrère, y voient une planche de salut pour regrouper ceux qui ont tiré expérience de l'orientation du P.C.F. et du P.S. Malgré l'opposition de Craipeau, Chauvin et Filiâtre, ils préconisent l'entrée dans le R.D.R. * Le conflit avec la nouvelle direction du P.C.I. à ce sujet amène le départ de presque tous les anciens majoritaires.

En avril 1948, la Jeunesse socialiste fusionne avec l'A.S.R. Malgré l'intervention d'une déléguée du P.C.I., la conférence met un point final aux tentatives de regroupement :

« Malgré l'accord sur les principes fondamentaux du marxisme qui existe entre le P.C.I. et l'A.S.R., les divergences qui subsistent, tant sur l'appréciation de la période que sur la stratégie générale de l'avant-garde, rendent impossible l'unification immédiate entre les deux organisations. La crise intérieure que traverse actuellement le P.C.I. et qui a abouti au départ d'une de ses grandes tendances, constitue du reste un obstacle supplémentaire à cette fusion. »

En avril 1948 se tient le second congrès de la IV^e Internationale, avec les représentants de 22 sections. Il confirme l'orientation de la conférence de 1946. A nouveau, il pronostique une puissante montée révolutionnaire, une « formidable politisation » de la classe ouvrière aux U.S.A., considère qu'en Italie et surtout en France « l'expérience acquise par les masses » et « la menace réactionnaire » ont déterminé une « politisation accrue

* Dans la revue de l'A.S.R. *Confrontation*, Marcel Rousseau exprime cet espoir : « Le journal *Franc-Tireur*, depuis la Libération, avait acquis une large audience ouvrière et dans toute une partie des classes moyennes. Sa politique avait essentiellement un caractère négatif. Il ne faisait somme toute que traduire la suite de déceptions enregistrées depuis la Libération. L'afflux de courrier qui suivit la parution du manifeste (R.D.R.) montra que les lecteurs du *Franc-Tireur* attendaient aussi autre chose. On s'est gaussé de son confusionnisme. Nous devons dire qu'il avait un mérite essentiel. Il dénonçait clairement la faillite social-démocrate et la mystification stalinienne ; il posait comme essentiel à toute progression du mouvement révolutionnaire l'exercice de la démocratie ; il fixait le but sans ambiguïté, la construction du socialisme. »

des luttes ouvrières ». Curieusement, le congrès voit une preuve de la montée révolutionnaire dans l'exacerbation des conflits entre les deux blocs — de Moscou et de Washington — et le début de la guerre froide. Comme si l'un des blocs représentait la bourgeoisie et l'autre la classe ouvrière. Il admet maintenant que « les partis socialistes sont un terrain important pour nos sections » et donne l'exemple de la France où précisément cela a cessé d'être vrai. Le congrès conclut : « Les conditions objectives restent favorables au renforcement de nos organisations et à leur transformation plus ou moins rapide en partis de masse. »

Mais, en France, la nouvelle direction du P.C.I. appuyée par l'Internationale, a rendu impossible cette transformation. Devant le congrès, Y. Craipeau est venu, sans espoir, appeler à un changement de cap. Après vingt ans de militantisme dans le mouvement trotskiste, il démissionne du comité central et du P.C.I., « constatant que le P.C.I. actuel ne peut plus, en aucune manière, devenir un pôle d'attraction pour les militants d'avant-garde et ne peut que se transformer en chapelle sectaire ».

Le diagnostic sera confirmé par les faits. En 1948, le groupe Socialisme et Barbarie se sépare du P.C.I. En 1949, ce sera le tour de la tendance Pannetier-Guérin. Resté seul le groupe Frank-Lambert ne tardera pas à se scinder. L'internationale ayant décidé en 1953 que les trotskistes « doivent être présents dans le mouvement stalinien pour influencer son développement », la majorité de ceux qui restent au P.C.I. (Lambert, Bleibtreu) s'y refusent et sont exclus. Avec le groupe minoritaire de P. Frank rompront tour à tour : Corvin et Michèle Mestre qui publieront *Le Communiste* avec une orientation néo-stalinienne, Berger et les militants du P.C.F. qui publient *la Voix communiste*, Posadas, qui fonde une petite secte tiers-mondiste et ultra-gauchiste (*Lutte communiste*) enfin Pablo et Privas (Grimblat) qui animent la tendance marxiste révolutionnaire de la IV^e Internationale et publient *Sous le drapeau du socialisme*.

De son côté, en 1955, une partie du squelettique P.C.I. « majoritaire » rompra avec le « groupe sectaire » de Lambert pour rallier la Nouvelle Gauche. Le groupe Socialisme et Barbarie se scindera plusieurs fois pour disparaître en 1964. Enfin les militants de l'Union communiste ne recommenceront qu'en 1956 à publier de petites feuilles ronéotées dans quelques entreprises, sous le titre *la Voix ouvrière*.

Ainsi, au cours des années 50, le mouvement trotskiste, dispersé dans une poussière de sectes qui s'entre-déchi-
rent, a pratiquement disparu de la scène politique. Le
R.D.R. n'a eu lui-même qu'une vie éphémère et peu
glorieuse.

Apparemment, il ne reste plus rien de l'expérience du
mouvement internationaliste que tant de sacrifices
paraissaient avoir forgé pendant la terrible épreuve de
la guerre. Les espoirs en une transformation de la guerre
impérialiste en guerre civile semblent ne s'être nulle part
réalisés. L'épreuve de la Deuxième Guerre qui devait lui
être fatale, le vieux monde apparemment l'a subie sans
dommage. Il connaît comme une nouvelle jeunesse, seule-
ment menacé par une société stalinienne qui reprend ses
normes essentielles. Dans tous les pays, les partis
ouvriers traditionnels ont maintenu leur influence sur
les masses populaires, les uns soumis à l'obédience de
Moscou, les autres soumis à l'obédience de l'impérialisme
américain, leader du « monde libre ». Au lieu de conqué-
rir une audience de masse, les partis révolutionnaires ont
pratiquement disparu.

La vieille taupe n'est pas morte

La Deuxième Guerre mondiale, à première vue, semble avoir fermé les portes à l'espoir socialiste que la révolution russe avait ouvertes à la fin de la Première. Grâce à la politique d'union nationale, le capitalisme a survécu. Sous l'égide de l'impérialisme américain, plus puissant que jamais, dont la police surveille tous les continents, il connaît pendant des décennies une prospérité nouvelle, dont seuls quelques doctrinaires se donnent le ridicule de contester la réalité. Il entraîne l'humanité dans la frénésie du profit, pillant le tiers monde, saccageant les ressources de la planète, polluant sans ménagement l'air, l'eau et la nature entière, tandis que l'éventualité d'une guerre atomique fait planer sur l'espèce la menace d'une destruction totale.

Quant à la dictature de la bureaucratie russe sur les ouvriers et les paysans, malgré une guerre terrible, elle ne s'est pas effondrée, ni même relâchée. Trotski, qui la considérait comme une excroissance parasitaire et instable de la société socialiste, avait précisé, en 1940, que si elle survivait à l'épreuve de la guerre, il faudrait reconsidérer son analyse. En fait le système bureaucratique s'est avéré stable et s'est renforcé en étendant son protectorat sur une bonne partie de l'Europe.

Née de la sanglante contre-révolution stalinienne, sa

dictature continue à couvrir l'exploitation des travailleurs par le capitalisme d'Etat, avec un manteau idéologique fabriqué à partir d'oripeaux empruntés à Marx et à Lénine. La pensée socialiste, instrument d'émancipation, dégénère en mythes justifiant un nouveau type d'oppression. Au lendemain de la guerre, on peut se demander si l'humanité n'est pas condamnée à osciller entre l'exploitation capitaliste et une nouvelle société d'exploitation pire que l'ancienne. C'est le temps de la désespérance. Après *Minuit dans le siècle* de Victor Serge, c'est *la Vingt-cinquième Heure*. Orwell décrit par anticipation la société totalitaire de 1984.

Parmi ceux qui s'étaient engagés dans la lutte révolutionnaire pendant la guerre, beaucoup sont désorientés par le déferlement des nationalismes et l'emprise sur les masses des réformistes et du stalinisme. Dans l'impuissance du mouvement internationaliste et sa dispersion, ils voient le signe de son anachronisme : le combat attardé d'une poignée d'hommes et de femmes attachés au rêve désuet du socialisme émancipateur. Tant d'efforts et de sacrifices tragiquement vains ! Devant leurs débats passionnés, rétrospectivement dérisoires, ces tempêtes dans un verre d'eau, ils les jugent un tantinet romantiques et ridicules. Eux aussi désespèrent de l'avenir. Comme si la marche de l'humanité pour se libérer de son Moyen Age millénaire pouvait aller au rythme de leurs espoirs et de leurs impatiences.

*
**

Comme Marx, Trotski aimait à rappeler la devise de Spinoza : « Ni rire ni pleurer : comprendre ». Ce qui gêne pour comprendre le sens de l'Histoire, c'est notre subjectivité : nous avons tendance à juger selon les rythmes de notre courte vie, à partir de notre expérience provinciale d'Occidentaux et selon les schémas du passé. Comprendre, c'est juger à l'échelle de la planète, selon les rythmes de l'évolution historique, en admettant l'évidence que cette évolution ne suit pas un chemin tracé d'avance. Parce que la guerre n'avait pas sonné l'heure de la révolution en Europe occidentale, les révolutionnaires de ma génération ont eu le sentiment que le vieux monde restait désespérément immuable. Le recul de trente ans montre qu'il n'en est rien. La guerre a entraîné la libération des peuples dominés par l'impérialisme — les quatre cinquièmes de l'humanité. Elle a ébranlé à terme l'ensemble du système capitaliste. A l'échelle de la planète, la guerre

a bien allumé la guerre civile. Mais autrement que dans la tradition révolutionnaire de 1917 à 1923. En Europe, c'est au nom de l'indépendance de leurs peuples que les partisans rouges ont libéré la Yougoslavie et l'Albanie de l'occupant nazi. En Asie, c'est en menant la guerre contre l'envahisseur japonais que Mao Tsé-toung a préparé la victoire définitive contre le Kuo-Ming-Tang, au cours d'une lutte d'un quart de siècle. Les peuples d'Indochine mettront un tiers de siècle à se débarrasser des colonialistes japonais, français et américains. Ces luttes ont été menées, la plupart du temps, sans l'aide de la bureaucratie russe ou même malgré son opposition. Les nouvelles sociétés qui en sont issues suivront chacune sa voie propre, indépendante de Moscou.

Après la révolution de 1917 dans le pays le plus archaïque de l'Europe, ce n'est pas un hasard si la révolution s'est développée à nouveau dans les secteurs sous-industrialisés de l'Europe et du monde. A l'exception de l'Allemagne orientale et de la Tchécoslovaquie, où le nouveau régime est imposé de l'extérieur, par la pression des armes, elle l'emporte dans les pays occupés où l'impérialisme a exacerbé les tensions sociales et nationales. Le système capitaliste craque d'abord, non dans les pays industrialisés où il peut être dépassé par un système social supérieur, mais dans les régions du globe où il a porté à leur paroxysme les contradictions des sociétés pré-capitalistes. En raison des conditions économiques et culturelles, les nouvelles sociétés, issus des révolutions anticapitalistes rencontrent d'énormes difficultés objectives pour parvenir au socialisme, c'est-à-dire pour permettre aux masses populaires d'élaborer librement les conditions de leur épanouissement. Leur problème immédiat est celui de la survie. Il leur faut édifier l'infrastructure économique sans laquelle les nouveaux rapports sociaux sont impossibles. Cela ne va pas sans sacrifices et par conséquent sans contraintes. Ces sociétés de transition sont hybrides et contradictoires. Pour dominer leurs contradictions, elles développent la propagande et l'idéologie, le pouvoir du parti et de l'Etat. Par-là elles tendent constamment à engendrer la bureaucratie, de nouvelles classes dirigeantes dont les intérêts et les aspirations entrent en opposition avec ceux des travailleurs et du socialisme. C'est ce qu'a bien montré la Révolution culturelle en Chine, même si elle a été télécommandée par une fraction de l'appareil dirigeant, même si elle a pu être canalisée et arrêtée.

L'extension territoriale de la puissance " soviétique " a montré également les limites du capitalisme d'Etat. En dominant les nations, en y installant son protectorat ou en cherchant à l'y installer, pour utiliser leurs ressources et leur population, la bureaucratie russe a engendré des forces centrifuges difficilement contrôlables. Dès 1948, rompant avec Moscou, la Yougoslavie a cherché sa voie propre : pour s'assurer le concours des travailleurs, la Ligue communiste a délégué une partie du pouvoir économique aux conseils ouvriers d'autogestion. La mort de Staline entraîne en U.R.S.S. même la dénonciation du stalinisme par Khrouchtchev, la rupture avec la Chine et l'Albanie, la dissociation du bloc des puissances et des partis jusqu'ici sous l'hégémonie de la bureaucratie russe. Dans les pays d'Europe qu'elle contrôle encore, à partir des années 50, les révoltes ouvrières se multiplient, de Berlin à Budapest, de Varsovie à Prague et à Poznan. Phénomène remarquable : contrairement à ce qu'affirme une propagande intéressée, nulle part les masses ne se sont soulevées pour restaurer le capitalisme privé ; partout, elles se sont soulevées pour la démocratie des conseils ouvriers et paysans, c'est-à-dire pour l'autogestion de la société par les masses populaires. Leur écrasement n'est que provisoire.

Les révolutions qui l'emportent sous le drapeau du communisme dans les pays sous-industrialisés sont inséparables du gigantesque mouvement de décolonisation qui marque la deuxième moitié du xx^e siècle. Ebranlé par la guerre, l'équilibre des forces impérialistes s'est rompu. La dislocation du système colonial a commencé dès 1943 par l'indépendance de la Syrie et du Liban. En Asie, la fin de la guerre a déclenché un raz de marée : de la Corée à l'Indonésie, du Cambodge et du Viêt-nam à l'Inde, les empires coloniaux s'écroulent. Nous avons vu comment les premiers soulèvements en Afrique du Nord et à Madagascar ont été écrasés dans le sang. Mais le mouvement est irréversible ; il gagne toute l'Afrique et roule jusqu'au Nouveau Monde. Les impérialismes font la part du feu, utilisent la force armée ou l'entente avec la bourgeoisie indigène. Mais le tiers monde fait irruption sur la scène politique mondiale, tumultueux et contradictoire.

Les révolutionnaires ont parfois sous-estimé ce gigantesque bouleversement parce qu'il ne correspondait pas à leurs schémas de la révolution socialiste. Ou bien ils ont une tendance à l'idéaliser pour le faire entrer dans

leurs schémas. Rien n'est si simple. La lutte contre l'impérialisme, le contrôle de l'économie par le nouveau pouvoir ne signifient pas pour autant une transformation socialiste de la société, même si la lutte a été menée sous le drapeau du socialisme et se réclame du marxisme. L'indépendance ne donne pas le moyen de dépasser les structures pré-capitalistes et capitalistes héritées de l'époque coloniale. Elle ne résout par elle-même aucun problème. Elle permet aux peuples de les affronter. Elle les fait entrer dans l'Histoire. En dépit des apparences, par-delà les conflits nationaux, elle donne une base politique unifiée au développement de l'humanité.

Le recul de l'impérialisme devait nécessairement entraîner une crise profonde de la société capitaliste. Pendant longtemps les pays hautement industrialisés ont pu distribuer à leur classe ouvrière une petite partie de leurs richesses accrues, par quoi elles ont nourri les illusions réformistes. Mais trente ans après la guerre, en raison même de leurs progrès technologiques et économiques, elles connaissent une nouvelle crise, non seulement de leur économie, mais de toutes leurs valeurs. Une crise qui se combine avec celle des sociétés bureaucratiques et avec les contradictions qui s'exacerbent entre pays économiquement avancés et pays encore sous-développés.

La vieille taupe de la révolution a creusé sa galerie souterraine. Elle réapparaît à la stupeur de ceux qui la croyaient enterrée. En même temps qu'en Tchécoslovaquie, la crise révolutionnaire de Mai-68 secoue la France et l'Italie. Le mouvement étudiant opère sa jonction avec le mouvement ouvrier : une grève générale de dix millions de travailleurs fait chanceler De Gaulle. Ce n'est point là l'écho tardif de 1936. C'est une répétition générale de la révolution socialiste, autogestionnaire, des pays industrialisés.

Toutes les valeurs morales de la bourgeoisie se trouvent contestées, ses institutions, sa culture, sa hiérarchie, les conditions du développement industriel qui menacent les ressources naturelles les plus vitales, les finalités de la production, la logique de la production pour le profit. Les jeunes, les femmes veulent leur émancipation. Les minorités nationales revendiquent leur identité et leur droit à l'autodétermination. Les travailleurs ne se contentent plus de défendre leur niveau de vie. Ils n'acceptent plus d'être traités comme des machines qu'on utilise, qu'on déplace ou dont on se débarrasse selon l'intérêt du

patronat. Ils affirment leur droit à contrôler leurs conditions de travail et finalement à exercer eux-mêmes le pouvoir économique et politique. La grève victorieuse des Lip à Besançon a eu une résonance considérable précisément parce qu'elle incarnait ces aspirations autogestionnaires.

Il ne s'agit point là d'une situation propre à la France. En Italie, depuis 1968, s'expriment avec vigueur les aspirations à la démocratie directe dans les entreprises et les quartiers. Au Chili, tandis que les partis de l'unité populaire s'enferment dans l'impasse de la légalité parlementaire et des compromis avec les officiers réactionnaires, surgissent les comités d'entreprises et de quartiers, expression de la nouvelle légalité révolutionnaire — trop tard pour pouvoir barrer la route aux fascistes de l'armée appuyés par la C.I.A. Quand, en 1974, le Portugal se débarrasse de la dictature qui l'écrase depuis un demi-siècle, de tous côtés se constituent des commissions ouvrières et populaires. L'Espagne de l'après-franquisme, dans une autre atmosphère, voit aussi se multiplier les organismes autonomes des travailleurs.

Dans les années qui viennent, une nouvelle chance est donnée aux travailleurs. Cette fois dans des pays industrialisés (ou relativement industrialisés) de l'Europe du Sud, où les conditions économiques, technologiques et culturelles permettent l'épanouissement du socialisme autogestionnaire. Encore faut-il qu'ils mettent cette chance à profit.

Partout jusqu'ici le dernier mot est resté à la bourgeoisie. Les partis réformistes ont été victimes de leurs compromis, comme au Chili. Ou bien ils ont remis en selle les classes dirigeantes comme au Portugal. Sans parler de l'Italie, où le Parti communiste joue les chevaliers servants de la Démocratie chrétienne. Toujours au nom de "l'intérêt général", comme en France après la Libération. Quant à l'extrême gauche, bien plus forte qu'en France en 1944, elle ne semble pas non plus avoir appris grand-chose. Eparpillée en d'innombrables groupes, elle oscille entre le sectarisme et le suivisme. Au Chili, le M.I.R. commence par se désintéresser des élections où se joue le sort du pays. Au Portugal la plupart des groupes s'isolent dans une pratique sectaire, en reprenant les thèses du social-fascisme.

C'est pourquoi il est utile pour les militants de réfléchir aux leçons du passé dans notre propre pays : l'expérience de 1936 et du Front populaire, celle du

mouvement révolutionnaire de 1968 — mais aussi les expériences de la guerre et de la Libération.

On y retrouvera les deux tentations qui paralysent le mouvement révolutionnaire. Pour coller au mouvement des masses et ne pas couper des réformistes, certains cherchent une voie moyenne. En pratique, elle se borne à une certaine autonomie de langage, moyennant un alignement certain sur la stratégie réformiste. Pour éviter le glissement vers le réformisme nombre de révolutionnaires se drapent dans leurs principes transformés en dogmes. La pensée marxiste dégénère en formules magiques, la propagande en incantations, l'organisation en secte impuissante. Entre suivisme et dogmatisme, le chemin est étroit. Il ne peut être défini que par la rigueur d'une analyse vivante, l'utilisation critique des expériences passées, la participation active aux luttes des masses et la compréhension de leurs courants profonds.

La classe ouvrière ne peut avancer vers le pouvoir que si, en un premier temps, elle a pris conscience de sa force dans l'action unitaire. C'est devant l'épreuve des faits que les travailleurs peuvent être amenés à rompre avec le réformisme, non par la magie du verbe. Les révolutionnaires ne peuvent les aider à progresser que par une difficile dialectique d'initiatives propres, d'actions communes et d'inévitables ruptures. Encore leur faut-il établir un rapport de forces suffisant pour que les travailleurs sentent la nécessité de leur participation à l'action commune et, au besoin, l'imposent. Ce rapport de forces ne se résout nullement au poids numérique de l'organisation ni au dévouement de ses militants. Il dépend essentiellement de la liaison organique du mouvement avec les masses populaires.

Pour cela, il lui faut rompre avec la conception stalinienne (mais aussi léniniste) du parti dirigeant de la classe ouvrière.

Cette conception "avant-gardiste" en fait une organisation extérieure aux masses qui cherche à se substituer aux travailleurs en leur demandant leur confiance, au lieu d'être l'expression de leurs aspirations et un outil dont ils ont besoin dans leurs luttes. L'organisation politique ne peut les aider à assumer le pouvoir que si elle en est l'intellectuel collectif, capable d'exprimer leurs aspirations profondes et de les traduire en propositions politiques, de leur proposer une orientation, non de la leur imposer.

La classe ouvrière a besoin d'une telle organisation

politique. Les travailleurs ne peuvent pas s'élever spontanément à la compréhension de leurs intérêts historiques, moins encore à l'élaboration d'une stratégie qui leur permette de vaincre. Les difficultés quotidiennes, la puissance en apparence inébranlable du capitalisme, la domination de l'idéologie bourgeoise, le poids du réformisme, tout contribue à freiner leur avancée politique. Le rôle d'une force politique autogestionnaire est de leur permettre de s'exprimer librement, de confronter leurs expériences, de les éclairer par celles du passé et des autres pays en utilisant l'acquis théorique du mouvement ouvrier. Elle ne peut jouer ce rôle que si elle ne se contente pas de regrouper une avant-garde idéologique, mais rassemble la fraction la plus résolue de la classe ouvrière et des masses populaires, quelles qu'en soient les limites théoriques.

Les chances du mouvement révolutionnaire dans la crise qui vient, c'est la prise de conscience autogestionnaire dans les syndicats, les mouvements populaires, parmi tous ceux qui sont sensibles aux conséquences du capitalisme sur les conditions de vie. Les élections municipales de 1977 ont montré que, même sur le terrain électoral qui lui est défavorable, ce courant est capable d'une intervention autonome. Une fraction importante de la population a manifesté sa volonté de changer la société et sa relative défiance à l'égard des formations réformistes. Bien entendu, il s'agit encore d'une tendance confuse, hétérogène, parfois contradictoire.

L'avenir dira si les révolutionnaires partisans de l'autogestion sauront leur donner les moyens de s'exprimer et d'agir ensemble, d'en regrouper les militants les plus résolus en une force politique cohérente. Il dira s'ils sont capables de constituer l'intellectuel collectif des travailleurs, d'intervenir dans le mouvement des masses tel qu'il est, y compris avec les formations réformistes dans lesquelles elles se reconnaissent, et de la faire progresser.

De cela dépendent finalement les possibilités du socialisme.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

CHAPITRE I

LE DÉBARQUEMENT ET LA LIBÉRATION

1. Charles Tillon, *Les F.T.P.* ; nouvelle édition 10/18.
2. De Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. II, « L'Unité » ; éd. Livre de poche.
3. Raymond Aron, *Histoire de la libération de la France* ; éd. Fayard.
4. *La Vérité*, n° 67 (nouvelle série n° 7), 22 juin 1944.
5. Bulletin intérieur du P.C.I., n° 6.
6. R. Aron, *Histoire de Vichy* ; éd. Fayard.
7. *La Vérité*, n° 65, 26 mai 1944.
8. *Ibid.*, n° 68, 1^{er} juillet 1944.
9. *Ibid.*, n° 70, 4 août 1944.
10. *IV^e Internationale*, juin-juillet-août 1944, « Pour la défense de la révolution allemande ».
11. *La Vérité*, n° 70 ; l'article « La bombe de Staufenberg » est vraisemblablement de Guikovaty.
12. Ch. Tillon, *Les F.T.P.* ; ainsi que les citations suivantes.
13. *IV^e Internationale*, n° 20-21, juillet-août 1945. Article de N. Marc (Spoulber), « L'impérialisme français en quête de grandeur ».
14. Lettre à Yvan Craipeau, 1970.

CHAPITRE II

L'ÉTAT RESTAURÉ

15. Cette citation et les suivantes sont extraites des *Mémoires de guerre* du général De Gaulle, t. III, « Le Salut ».
16. *Action*, 6 octobre 1944.
17. Tract ; « Vivent les comités d'usines ! », 7 septembre 1944.
18. *La Vérité*, n° 75, 15 octobre 1944, « Correspondances ».
19. *Ibid.*, n° 77, 25 décembre 1944, « Les comités d'entreprise ».
20. De Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. III.
21. *La Vérité*, 15 novembre 1944. Numéro spécial, « Que veut l'ouvrier parisien ? Du fer pour travailler, du plomb pour se venger, et du pain pour ses frères ». (*Carmagnole de la Commune de Paris.*)
22. *La Vérité*, 15 décembre 1944.

23. *S'Unir, Combattre, Travailler*, rapport présenté par Maurice Thorez à la session du comité central des 21, 22, 23 janvier 1945, à la salle des fêtes de la mairie d'Ivry. (Brochure du P.C.F.)
24. Tract du P.C.I., « L'épuration par les milices ouvrières, les tribunaux populaires, les comités d'épuration » (sans doute début 1945).
25. *La Vérité*, 15 janvier 1945, « Fédérez les comités de gestion ».
26. *Lettre ouverte de l'Union communiste* (bulletin intérieur commun P.C.I.-U.C.), juillet 1945.
27. N. Marc (Spoulber), « L'Impérialisme français en quête de grandeur », *IV^e Internationale*, juillet 1945.
28. Philippe Robrieux, *Maurice Thorez* ; éd. Fayard.
29. *Cahiers du communisme*, n° 2, décembre 1944. Revue mensuelle publiée par le comité central du P.C.F. Maurice Thorez, « Travailler, Combattre pour la grandeur de la France ».
30. *Ibid.*, n° 5-6, mai-juin 1946 ; Alain Signor, « Déviation bolchevique ? »
31. *Ibid.*, février 1945 ; Etienne Fajon, « Nationalisation et Etat ».
32. R. Guyot, *La Jeune Génération dans le combat pour la gloire et la grandeur* ; éd. de la Jeunesse, janvier 1945.
33. *Les Echos*, 14 septembre 1945.
34. *Cahiers du communisme*, juin-juillet 1945.
35. *Cahiers du communisme*, mai-juin 1946.

CHAPITRE III

LES EMPÊCHEURS DE TOURNER EN ROND

36. *Cahiers du communisme*, mars 1945, (voir chapitre IV).
37. *L'Humanité de Buchenwald*, 22 avril 1945, n° 1 et unique.
38. André Marty, *L'Affaire Marty* ; éd. des Deux Rives, 1955.
39. « Entretien avec Charles Tillon », dans la revue *Que Faire ?*, juillet 1970.
40. André Marty, *Op. cit.*, « L'espoir de 1944 ».
41. *Le Libertaire*, n° 1, 24 décembre 1944, « Déclaration ».
42. *Ibid.*, n° 2, 15 février 1945, « Le peuple allemand dans la guerre ».
43. *Ibid.*, n° 2, « Vers la paix sociale ! ».
44. *Ibid.*, n° 2, « Conscience d'hier et vouloir de demain ».
45. *Ibid.*, n° 4, avril 1945, « Tour d'horizon ».
46. *Ibid.*, n° 6, juin 1945, « Victoire et suspension d'armes ».
47. *Mémorial de l'insurgé*, ainsi que les citations suivantes.
48. *Libertés*, n° 44, septembre 1944, « La lutte continue ».
49. *Ibid.*, « La dualité du pouvoir ».
50. *Ibid.*, n° 47, 19 octobre 1944.
51. *Ibid.*, 15 décembre 1944.
52. *Ibid.*, n° 47, 19 octobre 1944, « Ordre, Loi et Révolution » de J. Lejeune.
53. *Ibid.*, n° 46, 12 octobre 1944.
54. *Ibid.*, 3 novembre 1944, article de D.-L. Limond.
55. *Ibid.*, 8 décembre 1944, « Lutte de classes et résistance ».
56. *Ibid.*, n° 44 à 47 ; M. Fourrier, « Vers l'armée nouvelle ».
57. *Ibid.*, 17 novembre 1944 ; article de Bui Tich-nga.
58. *Ibid.*, n° 45, 5 octobre 1944 ; Berthier, « L'Allemagne et les Anglo-Américains ».
59. *Ibid.* ; M. Fourrier, « Esquisse d'une politique étrangère socialiste ».

60. *Ibid.*, 1^{er} décembre 1944.
61. *Ibid.*, 9 mars 1945.
62. *L'Humanité*, 13 mars 1945.
63. *Lutte de classes*, 2 septembre 1943, ronéotée.
64. *Ibid.*, n° 36, 19 septembre 1944, « Contre le courant ».
65. *Ibid.*, n° 37, 10 octobre 1944, « Le bonapartisme de gauche, fourrier du fascisme ».
66. *Ibid.*, n° 39, 20 novembre 1944.
67. *La Vérité*, 23 octobre 1944 (il n'était pas fait état antérieurement de cette lettre).
68. *Ibid.*, 30 septembre 1944, « Liberté de la presse », signé : le comité central du Parti communiste internationaliste.
69. *Ibid.*, 25 décembre 1944.
70. *Ibid.*, février 1946.
71. *Front ouvrier*, 20 mai 1945. Adresse à Lyon (nouvelle série n° 6).
72. *Ibid.*, 15 octobre 1945. Adresses à Lyon et à Paris (nouvelle série n° 12).
73. *Bulletin intérieur*, n° 9, fin novembre 1944. Compte rendu et résolutions du congrès.
74. *Bulletin intérieur*, n° 8, début novembre 1944. Postface aux thèses de la majorité (15 pages); textes de l'ex-C.C.I. (« L'heure de la IV^e Internationale », 38 pages), de Toulouse (« La question de l'U.R.S.S., 6 pages) et de l'ex-minorité du P.O.I. (« La question nationale, pierre de touche de la politique révolutionnaire », 14 pages) avaient été publiés dans deux *B.I.* d'octobre 1944.
75. *Bulletin intérieur*, février 1945 ; ainsi que les autres citations sur cette question

CHAPITRE IV

UN BAILLON POUR L'EUROPE

76. *Daily Telegraph*, 11 décembre 1944.
77. *IV^e Internationale*; Spero (Raptis), « La révolution grecque ».
78. *Basler Nachrichten*, 29 décembre 1944.
79. *Bulletin intérieur* du P.C.I., 23 décembre 1944.
80. *Revue Que faire?*, juillet 1970, « Entretien avec Charles Tillon ».
81. *Bulletin intérieur*, décembre 1944, « Déclaration du comité central ».
82. *IV^e Internationale*, 6^e année, n° 3, 4, 5, « Documents et résolution du II^e congrès mondial », Paris, 1948.
83. *IV^e Internationale*, n° 14-15, janvier-février 1945, « Le mûrissement de la situation révolutionnaire en Europe et les tâches de la IV^e Internationale » (ainsi que les citations suivantes).
84. *News Chronicle*, 16 mars 1945.
85. *Times*, 7 février 1945.
86. *La Vérité*, 24 mars 1945.
87. *Bulletin intérieur* du P.C.I., n° 16, mai 1945, « La montée révolutionnaire en Europe ».
88. *Front ouvrier*, n° 6, « La paix a éclaté » (Tell).
89. De Gaulle, *Le Salut*, *Op. cit.*, ainsi que les citations suivantes.
90. Florimond Bonte, *Cahiers du communisme*, mars 1945.

91. Résolution du comité central du P.C.F. des 15 et 16 juin 1946, citée dans l'article de J. Duclos, « Notre politique » (*Cahiers du communisme*, mai-juin 1946).
92. Résolution de la conférence mondiale de la IV^e Internationale, avril 1946, « La lutte contre la nouvelle paix impérialiste ».

CHAPITRE V

LA GUERRE FINIE, L'UNION NATIONALE CONTINUE

93. *Libertés*, janvier 1945.
94. *Cahiers du communisme*, juin-juillet 1945.
95. IV^e Internationale, juillet-août 1945.
96. *Le Drapeau rouge*, organe de la région nord du P.C.I., 8 février 1945.
97. *Le Soviet de Panhard*, n° 3, mars 1945, (P.C.I.).
98. *Front ouvrier*, février 1945, organe de la région atlantique du P.C.I.
99. *Octobre*, mars 1945, Bordeaux, (P.C.I.).
100. *Front ouvrier* de Lyon, 20 mai 1945.
101. *Bulletin intérieur* du P.C.I., mai 1945, texte du bureau politique.
102. *La Vérité*, 23 mars 1945.
103. André Marty, *L'Affaire Marty*.
104. *Le Libertaire*, 20 septembre 1945.
105. *Ibid.*, janvier 1946.
106. *Bulletin intérieur* du P.C.I., février 1945, « Le caractère de la nouvelle illégalité ».
107. *Bulletin intérieur* du P.C.I., mars 1945.
108. *Bulletin intérieur* du P.C.I., avril 1945.
109. *Bulletin intérieur commun P.C.I.-U.C.*, juillet 1945, ainsi que les citations suivantes.
110. Maurice Thorez, *Discours prononcé au XI^e congrès de la Jeunesse communiste*, 31 mars 1945 (éd. U.T.R.F.).
111. *Cahiers du communisme*, mai-juin 1946 (Daniel Treller).
112. *Jeunesse*, éditorial, 19 janvier 1945.
113. *Ibid.*, 2 février 1945.
114. *Ibid.*, 9 février 1945.
115. *Bulletin intérieur*, avril 1945.
116. *Ibid.*, juin 1945.

CHAPITRE VI

L'EMPIRE FRANÇAIS RESTAURÉ

117. *Libertés*, 17 août 1945.
118. *Ibid.*, 7 septembre 1945.
119. *L'Humanité*, 3 février 1947.
120. *La Vérité*, octobre 1945.
121. *Ibid.*, août 1946.
122. Ministère de l'Information, *Notes documentaires et études*, série coloniale VII.
123. Henri Lozeray, *Cahiers du communisme*, avril 1945.
124. *Ohé Partisans!*, n° 4, août 1945.
125. IV^e Internationale, juillet-août 1945.
126. *Le Monde*, 18 mai 1945.
127. *Le Populaire*, 18 mai 1945.
128. *L'Humanité*, 21 juin 1958.

129. *Cahiers du communisme*, « Essai sur la nation algérienne » (P.C.A.), août 1958.
130. *L'Humanité*, 21 mai 1945.
131. *Liberté et Alger républicain*, 12 mai 1945.
132. *L'Humanité*, 15 mai 1945.
133. *Le Monde*, 8 juillet 1945.
134. *L'Humanité*, 27 juin 1945.
135. *Ibid.*, 30 juin 1945.
136. De Gaulle, *Le Salut*.
137. *Libertés*, novembre 1944.
138. *La Vérité*, 29 mars 1946.
139. *Ibid.*, 9 août 1946.
140. *Cahiers du communisme*, février 1947 ; Jacques Duclos, « Notre politique ».
141. *Ibid.*, idem, mars-avril 1947.

CHAPITRE VII

RENAULT CONTRE L'UNION NATIONALE

142. *IV^e Internationale*, juillet-août 1945, « L'impérialisme français en quête de grandeur ».
143. *IV^e Internationale*, avril-mai 1946.
144. *Bulletin intérieur* du P.C.I., n° 25, juillet 1946 ; Girard, « L'économie française après 20 mois de libération et ses perspectives ».
145. *Bulletin intérieur*, n° 25 ; Francis (Y. Craipeau), « Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre ».
146. *Bulletin intérieur* du P.C.I., n° 25 ; Demazière, « Bilan des élections françaises ». Les renseignements et citations suivantes sont également tirés des *Bulletins intérieurs* et de *La Vérité*.
147. Vincent Auriol, *Mon septennat (1947-1954)*, ainsi que les citations suivantes ; extraits tirés des *Notes du journal* présentées par Pierre Nora et Jacques Ozouf (éd. Gallimard).
148. Acheron, « Introduction » à *U.S. in World Affairs*.
149. *L'Humanité*, 3 mai 1947.
150. *Franc-Tireur*, 6 mai 1947.
151. *L'Humanité*, 11-12 mai 1947.
152. *Lutte de classes*, 26 avril 1947, ainsi que toutes les citations suivantes. *La Vérité* dans un numéro spécial et dans son édition normale donnent aussi un compte rendu de la grève.
153. *Lutte de classes*, 16 mai 1947.
154. *La Voix des travailleurs de chez Renault*, 3 juin 1947.

CHAPITRE VIII

L'IMPASSE

155. *Le Drapeau rouge*, 23 janvier 1947.
156. *Ibid.*, 2 janvier 1947 ; Dunoyer (A. Essel), « Halte aux fauteurs de guerre ».
157. *Ibid.* ; Fuvel, « Les fonctionnaires réclament le minimum vital ».
158. *Ibid.*, 23 janvier 1947 ; Marcel Rousseau, « Ni dupes ni otages ».
159. *Ibid.*, n° 13, donne en exemple le Var et la Corse.
160. *Ibid.*, 12 juin 1947 ; Dunoyer (A. Essel), « Des vessies pour des lanternes... Pourquoi la dissolution ? ».

La France secoue le joug nazi. Les travailleurs voient dans la Libération l'espoir d'une libération sociale. Les partis de gauche n'incarnent pas cette espérance, en particulier un puissant P.C.F., porté au sommet de la vague populaire et qui contrôle les forces vives des maquis ? De son bord, De Gaulle manœuvre afin de briser tout élan des masses laborieuses ; et pour y parvenir, il bride le P.C.F., lui ajuste le mors et l'invite à la danse de l'union nationale. 1944-1947, communistes et socialistes, au gouvernement, collaborent au redressement national d'une France en crise. Au profit de qui ? Yvan Craipeau ne se contente pas de broser un tableau vigoureux et fort documenté de ce rendez-vous manqué des travailleurs avec l'histoire. Son mérite est aussi de donner la parole aux révolutionnaires d'alors, de montrer comment ils sont intervenus dans ce temps fort de la lutte des classes, leur force et leurs faiblesses. Une leçon pour le présent, pour la France de 1978 où la gauche classique et la « nouvelle gauche » ont, de nouveau, rendez-vous avec l'histoire.